



Budget des dépenses 1996-1997

Partie II

Budget des dépenses
principal

Les documents budgétaires

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en trois parties. Commencant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder. Dans les documents de la Partie III, on fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes surtout axés sur les résultats attendus en contrepartie de l'argent dépensé.

Les instructions sur la façon de se procurer ces documents se trouvent sur le bon de commande qui accompagne la Partie II.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada par l'entremise de

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue BT31-2/1997-II
ISBN 0-660-59972-4

Budget des dépenses 1996-1997

Partie II Budget des dépenses principal

Comment utiliser adéquatement cette version Acrobat de la Partie II du Budget des dépenses de 1996-1997

Les signets (bookmarks) pointent à une table des matières ayant des liens hypertextes. Ceux-ci vous amènent directement aux pages indiquées. Le curseur a, par défaut, la forme d'une main ouverte. Quand, à l'intérieur de la table des matières, il prend la forme d'une main pointant du doigt, cela signifie que vous êtes sur un lien hypertexte. Il suffit de cliquer sur ce lien pour vous rendre promptement à la page indiquée. Vous pouvez également utiliser la fonction REQUÊTE (Find) du menu OUTILS (Tools) pour faire vos recherches. Ce mode de recherche est considérablement plus lent que les liens hypertextes et le temps de réponse varie selon le volume du fichier et la puissance de votre ordinateur personnel.

Cette version antérieure comprend un index que vous pouvez visionner mais il n'y a pas encore toutefois de lien hypertexte. Nous devrions être en mesure, d'ici à la fin de mars 1996, d'intégrer au site Internet du SCT une deuxième version et une version finale du document susmentionné. L'index de la version finale aura alors des liens hypertexte.

Table des matières

1 Introduction

- Préface 1-2
- Tableaux sommaires 1-14
- Annexe proposée au projet de loi de crédits 1-30
- Postes législatifs du Budget des dépenses principal 1-52

Ministères et organismes

2 Affaires étrangères et Commerce international

- Ministère 2-4
- Agence canadienne de développement international 2-11
- Société pour l'expansion des exportations 2-15
- Centre de recherches pour le développement international 2-16
- Commission mixte internationale 2-18
- Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne 2-19
- Administration du pipe-line du Nord 2-20

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

- Ministère 3-4
- Commission canadienne des affaires polaires 3-12

4 Agriculture et Agroalimentaire

- Ministère 4-3
- Commission canadienne du lait 4-8

5 Anciens combattants

- Ministère 5-2

6 Citoyenneté et Immigration

- Ministère 6-3
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada 6-5

7 Conseil du Trésor

- Secrétariat 7-2

8 Conseil privé

- Ministère 8-4
- Centre canadien de gestion 8-5
- Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes 8-8
- Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports 8-9
- Directeur général des élections 8-10
- Commissaire aux langues officielles 8-11
- Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie 8-12
- Commission des relations de travail dans la fonction publique 8-13
- Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité 8-14

9 Défense nationale

- Ministère 9-3
- Protection civile Canada 9-7

- 10 Développement des ressources humaines**
 - Emploi et Immigration 10-4
 - Conseil canadien des relations du travail 10-17
 - Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs 10-18
 - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail 10-19

- 11 Environnement**
 - Ministère 11-3
 - Agence canadienne d'évaluation environnementale 11-7

- 12 Finances**
 - Ministère 12-4
 - Vérificateur général 12-10
 - Tribunal canadien du commerce extérieur 12-11
 - Bureau du surintendant des institutions financières 12-12

- 13 Gouverneur général**
 - Ministère 13-2

- 14 Industrie**
 - Ministère 14-5
 - Agence de promotion économique du Canada atlantique 14-11
 - Banque de développement du Canada 14-13
 - Agence spatiale canadienne 14-14
 - Tribunal de la concurrence 14-17
 - Commission du droit d'auteur 14-18
 - Société d'expansion du Cap-Breton 14-19
 - Bureau fédéral de développement régional (Québec) 14-20
 - Conseil national de recherches du Canada 14-22
 - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 14-24
 - Conseil de recherches en sciences humaines 14-25
 - Conseil canadien des normes 14-26
 - Statistique Canada 14-27
 - Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 14-29

- 15 Justice**
 - Ministère 15-3
 - Commission canadienne des droits de la personne 15-6
 - Commissaire à la magistrature fédérale 15-7
 - Cour fédérale du Canada 15-8
 - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada 15-9
 - Cour suprême du Canada 15-10
 - Cour canadienne de l'impôt 15-11

- 16 Parlement**
 - Sénat 16-3
 - Chambre des communes 16-5
 - Bibliothèque du Parlement 16-7

Table des matières

Ministères et organismes

17 Patrimoine canadien

- Communications 17-5
- Conseil consultatif sur la situation de la femme 17-12
- Conseil des Arts du Canada 17-13
- Société Radio-Canada 17-14
- Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 17-16
- Musée canadien des civilisations 17-17
- Musée canadien de la nature 17-18
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes 17-19
- Archives nationales du Canada 17-20
- Société du Centre national des Arts 17-22
- Commission des champs de bataille nationaux 17-23
- Commission de la capitale nationale 17-24
- Office national du film 17-25
- Musée des beaux-arts du Canada 17-27
- Bibliothèque nationale 17-28
- Musée national des sciences et de la technologie 17-29
- Commission de la fonction publique 17-30
- Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice 17-33

18 Pêches et Océans

- Ministère 18-2

19 Ressources naturelles

- Ministère 19-3
- Commission de contrôle de l'énergie atomique 19-8
- Énergie atomique du Canada, Limitée 19-10
- Office national de l'énergie 19-11

20 Revenu national

- Ministère 20-2

21 Santé

- Ministère 21-3
- Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses 21-8
- Conseil de recherches médicales 21-9
- Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés 21-10

22 Solliciteur général

- Ministère 22-3
- Service canadien du renseignement de sécurité 22-5
- Service correctionnel 22-6
- Commission nationale des libérations conditionnelles 22-9
- Bureau de l'enquêteur correctionnel 22-10
- Gendarmerie royale du Canada 22-11
- Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada 22-13
- Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada 22-14

23 Transports

Ministère 23-3

Tribunal de l'aviation civile 23-14

Administrateur de l'Office du transport du grain 23-15

Office national des transports 23-16

24 Travaux publics et Services gouvernementaux

Travaux publics et Approvisionnement et Services 24-3

Société canadienne d'hypothèques et de logement 24-13

Société canadienne des postes 24-14

Corporation commerciale canadienne 24-15

25 Index

Index 25-2

1 Introduction

Préface 1-2

Tableau du sommaire général 1-14

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article
courant de dépense 1-22

Annexe proposée au projet de loi de crédits 1-30

Postes législatifs du Budget des dépenses
principal 1-52

Préface

Introduction

Le Budget des dépenses a pour objet de fournir au Parlement des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et de dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) prévues pour l'exercice 1996-1997. Ces autorisations sont de deux types, à savoir les dépenses votées et les dépenses législatives. Les dépenses votées sont celles que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement tous les ans au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit et l'autorisation de dépenses s'y rattachant sont présentés dans une annexe à cette loi. Une fois approuvés, le libellé et les montants établissent les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les dépenses. Quant aux autorisations de dépenses législatives, elles sont accordées en permanence par le Parlement dans d'autres lois et ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information.

La Préface de la Partie I du Budget des dépenses contient des renseignements détaillés sur la structure générale et le contenu du Budget des dépenses.

Les éléments structurels de base de la **Partie II** (le Budget des dépenses principal) sont les crédits et les postes législatifs, lesquels englobent l'ensemble des dépenses que le ministère ou l'organisme concerné se propose d'effectuer au titre d'un programme. On entend par programme un groupe d'activités ayant un objectif ou un ensemble d'objectifs commun.

En général, la structure de programmes et celle des crédits correspondent, en ce sens qu'ordinairement il n'y a qu'un crédit par programme. Le libellé d'un crédit et son montant figurent dans une loi de crédits qui précise l'autorisation et la limite des paiements imputables sur le crédit; il ne s'agit pas d'un engagement à dépenser le montant total. Il y a toutefois des exceptions à la structure normale des crédits, lesquelles sont examinées ci-après.

On trouve dans le Budget des dépenses les types de crédits suivants :

a) *Crédit pour dépenses de programmes* - Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour «dépenses en capital» ou le crédit pour «subventions et contributions» parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de

dollars. En pareil cas, toutes les dépenses de programmes sont imputées sur un seul crédit.

b) *Crédit pour dépenses de fonctionnement* - On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire de disposer également d'un crédit pour dépenses en capital ou d'un crédit pour subventions et contributions, ou les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Si ce n'est pas le cas, les dépenses en question sont incluses dans le crédit pour dépenses de fonctionnement.

c) *Crédit pour dépenses en capital* - Ce crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital visées sont celles regroupées sous les articles courants 8 et 9, qui portent sur la construction et/ou l'acquisition de terrains, de bâtiments, d'ouvrages, de machines et de matériel (des définitions précises sont présentées à l'Annexe). Lorsque le ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles ou retient les services d'experts pour créer des immobilisations, il doit aussi inclure les dépenses prévues à cette fin dans le crédit pour dépenses en capital.

d) *Crédit pour subventions et contributions* - Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme totalisent 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot «contribution» figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les «autres paiements de transfert» puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

e) *Crédit non budgétaire* - En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organismes internationaux, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* - Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* - pour permettre au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* - Ce crédit permet de couvrir certaines dépenses diverses qui ne peuvent être prévues au moment de la préparation du Budget des dépenses, et d'absorber les coûts salariaux additionnels, notamment qui découlent des conventions collectives qui entrent en vigueur durant l'année budgétaire et dépassent les sommes portées à l'égard de ces coûts aux crédits des ministères et organismes.
- (ii) *Crédit pour dépenses de reprographie* - Ce crédit permet de couvrir les frais découlant de contrats de licence négociés, qui autorisent la reproduction d'œuvres publiées, tributaires du droit d'auteur, à l'échelle de l'administration publique dans son ensemble.
- (iii) *Crédit pour aide à la formation* - Ce crédit sert à absorber les coûts entraînés par le recyclage de fonctionnaires qui sont, ou seront, déclarés excédentaires conformément au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.
- h) *Crédits spéciaux : Affaires indiennes et du Nord canadien* - Le crédit pour dépenses en capital de ce ministère est maintenu même si le montant indiqué est inférieur à 5 millions de dollars, en raison du nombre d'autorisations spéciales dont il est tenu compte dans le libellé du crédit.

Résumé du Budget des dépenses principal de 1996-1997

L'Introduction contient quatre tableaux sommaires pour l'administration dans son ensemble.

- a) *Sommaire général* - Le premier tableau présente les postes budgétaires et les postes non budgétaires du Budget des dépenses principal, par ministère et organisme, et par type d'autorisation parlementaire (dépenses annuelles votées ou dépenses législatives). Les dépenses budgétaires englobent le coût du service de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, les transferts et les subventions destinés à d'autres paliers de gouvernement, à des organismes et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État. Les dépenses non budgétaires (les prêts, les dotations en capital et les avances) sont des sorties de fonds qui reflètent les variations de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Ce tableau comprend également les prévisions de dépenses globales liées aux *Comptes à fins déterminées consolidés*. Les opérations liées à ces comptes sont déclarées comme faisant partie des recettes et des dépenses budgétaires dans les Comptes publics du Canada, et les dépenses prévues sont comprises dans le Budget présenté par le ministre des Finances. Il existe plus de 25 comptes à fins déterminées consolidés dans les Comptes du Canada. Une liste complète de ces comptes et un résumé des opérations liées à chacun de ceux-ci figurent dans les Comptes publics du Canada.

- b) *Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépenses* - Le deuxième tableau sommaire indique la répartition des opérations par article de dépense, ce qui comprend, dans le cas des dépenses, les types de biens ou de services acquis ou les transferts effectués, et dans le cas des recettes, la provenance de celles-ci. Ces articles sont décrits à l'Annexe à la présente préface.
- c) *Annexe proposée au projet de loi de crédits* - Le troisième tableau indique le numéro, le libellé et le montant de tous les crédits qui figurent dans le Budget des dépenses principal et dont l'adoption sera proposée au Parlement.

- d) *Postes législatifs du Budget des dépenses principal* - Ce tableau présente la liste complète des prévisions des dépenses courantes totales pour chaque autorisation législative d'un programme pour lequel il existe un besoin financier.

Présentation par portefeuille, ministère et organisme

Les programmes des ministères et organismes dont les ministres sont responsables ou comptables au Parlement ont été regroupés par portefeuille. La présentation en ordre alphabétique des prévisions des portefeuilles forme le Budget des dépenses principal. Les ministères d'État, créés en application de la *Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement*, représentent une définition plus restreinte du terme «portefeuille», mais sont considérés comme des ministères pour les besoins de la présentation du Budget.

Les prévisions de chaque portefeuille débutent par un tableau sommaire indiquant, pour chaque crédit ou poste législatif, le montant prévu dans le Budget des dépenses principal à l'égard de tous les programmes composant ce portefeuille. Ce tableau contient les libellés abrégés des crédits.

Toutes les données du Budget des dépenses indiquées pour l'année précédente proviennent du Budget des dépenses principal de cette année budgétaire. On fait ainsi en sorte que toutes les données financières soient présentées de façon uniforme d'une année sur l'autre, pour tous les ministères et organismes et dans le Budget des dépenses principal de l'année en cours. Au besoin, les montants de l'année budgétaire précédente sont rajustés en fonction des changements survenus dans la structure des organisations ou des programmes, notamment des changements dans les responsabilités ministérielles, afin de permettre des comparaisons pertinentes.

En général, la présentation de chaque programme se compose de quatre sections, lesquelles sont indiquées ci-après. Si l'une d'elles ne s'applique pas à un programme donné, elle est omise.

Objectifs

Cette section fait l'exposé des objectifs de chaque programme.

Description des activités

Cette section sert à expliquer le programme en décrivant le travail qui se fait dans chaque activité pour atteindre les objectifs du programme.

Tableau Programme par activité

Ce tableau indique l'ensemble des ressources financières qu'il est proposé d'engager au titre du programme. Les montants des crédits votés et des autorisations législatives sont combinés et répartis entre les activités de chaque programme. Les dépenses de chaque activité sont présentées sous les rubriques Fonctionnement, Dépenses en capital, Paiements de transfert (subventions et contributions) et Prêts, dotations en capital et avances. Les recettes à valoir sur le crédit, pour les ministères et organismes autorisés à le faire, ainsi que les recettes associées aux fonds renouvelables sont également incluses dans ce tableau.

Les rentrées portées aux recettes générales non fiscales et les services fournis gracieusement par d'autres ministères fédéraux sont présentés dans la **Partie III**.

Paiements de transfert

Ce tableau fournit des précisions sur les paiements de transfert qu'il est proposé d'effectuer dans le cadre du programme. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement en contrepartie duquel aucun bien ni service n'est reçu et qui est accordé afin de faciliter la réalisation des objectifs d'un programme.

Les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert diffèrent sur plusieurs points :

- i) les contributions sont des paiements conditionnels qui sont soumis à la vérification, tandis que les subventions ne le sont pas;
- ii) les contributions exigent un accord entre le bénéficiaire et le ministère donateur qui détermine les conditions régissant leur versement, ce qui n'est pas le cas des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont des paiements effectués en vertu de la loi ou d'un accord qui prévoit habituellement l'utilisation d'une formule ou d'un calendrier d'exécution des paiements pour établir le montant annuel;
- iv) le libellé employé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention a un caractère législatif, tandis que celui qui décrit une contribution ou un autre paiement de transfert n'est donné qu'à titre indicatif.

Fonds renouvelables

Un fonds renouvelable constitue une autorisation permanente ou continue donnée par le Parlement en vue d'effectuer des paiements sur le Trésor jusqu'à concurrence d'une limite stipulée. En vertu de cette autorisation, les besoins de fonds peuvent être compensés, dans la mesure du possible, par les recettes produites.

Un fonds renouvelable peut servir à financer des programmes, des activités de programmes ou des parties de ces activités. Dans tous les cas, le tableau Programme par activité s'accompagne de notes qui montrent le bénéfice ou le déficit de fonctionnement prévu en rapprochant ce solde des besoins de trésorerie indiqués dans le Budget des dépenses et en renvoyant à la **Partie III** le lecteur qui désire plus de renseignements.

Sociétés d'État

Le principe général appliqué dans la **Partie II** du Budget des dépenses est de donner des renseignements sur les opérations financées par voie de crédits plutôt que sur l'ensemble du plan financier des sociétés. Les sommaires des plans d'entreprise et des budgets des sociétés, qui sont déposés séparément, visent à fournir aux parlementaires des renseignements plus complets en prévision de l'examen des dépenses des sociétés d'État qu'ils feront.

Une présentation distincte s'applique aux sociétés d'État pour lesquelles des crédits sont demandés. Cette présentation comprend les trois sections normalisées suivantes :

- a) *Objectif(s)* - Cette section décrit les objectifs de la société d'État.
- b) *Description du financement par voie de crédits* - Cette section décrit les principales activités commerciales auxquelles le financement est destiné. Elle décrit aussi les principales catégories de dépenses.
- c) *Sommaire du financement par voie de crédits* - Ce tableau donne des précisions sur les besoins financiers qui doivent être satisfaits au moyen de crédits. Les présentations peuvent varier selon les circonstances propres à chacune des sociétés et selon les renseignements fournis dans le sommaire de leur plan d'entreprise et de leur budget, et dans

leur état financier annuel. La présentation précise de façon distincte :

- i) le financement budgétaire et le financement non budgétaire, selon les principales activités commerciales de la société;
- ii) le montant du financement budgétaire nécessaire à l'exploitation, à l'acquisition d'immobilisations et d'autres éléments d'actif à long terme;
- iii) les dépenses prévues, les recettes et les ajustements, hors caisse ou autres, permettant de justifier les fonds d'exploitation demandés.

Changements dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997

Cette section comprend deux volets. Comme par les années passées, elle décrira les changements survenus en ce qui concerne la présentation des crédits, des programmes et d'autres éléments afin de permettre de rapprocher le Budget des dépenses principal de 1995-1996 et celui de 1996-1997. De plus, cette section exposera en détail les crédits qui renferment une autorisation précise, distincte de celle qui est incluse dans le Budget des dépenses principal de l'année précédente, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses paraissant pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du Budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, soient les lois de crédits précédentes.

Un important changement dans le Budget des dépenses principal de cette année, consiste en l'inscription de dépenses en capital secondaires dans la description des dépenses de fonctionnement. Ce changement a pour objectif d'harmoniser le concept de budget de fonctionnement avec la structure des crédits. Un budget de fonctionnement, défini sur la base du montant total des dépenses prévues, réunit en un tout les dépenses budgétaires au titre des salaires et traitements, les coûts de fonctionnement et les dépenses en capital secondaires. Ce changement a un effet plus visible au sens où pour les organisations qui n'ont que des dépenses en capital secondaires, la colonne Dépenses en capital du tableau Programme par activité disparaîtra et le montant sera inscrit dans la colonne Fonctionnement.

Les autres modifications en ce qui a trait à la présentation ou aux autorisations et toute nouvelle autorisation sont exposées ci-après en détail.

Affaires étrangères et Commerce international - La portée du libellé des crédits a été élargie pour prévoir l'engagement des recettes qui proviennent de l'exploitation des Centres canadiens d'éducation.

Affaires étrangères et Commerce international - Agence canadienne de développement international - L'agence a maintenant son propre ministre, le ministre de la Coopération internationale et ministre chargé de la Francophonie. Une nouvelle activité a été créée; elle s'intitule «Pays en transition» et consiste en une aide technique, humanitaire et financière aux pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, et aux pays de l'ex-Union soviétique.

Le libellé du crédit autorisant le Paiement et la délivrance de billets aux institutions financières internationales - Souscriptions au capital est modifié comme suit : «Paiement ne devant pas dépasser \$2,232,954 US à la Banque asiatique de développement, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à \$3,020,070 le 27 novembre 1995, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à \$109,414,736 US et la délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$7,780,000 US conformément à la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de souscriptions au capital exigible du Canada relié à la délivrance de ces billets à vue s'élève à \$407,670,000 US.»

Affaires indiennes et du Nord canadien - Le ministère a simplifié sa structure de programmes en transférant le «*Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux*» au ministère des Finances. En outre, dans le «*Programme d'administration*», l'énoncé de l'objectif a été modifié et les quatre secteurs figurant autrefois sous la rubrique Description des activités ont été regroupés en un, appelé «Soutien ministériel». Dans le «*Programme des affaires indiennes et inuit*», quatre des cinq secteurs ont été éliminés et remplacés par un nouveau poste appelé «Services aux Indiens et Inuit». En outre, le niveau des dépenses en capital de ce ministère a chuté sous le seuil de 5 millions de dollars; par conséquent, un crédit distinct pour dépenses en capital ne s'impose pas dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997.

Agriculture et Agroalimentaire - Le ministre a créé un Fonds renouvelable pour la *Commission canadienne des grains*. Ce fonds doit servir à améliorer la souplesse de fonctionnement de la Commission sur le plan financier.

Agriculture et Agroalimentaire - Commission canadienne du lait - La Commission a apporté d'importants changements dans sa Description du financement, afin de clarifier ses autorisations, ses sources de financement et ses activités administratives.

Anciens combattants - Pour améliorer la gestion de programmes et réduire les fonctions auxiliaires et le double emploi, le Programme de la Commission canadienne des pensions, le Programme du Bureau de services juridiques des pensions et le Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants ont été réunis en un seul programme qui s'intitule «Tribunal des anciens combattants (révision et appel)».

Conseil privé - Centre canadien de gestion - Le Centre a considérablement modifié la description de ses activités pour mettre beaucoup plus en relief la nature et l'éventail des cours, programmes et services qu'il offre.

Conseil du Trésor - Secrétariat - Un nouveau crédit, appelé «*Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale*» s'ajoute. Connu sous le nom de Crédit pour aide à la formation, il vise à accorder des fonds à l'égard des coûts de recyclage professionnel de certains fonctionnaires qui sont, ou seront, déclarés excédentaires conformément au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.

Défense nationale - La valeur de l'engagement autorisé pour le crédit 1 de la Défense nationale a été ramené de \$16,916,878,413 à \$17,886,735,000, et la valeur des paiements des exercices ultérieurs a également été ramenée de \$7,106,648,000 à \$6,704,208,000.

Développement des ressources humaines - Le «*Programme d'emploi et d'assurance*» et le «*Programme du développement social et de l'éducation*» ont été réunis en un nouveau programme, appelé «*Programme d'investissement dans les ressources humaines et assurance*». Ce regroupement fait suite à la décision, prise dans le budget de février 1995, de créer un fonds d'investissement dans les ressources humaines.

Environnement Canada - Le ministère a apporté d'importants changements à sa structure d'activités et de sous-activités. Les nouvelles activités sont en accord avec les secteurs d'activité et les composantes figurant dans son Plan d'activités, et elles reflètent les objectifs environnementaux de la structure organisationnelle canadienne plutôt qu'interne. Dans son cadre de planification, les questions environnementales prioritaires sont abordées, à l'échelle de l'organisation, à l'aide d'une approche intégrée, basée sur les écosystèmes.

Environnement Canada - Agence canadienne d'évaluation environnementale - À la suite de la proclamation récente de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, un nouvel organisme a été créé; ces activités sont essentiellement axées sur l'objectif du développement durable au moyen de l'élaboration, de la gestion et de la promotion de processus d'examen impartial.

Finances - Le ministère des Finances assumera la responsabilité, dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997, du «*Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux*», qui a été transféré du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Les ressources financières et les autorisations connexes ont également été transférées. Le «*Programme des paiements de transfert fiscal*» a été rebaptisé «*Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces*», et il englobe le nouveau paiement législatif au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Industrie - Après l'Examen des programmes, le ministère a modifié l'énoncé de l'objectif de son programme et la description des activités afin de formuler plus clairement ses trois nouveaux secteurs d'activité, c'est-à-dire la Politique microéconomique, les Règles et services axés sur le marché, et le Développement de l'industrie. Plusieurs autres activités sont présentées de façon distincte, notamment le tourisme, les entreprises autochtones et le développement du nord de l'Ontario. En outre, *l'Agence de promotion économique du Canada, la Société d'expansion du Cap-Breton, le Bureau fédéral de développement régional (Québec), et Diversification de l'économie de l'Ouest canadien* ont été transférés de leurs ministères respectifs au ministère de l'Industrie. Le niveau des dépenses en capital de cet organisme a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; par conséquent, il n'y a plus lieu d'inscrire un crédit distinct pour dépenses en capital dans le Budget

des dépenses principal de 1996-1997.

Industrie - Banque de développement du Canada - La loi, qui vise à changer le nom de l'ancienne Banque fédérale de développement en Banque de développement du Canada, est entrée en vigueur.

Industrie - Agence spatiale canadienne - L'agence a clarifié et simplifié la structure de son programme afin de mettre plus clairement l'accent sur ses activités de nature spatiale.

Industrie - Commission du droit d'auteur - La Commission a modifié la description de ses activités pour faire ressortir plus clairement ses sphères de compétence aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*.

Industrie - Diversification de l'économie de l'Ouest canadien - Cet organisme a ajouté une nouvelle catégorie de contributions pour le fonds d'emprunt et d'investissement (spécialisés) dont l'objectif est d'accorder des contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest qui oeuvrent dans des secteurs de croissance stratégique, grâce à l'établissement de ce fonds, à des conditions commerciales, de concert avec des fournisseurs de capitaux d'emprunt/propres des secteurs privé et public.

Industrie - Société d'expansion du Cap-Breton - La partie Description du financement par voie de crédits a été modifiée par l'ajout «pour aider à appuyer les secteurs de l'économie qui démontrent du potentiel pour la croissance économique.»

Justice - Le niveau des dépenses en capital de cet organisme a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; par conséquent, il n'y a plus lieu d'inscrire un crédit distinct pour dépenses en capital dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997. En outre, le ministère a apporté d'importants changements à sa structure de programmes pour améliorer la qualité des services aux ministères clients. Il est question de ces changements dans les nouvelles sections Objectif et Description des activités.

Parlement - Bibliothèque du Parlement - Le libellé du crédit a été modifié de façon à pourvoir à l'autorisation d'utiliser les recettes liées aux activités de la Chambre des communes.

Patrimoine canadien - Conseil consultatif sur la situation de la femme - Aucun crédit ultérieur ne sera requis pour cet organisme car il a été dissous et ses fonctions ont été intégrées à Condition féminine Canada.

Patrimoine canadien - Archives nationales du Canada - Le niveau des dépenses en capital de cet organisme a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; en conséquence, il ne sera pas nécessaire d'inscrire un crédit distinct pour dépenses en capital dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997.

Patrimoine canadien - Bibliothèque nationale - Cet organisme a reformulé la structure de ses activités pour mieux refléter la gestion actuelle du programme. Parmi les grands changements apportés, mentionnons l'établissement de quatre secteurs de base : acquisitions et services bibliographiques; services de recherche et d'information; services de technologie de l'information; politique, planification et liaison.

Patrimoine canadien - Musée national des sciences et de la technologie - D'importants changements ont été apportés à la structure des activités de cet organisme pour faire ressortir clairement les deux grands objectifs poursuivis, à savoir la conservation du patrimoine et la divulgation des connaissances, et regrouper les descriptions des fonctions des deux musées.

Pêches et Océans - Le ministère des Pêches et Océans assumera la responsabilité, dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997, de la Garde côtière canadienne, qui a été transférée de Transports Canada. Les ressources financières et les autorisations connexes de la Garde côtière canadienne ont également été transférées. Le ministère a reformulé l'énoncé de son objectif et la description des activités par souci de simplification et de clarification.

Ressources naturelles - Le ministère a regroupé ses deux anciens programmes, «*Programme de l'énergie, des mines et des ressources*» et «*Programme des forêts*», en un seul programme, qu'il appelle «*Programme des ressources naturelles*». En outre, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Revenu national - Le ministère a ajouté un important paiement législatif, appelé «*Versements d'allocations spéciales pour enfants*». Ce poste est mentionné dans la section du Budget des dépenses principal de 1995-1996 qui porte sur le ministère du Développement des ressources humaines. En outre, le ministère a apporté d'importants changements à son activité «*Vérification et exécution*» et il a rebaptisé son activité «*Recouvrements et acomptes provisionnels*» par «*Recouvrements des recettes*». Ces changements ont pour objectif de clarifier et de mettre en relief les

responsabilités du ministère dans ces domaines.

Santé Canada - Un nouvel organisme, appelé, «*Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire*» a été créé dans le cadre du «*Programme de santé*» du ministère.

Transports Canada - Le ministère a apporté d'importants changements à sa structure de programmes à la suite du transfert de la Garde côtière canadienne à Pêches et Océans. L'autorisation de la méthode du crédit net pour la taxe sur le transport aérien a été enlevée.

Transports Canada -Office du transport du grain - A la suite de l'abrogation de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, les fonctions de cet organisme ont été intégrées à Transports Canada. Cet organisme n'a donc pas besoin d'aucun crédit additionnel.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada - Le niveau des dépenses en capital pour le «*Programme des approvisionnements et services*» a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; par conséquent, il n'y a pas lieu d'inscrire un crédit distinct pour dépenses en capital dans le Budget des dépenses principal de 1996-1997. Les activités «*Services centraux et communs du gouvernement*» et «*Gestion ministérielle*» ont été reformulées pour clarifier les fonctions.

Annexe

Les dépenses budgétaires peuvent être réparties entre les douze articles courants de dépense suivants:

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
9. Construction et/ou acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

En outre, quatre autres articles visent des dépenses et des recettes:

- Un article de recettes, l'article courant n^o 13, sert à comptabiliser les recettes qui peuvent être portées à un crédit. Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les recettes tirées de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit.
- Un article de recettes, l'article courant n^o 14, qui comprend les recettes non fiscales. Cet article n'est pas inclus dans les estimations des dépenses.
- Un article de dépense, l'article courant n^o 15, comprend des opérations internes liées à des dépenses entre ministères et organismes.
- Un article de recettes, l'article courant n^o 16, comprend des opérations internes liées à des recettes entre ministères et organismes. Les recettes à valoir sur un crédit et les recettes non fiscales sont incluses.

Même si les articles courants n^{os} 15 et 16 influent sur les recettes et les dépenses selon le même montant, leur effet sur les estimations des dépenses nettes ne correspond qu'à un petit montant, puisque les recettes non fiscales liées aux opérations internes ne sont pas incluses dans les estimations des dépenses.

Une brève explication de chaque article courant est donnée dans ce qui suit.

1. Personnel

Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à temps plein) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que les membres des forces militaires et de la GRC. Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs, ainsi que les indemnités des membres des deux chambres du Parlement, et tout genre d'indemnité versée au personnel permanent ou engagé pour une période déterminée ou à leur intention: indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre. Y figurent aussi les allocations pour automobile aux ministres et les indemnités de dépenses aux sénateurs et aux députés.

Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (compte de pension de retraite de la fonction publique, compte de prestations de retraite supplémentaires, compte du Régime de pensions du Canada, Régime de rentes du Québec, comptes de prestations de décès de la Fonction publique et compte d'assurance-chômage), au compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au compte de pension de retraite des Forces canadiennes et au compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; et les contributions de l'État aux régimes provinciaux et autres régimes d'assurance médicale et d'assurance-hospitalisation y figurent aussi les frais de personnel supplémentaires pour diverses fins.

2. Transports et communications

Frais de voyage et de transport d'employés du gouvernement, de membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, ainsi que frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés. Y figurent aussi le transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent d'arpentages, d'inspections et d'études sur le terrain. Sont aussi compris les frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.

Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous autres frais postaux.

Frais de transport de marchandises, autres que le coût initial de livraison, à l'égard d'un achat (compris dans

Annexe

l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de courrier offerts par l'entreprise privée.

Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.), et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de courrier assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. Information

Cet article courant comprend trois catégories principales de dépenses.

Service de réclame

Comprend tous les services de réclame pour publicité et autres fins achetés aux agences de publicité ou directement pour temps d'antenne ou dans les médias imprimés ou sur les placards extérieurs ou sur les panneaux-réclame. Cela comprend les services de réclame et de création tels que les arts graphiques.

Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition

Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Aussi sont compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audio-visuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

Services des relations avec le public et des affaires publiques

Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Services de rédaction des discours, services des communiqués de presse, des séances d'information, des conférences de presse et des événements spéciaux. Services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinions, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles.

4. Services professionnels et spéciaux

Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, des commissions, etc., pour services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants oeuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement, paiements pour services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiements pour services de gestion, pour services d'informatique et pour autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.

Paiements de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiements de services d'informatique, paiement des frais de scolarité à des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas de juridiction fédérale; achat de services de formation en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes, et paiements à la Commission de la fonction publique pour des cours de formation.

Paiements pour services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage et d'entreposage, et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au MAS pour l'administration de marchés.

5. Location

Crédits pour les locations de toutes sortes: location, par le ministère des Travaux publics et Approvisionnement et Services, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement. Location et affrètement – avec ou sans équipage – de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs. La location de services d'entreposage figure cependant à l'article courant n^o 4, bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

Cet article courant comprend les travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant n^o 8 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant n^o 9. Cet article comprend également les paiements faits au ministère des Travaux publics pour les services offerts aux locataires. Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais entrant dans le coût des travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, les frais de scolarité, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

En fait également partie l'achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus: essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage, etc.; provendes; aliments et autres fournitures pour navires et établissements; bestiaux achetés pour consommation ou revente; graines de semence; aliments, vêtements et autres fournitures pour Indiens malades et indigents; manuels et fournitures pour écoles indiennes; livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur; uniformes et fourniture; photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement; fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais; fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour levés topographiques, études, etc.; produits chimiques, approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux; des oeuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives; fournitures du service de nettoyage; bois et charbon; fournitures électriques; pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

Machines et matériel, y compris leurs accessoires et dispositifs, coûtant moins de \$1000. Les machines et le matériel coûtant plus de \$1000 figurent à l'article courant n° 9.

8. Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet article comprend toutes les dépenses relatives aux contrats de construction de nouveaux bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et tout autre bien immeuble de ce genre, les dépenses afférentes à la construction des biens de cette nature et aux améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération, etc. Y figurent aussi tous les travaux réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord. L'achat de terrains en fait également partie. La rémunération de gens employés occasionnellement à des travaux particuliers, le salaire des employés permanents qui y travaillent à temps plein ou à temps partiel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux figurent, toutefois, aux articles courants n° 1 ou n° 7, respectivement.

9. Construction et/ou acquisition de machines et de matériel

Dépenses relatives à toutes les machines, tout le matériel, les fournitures et le mobilier de bureau, le matériel informatique et électronique ou tout autre accessoire de bureau; le matériel et les accessoires à microfilmer, le matériel de communication entre bureaux, les affranchisseuses à compteur, les cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau; les véhicules automobiles, les avions, les tracteurs, le matériel de voirie, le matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; le matériel scientifique et de laboratoire, les navires, les brise-glaces et le matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

Machines et matériel, y compris leurs accessoires et dispositifs coûtant plus de \$1,000. Les machines et le matériel coûtant moins de \$1,000 figurent à l'article courant n°7.

Annexe

10. Paiements de transfert

Tous les paiements de transfert, c'est-à-dire les subventions et les contributions, les subsides et tous les paiements faits par l'État qui ne sont pas destinés à la location ou l'achat de biens ou de services.

Tous les paiements importants relatifs au bien-être versés à des individus, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants; les subventions et les paiements aux provinces et aux territoires en vertu des lois constitutionnelles et d'autres lois, paiements relatifs à l'assurance-maladie, l'assurance hospitalisation, et les langues officielles et le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; les subventions et les capitaux consentis à l'industrie y compris les paiements d'indemnisation des importateurs de pétrole; les subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; les bourses d'études; les subventions de soutien consenties à de nombreux organismes sans but lucratif; versement de subventions aux municipalités en remplacement d'impôts; contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans le présent article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous «subventions» ou «contributions». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas ainsi limitées.

11. Service de la dette publique

Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux. Sont inclus également les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations et les frais afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

Paiements à des sociétés d'État et autres sociétés gouvernementales ou organismes, et versements à certains comptes non budgétaires, ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes «Divers». Les paiements faits aux sociétés d'État comprennent les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et incluent également les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État; les paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'État comprennent les versements à des organismes tels que le Centre national des Arts. Les paiements faits aux comptes non budgétaires comprennent les contributions de l'État à l'assurance-chômage, au compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ainsi que les prestations relatives à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Sous le titre «Divers» figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de quayage et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels, et les dépenses relatives à des petits articles et des services divers. Sont compris également des fonds pour plusieurs articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

13. Recettes à valoir sur le crédit

Les recettes à valoir sur le crédit, conformément à l'autorisation du Parlement, sont inscrites sous le présent article courant. Les principaux postes comprennent les loyers provenant de la location d'immeubles et de matériel appartenant à l'État; les recettes provenant de la prestation de services de police à d'autres paliers de gouvernement; les recettes provenant de fonds renouvelables; ainsi que le recouvrement des fonds provenant des gouvernements provinciaux, de gouvernements étrangers et d'autres ministères et organismes.

14. Recettes non fiscales

Comprend les produits de placements et de ventes, les recettes provenant de ressources naturelles, de loyers et de concessions, de services publics de nature réglementaire et de services facultatifs, les paiements de transfert d'autres gouvernements, les recettes liées aux comptes et fonds non budgétaires et diverses autres recettes. Les articles ci-dessus n'influent pas sur les estimations des dépenses et sont exclus.

15. Biens et services de sources internes

Comprend les biens et services achetés d'autres ministères et organismes. Les types de biens et services sont ceux inclus dans les articles courants 1 à 12.

16. Recettes tirées de sources internes

Comprend les recettes d'autres ministères et organismes, qui sont de deux types: les recettes à valoir sur le crédit, et les recettes fiscales et non fiscales.

Les recettes à valoir sur le crédit tirées de sources internes comprennent les recouvrements des coûts des ministères et organismes et les ventes internes des fonds renouvelables.

Ces montants sont inclus dans le présent budget et leurs types de recettes sont énoncés dans l'article courant 13.

Les recettes fiscales et non fiscales tirées de sources internes comprennent: les produits de placements, certaines autres recettes interministérielles et les recettes fiscales tirées de la taxe de vente et des droits de douane. Ces sommes ne sont pas incluses dans les estimations des dépenses.

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal 1996-1997

		Budgétaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
2	Affaires étrangères et Commerce international			
	Ministère	1,316,459	60,224	1,376,683
	Agence canadienne de développement international	1,674,445	155,844	1,830,289
	Société pour l'expansion des exportations	.....	135,000	135,000
	Centre de recherches pour le développement international	96,100	.....	96,100
	Commission mixte internationale	4,159	300	4,459
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,085	99	2,184
	Administration du pipe-line du Nord	235	16	251
3	Affaires indiennes et du Nord canadien			
	Ministère	4,023,869	165,345	4,189,214
	Commission canadienne des affaires polaires	927	59	986
4	Agriculture et Agroalimentaire			
	Ministère	907,253	1,081,966	1,989,219
	Commission canadienne du lait	2,426	.....	2,426
5	Anciens combattants	1,917,851	21,208	1,939,059
6	Citoyenneté et Immigration			
	Ministère	586,333	28,668	615,001
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	68,667	8,086	76,753
7	Conseil du Trésor			
	Secrétariat	1,225,230	207,116	1,432,346
8	Conseil privé			
	Ministère	66,216	5,388	71,604
	Centre canadien de gestion	8,418	9,198	17,616
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2,899	216	3,115
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	20,949	2,356	23,305
	Directeur général des élections	2,637	21,185	23,822
	Commissaire aux langues officielles	9,481	1,028	10,509
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,106	164	3,270
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	5,129	494	5,623
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,301	102	1,403

Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires			Total	Budget principal 1995-1996
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	1,376,683	1,303,576
3,020	8,182	11,202	1,841,491	1,729,745
.....	309,400	309,400	444,400	428,800
.....	96,100	96,100
.....	4,459	4,458
.....	2,184	2,194
.....	251	250
38,953	38,953	4,228,167	5,337,187
.....	986	1,051
.....	1,989,219	1,762,933
.....	2,426	2,468
.....	1,939,059	1,997,736
.....	615,001	592,657
.....	76,753	77,344
.....	1,432,346	1,271,416
.....	71,604	75,431
.....	17,616	10,848
.....	3,115	3,133
.....	23,305	24,609
.....	23,822	22,684
.....	10,509	11,130
.....	3,270	3,279
.....	5,623	5,953
.....	1,403	1,415

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal 1996-1997

		Budgétaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
9	Défense nationale			
	Ministère	9,804,751	750,249	10,555,000
	Protection civile Canada	.....	.....	.....
10	Développement des ressources humaines			
	Emploi et Immigration	1,575,088	22,751,268	24,326,356
	Conseil canadien des relations du travail	7,976	829	8,805
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,580	125	1,705
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1,770	.....	1,770
11	Environnement	509,420	36,936	546,356
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	7,394	598	7,992
12	Finances			
	Ministère	1,582,703	69,504,991	71,087,694
	Vérificateur général	44,288	4,700	48,988
	Tribunal canadien du commerce extérieur	7,108	849	7,957
	Bureau du surintendant des institutions financières	2,538	.....	2,538
13	Gouverneur général	8,721	1,109	9,830
14	Industrie			
	Ministère	887,719	79,190	966,909
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	337,109	17,842	354,951
	Banque de développement du Canada	13,893	.....	13,893
	Agence spatiale canadienne	223,754	3,169	226,923
	Tribunal de la concurrence	1,184	83	1,267
	Commission du droit d'auteur	753	87	840
	Société d'expansion du Cap-Breton	11,200	.....	11,200
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	297,001	72,233	369,234
	Conseil national de recherches du Canada	385,311	22,440	407,751
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	448,340	1,286	449,626
	Conseil de recherches en sciences humaines	90,569	676	91,245
	Conseil canadien des normes	5,184	.....	5,184
	Statistique Canada	388,542	34,354	422,896
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	342,086	19,842	361,928

Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires			Total	Budget principal 1995-1996
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	10,555,000	11,080,000
.....	16,647
.....	24,326,356	33,548,327
.....	8,805	9,051
.....	1,705	1,692
.....	1,770	2,026
.....	546,356	629,882
.....	7,992	.....
76,900	206,300	283,200	71,370,894	59,735,398
.....	48,988	51,350
.....	7,957	8,085
.....	2,538	2,543
.....	9,830	10,061
800	800	967,709	1,270,178
.....	354,951	371,223
.....	13,893	14,079
.....	226,923	301,858
.....	1,267	1,279
.....	840	943
.....	11,200	17,538
.....	369,234	471,375
.....	407,751	409,168
.....	449,626	465,574
.....	91,245	96,960
.....	5,184	5,264
.....	422,896	288,117
.....	361,928	478,133

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal 1996-1997

		Budgétaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
15	Justice			
	Ministère	433,431	18,202	451,633
	Commission canadienne des droits de la personne	14,279	1,438	15,717
	Commissaire à la magistrature fédérale	4,445	211,413	215,858
	Cour fédérale du Canada	27,105	2,666	29,771
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5,569	693	6,262
	Cour suprême du Canada	10,172	4,324	14,496
	Cour canadienne de l'impôt	10,245	747	10,992
16	Parlement			
	Sénat	25,961	14,752	40,713
	Chambre des communes	150,598	65,950	216,548
	Bibliothèque du Parlement	15,107	1,847	16,954
17	Patrimoine canadien			
	Communications	882,909	35,121	918,030
	Conseil consultatif sur la situation de la femme	.....	.....	.....
	Conseil des Arts du Canada	90,801	.....	90,801
	Société Radio-Canada	963,158	.....	963,158
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	91,315	.....	91,315
	Musée canadien des civilisations	44,100	.....	44,100
	Musée canadien de la nature	24,145	.....	24,145
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	3,271	3,271
	Archives nationales du Canada	45,697	4,130	49,827
	Société du Centre national des Arts	17,421	.....	17,421
	Commission des champs de bataille nationaux	1,878	455	2,333
	Commission de la capitale nationale	76,194	.....	76,194
	Office national du film	64,809	375	65,184
	Musée des beaux-arts du Canada	31,823	.....	31,823
	Bibliothèque nationale	28,913	2,635	31,548
	Musée national des sciences et de la technologie	19,636	.....	19,636
	Commission de la fonction publique	102,179	11,130	113,309
	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	15,881	682	16,563
18	Pêches et Océans	1,250,443	73,026	1,323,469

Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires			Total	Budget principal 1995-1996
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	451,633	447,932
.....	15,717	16,415
.....	215,858	209,541
.....	29,771	30,969
.....	6,262	6,186
.....	14,496	15,778
.....	10,992	10,276
.....	40,713	42,015
.....	216,548	224,100
.....	16,954	15,716
10	10	918,040	966,874
.....	3,026
.....	90,801	95,882
.....	963,158	1,064,644
.....	91,315	109,784
.....	44,100	46,204
.....	24,145	24,988
.....	3,271	21,246
.....	49,827	58,319
.....	17,421	19,308
.....	2,333	4,802
.....	76,194	82,889
.....	65,184	75,864
.....	31,823	33,411
.....	31,548	34,391
.....	19,636	20,559
.....	113,309	122,573
.....	16,563	15,216
.....	1,323,469	896,505

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal 1996-1997		
		Budgétaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
	(en milliers de dollars)			
19	Ressources naturelles			
	Ministère	472,099	50,871	522,970
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	40,233	3,690	43,923
	Énergie atomique du Canada, Limitée	174,054	.....	174,054
	Office national de l'énergie	27,237	2,880	30,117
20	Revenu national			
	Revenu national	1,939,390	264,832	2,204,222
21	Santé			
	Santé nationale et Bien-être social	1,530,817	46,032	1,576,849
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,091	127	1,218
	Conseil de recherches médicales	241,786	538	242,324
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,680	289	2,969
22	Solliciteur général			
	Ministère	71,864	1,878	73,742
	Service canadien du renseignement de sécurité	165,554	.....	165,554
	Service correctionnel	1,014,093	78,185	1,092,278
	Commission nationale des libérations conditionnelles	21,295	2,560	23,855
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,132	138	1,270
	Gendarmerie royale du Canada	968,330	232,710	1,201,040
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	745	43	788
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,275	256	3,531
23	Transports			
	Ministère	1,637,645	103,311	1,740,956
	Tribunal de l'aviation civile	832	70	902
	Administrateur de l'Office du transport du grain	.....	.....	.....
	Office national des transports	22,150	9,857	32,007
24	Travaux publics et Services gouvernementaux			
	Travaux publics et Approvisionnements et Services	1,607,938	450,500	2,058,438
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,972,803	.....	1,972,803
	Société canadienne des postes	14,000	.....	14,000
	Corporation commerciale canadienne	10,948	.....	10,948
	Total des ministères et organismes	45,322,362	96,908,542	142,230,904
	Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	14,754,600	14,754,600
	Total des prévisions budgétaires	45,322,362	111,663,142	156,985,504

Prêts, dotations en capital et avances non-budgétaires			Total	Budget principal 1995-1996
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
66,000	66,000	588,970	907,473
.....	43,923	41,974
.....	174,054	172,494
.....	30,117	30,271
.....	2,204,222	2,136,998
.....	1,576,849	8,499,777
.....	1,218	1,353
.....	242,324	250,034
.....	2,969	3,138
.....	73,742	74,301
.....	165,554	182,753
.....	1,092,278	1,076,470
.....	23,855	25,163
.....	1,270	1,262
.....	1,201,040	1,207,356
.....	788	792
.....	3,531	3,527
.....	1,740,956	1,805,192
.....	902	905
.....	7,932
.....	32,007	709,640
.....	2,058,438	2,187,197
.....	-270,900	-270,900	1,701,903	1,883,349
.....	14,000	14,000
.....	10,948	11,859
185,683	252,982	438,665	142,669,569	150,003,771
.....	14,754,600	14,818,000
185,683	252,982	438,665	157,424,169	164,821,771

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	478,294	103,402	8,415	111,126	124,597
Agence canadienne de développement international	75,765	7,912	865	17,361	552
Société pour l'expansion des exportations	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	2,365	639	267	756	261
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	784	300	50	947	3
Administration du pipe-line du Nord	128	6	4	85	19
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	177,686	39,407	2,611	66,613	8,952
Commission canadienne des affaires polaires	463	232	40	100	115
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	558,894	32,715	4,276	73,632	7,404
Commission canadienne du lait	.....	.....	.....	.....	.....
Anciens combattants	163,039	18,567	810	197,357	7,449
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	226,045	24,616	7,568	68,898	4,831
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	63,855	3,142	557	5,996	467
Conseil du Trésor					
Secrétariat	1,016,144	1,725	1,637	13,558	180
Conseil privé					
Ministère	41,250	4,812	2,988	8,855	706
Centre canadien de gestion	10,522	4,590	528	8,129	407
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,709	621	25	420	250
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	18,606	1,148	185	1,855	65
Directeur général des élections	3,157	.....	.....	.....	.....
Commissaire aux langues officielles	8,120	700	307	994	83
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1,292	500	217	1,097	40
Commission des relations de travail dans la fonction publique	3,904	399	88	655	38
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	805	92	18	432	32
Défense nationale					
Ministère	5,020,161	515,671	13,501	768,749	69,400

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(1-13)
45,399	46,996	28,000	60,861	417,486	.....	3,679	51,572	1,376,683
1,438	1,349	.....	2,131	1,722,766	.....	150	.....	1,830,289
.....	.....	.....	.....	.....	.....	135,000	.....	135,000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	96,100	.....	96,100
46	91	.....	30	.....	.....	4	.....	4,459
3	70	.....	27	.....	.....	.....	.....	2,184
3	3	.....	.....	.....	.....	3	.....	251
7,218	10,255	3,528	2,994	3,852,867	.....	17,083	.....	4,189,214
2	16	.....	.....	18	.....	.....	.....	986
14,062	45,619	51,660	38,194	1,295,770	.....	478	133,485	1,989,219
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,426	.....	2,426
5,008	125,042	.....	1,830	1,419,357	.....	600	.....	1,939,059
1,621	6,589	.....	18,502	256,235	.....	96	.....	615,001
528	1,213	.....	989	.....	.....	6	.....	76,753
100	730	.....	350	440	.....	465,470	67,988	1,432,346
1,268	1,851	.....	2,000	2,126	.....	5,748	.....	71,604
111	577	.....	874	175	.....	248	8,545	17,616
15	60	.....	15	.....	.....	.....	.....	3,115
350	369	.....	700	.....	.....	27	.....	23,305
.....	15	.....	.....	.....	.....	20,650	.....	23,822
43	150	.....	112	.....	.....	.....	.....	10,509
6	68	.....	50	.....	.....	.....	.....	3,270
45	155	.....	91	.....	.....	248	.....	5,623
3	12	.....	9	.....	.....	.....	.....	1,403
730,732	1,272,289	332,247	2,019,053	189,626	.....	31,490	407,919	10,555,000

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Développement des ressources humaines					
Emploi et Immigration	1,096,041	128,191	28,642	249,136	130,653
Conseil canadien des relations du travail	6,545	970	65	824	100
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	985	167	217	186	15
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4,856	320	275	745	43
Environnement	291,398	41,501	7,885	118,332	15,890
Agence canadienne d'évaluation environnementale	4,723	309	167	1,509	68
Finances					
Ministère	40,812	4,370	2,242	7,674	645
Vérificateur général	35,910	3,900	900	5,823	200
Tribunal canadien du commerce extérieur	6,706	309	94	442	86
Bureau du surintendant des institutions financières	28,844	1,647	576	7,993	2,129
Gouverneur général	6,112	955	280	867	85
Industrie					
Ministère	238,781	45,549	70,520	97,079	8,280
Agence de promotion économique du Canada atlantique	22,441	4,186	1,582	10,075	939
Banque de développement du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Agence spatiale canadienne	25,024	4,526	1,016	35,771	382
Tribunal de la concurrence	657	100	60	340	30
Commission du droit d'auteur	688	37	35	10	12
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	17,634	2,733	1,640	4,593	380
Conseil national de recherches du Canada	177,200	16,493	5,069	23,661	5,262
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	10,153	2,275	750	2,389	82
Conseil de recherches en sciences humaines	5,340	364	241	1,394	68
Conseil canadien des normes	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	271,279	30,545	8,690	133,091	11,160
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	22,440	4,100	773	6,720	430
Justice					
Ministère	143,405	9,279	2,358	28,006	832
Commission canadienne des droits de la personne	11,354	1,121	406	2,089	140
Commissaire à la magistrature fédérale	161,334	9,007	175	1,631	51
Cour fédérale du Canada	21,050	1,676	292	3,826	276
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5,473	224	71	347	23
Cour suprême du Canada	8,837	898	467	1,077	170
Cour canadienne de l'impôt	5,901	525	59	3,620	115
Parlement					
Sénat	28,233	4,525	157	5,098	164
Chambre des communes	154,112	23,230	7,739	10,230	5,747
Bibliothèque du Parlement	14,588	201	7	414	246

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(1-13)
15,570	25,798	.....	35,233	23,782,089	.....	5,321	1,170,318	24,326,356
100	175	.....	6	.....	.....	20	.....	8,805
40	70	.....	25	.....	.....	.....	.....	1,705
134	238	.....	200	.....	.....	.....	5,041	1,770
17,178	32,846	3,233	32,910	40,085	.....	621	55,523	546,356
54	80	.....	.....	1,322	.....	23	263	7,992
800	59,758	.....	864	23,174,271	47,800,000	.....	3,742	71,087,694
250	625	.....	1,000	380	.....	.....	.....	48,988
68	227	.....	22	.....	.....	3	.....	7,957
308	656	.....	459	.....	.....	80	40,154	2,538
65	1,100	.....	100	266	.....	.....	.....	9,830
8,451	21,794	.....	34,662	501,160	.....	1,231	60,598	966,909
686	1,250	.....	1,485	312,162	.....	145	.....	354,951
.....	.....	.....	.....	.....	.....	13,893	.....	13,893
2,372	4,276	2,000	120,536	39,590	.....	30	8,600	226,923
15	40	.....	25	.....	.....	.....	.....	1,267
3	29	.....	25	.....	.....	1	.....	840
.....	.....	.....	.....	.....	.....	11,200	.....	11,200
100	380	.....	.....	341,729	.....	45	.....	369,234
13,279	40,289	22,786	26,531	112,848	.....	2,167	37,834	407,751
188	335	.....	717	432,737	.....	.....	.....	449,626
114	97	.....	201	83,426	.....	.....	.....	91,245
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5,184	.....	5,184
5,617	14,514	.....	4,425	14	.....	.....	56,439	422,896
250	1,000	.....	677	325,538	.....	.....	.....	361,928
1,118	2,843	.....	2,622	261,170	.....	.....	.....	451,633
129	276	.....	200	.....	.....	2	.....	15,717
32	62	.....	24	41,040	.....	2,502	.....	215,858
873	1,629	.....	149	.....	.....	.....	.....	29,771
15	50	.....	57	.....	.....	2	.....	6,262
238	1,298	.....	162	1,349	.....	.....	.....	14,496
220	375	.....	177	.....	.....	.....	.....	10,992
486	964	.....	539	547	.....	.....	.....	40,713
3,246	7,660	.....	4,777	656	.....	258	1,107	216,548
34	1,564	.....	102	.....	.....	1	203	16,954

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Patrimoine canadien					
Communications	269,620	28,583	11,818	72,669	7,954
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,828	1,824	1,351	2,258	302
Archives nationales du Canada	32,618	1,569	379	5,721	267
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	1,230	35	45	400	35
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	38,548	4,500	10,879	1,600	8,975
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque nationale	20,806	1,264	441	5,193	90
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	95,480	6,193	2,457	13,806	3,157
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	5,389	380	633	1,759	44
Pêches et Océans	574,966	64,449	8,695	135,891	34,906
Ressources naturelles					
Ministère	249,601	21,835	14,121	97,187	7,123
Commission de contrôle de l'énergie atomique	29,140	3,888	390	8,281	108
Énergie atomique du Canada, Limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	22,740	1,697	207	3,652	337
Revenu national					
Revenu national	1,759,255	143,848	47,368	93,284	14,879
Santé					
Santé nationale et Bien-être social	363,136	111,875	3,787	261,273	3,913
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,001	32	36	84	6
Conseil de recherches médicales	4,247	1,631	285	303	60
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,279	120	55	265	10

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(1-13)
15,871	39,227	42,326	19,689	407,748	.....	61,049	58,524	918,030
.....	.....	.....	.....	.....	.....	90,801	.....	90,801
.....	.....	.....	.....	.....	.....	963,158	.....	963,158
.....	.....	.....	.....	.....	.....	91,315	.....	91,315
.....	.....	.....	.....	.....	.....	44,100	.....	44,100
.....	.....	.....	.....	.....	.....	24,145	.....	24,145
422	850	.....	327	.....	.....	2	29,893	3,271
1,174	1,634	.....	3,854	1,909	.....	702	.....	49,827
.....	.....	.....	.....	.....	.....	17,421	.....	17,421
225	258	105	.....	.....	.....	.....	.....	2,333
.....	.....	.....	.....	.....	.....	76,194	.....	76,194
1,600	4,800	.....	2,813	319	.....	.....	8,850	65,184
.....	.....	.....	.....	.....	.....	31,823	.....	31,823
413	2,583	.....	663	72	.....	23	.....	31,548
.....	.....	.....	.....	.....	.....	19,636	.....	19,636
876	2,245	.....	1,655	.....	.....	2,738	15,298	113,309
39	95	.....	39	8,165	.....	20	.....	16,563
80,270	95,752	67,811	123,288	162,814	.....	7,606	32,979	1,323,469
8,025	20,251	19,992	29,366	70,879	.....	2,327	17,737	522,970
179	670	.....	661	605	.....	1	.....	43,923
.....	.....	.....	.....	.....	.....	174,054	.....	174,054
391	498	.....	585	.....	.....	10	.....	30,117
35,640	31,842	12,277	50,323	134,750	.....	1,073	120,317	2,204,222
12,678	176,058	14,086	19,136	585,030	.....	77,010	51,133	1,576,849
14	30	.....	15	.....	.....	.....	.....	1,218
90	137	.....	103	235,468	.....	.....	.....	242,324
23	130	.....	22	.....	.....	65	.....	2,969

Budgétaire du Budget des dépenses principal par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Solliciteur général					
Ministère	14,491	1,590	728	3,458	162
Service canadien du renseignement de sécurité	98,936	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	610,872	26,112	1,431	171,768	4,698
Commission nationale des libérations conditionnelles	20,216	1,999	200	840	100
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,091	90	.....	10	13
Gendarmerie royale du Canada	1,326,326	111,490	757	102,332	38,532
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	339	50	15	330	9
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	2,019	264	118	929	31
Transports					
Ministère	769,631	82,037	6,752	320,772	8,893
Tribunal de l'aviation civile	550	95	7	199	6
Office national des transports	20,121	1,468	271	1,470	132
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Travaux publics et Approvisionnements et Services	782,548	245,908	142,938	751,183	1,012,341
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Société canadienne des postes	.....	.....	.....	.....	.....
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Total pour tous les ministères et organismes (1)	17,884,868	1,970,255	444,571	4,169,524	1,557,637
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses principales	17,884,868	1,970,255	444,571	4,169,524	1,557,637
Moins: dépenses internes du gouvernement (2)	26,892	221,728	250,870	910,556	823,658
Total des dépenses concernant les tiers (3)	17,857,976	1,748,527	193,701	3,258,968	733,979
Budget principal 1995-1996 (4)	18,246,518	2,214,273	301,169	4,097,543	1,883,114

Notes:

(1) Ces montants représentent la répartition de toutes les dépenses budgétaires prévues dans le présent Budget des dépenses.

(2) Ces montants représentent les opérations (ou les crédits utilisés) des ministères et organismes pour lesquelles aucune dépense de fonds n'est nécessaire.

(3) Ces montants représentent les dépenses de fonds estimatives se rapportant au présent Budget des dépenses.

(4) Pour établir une comparaison par rapport à l'année précédente, les données figurant sur cette ligne doivent être comparées aux données figurant à la ligne «Total pour tous les ministères et organismes».

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et/ou acquisition de machines et d'outillage	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(1-13)
271	335	.....	395	52,247	.....	65	.....	73,742
.....	.....	.....	.....	.....	.....	66,618	.....	165,554
13,634	117,354	153,147	25,229	1,071	.....	25,830	58,868	1,092,278
150	250	.....	90	.....	.....	10	.....	23,855
25	25	.....	16	.....	.....	.....	.....	1,270
43,208	80,643	58,871	90,090	40,490	.....	33,021	724,720	1,201,040
5	10	.....	30	.....	.....	.....	.....	788
20	70	.....	80	.....	.....	.....	.....	3,531
44,181	91,289	107,947	134,115	413,183	.....	373,043	610,887	1,740,956
5	40	.....	.....	.....	.....	.....	.....	902
94	610	.....	515	7,313	.....	13	.....	32,007
426,069	356,216	782,653	55,908	425,569	.....	722,767	3,645,662	2,058,438
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,972,803	.....	1,972,803
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14,000	.....	14,000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	12,758	1,810	10,948
1,565,626	2,759,719	1,702,669	2,976,731	61,156,877	47,800,000	5,728,436	7,486,009	142,230,904
.....	.....	.....	.....	15,365,000	.....	.....	610,400	14,754,600
1,565,626	2,759,719	1,702,669	2,976,731	76,521,877	47,800,000	5,728,436	8,096,409	156,985,504
252,915	242,954	582,501	44,647	31,188	.....	1,213,249	4,601,158	.....
1,312,711	2,516,765	1,120,168	2,932,084	76,490,689	47,800,000	4,515,187	3,495,251	156,985,504
1,648,698	2,914,201	1,265,690	3,410,666	81,286,328	49,500,000	5,988,116	8,564,899	164,191,417

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
2		Affaires étrangères et Commerce international	
		Ministère	
	1	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et provenant de la prestation de services liés aux Centres canadiens des affaires et aux Centres canadiens d'éducation qui sont situés à l'étranger	811,664,000
	5	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital	87,559,000
	10	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas \$50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1995 à	417,236,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Agence canadienne de développement international	
15		Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : <i>a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition;</i> <i>b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DOR/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne :</i> <i>(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</i> <i>(ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</i> <i>(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement et des pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition</i>	97,879,355
20		Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,576,566,000
L25		Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$65,000,000, conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1
L30		Paiement ne devant pas dépasser \$2,232,954 US à la Banque asiatique de développement, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à \$3,020,070 le 27 novembre 1995, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à \$109,414,736 US et la délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$7,780,000 US conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales, attendu que le capital exigible du Canada relié à la délivrance de ces billets à vue s'élève à \$407,670,000 US	3,020,070

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Centre de recherches pour le développement international	
	35	Versements au Centre de recherches pour le développement international	96,100,000
		Commission mixte internationale	
	40	Commission mixte internationale – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4,159,000
		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	
	45	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – Dépenses du Programme	2,085,000
		Administration du pipe-line du Nord	
	50	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme	235,000
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
		<i>Programme d'administration</i>	
	1	Administration – Dépenses du Programme et contributions	59,378,000
		<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>	
	5	Affaires indiennes et inuit – Dépenses de fonctionnement et <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec 	167,490,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
10		Affaires indiennes et inuit – Dépenses en capital et	
		a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;	
		b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes;	
		c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	3,528,000
15		Affaires indiennes et inuit – Subventions inscrites au Budget et contributions	3,661,845,000
L20		Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	22,763,000
L25		Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	790,000
L30		Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	15,400,000
		<i>Programme des affaires du Nord</i>	
35		Affaires du Nord – Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	67,301,000
40		Affaires du Nord – Subventions inscrites au Budget et contributions	51,221,850
45		Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	13,105,000
		Commission canadienne des affaires polaires	
50		Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme et contributions	927,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
4		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère	
	1	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	576,883,000
	5	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital	51,660,000
	10	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget et contributions	278,710,000
		Commission canadienne du lait	
	15	Commission canadienne du lait – Dépenses du Programme	2,426,000
5		Anciens combattants	
		<i>Programme des anciens combattants</i>	
	1	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	492,264,000
	5	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,418,796,000
		<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	
	10	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme	6,791,000
6		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
	1	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement	315,544,000
	5	Citoyenneté et Immigration – Dépenses en capital	14,554,000
	10	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget et contributions	256,235,000
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
	15	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme	68,667,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
7		Conseil du Trésor	
		Secrétariat	
		<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>	
1		Administration centrale de la fonction publique – Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contribution et, le pouvoir de dépenser les recettes reçues durant l'année provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	69,989,000
		<i>Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale</i>	
5		Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	450,000,000
10		Reprographie – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits pour les paiements conformément au contrat de licence de reproduction par reprographie des oeuvres publiées et protégées par le droit d'auteur	1,369,000
15		Aide à la formation – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l'aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du Règlement sur l'emploi dans la fonction publique	10,000,000
		<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>	
20		Subventions inscrites au Budget et contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n°6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n°5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n°10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes d'avantages sociaux et d'assurance-maladie et à d'autres régimes d'assurance et à des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 63(3) de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	693,872,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
8		Conseil privé	
		Ministère	
	1	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et subvention inscrite au Budget et contributions	66,216,000
		Centre canadien de gestion	
	5	Centre canadien de gestion – Dépenses du Programme et contributions	8,418,000
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
	10	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – Dépenses du Programme	2,899,000
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
	15	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme	20,949,000
		Directeur général des élections	
	20	Directeur général des élections – Dépenses du Programme	2,637,000
		Commissaire aux langues officielles	
	25	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme	9,481,000
		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	
	30	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme	3,106,000
		Commission des relations de travail dans la fonction publique	
	35	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme	5,129,000
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	
	40	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme	1,301,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
9		Défense nationale	
		Ministère	
1		Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$16,916,878,413 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$6,704,208,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes de l'année aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7,148,221,000
5		Défense nationale – Dépenses en capital	2,484,197,755
10		Défense nationale – Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	172,332,658
10		Développement des ressources humaines	
		Emploi et Immigration	
		<i>Programme des services généraux</i>	
1		Services généraux – Dépenses du Programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-chômage	45,578,000
		<i>Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance</i>	
5		Investissement dans les ressources humaines et assurance – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte d'assurance-chômage	182,516,000
10		Investissement dans les ressources humaines et assurance – Subventions inscrites au Budget et contributions, et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers ou autres entités, en vertu d'accords conclus avec le Ministre pour : a) la réalisation par ces entités de projets destinés à procurer du travail ou de l'aide à l'emploi à des travailleurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité; b) les paiements versés à ces travailleurs, ou les frais engagés à l'égard de ceux-ci, par ces entités	1,211,790,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		<i>Programme du travail</i>	
15		Travail – Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	44,058,000
20		Travail – Subventions inscrites au Budget et contributions	5,992,000
		<i>Programme de la sécurité du revenu</i>	
25		Sécurité du revenu – Dépenses du Programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada	85,154,000
		Conseil canadien des relations du travail	
30		Conseil canadien des relations du travail – Dépenses du Programme	7,976,000
		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	
35		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs – Dépenses du Programme	1,580,000
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
40		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme	1,770,000
11		Environnement	
		Ministère	
1		Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par les activités du Ministère mais limitées pour l'activité Administration à la prestation de produits d'information et la prestation de services professionnels, y compris les services informatiques	439,594,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
5		Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	29,741,000
10		Environnement – Subventions inscrites au Budget et contributions	40,085,400
		Agence canadienne d'évaluation environnementale	
15		Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, de formation et de publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	7,394,000
12		Finances	
		Ministère	
		<i>Programme des politiques financières et économiques</i>	
1		Politiques financières et économiques – Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	50,212,000
5		Politiques financières et économiques – Subventions inscrites au Budget et contributions	403,491,000
L10		Politiques financières et économiques – Paiement d'une somme maximale de \$7,073,000 US représentant le montant intégral des souscriptions que le Canada versera en 1996-1997 à la Société financière internationale (SFI) conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , cette somme pouvant excéder le montant équivalent en dollars canadiens, estimé à \$9,900,000 le 31 mars 1995, et confirmation que la SFI ne dispose pas de capital exigible	9,900,000
L15		Politiques financières et économiques – Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$276,333,333 en faveur de l'Association internationale de développement	1
		<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>	
20		Paiements fédéraux de transfert aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du territoire du Yukon calculés conformément aux accords conclus par le Ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice financier en cours au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du territoire du Yukon avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice financier en cours	1,129,000,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		<i>Programme spécial</i>	
	L25	Programme spécial – Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	67,000,000
		Vérificateur général	
	30	Vérificateur général – Dépenses du Programme et contribution	44,288,000
		Tribunal canadien du commerce extérieur	
	35	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme	7,108,000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	40	Bureau du surintendant des institutions financières – Dépenses du Programme	2,538,000
13		Gouverneur général	
	1	Gouverneur général – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	8,721,000
14		Industrie	
		Ministère	
		<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>	
	1	Développement de l'industrie et des sciences – Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'année et provenant de la recherche en communications	309,977,000
	5	Développement de l'industrie et des sciences – Subventions inscrites au Budget et contributions	446,148,000
	L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300,000
	L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500,000
		<i>Programme des services axés sur le marché</i>	
	20	Services axés sur le marché – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'année et provenant de la gestion du spectre	131,594,000
		Agence de promotion économique du Canada atlantique	
	25	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement	39,947,000
	30	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget et contributions	297,162,000
		Banque de développement du Canada	
	35	Paiements à la Banque de développement du Canada aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i>	13,893,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Agence spatiale canadienne	
40		Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement	48,772,000
45		Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital	135,392,000
50		Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget et contributions	39,590,000
		Tribunal de la concurrence	
55		Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme	1,184,000
		Commission du droit d'auteur	
60		Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme	753,000
		Société d'expansion du Cap-Breton	
65		Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	11,200,000
		Bureau fédéral de développement régional (Québec)	
70		Bureau fédéral de développement régional (Québec) – Dépenses de fonctionnement	25,272,000
75		Bureau fédéral de développement régional (Québec) – Subventions inscrites au Budget et contributions	271,728,514
		Conseil national de recherches du Canada	
80		Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	226,975,000
85		Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	45,488,000
90		Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget et contributions	112,848,000
		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
95		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	15,603,000
100		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget	432,737,000
		Conseil de recherches en sciences humaines	
105		Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	7,143,000
110		Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget	83,426,000
		Conseil canadien des normes	
115		Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> devant servir aux fins générales prévues à l'article 5 de cette loi	5,184,000
		Statistique Canada	
120		Statistique Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année	388,542,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
	125	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement	33,548,000
	130	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget et contributions	308,538,000
15		Justice	
		Ministère	
	1	Justice – Dépenses de fonctionnement	172,261,000
	5	Justice – Subventions inscrites au Budget et contributions	261,170,058
		Commission canadienne des droits de la personne	
	10	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme	14,279,000
		Commissaire à la magistrature fédérale	
	15	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i>	3,938,000
	20	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	507,000
		Cour fédérale du Canada	
	25	Cour fédérale du Canada – Dépenses du Programme	27,105,000
		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
	30	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme	5,569,000
		Cour suprême du Canada	
	35	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme	10,172,000
		Cour canadienne de l'impôt	
	40	Cour canadienne de l'impôt – Dépenses du Programme	10,245,000
16		Parlement	
		Sénat	
	1	Sénat – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs et subventions inscrites au Budget	25,961,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Chambre des communes	
	5	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions, les contributions, et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'année provenant des activités de la Chambre des communes	150,598,000
		Bibliothèque du Parlement	
	10	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme incluant le pouvoir de dépenser les recettes reçues durant l'année provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	15,107,000
17		Patrimoine canadien	
		Communications	
		<i>Programme des services de gestion ministériels</i>	
	1	Services de gestion ministériels – Dépenses du Programme	74,097,000
		<i>Programme de l'identité canadienne</i>	
	5	Identité canadienne – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'année par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	56,266,000
	10	Identité canadienne – Subventions inscrites au Budget et contributions	404,461,000
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	58,000,000
	L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000
		<i>Programme Parcs Canada</i>	
	25	Parcs Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique; aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année produites par les opérations de Parcs Canada	168,187,000
	30	Parcs Canada – Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	121,898,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Conseil des Arts du Canada	
35		Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	90,801,000
		Société Radio-Canada	
40		Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	818,329,000
45		Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000
50		Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	140,829,000
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	
55		Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	91,315,000
		Musée canadien des civilisations	
60		Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	44,100,000
		Musée canadien de la nature	
65		Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24,145,000
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
70		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'année des recettes provenant : a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement sur les droits de télécommunications</i> ; b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1
		Archives nationales du Canada	
75		Archives nationales du Canada – Dépenses du Programme, subvention inscrite au Budget et contributions	45,697,000
		Société du Centre national des Arts	
80		Paiements à la Société du Centre national des Arts	17,421,000
		Commission des champs de bataille nationaux	
85		Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme	1,878,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996–1997
		Commission de la capitale nationale	
	90	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	45,761,000
	95	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	16,995,000
	100	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13,438,000
		Office national du film	
	105	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	64,809,000
		Musée des beaux-arts du Canada	
	110	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	28,823,000
	115	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000,000
		Bibliothèque nationale	
	120	Bibliothèque nationale – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions	28,913,000
		Musée national des sciences et de la technologie	
	125	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	19,636,000
		Commission de la fonction publique	
	130	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme	102,179,000
		Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	
	135	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement	7,716,000
	140	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget	8,165,000
18		Pêches et Océans	
	1	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement, et <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation, et la navigation maritime; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice des activités ou par suite de l'exercice des activités de la Garde côtière canadienne	970,345,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
	5	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales, ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	117,484,000
	10	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget et contributions	162,613,500
19		Ressources naturelles	
		Ministère	
	1	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de l'activité Forêts	400,570,000
	5	Ressources naturelles – Dépenses en capital et, en ce qui concerne l'activité Forêts, autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	19,992,000
	10	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget et contributions	51,537,408
	L15	Prêts pour faciliter la mise en application du Projet de développement Hibernia, conformément à l'article 14 de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	66,000,000
		Commission de contrôle de l'énergie atomique	
	20	Commission de contrôle de l'énergie atomique – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget et contributions	40,233,000
		Énergie atomique du Canada, Limitée	
	25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	174,054,000
		Office national de l'énergie	
	30	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme	27,237,000
20		Revenu national	
	1	Revenu national – Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i>	1,834,363,000
	5	Revenu national – Dépenses en capital	12,277,000
	10	Revenu national – Contributions	92,750,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
21		Santé	
		Santé nationale et Bien-être social	
	1	Santé – Dépenses de fonctionnement, et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice afin de fournir des services hospitaliers, des services de radioprotection, des services liés aux médicaments et à l'équipement médical, des services de délivrance de certificats d'exemption de dératisation et de réglementation de la lutte antiparasitaire	914,763,000
	5	Santé – Dépenses en capital	31,024,000
	10	Santé – Subventions inscrites au Budget et contributions	585,030,000
		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
	15	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme	1,091,000
		Conseil de recherches médicales	
	20	Conseil de recherches médicales – Dépenses de fonctionnement	6,318,000
	25	Conseil de recherches médicales – Subventions inscrites au Budget	235,468,000
		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
	30	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme	2,680,000
22		Solliciteur général	
		Ministère	
	1	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement	19,617,000
	5	Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget et contributions	52,247,200
		Service canadien du renseignement de sécurité	
	10	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme	165,554,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Service correctionnel	
15		Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions, et : <i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d)</i> autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	843,646,000
20		Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	170,447,000
		Commission nationale des libérations conditionnelles	
25		Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme	21,295,000
		Bureau de l'enquêteur correctionnel	
30		Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme	1,132,000
		Gendarmerie royale du Canada	
35		Application de la loi – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	839,295,000
40		Application de la loi – Dépenses en capital	129,035,000
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
45		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme	745,000
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
50		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme	3,275,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
23		Transports	
		Ministère	
1		Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; <i>b)</i> autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes de l'année	410,722,000
5		Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	449,282,000
10		Transports – Subventions inscrites au Budget et contributions	406,518,900
15		Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal	31,918,000
20		Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : <i>a)</i> aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les États de la Nouvelle-Angleterre, traversiers et terminus des États-Unis; et traversiers entre Digby (N.-É.) et Saint John (N.-B.) et terminus; <i>b)</i> aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service; <i>c)</i> à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires	87,200,000
25		Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa <i>c)(i)</i> du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n°1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa <i>c)(ii)</i> du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n°1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	248,504,000

Annexe proposée au projet de loi de crédits

À moins qu'il n'en soit fait explicitement mention dans la préface, tous les libellés de crédits sont tels qu'ils paraissaient dans les lois de crédits antérieures.

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
	30	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield, y compris les dépenses d'immobilisations nécessaires	2,000,000
	35	Paiements à la Société canadienne des ports pour le projet d'agrandissement du quai au Port de Belledune	1,500,000
		Tribunal de l'aviation civile	
	40	Tribunal de l'aviation civile – Dépenses du Programme	832,000
		Office national des transports	
	45	Office national des transports – Dépenses du Programme et contributions	22,150,000
24		Travaux publics et Services gouvernementaux	
		Travaux publics et Approvisionnements et Services	
		<i>Programme des services immobiliers</i>	
	1	Services immobiliers – Dépenses opérationnelles, y compris la fourniture, moyennant recouvrement des coûts, de locaux pour les fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> ; aide à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa sous la forme de services d'entretien du Centre commémoratif W. Clifford Clark à Ottawa; contributions et autorisation de dépenser les recettes reçues au cours de l'année, provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien d'installations pour des fins de logement	888,883,000
	5	Services immobiliers – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le Ministre	278,647,000
	10	Services immobiliers – Fonds renouvelable des Services immobiliers – Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement	2,589,000
		<i>Programme des approvisionnements et des services</i>	
	15	Approvisionnements et Services – Dépenses du Programme, y compris : a) les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-chômage</i> , de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et le fonds renouvelable des services facultatifs; b) autorisation de dépenser les recettes de l'année	428,319,000
		<i>Programme des sociétés d'État</i>	
	20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3,000,000
	25	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	6,500,000

Sections	Numéros de crédits	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
		Société canadienne d'hypothèques et de logement	
30		Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	1,972,803,000
		Société canadienne des postes	
35		Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	14,000,000
		Corporation commerciale canadienne	
40		Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme	10,948,000
		Total	45,508,045,671

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
2	Affaires étrangères et Commerce international	
	Ministère	
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R., ch. D-5, art. 1)	250,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57,574,000
	Fonds renouvelable des passeports, <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (S.R., ch. R- 8)	2,302,000
	Agence canadienne de développement international	
	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	146,200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,595,000
	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non-budgétaire)	8,182,000
	Société pour l'expansion des exportations	
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	135,000,000
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> (non-budgétaire)	309,400,000
	Commission mixte internationale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300,000
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99,000
	Administration du pipe-line du Nord	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,000
3	Affaires indiennes et du Nord canadien	
	Ministère	
	<i>Programme d'administration</i>	
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,745,000
	<i>Programme des affaires indiennes et inuit</i>	
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15,000
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2,000,000
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1,400,000
	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique</i>	20,000,000
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	117,942,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,921,000

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
<i>Programme des affaires du Nord</i>		
	Paiements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1,444,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,829,000
Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59,000
4	Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère		
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de la protection du revenu (L.C., 1991, ch. 22)	2,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte (L.C., 1991, ch. 22)	207,000,000
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 (3e suppl.))	4,000,000
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i> (L.R., 1985, ch. C-49)	1,500,000
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (40-41-42 Elizabeth II, Chapitre 3, 1993)	200,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Régime d'assurance-revenu brut (L.C., 1991, ch. 22)	63,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges (L.C., 1991, ch. 22)	3,100,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i> (L.R., 1985, ch. P-18)	25,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (L.C., 1991, ch. 22)	187,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme complémentaire pour le secteur des cultures	104,500,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	160,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme d'innovation en agroalimentaire	19,600,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	400,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65,635,000
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	-778,000
5	Anciens combattants	
<i>Programme des anciens combattants</i>		
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , (S.R.C. 1970, ch. W-4) de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4)	12,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	539,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,779,000
	<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
6	Citoyenneté et Immigration	
	Ministère	
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28,619,000
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,086,000
7	Conseil du Trésor	
	Secrétariat	
	<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>	
	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,967,000
	<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	100,000
	Versements au compte du régime compensatoire selon les Règlements n ^o 2 sur le régime compensatoire, et conformément à la <i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i>	200,000,000
8	Conseil privé	
	Ministère	
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	71,920
	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	18,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,200,000
	Centre canadien de gestion	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7,633,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,054,000
	Fonds renouvelable RADIANT	511,000
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216,000
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,356,000
	Directeur général des élections	
	Traitement du directeur général des élections	155,000
	Dépenses d'élection	20,650,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	380,000
	Commissaire aux langues officielles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,028,000

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	164,000
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494,000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102,000
9	Défense nationale	
	Ministère	
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	48,685
	Pensions et rentes versées à des civils (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	74,902
	Pensions militaires	605,876,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	144,249,000
10	Développement des ressources humaines	
	Emploi et Immigration	
	<i>Programme des services généraux</i>	
	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,565,000
	<i>Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance</i>	
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	110,500,000
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	256,200,000
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	253,200,000
	Subventions aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (L.C. 1994, ch.28)	23,400,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions des agents des rentes sur l'État	35,000
	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (L.R., 1985, ch. L-1)	14,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90,688,000
	<i>Programme du travail</i>	
	Paiement d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985, ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	58,107,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,928,000
	<i>Programme de la sécurité du revenu</i>	
	Versements de sécurité de la vieillesse (L.R., ch. O-9)	16,743,000,000
	Versements du supplément de revenu garanti (L.R., ch. O-9)	4,745,000,000
	Versements d'allocations au conjoint (L.R., ch. O-9)	419,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,547,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
	Conseil canadien des relations du travail	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	829,000
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125,000
11	Environnement	
	Ministère	
	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36,887,000
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	598,000
12	Finances	
	Ministère	
	<i>Programme des politiques financières et économiques</i>	
	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	49,000
	Paiements à l'Association internationale de développement	201,880,000
	Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	35,900,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,162,000
	Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1,000,000
	Achat de la monnaie canadienne	58,000,000
	Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (non-budgétaire)	11,000,000
	Émission d'un prêt à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (non-budgétaire)	195,300,000
	<i>Programme du service de la dette publique</i>	
	Frais d'intérêt et autres coûts	47,800,000,000
	<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>	
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	38,000,000
	Péréquation fiscale (Partie I - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,796,000,000
	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15,047,000,000
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-447,000,000
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-2,031,000,000
	Vérificateur général	
	Traitement du vérificateur général (L.R.C., 1985 ch. A-17)	175,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,525,000
	Tribunal canadien du commerce extérieur	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	849,000

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
13	Gouverneur général	
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. 1985 c. G-9)	92,000
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. 1985 c. G-9)	254,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	763,000
14	Industrie	
	Ministère	
	<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>	
	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Paievements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,941,000
	<i>Programme des services axés sur le marché</i>	
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	-1,073,000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	44,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,273,000
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	5,000,000
	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,842,000
	Agence spatiale canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,169,000
	Tribunal de la concurrence	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83,000
	Commission du droit d'auteur	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87,000
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	70,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,233,000
	Conseil national de recherches du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,440,000
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,286,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
	Conseil de recherches en sciences humaines	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	676,000
	Statistique Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,354,000
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	17,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,842,000
15	Justice	
	Ministère	
	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,153,000
	Commission canadienne des droits de la personne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,438,000
	Commissaire à la magistrature fédérale	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat	211,117,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296,000
	Cour fédérale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,666,000
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	693,000
	Cour suprême du Canada	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	3,421,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	903,000
	Cour canadienne de l'impôt	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	747,000

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
16	Parlement	
	Sénat	
	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> (L.R., 1985 ch. M-5)	12,424,500
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,327,000
	Chambre des communes	
	Députés – Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	50,978,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,972,000
	Bibliothèque du Parlement	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,847,000
17	Patrimoine canadien	
	Communications	
	<i>Programme des services de gestion ministériels</i>	
	Ministre des Communications – Traitement et allocation pour automobile	49,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,674,000
	<i>Programme de l'identité canadienne</i>	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs	930,000
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	390,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	137,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,078,000
	<i>Programme Parcs Canada</i>	
	Unité d'entreprise (Sources thermales) Fonds renouvelable	956,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,907,000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,271,000
	Archives nationales du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,130,000
	Commission des champs de bataille nationaux	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	300,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,000
	Office national du film	
	Fonds renouvelable de l'Office national du film	375,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
	Bibliothèque nationale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,635,000
	Commission de la fonction publique	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,941,000
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	189,000
	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	682,000
18	Pêches et Océans	
	Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i> (L.R., ch.F-22)	200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72,777,000
19	Ressources naturelles	
	Ministère	
	Ministre de Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	49,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,968,000
	Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal	2,000,000
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse	6,000,000
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve	6,500,000
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,657,000
	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680,000
	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	2,500,000
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers	5,000
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	512,000
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,690,000
	Office national de l'énergie	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,880,000
20	Revenu national	
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	222,783,000
	Versements d'allocations spéciales pour enfants	42,000,000

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
21	Santé	
	Santé nationale et Bien-être social	
	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,983,000
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127,000
	Conseil de recherches médicales	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	538,000
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289,000
22	Solliciteur général	
	Ministère	
	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,829,000
	Service correctionnel	
	Pensions et autres avantages sociaux des employés (L.R., 1985, ch. R-11)	201,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75,157,000
	Fonds renouvelable CORCAN	2,827,000
	Commission nationale des libérations conditionnelles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,560,000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138,000
	Gendarmerie royale du Canada	
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	217,490,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,220,000
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43,000
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	256,000

Postes législatifs du Budget des dépenses principal

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal 1996-1997
23	Transports	
	Ministère	
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Abolition des péages sur le pont Victoria (S.C. 1986, ch. 42)	6,664,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96,598,000
	Tribunal de l'aviation civile	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70,000
	Office national des transports	
	Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la <i>Loi sur les chemins de fer</i> (L.R., 1985, ch. R-3)	7,309,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,548,000
24	Travaux publics et Services gouvernementaux	
	Travaux publics et Approvisionnements et Services	
	<i>Programme des services immobiliers</i>	
	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	425,557,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,889,000
	Fonds renouvelable des Services immobiliers	-19,737,000
	<i>Programme des approvisionnements et des services</i>	
	Ministre des Approvisionnements et Services – Traitement et allocation pour automobile	48,645
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,978,000
	Fonds renouvelable des services facultatifs	22,000
	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	19,000
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	-740,000
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	7,463,000
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	
	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire)	-270,900,000
	Total*	97,161,515,907

*Ce chiffre ne correspond pas aux totaux figurant au tableau intitulé «Sommaire général» (page 1-20 et 1-21) parce qu'il a été arrondi.

2 Affaires étrangères et Commerce international

Ministère	2-4
Agence canadienne de développement international	2-11
Société pour l'expansion des exportations	2-15
Centre de recherches pour le développement international	2-16
Commission mixte internationale	2-18
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2-19
Administration du pipe-line du Nord	2-20

Affaires étrangères et Commerce international

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Affaires étrangères et Commerce international			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	811,664	799,047
5	Dépenses en capital	87,559	90,725
10	Subventions et contributions	417,236	354,595
(L)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250	250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57,574	50,657
(L)	Fonds renouvelable des passeports	2,302	8,204
Total du Ministère		1,376,683	1,303,576
Agence canadienne de développement international			
15	Dépenses de fonctionnement	97,879	94,515
20	Subventions et contributions	1,576,566	1,476,872
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	49	.....
(L)	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	146,200	135,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,595	8,667
Total du budgétaire		1,830,289	1,715,054
L25	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales	.....	.....
L30	Paiement et délivrance de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	3,020	41
(L)	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	8,182	14,650
Total du non-budgétaire		11,202	14,691
Total de l'organisme		1,841,491	1,729,745
Société pour l'expansion des exportations			
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	135,000	148,000
Total du budgétaire		135,000	148,000
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	309,400	280,800
Total du non-budgétaire		309,400	280,800
Total de l'organisme		444,400	428,800
Centre de recherches pour le développement international			
35	Versements au Centre de recherches pour le développement international	96,100	96,100
Total de l'organisme		96,100	96,100
Commission mixte internationale			
40	Dépenses du Programme	4,159	4,160
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300	298
Total de l'organisme		4,459	4,458
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
45	Dépenses du Programme	2,085	2,105
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99	89
Total de l'organisme		2,184	2,194

Affaires étrangères et Commerce international

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Administration du pipe-line du Nord			
50	Dépenses du Programme	235	235
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16	15
Total de l'organisme		251	250

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Objectif

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus précisément, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, l'expansion du commerce, la paix et la sécurité, la souveraineté canadienne, l'identité nationale et la justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination

Formulation et coordination des recommandations et des initiatives en matière de politique étrangère et prestation des services de protocole pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

Expansion du commerce international

Maintien et expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs; formulation, élaboration et coordination des politiques et initiatives de commercialisation à l'échelle internationale, stimulation des investissements et d'acquisition de technologie à l'étranger; et coordination à l'étranger du programme de promotion du tourisme.

Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement

Gestion des relations économiques internationales, y compris la participation du Canada à l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'Organisation mondiale du commerce, au système économique et social de l'Organisation des Nations Unies et aux relations économiques avec les pays en voie de développement; politique sur les investissements et la coopération industrielle; et administration de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

Affaires politiques et de sécurité internationale

Élaboration, coordination et mise en oeuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armements et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, la francophonie, les droits de la personne et les autres secteurs connexes.

Affaires juridiques et consulaires

Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada; formulation de la politique et gestion du programme des affaires consulaires; et coordination de la participation des provinces aux relations internationales.

Communications et culture

Gestion des communications du Ministère au Canada et à l'étranger concernant le commerce international et la politique étrangère; développement et coordination des relations et des activités culturelles internationales; et prestation des services liés aux activités de communications.

Relations et activités bilatérales

Gestion des relations bilatérales du Canada avec des pays et régions déterminés; gestion de l'ensemble complexe des questions et des intérêts en jeu en ce qui concerne les relations politiques, commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements; mise en oeuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme; appui aux programmes des ministères et organismes représentés à l'étranger; prestation de services consulaires dans les missions à l'étranger; analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens; formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans des pays déterminés ou groupes de pays; gestion et fourniture des installations, systèmes d'information et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Passeports

Délivrance de titres de voyage et prestation d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,000,000 au titre du fonds renouvelable des passeports.

Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	18,117
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997	
– besoins nets de trésorerie	2,302
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	15,815

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration

Prestation de services de soutien administratif au Ministère à l'administration centrale et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, et les services administratifs; les services informatiques et la gestion de l'information documentaire; élaboration et mise en oeuvre de politiques et de programmes visant à répondre aux besoins en matière de personnel du Ministère et de ses employés tant à l'administration centrale qu'à l'étranger; planification et gestion des ressources; vérification et évaluation.

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Politique étrangère, priorités et coordination	16,964	100	2,053	.....	19,117	17,410
Expansion du commerce international	48,393	798	11,520	.....	60,711	62,966
Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement	18,960	413	34,048	.....	53,421	54,085
Affaires politiques et de sécurité internationale	58,175	2,027	305,859	.....	366,061	295,115
Affaires juridiques et consulaires	6,920	417	4,888	.....	12,225	12,243
Communications et culture	15,927	55	18,310	.....	34,292	35,430
Relations et activités bilatérales	646,872	73,605	40,543	1,153	759,867	734,209
*Passeports	52,721	.....	.....	50,419	2,302	8,204
Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration	58,278	10,144	265	.....	68,687	83,914
	923,210	87,559	417,486	51,572	1,376,683	1,303,576

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certains décaissements inscrits dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en espèces. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Surplus de fonctionnement prévu	1,820
Plus:	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du surplus de fonctionnement	1,951
Moins:	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du surplus de fonctionnement:	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	6,036
Changement dans le fonds de roulement	37
Total des prévisions – besoins nets de trésorerie	2,302

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable des passeports, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Expansion du commerce international</i>		
Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	2,000,000	2,000,000
<i>Affaires politiques et de sécurité internationale</i>		
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	25,000	25,000
<i>Affaires juridiques et consulaires</i>		
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	4,842,000	4,842,000
Subventions en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	16,000	16,000
<i>Communications et culture</i>		
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	13,612,000	14,612,000
Subventions dans le domaine des relations culturelles	4,694,000	4,694,000
Office du baccalauréat international	4,000	4,000
<i>Relations et activités bilatérales</i>		
Subventions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	273,500	.....
Subventions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1,033,000	.....
<i>Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration</i>		
Association de la communauté du service extérieur	15,000	16,000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250,000	250,000
Total des subventions	26,764,500	26,459,000
Contributions		
<i>Politique étrangère, priorités et coordination</i>		
Contributions au soutien des intérêts du Canada à l'étranger	200,000	219,000
Contributions à l'appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	1,853,000	.....
<i>Expansion du commerce international</i>		
Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	9,520,000	9,520,000
<i>Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement</i>		
Contributions aux organisations internationales de produits de base (9,749,427 francs belges)	442,000	458,000
*Organisation mondiale des douanes (10,470,250 francs belges)	475,000	468,000
Agence internationale de l'énergie atomique (\$1,243,814 US) (73,980,130 ATS)	11,397,000	9,648,000
Agence internationale de l'énergie (4,546,093 francs français)	1,218,000	1,189,000
**Organisation mondiale du commerce (4,922,800 FS)	5,519,000	5,131,000
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (2,180,965 francs français)	584,000	572,000
Organisation de coopération et de développement économiques (36,455,000 francs français)	9,766,000	9,940,000
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (781,853 francs français)	210,000	208,000
Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925,000	1,100,000
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (563,917 francs suisses)	632,000	600,000
Contributions pour promouvoir des intérêts canadiens en matière d'environnement en ce qui concerne les océans et les forêts et les autres priorités	1,302,000	2,811,000

*S'intitulait auparavant «Conseil de coopération douanière».

**S'intitulait auparavant «Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce».

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions à l'appui des recherches et initiatives multilatérales touchant à l'environnement	1,178,000	1,445,000
Contributions pour promouvoir le groupe bilatéral et le transfert de technologies touchant à l'environnement	400,000	1,000,000
<i>Affaires politiques et de sécurité internationale</i>		
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (45,973,778 francs français)	12,316,000	11,355,000
Fondation du Commonwealth (540,000 livres sterling)	1,047,000	994,000
Conseil des sciences du Commonwealth (148,586 livres sterling)	307,000	313,000
Secrétariat du Commonwealth (1,901,121 livres sterling)	3,931,000	3,914,000
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (632,259 livres sterling)	1,307,000	1,234,000
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (\$11,760,000 US)	16,266,000	16,695,000
Organisation de l'aviation civile internationale (\$1,405,950 US)	1,945,000	2,006,000
Organisation internationale du travail (10,352,188 FS)	11,606,000	11,342,000
Organisation maritime internationale (177,451 livres sterling)	367,000	372,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (268,699,139 francs belges)	12,182,000	11,056,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Programmes scientifiques (63,070,141 francs belges)	2,859,000	2,595,000
Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	542,000	602,000
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (18,947,994 FCFA)	50,000	50,000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30,000	33,000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (39,207,268 Francs Français) (\$4,335,167 US)	16,500,000	15,711,000
Organisation des Nations Unies (\$36,853,000 US)	50,976,000	49,229,000
Organisation mondiale de la santé (\$12,894,840 US)	17,836,000	18,222,000
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (\$4,354,000 US)	6,023,000	5,885,000
Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement (\$995,200 US)	1,377,000	1,334,000
Mission de vérification des Nations Unies en Angola (\$11,818,000 US)	16,347,000	1,026,000
Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït (\$715,300 US)	990,000	2,724,000
Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (\$311,000 US)	430,000	.....
Force de protection des Nations Unies (Yougoslavie) (\$62,200,000 US)	86,035,000	36,697,000
Opération des Nations Unies au Rwanda (\$6,997,500 US)	9,679,000	4,662,000
Force des Nations Unies à Chypre (\$699,750 US)	968,000	984,000
Mission des Nations Unies à Haïti (\$7,775,000 US)	10,754,000	22,000
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (\$528,700 US)	731,000	2,173,000
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (\$497,600 US)	688,000	163,000
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (\$311,000 U.S.)	430,000	.....
Contributions aux projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	7,500,000	7,200,000
Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (\$5,850,000 US)	8,092,000	8,045,000
Contributions pour la participation canadienne aux activités et organismes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (35,610,000 ATS)	4,658,000	3,279,000
Contributions aux organismes de non-prolifération des armes nucléaires, de contrôle des armements et de désarmement (\$408,474 US)	565,000	565,000
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	500,000	500,000

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
<i>Affaires juridiques et consulaires</i>		
Cour permanente d'arbitrage (36,795 FL)	30,000	26,000
<i>Relations et activités bilatérales</i>		
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture (\$3,360,586 US)	4,648,000	4,622,000
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (\$650,000 US)	899,000	935,000
Contributions au développement de la technologie avec l'Europe	90,000	192,000
Contributions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	1,612,500	.....
Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	2,810,000	.....
Organisation des États américains (\$10,501,798 US)	14,526,000	13,591,000
Organisation panaméricaine de la santé (\$9,919,273 US)	13,720,000	13,642,000
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique	415,000	315,000
Conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie (\$373,200 US)	516,000	205,000
Total des contributions	390,721,500	298,819,000
Postes non requis		
Groupe canadien de la Commission trilatérale	.....	14,000
Centre canadien pour la sécurité mondiale	.....	75,000
Académie mondiale pour la paix	.....	100
Association canadienne des Nations Unies	.....	63,000
Subventions destinées au Fonds d'action pour la Convention sur les armes chimiques	.....	95,000
Conseil canadien de droit international	.....	10,000
Conseil Atlantique du Canada	.....	7,500
Institut canadien des affaires internationales	.....	40,000
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	.....	25,000
Subventions pour le programme de bourses en matière de sécurité coopérative	.....	171,000
Centre d'échanges législatifs	.....	70,000
Chambre de commerce du Canada à des fins de promotion commerciale dans la région de l'Asie et du Pacifique	.....	408,000
Fondation Asie-Pacifique du Canada	.....	1,215,000
Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques	.....	2,200,000
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur	.....	20,000
Contributions au Programme du concours de la sécurité coopérative	.....	1,714,000
Organisation de l'aviation civile internationale – Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	.....	100,000
Mission d'observation des Nations Unies au Salvador	.....	530,000
Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge	.....	73,000
Opération des Nations Unies en Somalie	.....	5,000,000
Opération des Nations Unies au Mozambique	.....	9,974,000
Contributions pour promouvoir le commerce et l'investissement entre le Canada et la région de l'Asie-Pacifique	.....	135,000
Fondation du Canada pour les Amériques	.....	157,000
Contributions pour l'aide à l'Europe centrale et orientale ainsi qu'à l'ancienne Union soviétique	.....	3,680,000
Contributions au fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon	.....	2,760,000
Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du Programme	.....	620,000

Affaires étrangères et Commerce international
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions aux entreprises pour promouvoir le commerce dans la région de l'Asie-Pacifique	.....	260,000
Fondation Asie-Pacifique pour la coopération économique dans le Pacifique	.....	150,000
Total des postes non requis	.....	29,566,600
Total	417,486,000	354,844,600

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une assistance humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Programme de partenariat

Le Programme de partenariat englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit par l'entremise de partenaires canadiens et internationaux et comprend le soutien institutionnel (organisations et institutions non gouvernementales nationales et internationales), la coopération industrielle (entreprises privées, canadiennes et internationales), la coopération technique multilatérale, les institutions financières internationales et l'aide alimentaire multilatérale.

Initiatives nationales

Les Initiatives nationales englobent l'aide au développement que l'ACDI fournit directement à des pays admissibles à l'aide canadienne et à des institutions régionales. Elles comprennent également l'aide alimentaire bilatérale, l'assistance humanitaire internationale, l'information sur le développement et les bourses d'études.

Pays en transition

L'activité Pays en transition englobe l'aide bilatérale et multilatérale (technique, humanitaire et autre) aux pays de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Elle encourage et appuie la transition vers l'économie de marché et la démocratisation, et facilite les liens commerciaux et les investissements entre le Canada et la région.

Services généraux

Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes:

- la haute direction de l'Agence, y compris le cabinet du ministre, le bureau de la présidente et le Secrétariat général;
- les services de formulation des politiques;
- les services de la gestion centrale;
- les services au personnel et les services administratifs;
- les services d'information au public.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	Non-budgétaire		
Fonctionnement	Paiements de transfert				Prêts, dotations en capital et avances	
Programme de partenariat	13,831	656,889	670,720	11,202	681,922	674,680
Initiatives nationales	41,001	964,852	1,005,853	.....	1,005,853	1,007,865
Pays en transition	6,523	101,025	107,548	.....	107,548	.....
Services généraux	46,168	.....	46,168	.....	46,168	47,200
	107,523	1,722,766	1,830,289	11,202	1,841,491	1,729,745

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Programme de partenariat</i>		
Subvention à l'Institut Nord-Sud	1,000,000	1,000,000
Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	5,000,000	5,000,000
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	122,087,000	121,300,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement et d'alimentation, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	107,593,000	107,800,000
Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	123,952,000	155,000,000
<i>Initiatives nationales</i>		
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	73,658,000	73,772,000
Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	8,900,000	8,900,000
<i>Pays en transition</i>		
Subventions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	250,000	.....
Total des subventions	442,440,000	472,772,000
Contributions		
<i>Programme de partenariat</i>		
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	83,301,000	42,800,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	64,956,000	65,100,000
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000
Contribution à la Banque interaméricaine de développement	2,600,000	2,600,000
<i>Initiatives nationales</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux, à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, et à des sociétés canadiennes du secteur privé, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et à l'égard de dépenses spéciales liées aux programmes et aux projets qui s'y rattachent directement	734,718,000	730,700,000
Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des pays en développement, des organismes et des personnes de ces pays, des organisations non gouvernementales canadiennes ou des institutions de développement, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	143,597,000	148,800,000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	100,000	100,000
Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres ministères fédéraux, ou des gouvernements provinciaux ou municipaux, à des radiodiffuseurs, des producteurs et d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de matériel éducatif et d'activités connexes	3,879,000	3,900,000
<i>Pays en transition</i>		
Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	100,775,000	.....
Total des contributions	1,134,126,000	994,200,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Autres paielements de transfert		
<i>Programme de partenariat</i>		
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	146,200,000	135,000,000
Total des autres paielements de transfert	146,200,000	135,000,000
Postes non requis		
Subventions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	.....	9,400,000
Contributions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	.....	500,000
Total des postes non requis	.....	9,900,000
Total	1,722,766,000	1,611,872,000

Affaires étrangères et Commerce international

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

Description du financement par voie de crédits

Expansion des exportations

La SEE offre aux exportateurs une vaste gamme de services financiers que l'on peut regrouper en quatre grandes catégories: l'assurance-crédit, qui protège les titulaires de polices contre le défaut de paiement de leurs acheteurs; les services de financement, notamment les prêts directs aux acheteurs étrangers, le financement pré-expédition à long terme, le crédit-bail et le financement de projets; les services de cautionnement, offerts en réponse aux besoins des exportateurs de produire des cautions de soumission, de bonne fin ou de restitution d'acompte; l'assurance-investissement à l'étranger, offerte aux entreprises canadiennes qui investissent dans des pays étrangers.

La SEE se charge également d'administrer le Compte du Canada au nom du gouvernement. Aux termes de la *Loi sur l'expansion des exportations*, le Canada assure le financement des prêts liés à la présente activité et de toute autre exigence de la SEE en matière de capitaux propres.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Expansion des exportations		
Versements sur prêts de faveur (Compte du Canada)	135,000	148,000
Total partiel budgétaire	135,000	148,000
Compte du Canada:		
Versements	450,000	373,000
Moins: Remboursements	140,600	92,200
Total partiel non-budgétaire	309,400	280,800
Total des besoins	444,400	428,800

Affaires étrangères et Commerce International

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets:

- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Description du financement par voie de crédits

Recherche en développement

Aide à la recherche en sciences de l'environnement et des richesses naturelles, en sciences de la santé, en sciences sociales, en sciences de l'information; aide à un programme orienté vers le perfectionnement des ressources humaines; et aussi aux travaux de recherche entrepris conjointement par des organismes canadiens et du Tiers-Monde dans des domaines où le Canada a des compétences en recherche et développement.

Activités associées à la recherche

Activités visant à déterminer et à mettre en oeuvre des projets de recherche, à faire connaître les résultats des travaux de recherche, à financer la bibliothèque spécialisée du Centre et à offrir des services techniques.

Aide opérationnelle à la recherche

Aide au réseau des bureaux régionaux et de liaison du Centre à l'étranger et coûts entraînés par la gestion de la division.

Gestion générale

Octroi des ressources requises pour le Conseil des gouverneurs, les cadres et les services administratifs en général, y compris les services juridiques, financiers et administratifs.

Affaires étrangères et Commerce International
Centre de recherches pour le développement international

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
<i>Programme</i>		
Activités de recherche en développement:		
Subventions de projets	53,070	58,264
Projets du Centre	7,000	7,000
Contrats de recherche	40,730	18,000
	100,800	83,264
Activités associées à la recherche:		
Diffusion de l'information	3,300	3,806
Bibliothèque spécialisée en recherche pour le développement	1,750	2,150
	5,050	5,956
Total du Programme	105,850	89,220
<i>Budget de fonctionnement</i>		
Activités associées à la recherche:		
Soutien technique	9,826	11,880
Aide opérationnelle à la recherche:		
Bureaux régionaux	5,454	6,160
Administration des divisions	3,935	4,820
	9,389	10,980
Administration générale	11,217	13,470
Total du budget de fonctionnement	30,432	36,330
Total (Programme et budget de fonctionnement)	136,282	125,550
<i>Moins:</i>		
Contrats de recherche	40,730	18,000
Revenus de placements	1,610	1,800
Autres revenus	800	800
	43,140	20,600
Utilisation du surplus opérationnel	-2,958	8,850
	40,182	29,450
Total des besoins budgétaires	96,100	96,100

Affaires étrangères et Commerce international

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Opération et administration du bureau de la section canadienne

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité relatif aux eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail de comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les arrangements à frais partagés conclus avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Opération et administration du bureau de la section canadienne	2,209	2,209	2,167
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2,250	2,250	2,291
	4,459	4,459	4,458

Affaires étrangères et Commerce international

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Objectif

Appliquer les dispositions de règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en fournissant un appui aux groupes spéciaux établis par l'ALÉNA et en maintenant un système de greffe en rapport avec les examens des groupes spéciaux, des comités et les procédures judiciaires des chapitres 11, 14, 19 et 20.

Description des activités

Secrétariat de l'ALÉNA

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, la compensation et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord. Pour l'administration des dispositions sur le règlement des différends, le Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services juridiques, professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi au besoin une aide à la Commission et appuie les comités et groupes de travail non liés au règlement des différends.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,184	2,184	2,194
	2,184	2,184	2,194

Affaires étrangères et Commerce international

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	251	251	250
	251	251	250

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère 3-4

Commission canadienne des affaires polaires 3-12

Affaires indiennes et du Nord canadien

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
<i>Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux</i>		
Crédit non requis		
- * Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon	.....	1,216,397
<i>Total du Programme</i>	.....	1,216,397
Total du Ministère	4,228,167	5,337,187
Commission canadienne des affaires polaires		
50 Dépenses du Programme	927	1,003
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59	48
Total de l'organisme	986	1,051

* Le Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux apparaît maintenant dans le Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces du ministère des Finances.

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme d'administration

Objectif

Donner une orientation générale et une saine gestion au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

Description des activités

Soutien ministériel

Fournit des directives en matière de politiques et assure le soutien administratif au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord grâce à la haute direction, les politiques et l'orientation stratégique, et les services ministériels.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997			Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Soutien ministériel	63,714	458	64,172	63,713
	63,714	458	64,172	63,713

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions		
<i>Soutien ministériel</i>		
Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuit des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458,000	458,000
Total	458,000	458,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes acceptées au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Description des activités

Revendications

Régler les revendications globales acceptées; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications données, les obligations exposées dans la *Loi sur les Indiens* et les traités et surveiller les ententes de mise en oeuvre; financer la recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices; et soutenir le ministère de la Justice au sujet des litiges liés aux Premières Nations.

Services aux Indiens et Inuit

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à l'éducation, à la culture, aux affaires sociales et au développement communautaire; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997						Budget principal 1995-1996
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		Prêts, dotations en capital et avances		
Revendications	41,370	.....	328,816	370,186	38,953	409,139	420,215
Services aux Indiens et Inuit	141,056	3,528	3,472,371	3,616,955	.....	3,616,955	3,488,468
	182,426	3,528	3,801,187	3,987,141	38,953	4,026,094	3,908,683

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Revendications</i>		
Subventions aux Cris de la Baie-James, aux Cris Oujé-Bougoumou et aux Naskapiés du Québec	36,949,000	.....
(L) Subvention à la Société régionale inuvialuit relativement à l'indemnité prévue par la <i>Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique</i>	20,000,000	20,000,000
Subventions en capital aux bandes criées et naskapiés du Québec	14,985,000	14,267,000
Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	267,000	265,000
Subventions à des particuliers indiens ou à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	37,508,000	71,189,000
Subventions aux bénéficiaires de règlements de revendications territoriales globales ou aux organismes chargés de leur mise en oeuvre	3,095,000	500,000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	117,942,000	85,887,000
Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités dans la province de Saskatchewan	21,982,000	21,982,000
Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	13,594,000	10,962,000
Subvention à la province de Saskatchewan pour le paiement aux districts scolaires d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	13,574,000	11,369,000
<i>Services aux Indiens et Inuit</i>		
(L) Versement de rentes en vertu des traités	1,400,000	1,400,000
Subventions aux bandes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300,000	300,000
Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de l'enseignement primaire et secondaire et l'essor de leur culture	400,000	400,000
Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	5,000,000	12,000,000
Subventions à des particuliers et à des organismes pour soutenir l'avancement de la culture indienne et inuit	45,000	45,000
Paielements d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens qui habitent dans des réserves	13,000,000	13,000,000
Subventions à des particuliers pour protéger les enfants, les familles et les particuliers indiens et inuit qui habitent dans des réserves	8,274,000	8,274,000
Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes ou le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	136,000	136,000
Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuit pour soutenir leur administration	125,087,000	114,719,000
Paielements aux Premières Nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	8,836,000	.....

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	2,797,000	2,797,000
Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	6,921,000	6,577,000
Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5,608,000	5,608,000
Total des subventions	457,700,000	401,677,000
Contributions		
<i>Revendications</i>		
Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	4,529,000	4,529,000
Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	395,000	570,000
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en oeuvre des règlements de revendications territoriales globales	33,526,000	25,646,000
Contributions aux Indiens, Inuit, bandes indiennes, conseils tribaux, conseils de district et autres associations autochtones pour la recherche, la consultation et la présentation de revendications autochtones	3,700,000	3,700,000
Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	300,000	300,000
Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	200,000	200,000
Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	2,100,000	2,100,000
Contribution aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières Nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	4,170,000	4,780,000
<i>Services aux Indiens et Inuit</i>		
Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	505,000	505,000
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	4,056,000	2,564,000
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	3,839,000	4,308,000
Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	5,919,000	3,731,000
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement	14,600,000	5,100,000
Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	2,879,000	2,879,000
Contributions à la province de Terre-Neuve pour la prestation de programmes et de services aux autochtones de Terre-Neuve et du Labrador	10,613,000	10,101,000
Contributions aux Indiens, Inuit et Innu devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, des services sociaux, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien des administrations indiennes		
Développement économique	35,503,000	34,406,000
Éducation	770,362,000	805,530,000
Développement social	819,579,000	910,099,000
Immobilisations et entretien	730,209,000	590,631,000
Soutien des gouvernements indiens	67,197,000	103,787,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuit

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions aux bandes indiennes et aux collectivités inuit, aux conseils tribaux, conseils de district et autres organismes indiens et inuit, destinées à aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, à se préparer aux négociations de fond en élaborant un mandat en vue des négociations et en élaborant des accords d'autonomie gouvernementale	1,200,000	1,200,000
Contributions aux bandes indiennes et inuit, aux collectivités, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organismes indiens et inuit destinées à aider les collectivités à préparer leurs négociations sur l'autonomie gouvernementale	3,000,000	7,700,000
Contributions aux collectivités des Premières Nations et des Inuit pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	14,700,000	.....
Contribution à la Commission indienne de l'Ontario	384,000	384,000
Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuit, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	47,607,000	44,701,000
*Paiements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités	749,894,000	631,822,000
Contributions aux titres des consultations et de l'élaboration des politiques	12,521,000	3,829,000
Total des contributions	3,343,487,000	3,205,102,000
Postes non requis		
Subventions aux bandes crie de la Baie James et naskapie du Québec	.....	26,162,000
Subventions aux Cris Oujé-Bougoumou du Québec	.....	2,274,000
Contributions aux bandes visées par la Convention sur l'inondation des terres du nord du Manitoba pour leur participation aux négociations sur la Convention	.....	800,000
Total des postes non requis	.....	29,236,000
Total	3,801,187,000	3,636,015,000

*Ces paiements sont effectués par modes optionnels de financement. Une description de ce type de paiement par activité sectorielle se trouve à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Objectif

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des responsabilités; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et les ressources extracôtières et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, le développement économique régional, les relations fédérales-territoriales, les paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, le processus de mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales et les activités circumpolaires.

Description des activités

Affaires du Nord

Cette activité élabore et met en application les politiques et les programmes relatifs au développement politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le Ministère et les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; négocie et met en oeuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Affaires du Nord	86,679	51,222	137,901	148,394
	86,679	51,222	137,901	148,394

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Affaires du Nord</i>		
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	673,000	711,000
Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	81,000	85,000
Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	5,000	5,000
Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4,500	4,500
Total des subventions	763,500	805,500
Contributions		
<i>Affaires du Nord</i>		
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit	36,586,000	33,509,000
Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la Convention finale des Inuvialuit	4,275,000	4,191,000
Contributions à la Commission de mise en oeuvre du Nunavut en vue de fournir des conseils sur la création du Nunavut	2,500,000	2,800,000
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres niveaux de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	307,800	2,190,100
Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuit dans le Sud	80,000	80,000
Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest au titre des ententes de développement économique Canada-Yukon et Canada-TN-O sur le développement économique	2,774,000	7,776,000
Contributions aux gouvernements des TN-O et du Yukon et à d'autres bénéficiaires en rapport avec la stratégie de l'environnement arctique	3,900,000	3,900,000
Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	35,550	251,550
Total des contributions	50,458,350	54,697,650
Total	51,221,850	55,503,150

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire Paiements de transfert	Total	
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,216,397
	1,216,397

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Postes non requis		
Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et des ministres des Finances territoriaux de chaque territoire, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; et autoriser des paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Yukon avant la signature des accords pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total de tous les paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	1,216,397,000
Total	1,216,397,000

Affaires indiennes et du Nord canadien

Commission canadienne des affaires polaires

Objectif

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

Description des activités

Commission canadienne des affaires polaires

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; mettra en place le Réseau canadien d'informations polaires qui sera le principal outil pour diffuser des informations concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; décernera des distinctions pour des contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997			Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Commission canadienne des affaires polaires	968	18	986	1,051
	968	18	986	1,051

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions		
<i>Commission canadienne des affaires polaires</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	18,000	20,000
Total	18,000	20,000

4 Agriculture et Agroalimentaire

Ministère 4-3

Commission canadienne du lait 4-8

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	576,883	569,216
5	Dépenses en capital	51,660	103,731
10	Subventions et contributions	278,710	364,714
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de la protection du revenu	2,000	4,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	207,000	180,000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000	4,000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	1,500	1,500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200	200
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Régime d'assurance-revenu brut	63,000	200,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	3,100	6,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	25,000	35,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net	187,000	188,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme complémentaire pour le secteur des cultures	104,500	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	160	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programme d'innovation en agroalimentaire	19,600	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	400,000	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65,635	64,829
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	-778	.....
-	Crédit non requis		
-	Commission canadienne des grains – Dépenses de fonctionnement	.....	41,694
Total du Ministère		1,989,219	1,762,933
Commission canadienne du lait			
15	Dépenses du Programme	2,426	2,468
Total de l'organisme		2,426	2,468

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Objectif

Promouvoir le développement, l'adaptation et la compétitivité du secteur agroalimentaire afin d'assurer un rendement équitable aux producteurs et transformateurs et de maximiser la contribution du secteur à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'économie et d'environnement.

Description de l'activité

Recherche et développement agricole

La recherche, le développement et le transfert technologique ont pour objet d'aider le secteur agroalimentaire canadien à maintenir et à améliorer sa situation économique; l'activité soutient l'amélioration de la compétitivité à long terme et des qualités marchandes des produits agricoles canadiens en axant la recherche et le développement sur la réduction des coûts de production et de transformation des aliments, en améliorant la qualité et la salubrité des produits ainsi que les pratiques environnementales visant à assurer une agriculture durable, et en procédant au transfert technologique; la recherche et le développement agricoles sont menés aussi bien à l'interne, par l'intermédiaire du réseau national des centres de recherches, qu'à l'externe, cette fois en vertu d'ententes de coopération avec le secteur privé, les universités et les gouvernements provinciaux.

Inspection et réglementation

Empêche l'introduction au Canada d'agents pathogènes, d'insectes, de mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale; combat ou supprime les agents pathogènes, insectes, mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale qui réussissent à entrer au Canada; empêche que des dangers chimiques, bactériens, physiques ou l'étiquetage trompeur associés à des produits alimentaires et agricoles menacent la santé et la sécurité des gens; protège le consommateur et l'industrie contre les déclarations inexactes et les fraudes commerciales dans l'étiquetage, l'emballage et la publicité dans le secteur agroalimentaire; prévient, combat et élimine les maladies des plantes et des animaux domestiques d'importance économique ou dangereuses pour la santé humaine; réalise l'inspection et la certification des produits agroalimentaires nécessaires à l'exportation ou au commerce interprovincial; vérifie la certification des produits agricoles et alimentaires selon des facteurs de qualité (de classement) d'importance économique; protège le public parieur en assurant l'intégrité du pari mutuel des courses à chevaux.

Politiques et programmes d'économie agricole

Faire la synthèse des points de vue des intervenants privés et publics du secteur agroalimentaire dans le contexte de l'ensemble des politiques économiques, environnementales et sociales du fédéral ainsi que des programmes d'adaptation et de stabilisation du revenu agricole; élaborer et gérer les programmes qui favorisent la compétitivité du secteur et le rendent réceptif aux besoins du marché; produire de l'information sur le secteur agroalimentaire en vue de faciliter la compréhension des dossiers de l'heure, l'élaboration d'options politiques et l'évaluation des progrès réalisés dans la poursuite des objectifs; favoriser la diversité régionale et le sens des responsabilités environnementales dans le secteur; gérer le rôle de partenaire qu'assume le fédéral dans la prestation des programmes de stabilisation du revenu agricole qui forment un système national intégré de programmes dont les principes directeurs sont l'absence d'incidence sur les marchés, l'équité entre les secteurs et la prise en compte de la diversité régionale; contribuer à la viabilité sociale et économique à long terme des familles agricoles en accord avec nos obligations internationales; favoriser la protection à long terme de l'environnement; être le centre de coordination des activités liées aux coopératives.

Services à l'industrie et aux marchés

Offrir des programmes et des services qui aident le secteur agroalimentaire canadien à élargir sa part des marchés intérieurs et extérieurs. À cette fin, négocier des ententes internationales et interprovinciales sur le commerce des produits agroalimentaires qui permettent au secteur d'accéder aux marchés et de s'y maintenir, et contribuer à éliminer les sujets de discussion et de division et à régler les différends qui nuisent au commerce; aider le secteur à prospecter des débouchés et à en tirer profit, et le conseiller en la matière; aider les clients à élaborer des stratégies de développement des marchés; renseigner sur les marchés intérieurs et extérieurs et effectuer des analyses à leur sujet; voir à ce que l'on tienne compte des besoins et du point de vue du secteur dans l'élaboration des politiques et des règlements; encourager le secteur à adopter des technologies nouvelles et à perfectionner ses ressources humaines.

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales

Toute une gamme de programmes sont mis en oeuvre en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les municipalités et les producteurs agricoles, en vertu de la *Loi sur la réhabilitation agricole des Prairies*, qui portent sur la réhabilitation des régions dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta qui sont touchées par la sécheresse et l'érosion éolienne; ainsi que sur l'élaboration et la promotion de méthodes agricoles, de l'arboriculture, de l'utilisation des terres et de la colonisation agricole; ces programmes qui sont mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture* visent à répondre aux questions générales de stabilité économique touchant le secteur agroalimentaire.

Gestion et services intégrés

Assure la direction, la consultation et le soutien administratif aux gestionnaires du Ministère pour la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et physiques lors de la réalisation des objectifs ministériels par l'intermédiaire des cabinets du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des bureaux du sous-ministre et du secrétariat ministériel; voit à l'application des politiques ministérielles pour ce qui a trait à la vérification interne et à l'évaluation de programme; fournit des services de gestion des ressources humaines au Ministère, y compris la dotation en personnel, la classification, les relations de travail, la formation, les langues officielles et les services connexes au personnel; offre au Ministère des services de consultation et un soutien financier et administratif intégré dans les domaines de la planification et du contrôle financiers et opérationnels, de la gestion des biens, des bibliothèques, de l'information et de la gestion des crises; fournit des services de consultation, d'analyse environnementale publique et des services opérationnels dans le domaine des communications ministérielles.

Commission canadienne des grains

En vertu de la *Loi sur les grains du Canada*, la Commission réglemente la manutention des grains et fixe et maintient des normes de qualité pour les grains canadiens en vue de promouvoir leur valeur marchande; elle consulte l'industrie céréalière canadienne pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques; fournit des services réglementés d'assurance de la qualité aux points d'exportation et aux points stratégiques intérieurs où on prépare le grain aux fins d'exportation; et gère les activités d'un laboratoire de recherches d'envergure sur les grains qui étudie la qualité de la récolte courante et des exportations de grains et mène également des recherches pour déterminer si les grains canadiens conviennent bien à la transformation en produits finis des pays cibles.

Fonds renouvelable

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement de \$12,000,000 au titre du fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, en vertu de la *Loi de crédits n°4 pour 1994–1995*, le 31 mars 1995. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	<u>(en milliers de dollars)</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	12,000
Plus:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 - excédent	<u>778</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	12,778

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Recherche et développement agricole	243,961	37,893	1,830	.....	283,684	276,052
*Inspection et réglementation	273,192	13,767	833	70,487	217,305	255,119
*Politiques et programmes d'économie agricole	53,133	.....	766,230	1,300	818,063	878,858
Services à l'industrie et aux marchés	38,707	.....	87,817	.....	126,524	184,179
*Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	49,823	.....	439,046	9,905	478,964	64,801
Gestion et services intégrés	65,443	.....	14	.....	65,457	58,103
*Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	51,015	.....	.....	51,793	-778	45,821
	775,274	51,660	1,295,770	133,485	1,989,219	1,762,933

* L'activité, Inspection et réglementation, comprend le fonds de roulement de \$14,499,000 de l'Agence canadienne du pari mutuel ainsi que l'autorisation de dépenser des recettes de \$55,988,000. Les prélèvements autorisés (recettes) sur les paris sont destinés à l'autofinancement de l'Agence. Pour de plus amples renseignements sur l'activité du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, veuillez vous reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère. L'activité, Politiques et programmes d'économie agricole, comprend l'autorisation de dépenser des recettes de \$1,300,000. L'activité, Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales, a été rajusté pour tenir compte de l'autorisation de dépenser des recettes de \$9,905,000. Pour de plus amples renseignements sur l'activité du fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, veuillez vous reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Recherche et développement agricoles</i>		
Subventions aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	999,000	999,000
<i>Politiques et programmes d'économie agricole</i>		
Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs	228,000	1,211,000
<i>Services à l'industrie et aux marchés</i>		
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200,000	200,000
<i>Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales</i>		
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest</i>	400,000,000	.....
Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	38,000	41,000
<i>Gestion et services intégrés</i>		
Subventions à des particuliers pour leur participation à la diffusion nationale de l'information agricole fédérale	3,000	3,000
Total des subventions	401,468,000	2,454,000

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions		
<i>Recherche et développement agricole</i>		
Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	791,000	885,000
Contributions pour des initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	40,000	2,768,000
<i>Inspection et réglementation</i>		
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la <i>Loi sur la santé des animaux</i>	385,000	411,000
Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	112,000	119,000
Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	7,000	8,000
Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs liés à la santé des végétaux et des animaux	329,000	137,000
<i>Politiques et programmes d'économie agricole</i>		
Contributions pour initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	9,915,000	11,495,000
Paielements versés aux agriculteurs pour des produits agricoles par le gouverneur en conseil en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	173,300,000	207,500,000
Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2,600,000	1,805,000
Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	11,056,000	13,115,000
Contribution au Programme des 4-H et au Programme national de sécurité à la ferme	1,535,000	.....
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	3,100,000	6,000,000
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme de la protection du revenu	2,000,000	4,000,000
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	207,000,000	180,000,000
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu</i> – Programme complémentaire pour le secteur des cultures	104,500,000	.....
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu</i> – Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	160,000	.....
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Régime d'assurance-revenu brut	63,000,000	200,000,000
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	187,000,000	188,000,000
Contributions en vertu du Programme de réorientation des agriculteurs	836,000	1,170,000
<i>Services à l'industrie et aux marchés</i>		
Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	20,000,000	20,000,000
Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole	2,280,000	10,141,000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	1,500,000	1,500,000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000,000	4,000,000
(L) Paielements relatifs à la <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	25,000,000	35,000,000
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional	7,124,000	10,407,000

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions au titre du Programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1994	13,600,000	37,600,000
Aide en vue de l'ajustement à long terme de l'industrie de l'horticulture	989,000	1,654,000
Contributions en vertu du Programme de commerce agroalimentaire 2000	13,124,000	.....
<i>Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales</i>		
Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique des municipalités pour la diversification de l'économie rurale	1,910,000	3,206,000
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites communautés du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	5,158,000	5,510,000
Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques	903,000	1,929,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	19,600,000	.....
Contributions pour les initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	11,437,000	9,906,000
<i>Gestion et services intégrés</i>		
Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	5,000	5,000
Frais d'adhésion à l'Association internationale de chimie céréalière	6,000	7,000
Total des contributions	894,302,000	958,278,000
Postes non requis		
Subventions aux organisations canadiennes d'agricultrices	.....	50,000
Subventions dans le cadre des bureaux d'examen de l'endettement agricole	.....	238,000
Contributions en vertu du Programme national de la gestion d'entreprise agricole	.....	119,000
Contributions en vertu du Plan de diversification de l'industrie du tabac	.....	1,554,000
Contributions en vertu de l'initiative de la prospérité	.....	835,000
Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur le développement rural	.....	855,000
Indemnisation en conformité avec la <i>Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides</i> et la <i>Loi sur la protection des végétaux</i>	.....	8,000
*Institut canadien international des céréales	.....	1,795,000
*Contribution versée au Conseil canadien du canola pour promouvoir l'amélioration de la fabrication des produits canadiens du colza	.....	326,000
*Frais d'adhésion au Conseil international du blé	.....	280,000
*Contribution au Conseil des grains du Canada	.....	145,000
*Contribution à l'Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation	.....	48,000
*Contributions dans le cadre du projet de développement du secteur agroalimentaire canadien	.....	2,261,000
*Contributions en vertu de la stratégie de conquête des marchés	.....	11,596,000
*Contributions en vertu de la campagne pour le secteur des produits de la pêche	.....	2,256,000
*Contributions à l'Institut du vin canadien	.....	323,000
Total des postes non requis	.....	22,689,000
Total	1,295,770,000	983,421,000

*Les postes sont maintenant inclus au Programme de commerce agroalimentaire 2000

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Description du financement par voie de crédits

Administration et opérations

La Commission canadienne du lait est autorisée à acheter, à entreposer, à transformer et à écouler des produits laitiers; à effectuer des paiements aux producteurs de lait et de crème dans le but de stabiliser le prix du lait de transformation et de crème; à faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation et à la mise en marché de tout produit laitier; à participer à la promotion des produits laitiers et à recevoir des fonds pour l'écoulement de produits laitiers. La Commission fixe annuellement le prix cible du lait de transformation, la marge des transformateurs et les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé. De plus, la Commission dirige le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, un comité mixte du gouvernement et de l'industrie qui coordonne la gestion de l'offre du lait de transformation et de la crème sur une base nationale.

Les activités de la Commission sont financées à partir de deux sources : le gouvernement du Canada grâce à des crédits parlementaires et les retenues des producteurs canadiens de lait en vertu des dispositions d'une entente nationale régissant le système de gestion des approvisionnements de lait du Canada, le *Plan national de commercialisation du lait*.

La Commission administre le programme du gouvernement fédéral de paiement mensuel aux producteurs admissibles. Elle détermine également le montant de la retenue que les provinces doivent imposer pour couvrir les frais rattachés à certaines activités intérieures et d'exportation de la Commission et pour prévenir la surproduction. La Commission administre des programmes de commercialisation au nom des intervenants de l'industrie laitière, y compris le Programme d'innovation en matière de produits laitiers, le Programme optionnel d'exportation et le Programme d'aide à l'alimentation animale. La Commission est également responsable des dépenses des commissaires et des cinquante-sept membres du personnel administratif requis pour gérer ces programmes au nom du secteur laitier.

En collaboration avec les autorités provinciales, la Commission administre aussi le système national de fixation des prix des classes spéciales et de mise en commun des revenus, au nom de l'industrie laitière.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Administration et opérations		
Allocations de soutien direct aux producteurs	173,300	207,500
Frais d'administration	2,426	2,468
Total partiel	175,726	209,968
Moins:		
Financement provenant du Ministère	173,300	207,500
Total des besoins budgétaires	2,426	2,468

5 Anciens combattants

Ministère 5-2

Anciens combattants

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Anciens combattants		
<i>Programme des anciens combattants</i>		
1	492,264	494,832
5	1,418,796	1,470,369
(L)		
	12	12
(L)		
	10	10
(L)	539	539
(L)	19,779	17,080
	1,931,400	1,982,842
<i>Total du Programme</i>		
<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>		
10	6,791	.....
(L)	868	.....
	7,659	.....
<i>Total du Programme</i>		
<i>Programme de la Commission canadienne des pensions</i>		
Crédit non requis		
–	.....	4,135
Poste non requis		
–	.....	444
	.....	4,579
<i>Total du Programme</i>		
<i>Programme du Bureau de services juridiques des pensions</i>		
Crédit non requis		
–	.....	6,447
Poste non requis		
–	.....	766
	.....	7,213
<i>Total du Programme</i>		
<i>Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants</i>		
Crédit non requis		
–	.....	2,767
Poste non requis		
–	.....	335
	.....	3,102
<i>Total du Programme</i>		
	1,939,059	1,997,736
Total du Ministère		

Anciens combattants

Programme des anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Soins de santé

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du Ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèses ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Pensions

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès, fourniture d'une aide juridique aux personnes qui veulent présenter des demandes conformément à la *Loi sur les pensions*, à la *Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants*, à la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, et aux lois et ordonnances connexes.

Soutien financier

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations mensuelles versées en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* conformément à la partie IX de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants.

Administration du Ministère

Fonctionnement du cabinet du Secrétaire d'État (Anciens combattants), des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, du personnel, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité ainsi que la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les fonctions de gestion des biens immobiliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Soins de santé	430,560	170,123	600,683	629,483
Pensions	25,753	1,159,811	1,185,564	1,171,083
Soutien financier	26,747	89,411	116,158	152,707
Administration du Ministère	28,983	12	28,995	29,569
	512,043	1,419,357	1,931,400	1,982,842

Anciens combattants

Programme des anciens combattants

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Soins de santé</i>		
Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèses aux anciens combattants	200,000	200,000
Traitement et indemnités connexes	1,500,000	1,500,000
<i>Pensions</i>		
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1,158,990,000	1,151,596,000
Paielements effectués en vertu du Règlement sur le paielement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation	750,000	750,000
Paielements de prestations pour bravoure	71,000	71,000
<i>Soutien financier</i>		
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	62,679,000	103,000,000
Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,000,000	2,000,000
Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	18,000
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	1,000	1,000
Autres prestations:		
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	354,000	400,000
Formation universitaire et professionnelle	484,000	700,000
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	390,000	390,000
Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la <i>Loi sur la réadaptation des anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-5)	2,000	2,000
Société dite Last Post Fund	16,226,000	16,142,000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	6,648,000	5,648,000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	60,000	50,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000	10,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	539,000	539,000
<i>Administration du Ministère</i>		
Paielements en vertu de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4):		
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	2,000	2,000
(L) Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10,000	10,000
Total des subventions	1,250,934,000	1,283,029,000

Anciens combattants
Programme des anciens combattants

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions		
<i>Soins de santé</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	161,466,000	167,000,000
Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du Ministère	6,957,000	20,822,000
Total des contributions	168,423,000	187,822,000
Postes non requis		
Légion royale canadienne	.....	9,000
Indemnisation pour perte de salaire	.....	70,000
Total des postes non requis	.....	79,000
Total	1,419,357,000	1,470,930,000

Anciens combattants

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Objectif

Offrir un mécanisme de révision et d'appel aux anciens combattants, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la *Loi sur les pensions*, de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, de la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils* et des autres lois pertinentes.

Description de l'activité

Pensions

Entend toutes les demandes de révision des anciens combattants et autres ayants droit qui sont mécontents des jugements rendus par le ministère des Anciens Combattants, relatifs à leur pension d'invalidité, entend les appels des personnes qui sont mécontentes des décisions du Tribunal de révision, et entend les appels en dernière instance relatifs à l'allocation d'ancien combattant des personnes qui sont mécontentes des décisions rendues par le ministère. Le Tribunal, en plus, interprète la *Loi sur les pensions*, la *Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils*, et la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ainsi que d'autres lois connexes.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Pensions	7,659	7,659	.....
	7,659	7,659	.....

Anciens combattants
Programme de la Commission canadienne des pensions

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital		
Pensions	4,579
	4,579

Anciens combattants
Programme du Bureau de services juridiques des pensions

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital		
Pensions	7,213
	7,213

Anciens combattants

Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital		
Pensions	3,102
	3,102

6 Citoyenneté et Immigration

Ministère 6-3

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du

Canada 6-5

Citoyenneté et Immigration

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996	
Citoyenneté et Immigration			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	315,544	286,173
5	Dépenses en capital	14,554	24,834
10	Subventions et contributions	256,235	256,335
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28,619	25,266
Total du Ministère		615,001	592,657
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			
15	Dépenses du Programme	68,667	69,959
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,086	7,385
Total de l'organisme		76,753	77,344

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Objectif

L'objectif du Programme est de faire en sorte que la santé et la sécurité des Canadiens et leurs intérêts sociaux et économiques soient pris en compte dans les processus d'admission au Canada et d'attribution de la citoyenneté et que les politiques et programmes concernant la citoyenneté, l'immigration, les réfugiés et les visiteurs soient gérés en tenant compte des besoins et des moyens du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements sur le plan international.

Description des activités

Enregistrement et promotion de la citoyenneté

L'activité Enregistrement et promotion de la citoyenneté donne des directives opérationnelles et une orientation générale sur toutes les questions relatives à la citoyenneté. Le personnel chargé de cette activité applique et interprète la législation sur la citoyenneté et offre des services à la collectivité afin de renseigner la clientèle et le public en la matière. Les bureaux locaux desservant les grands centres urbains et les régions périphériques sont responsables de la prestation de la majorité des services. Ces bureaux évaluent les demandes d'attribution, de preuve et de recherche de la citoyenneté et attribuent la citoyenneté aux immigrants admis au Canada, organisent les cérémonies d'assermentation des nouveaux Canadiens, présentent les certificats de citoyenneté et répondent aux demandes de renseignements du public.

Service national

Le Service national procède au deuxième interrogatoire détaillé des personnes cherchant à entrer au pays, offre des services aux immigrants et aux visiteurs, s'occupe de questions relatives à la présentation des cas et aux litiges ainsi qu'aux gens d'affaires immigrants, en plus d'exploiter les Centres de traitement des demandes à Vegreville (Alberta) et à Mississauga (Ontario). Le Service national joue un rôle majeur dans l'exécution de la Loi et l'interception, le contrôle de l'immigration illégale (par la tenue d'investigations, la détention et le renvoi), et la gestion des cas délicats.

Établissement

Dans le cadre de cette activité, sont offerts aux résidents permanents récemment arrivés (immigrants et réfugiés) des services d'adaptation, d'installation et d'intégration afin de favoriser leur participation rapide à la société canadienne.

Service international

Le Service international a pour but d'exécuter les programmes d'immigration du Canada aux missions canadiennes à l'étranger. Cela comprend la sélection des immigrants, le traitement des demandes des visiteurs, la prestation des services de santé aux immigrants, l'établissement de rapports et la liaison ainsi que le contrôle et l'interception. Le Service international joue un rôle prépondérant pour ce qui est de surveiller et de signaler les questions touchant l'immigration et les réfugiés au niveau international et de coordonner les activités internationales du Ministère qui ont trait particulièrement aux relations avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les autres pays et les organismes multilatéraux.

Politique

Les responsables de cette activité élaborent le programme d'action pour Citoyenneté et Immigration Canada; évaluent les contextes national et international; prévoient les nouveaux enjeux et offrent des conseils judicieux en plus de jouer un rôle de premier plan en matière de politiques; ils élaborent des énoncés de politique relativement aux grands enjeux et aux cadres juridiques et institutionnels, au Canada et à l'étranger; ils donnent au Ministre, au sous-ministre et aux cadres supérieurs du Ministère de précieux conseils en temps utile; ils aident l'équipe de gestion du Ministère à établir un plan stratégique.

Services ministériels

Les Services ministériels dispensent des services de gestion, d'orientation, de coordination et d'administration centralisée pour que le Ministère s'acquitte de son mandat.

Citoyenneté et Immigration
Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997			Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Paiements de transfert		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			
Enregistrement et promotion de la citoyenneté	32,318	.....	.....	32,318	26,517
Service national	164,785	.....	.....	164,785	163,304
Établissement	15,467	.....	256,235	271,702	271,487
Service international	60,629	.....	.....	60,629	45,664
Politique	7,469	.....	.....	7,469	7,052
Services ministériels	63,544	14,554	.....	78,098	78,633
	344,212	14,554	256,235	615,001	592,657

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Établissement</i>		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	90,000,000	90,000,000
Total des subventions	90,000,000	90,000,000
Contributions		
<i>Établissement</i>		
Aide à l'adaptation	45,792,000	42,642,000
Établissement et adaptation des immigrants	14,300,000	14,300,000
Programme d'accueil	2,200,000	2,200,000
Organisation internationale pour les migrations	2,000,000	1,000,000
Cours de langue pour les immigrants au Canada	101,943,000	106,193,000
Total des contributions	166,235,000	166,335,000
Total	256,235,000	256,335,000

Citoyenneté et Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectif

Satisfaire aux obligations légales dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant en statuant sur les demandes de statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; en procédant à des enquêtes sur des personnes dont on présume qu'elles ne peuvent être admises au Canada, ou qu'elles doivent en être renvoyées; en révisant les motifs de garde de personnes retenues pour des raisons liées à l'immigration; et en entendant les appels de personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi, de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada, et, les appels du Ministre contre des décisions des arbitres d'accorder l'admission au Canada ou de ne pas ordonner le renvoi.

Description des activités

Appels de l'immigration

Entendre les appels des rejets de demandes parrainées de résidence permanente, les appels de mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des personnes reconnues comme étant des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes détenant des visas valides et les appels par le ministre d'une décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

Détermination du statut de réfugié

Entendre les revendications du statut de réfugié présentées au Canada et statuer sur celles-ci.

Enquêtes et examens des motifs de garde (Arbitrage)

Procéder à des enquêtes sur les personnes demandant l'admission à un point d'entrée au Canada et que l'on présume ne pas être admissibles ou sur des personnes se trouvant au Canada quand on croit qu'elles devraient être renvoyées; et procéder à des examens des motifs de garde pour les personnes qui ont été détenues pendant les processus d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

Gestion et services généraux

Fournir à la Commission une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital		
Appels de l'immigration	4,305	.....	4,305	2,417
Détermination du statut de réfugié	41,325	.....	41,325	39,664
Enquêtes et examens des motifs de garde (Arbitrage)	6,309	.....	6,309	5,959
Gestion et services généraux	24,303	511	24,814	29,304
	76,242	511	76,753	77,344

7 Conseil du Trésor

Secrétariat 7-2

Conseil du Trésor

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Conseil du Trésor		
Secrétariat		
<i>Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique</i>		
1	69,989	75,190
(L)	49	49
(L)	6,967	6,679
	77,005	81,918
<i>Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale</i>		
5	450,000	450,000
10	1,369	1,369
15	10,000	.....
	461,369	451,369
<i>Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance</i>		
20	693,872	738,007
(L)	100	122
(L)	200,000	.....
	893,972	738,129
	1,432,346	1,271,416

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses

Fournir du leadership, une orientation et des conseils aux ministères ainsi qu'aux organismes sur la gestion des dépenses, les affaires réglementaires, la gestion des biens et du matériel grâce à l'élaboration de politiques et de procédures appropriées pour appuyer l'exécution efficiente et efficace du programme. La Gestion des dépenses examine aussi les plans et les programmes ministériels et fournit des conseils et des recommandations au gouvernement sur des propositions qui:

- tiennent compte des priorités que le gouvernement attribue aux objectifs;
- accroissent l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- accroissent l'efficience de l'utilisation des ressources financières, des installations, de l'équipement, du matériel et des approvisionnements destinés à l'exploitation des programmes;
- établissent le Budget des dépenses aux fins d'approbation par le Parlement.

Gestion du personnel

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, et les instruments concernant les ressources humaines, les langues officielles et l'équité en matière d'emploi permettant aux ministères de gérer les ressources humaines nécessaires et favorisant des rapports efficaces entre employeur et employés au sein de la fonction publique.

Gestion des finances et de l'information

Fournir une orientation aux ministères – par le biais de politiques, de normes, de cadres de responsabilisation, et la promotion de pratiques exemplaires – en ce qui a trait à l'utilisation de la technologie ainsi qu'à la gestion de l'information, le renouvellement des processus administratifs, l'examen efficace, les techniques financières sûres et la question des marchés afin que les ministères puissent dispenser des services novateurs et abordables à leurs clients.

Administration

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services de l'information, des finances, du personnel et de l'administration.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Fonctionnement	Budgétaire Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Gestion des dépenses	18,007	.....	100	17,907	16,963
Gestion du personnel	21,299	.....	100	21,199	22,726
Gestion des finances et de l'information	17,899	6	.....	17,905	19,234
Administration	20,236	108	350	19,994	22,995
	77,441	114	550	77,005	81,918

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Administration</i>		
Le Conference Board du Canada	108,000	124,000
Total des subventions	108,000	124,000
Contributions		
<i>Gestion des finances et de l'information</i>		
Contribution à l'Association canadienne de normalisation	6,000	7,000
Total des contributions	6,000	7,000
Total	114,000	131,000

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement

Fournir des fonds pour l'augmentation des dépenses du personnel résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du Ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses.

Reprographie

Fournir des fonds pour les coûts attribués aux contrats de licence négociés qui autorisent la reproduction d'oeuvres publiées, protégées par le droit d'auteur et ce, à l'échelle du gouvernement.

Aide à la formation

Fournir des fonds pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l'aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonctionnement		
Éventualités du gouvernement	450,000	450,000	450,000
Reprographie	1,369	1,369	1,369
Aide à la formation	10,000	10,000	.....
	461,369	461,369	451,369

Conseil du Trésor

Secrétariat

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la fonction publique

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la fonction publique

Fournir les paiements en vertu de la *Loi de 1959 sur la mise au point des pensions du service public* et la *Loi sur les régimes de retraite particuliers* et les frais des régimes de pensions, des régimes d'avantages sociaux et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997			Total	Budget principal 1995-1996
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Assurances de la fonction publique	732,700	226	67,438	665,488	714,507
Pensions de la fonction publique	228,384	100	.....	228,484	23,622
	961,084	326	67,438	893,972	738,129

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Assurances de la fonction publique</i>		
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	224,000	206,000
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	2,000	2,000
<i>Pensions de la fonction publique</i>		
(L) <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	100,000	122,000
Total	326,000	330,000

8 Conseil privé

Ministère 8-4
Centre canadien de gestion 8-5
Secrétariat des conférences intergouvernementales
canadiennes 8-8
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport
et de la sécurité des transports 8-9
Directeur général des élections 8-10
Commissaire aux langues officielles 8-11
Table ronde nationale sur l'environnement et
l'économie 8-12
Commission des relations de travail dans la fonction
publique 8-13
Comité de surveillance des activités de renseignement de
sécurité 8-14

Conseil privé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Conseil privé			
Ministère			
1	Dépenses du Programme	66,216	70,748
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	72	72
(L)	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	18	16
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,200	4,497
Total du Ministère		71,604	75,431
Centre canadien de gestion			
5	Dépenses du Programme	8,418	9,049
(L)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7,633	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,054	759
(L)	Fonds renouvelable RADIANT	511	1,040
Total de l'organisme		17,616	10,848
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
10	Dépenses du Programme	2,899	2,939
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216	194
Total de l'organisme		3,115	3,133
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			
15	Dépenses du Programme	20,949	22,367
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,356	2,242
Total de l'organisme		23,305	24,609
Directeur général des élections			
20	Dépenses du Programme	2,637	2,702
(L)	Traitement du directeur général des élections	155	155
(L)	Dépenses d'élection	20,650	19,500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	380	327
Total de l'organisme		23,822	22,684
Commissaire aux langues officielles			
25	Dépenses du Programme	9,481	10,143
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,028	987
Total de l'organisme		10,509	11,130
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			
30	Dépenses du Programme	3,106	3,133
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	164	146
Total de l'organisme		3,270	3,279

Conseil privé

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Commission des relations de travail dans la fonction publique			
35	Dépenses du Programme	5,129	5,473
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494	480
Total de l'organisme		5,623	5,953
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
40	Dépenses du Programme	1,301	1,323
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102	92
Total de l'organisme		1,403	1,415

Conseil privé Ministère

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre

Fonctionnement du cabinet du Premier ministre et de sa résidence.

Cabinets de ministres

Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé

Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Commissions d'enquête et groupes de travail

Fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Administration

Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Cabinet du Premier ministre	5,528	.....	5,528	5,549
Cabinets de ministres	4,712	.....	4,712	4,671
Bureau du Conseil privé	30,983	2,126	33,109	28,877
Commissions d'enquête et groupes de travail	5,740	.....	5,740	12,174
Administration	22,515	.....	22,515	24,160
	69,478	2,126	71,604	75,431

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	48,000	52,000
Total des subventions	48,000	52,000
Contributions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	2,078,000	2,309,000
Total des contributions	2,078,000	2,309,000
Total	2,126,000	2,361,000

Conseil privé

Centre canadien de gestion

Objectif

Aider les gestionnaires à parfaire leurs capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de résoudre et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale, y compris l'adaptation aux changements qui touchent le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne; les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation, la dynamique et les traditions de l'administration fédérale, et à gérer de façon efficace et efficiente les programmes et services de l'État ainsi que son personnel, dans un contexte d'équité en matière d'emploi; accroître l'ensemble des connaissances sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public; et encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires en matière de gestion.

Description des activités

Perfectionnement des cadres de direction

Consiste notamment à donner des cours obligatoires de leadership pour les cadres de direction; à dispenser la partie enseignement du Programme cours et affectations de perfectionnement et du Programme de stagiaires en gestion; à offrir des cours facultatifs de perfectionnement aux cadres de direction ainsi qu'un programme avancé en gestion; à offrir un programme de négociation, consultation et gestion des conflits; tenir des discussions informelles, tours de table ainsi que des conférences; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation, à mettre à la disposition de tous les cadres de direction des services internes d'orientation et de lutte contre le stress; à assurer la liaison et la consultation avec le secteur privé, les universités et des organismes externes participant au perfectionnement en gestion; à coordonner les activités internationales; à veiller au fonctionnement d'un centre d'aide à la décision; et, à offrir des services opérationnels à l'appui du corps professoral pour les activités de conception et de prestation de cours.

Recherche

Comprend la réalisation de programmes et projets de recherche et la publication des rapports qui en résultent; la conception et la publication d'études de cas sur la gestion du secteur public; l'administration d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; la gestion des contributions à divers organismes et associations de gestion; la gestion des renseignements documentaires du Centre et la prestation de services de recherche d'information en gestion.

Gestion du programme et services

Consiste à établir l'orientation globale et la planification stratégique du Centre canadien de gestion; à effectuer des activités de marketing; à fournir des services en communications, ressources humaines, finances, administration, technologie de l'information, services corporatifs, évaluation et vérification; à réaliser des activités de nature résidentielle; et, à gérer le plan d'acquisition des biens en capital.

Formation à distance et communication d'affaires

En partenariat avec Formation et Perfectionnement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, fournit au secteur public, à titre facultatif, des produits et des services de formation à distance et de communication d'affaires, selon la méthode de recouvrement intégral des coûts: évaluation des besoins; élaboration, prestation et évaluation des produits et services de formation à distance et de communication d'affaires à l'aide de technologies améliorées; gestion de projets; coordination et intégration des produits et services qui sont offerts par des fournisseurs tant des secteurs public que privé.

Conseil privé
Centre canadien de gestion

Fonds renouvelable

Fonds renouvelable RADIAN

Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$10,000,000 au titre du fonds renouvelable RADIAN. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	<u>7,273</u>
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 (besoins nets de trésorerie)	<u>511</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	6,762

Conseil privé
Centre canadien de gestion

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Perfectionnement des cadres de direction	10,832	.....	.....	10,832	4,078
Recherche	1,462	175	.....	1,637	1,497
Gestion du programme et services	4,636	.....	.....	4,636	4,233
*Formation à distance et communication d'affaires	9,056	.....	8,545	511	1,040
	25,986	175	8,545	17,616	10,848

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elle ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines dépenses en argent inscrites dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en argent. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	569
Plus:	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	108
Moins:	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement: Nouvelles acquisitions d'immobilisations	50
Total des prévisions – besoins de trésorerie nets	511

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable RADIANT, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Recherche</i>		
Recherche	175,000	175,000
Total	175,000	175,000

Conseil privé

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des Premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de sous-ministres.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le Secrétariat fait fonction de secrétariat permanent de la Conférence des Premiers ministres, et dessert d'autres conférences réunissant des Premiers ministres ainsi que des réunions intergouvernementales de ministres et de sous-ministres. Cela inclut l'aménagement des locaux de la conférence; l'affectation d'une personne en qualité de secrétaire; l'interprétation; la traduction, l'impression, la distribution et le contrôle des documents; la rédaction d'un compte rendu des délibérations; les relations avec les médias; la sécurité; et la mise en place de matériel technique et de services de secrétariat. Outre ces services qui sont offerts partout au Canada, le Secrétariat conserve des archives pour le compte des gouvernements.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
	Fonction-	nement	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,115	3,115	3,133
	3,115	3,115	3,133

Conseil privé

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

Description des activités

Promouvoir la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Promouvoir la sécurité des transports	23,305	23,305	24,609
	23,305	23,305	24,609

Conseil privé

Directeur général des élections

Objectif

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales (dix commissions provinciales et une territoriale) établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Description des activités

Élections

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- *Législation référendaire* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative au référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Administration

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Ceux-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Élections	20,650	20,650	19,500
Administration	3,172	3,172	3,184
	23,822	23,822	22,684

Conseil privé

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la *Loi sur les langues officielles*.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles

Instruit les plaintes reçues et formule des recommandations pour corriger les infractions et prévenir toute autre atteinte à la *Loi sur les langues officielles* de 1988. Présente des rapports au gouverneur en conseil ou forme un recours auprès de la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entrepren des vérifications et des études afin d'évaluer le rendement linguistique des institutions fédérales et leur recommander les mesures correctives qui s'imposent. Voit à l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement afin de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et l'épanouissement des minorités linguistiques. Fait rapport régulièrement au Parlement à propos de l'application de la Loi. Comparait régulièrement devant le Comité permanent sur les langues officielles et formule sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Conçoit et met sur pied des programmes d'information publique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Commissaire aux langues officielles	10,509	10,509	11,130
	10,509	10,509	11,130

Conseil privé

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Objectif

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

Description de l'activité

Mener des études, organiser des rencontres multilatérales sur des enjeux précis et les secteurs économiques, mettre sur pied des activités d'éducation et de communication et fournir des conseils au gouvernement fédéral ainsi qu'à tous les secteurs de la société canadienne, sur l'intégration des préoccupations environnementales et économiques à la prise de décisions.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	<u>Budgétaire</u>	Total	
	Fonctionnement		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,270	3,270	3,279
	3,270	3,270	3,279

Conseil privé

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la fonction publique.

Description des activités

Administration des relations de travail

La Commission des relations de travail dans la fonction publique est un tribunal quasi judiciaire créé par la loi et chargé d'appliquer les régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs établis en exécution de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*. En outre, elle est responsable de l'application de certaines dispositions de la partie II du Code canadien du travail qui portent sur la sécurité et la santé des fonctionnaires fédéraux. Les affaires dont la Commission est saisie comprennent les demandes d'accréditation et de révocation d'accréditation, les plaintes de pratique déloyale de travail, la désignation de fonctionnaires qui exercent des fonctions jugées nécessaires pour la sécurité du public, le renvoi de décisions d'agents de sécurité, ainsi que les plaintes déposées en vertu des dispositions «Sécurité et santé au travail» de la partie II du Code canadien du travail. De plus, la Commission assure des services de médiation et de conciliation afin d'aider les parties à résoudre leurs différends. Ces services permettent que de nombreuses affaires soient résolues sans que la Commission n'ait à tenir d'audience officielle. La Commission fournit également des locaux et assure des services administratifs au Conseil national mixte, organisme consultatif composé de représentants d'employeurs et d'employés dont le rôle consiste à négocier les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation par groupe.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Administration des relations de travail	5,623	5,623	5,953
	5,623	5,623	5,953

Conseil privé

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

Description des activités

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur général en conseil.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,403	1,403	1,415
	1,403	1,403	1,415

9 Défense nationale

Ministère 9-3

Protection civile Canada 9-7

Défense nationale

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Défense nationale		
Ministère		
1	7,148,221	7,484,191
5	2,484,197	2,673,951
10	172,333	174,673
(L)	49	49
(L)	75	74
(L)	605,876	602,815
(L)	144,249	144,247
Total du Ministère	10,555,000	11,080,000
Protection civile Canada		
Crédits non requis		
-	.....	10,302
-	.....	5,709
Poste non requis		
-	.....	636
Total de l'organisme	.....	16,647

Défense nationale

Ministère

Objectif

Protéger le Canada, contribuer à la paix dans le monde et promouvoir les intérêts canadiens à l'étranger.

Description des activités

Forces maritimes

Cette activité englobe le maintien de forces maritimes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent protéger la souveraineté maritime du Canada et les intérêts de juridiction maritime; assurer la défense de voies d'accès maritimes du Canada, y compris les mers adjacentes, les eaux territoriales et les autres secteurs de juridiction maritime; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces maritimes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les Forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois et des règlements maritimes du Canada; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre.

Forces terrestres

Cette activité englobe le maintien de forces terrestres prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent défendre le territoire et la souveraineté du Canada; faire régner l'ordre public en secondant les autorités civiles dans l'application des lois canadiennes; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces terrestres prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces aériennes

Cette activité englobe le maintien de forces aériennes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes, y compris des éléments aériens maritimes et d'aviation tactique à l'appui des forces maritimes et terrestres qui doivent protéger la souveraineté du Canada et les juridictions aéronautiques; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces aériennes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et aérienne; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois canadiennes.

Opérations interarmées et protection civile

Cette activité englobe le maintien d'éléments d'état-major qui, au nom du chef d'état-major de la Défense, doivent assurer, au besoin, le contrôle des opérations militaires au plan national; planifier, commander et diriger les opérations interarmées; fournir des ressources de planification d'état-major pour soutenir les opérations militaires; fournir des installations de planification et d'état-major aux unités des Forces canadiennes qui sont contrôlées par le quartier général de la Défense nationale; favoriser et coordonner la protection civile en cas de situations d'urgence au Canada.

Gestion des communications et de l'information

Cette activité englobe le maintien de forces qui doivent fournir des installations de communications stratégiques nationales aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion de l'information au Ministère et aux Forces canadiennes à l'appui des fonctions de commandement et de contrôle, de soutien décisionnel, de gestion des ressources, d'administration et de renseignements; fournir des services de gestion des communications et de l'information pour appuyer les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les services à l'appui des opérations d'urgence mixtes, ainsi que des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire.

Défense nationale

Ministère

Appui à la fonction du personnel

Cette activité englobe le maintien d'état-major et de forces qui doivent fournir des services de recrutement, d'instruction individuelle, de gestion du personnel ainsi que des services du personnel à tout le personnel des Forces canadiennes; fournir l'instruction spécialisée et les institutions d'éducation nécessaires au soutien des Forces canadiennes; fournir les services de gestion du personnel et les services du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN); fournir les services médicaux et dentaires aux membres des Forces canadiennes et aux personnes à charge du personnel militaire et des employés civils du MDN désignés en poste à l'extérieur du Canada; surveiller les affectations du personnel nécessaires au soutien de l'instruction militaire et de la gestion des grands projets d'immobilisations.

Soutien du matériel

Cette activité englobe la prestation d'état-major et de forces qui doivent fournir des services d'approvisionnement, de génie et maintenance, de transport et d'assurance de la qualité aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion des biens immobiliers et de gestion environnementale pour l'infrastructure du Ministère; fournir du soutien logistique à l'ensemble des éléments des Forces canadiennes déployés à l'étranger; fournir du soutien en matière de recherches et de développement aux Forces canadiennes et aux activités du Ministère.

Orientation de la politique et services de gestion

Cette activité englobe l'état-major et les installations qui doivent contrôler et diriger les Forces canadiennes et assumer la gestion globale du Ministère; gérer le Programme des services de défense; énoncer, gérer et divulguer la politique de défense; fournir des services ministériels spécialisés, y compris la vérification interne et l'évaluation du programme; fournir des installations et des services financiers et comptables au Ministère; fournir des installations et des services de planification et de gestion centralisés au Ministère, y compris des services juridiques et des postes de soutien au Sous-ministre et au Chef d'état-major de la Défense.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire			Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert			
Forces maritimes	1,534,159	629,475	.....	24,436	2,139,198	2,283,717
Forces terrestres	2,336,446	859,064	.....	155,664	3,039,846	2,949,695
Forces aériennes	2,258,430	480,912	.....	176,040	2,563,302	2,801,600
Opérations interarmées et protection civile	301,105	37,819	4,851	4,125	339,650	282,418
Gestion des communications et de l'information	281,381	94,692	.....	3,278	372,795	399,535
Appui à la fonction du personnel	599,356	64,426	17,294	20,924	660,152	870,532
Soutien du matériel	676,587	296,543	.....	5,086	968,044	996,599
Orientation de la politique et services de gestion	301,631	21,266	167,482	18,366	472,013	495,904
	8,289,095	2,484,197	189,627	407,919	10,555,000	11,080,000

Défense nationale
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	74,902	73,834
<i>Orientation de la politique et services de gestion</i>		
Pensions et rentes versées à des civils:		
M ^{me} Mary Whittington	200	200
M ^{me} Eleanor F. Nixon	1,048	1,047
M. R. P. Thompson	12,483	12,306
Conférence des associations de défense	100,000	200,000
Ligue des cadets de l'armée du Canada	205,000	205,000
Ligue des cadets de l'air du Canada	205,000	205,000
Ligue navale du Canada	205,000	205,000
Association de la Marine royale du Canada	3,415	6,830
Association des officiers de marine	9,250	18,500
Association de l'Aviation royale du Canada	12,335	24,670
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	10,285
Instituts militaires et des services unis	24,056	25,560
*Forum sur la sécurité et la défense	1,700,000	1,650,000
Institut canadien d'études stratégiques	89,250	94,500
Centre d'étude sur les conflits	60,000	63,750
Institut canadien des affaires internationales	40,000	42,500
Ville de Calgary	2,120,000	1,930,000
**Bourses de recherches - planification d'urgence	54,000	.....
Total des subventions	4,926,224	4,768,982

* Antérieurement connu comme Universités canadiennes – Études de la science militaire.

** Antérieurement dans les crédits de Protection civile Canada.

Défense nationale
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (S.R., c. D-3)	5,298,000	6,100,000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	11,921,000	17,100,000
<i>Orientation de la politique et services de gestion</i>		
Budgets militaires et organismes de l'OTAN	95,185,000	87,800,000
Infrastructure de l'OTAN – dépenses en capital	54,000,000	70,000,000
Aide mutuelle	1,593,000	3,282,000
Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	158,000	.....
Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	5,072,800	5,389,850
Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	210,000	236,000
Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	1,011,426	800,000
Programme d'aide à l'entraînement militaire	3,400,000	395,000
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	2,000,000	2,000,000
**Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	4,776,110	.....
**Contribution au Comité de coordination des accidents industriels majeurs	30,000	.....
**Contribution à la Société royale du Canada	45,000	.....
Total des contributions	184,700,336	193,102,850
Postes non requis		
Sociétés de tir	.....	75,000
Total	189,626,560	197,946,832

**Antérieurement dans les crédits de Protection civile Canada.

Défense nationale
Protection civile Canada

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997			Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		
Protection civile Canada	16,647
	16,647

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Bourses de recherches – Planification d’urgence	54,000
Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	5,580,110
Contribution au Comité de coordination des accidents industriels majeurs	30,000
Contribution à la Société royale du Canada	45,000
Total des postes non requis	5,709,110

10 Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration 10-4
Conseil canadien des relations du travail 10-17
Tribunal canadien des relations professionnelles
artistes-producteurs 10-18
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
10-19

Développement des ressources humaines

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Développement des ressources humaines		
Emploi et Immigration		
<i>Programme des services généraux</i>		
1	45,578	62,763
(L) 1		
(L) 1	49	49
(L) 1	49	.....
(L) 1	16,565	17,027
–		
–	.....	1,000
<i>Total du Programme</i>	62,241	80,839
<i>Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance</i>		
5	182,516	.....
10	1,211,790	.....
(L) 10	110,500	.....
(L) 10	256,200	.....
(L) 10	253,200	.....
(L) 10	23,400	.....
(L) 10	35	.....
(L) 10	14,000	.....
(L) 10	90,688	.....
<i>Total du Programme</i>	2,142,329	.....
<i>Programme du travail</i>		
15	44,058	44,135
20	5,992	7,429
(L) 20	58,107	47,560
(L) 20	4,928	4,564
<i>Total du Programme</i>	113,085	103,688
<i>Programme de la sécurité du revenu</i>		
25	85,154	110,710
(L) 25	16,743,000	16,024,000
(L) 25	4,745,000	4,694,000
(L) 25	419,000	436,000
(L) 25	16,547	15,768
–		
–	.....	43,000
<i>Total du Programme</i>	22,008,701	21,323,478

Développement des ressources humaines

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
<i>Programme d'emploi et d'assurance</i>		
Crédits non requis		
– Dépenses de fonctionnement	.....	194,947
– Subventions et contributions	.....	1,329,481
Postes non requis		
– Prestations de retraite supplémentaires – Pensions des agents des rentes sur l'État	.....	35
– Prestations d'adaptation pour les travailleurs	.....	24,900
– Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	.....	93,215
<i>Total du Programme</i>	.....	1,642,578
<i>Programme du développement social et de l'éducation</i>		
Crédits non requis		
– Dépenses de fonctionnement	.....	38,976
– Subventions et contributions	.....	375,339
Postes non requis		
– Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	.....	7,275,000
– Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces et territoires	.....	2,185,000
– Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	.....	521,200
– Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	.....	2,229
<i>Total du Programme</i>	.....	10,397,744
Total du ministère	24,326,356	33,548,327
Conseil canadien des relations du travail		
30 Dépenses du Programme	7,976	8,287
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	829	764
Total de l'organisme	8,805	9,051
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
35 Dépenses du Programme	1,580	1,580
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125	112
Total de l'organisme	1,705	1,692
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
40 Dépenses du Programme	1,770	2,026
Total de l'organisme	1,770	2,026

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme des services généraux

Objectif

Fournir au Ministère des services de direction administrative, d'élaboration de politiques et de soutien de la gestion.

Description des activités

Gestion générale et services

Fournir des services administratifs et financiers, des services de ressources humaines et des services de soutien aux clients du Ministère ainsi que des directives en matière de gestion pour permettre au Développement des ressources humaines Canada de remplir sa mission.

Systèmes

Concevoir, mettre en oeuvre et garder à jour une gamme variée de systèmes automatisés pour appuyer la prestation des services au public et contribuer à l'administration interne de Développement des ressources humaines Canada.

Politique et communications

Responsable de concevoir et de mettre en oeuvre des politiques et des programmes efficaces, et de fournir les services de communication et de soutien dont le Ministère a besoin pour s'acquitter de son mandat et de ses initiatives.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire			
	Fonction- nement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Gestion générale et services	239,395	194,572	44,823	62,498
Systèmes	24,201	16,514	7,687	8,389
Politique et communications	24,164	14,433	9,731	.....
Politique, communications et renouveau	.....	.....	.....	9,952
	287,760	225,519	62,241	80,839

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Objectif

Le Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance vise à favoriser et à appuyer l'utilisation productive de la main-d'oeuvre canadienne, sans imposer un fardeau indu aux particuliers, aux groupes et aux régions, et à contribuer au bien-être des Canadiens et des Canadiennes en collaboration avec les autres ministères gouvernementaux, les provinces, les territoires, le secteur privé et les partenaires locaux. Ce programme favorise également le fonctionnement efficace et efficient du marché du travail canadien, tout en assurant la sécurité des deniers publics.

Description des activités

Investissement dans les ressources humaines

L'activité IRH contribuera à la réalisation du mandat global de DRHC en mettant en oeuvre une combinaison de mesures actives d'emploi visant à aider les chômeurs à retourner rapidement au travail ainsi que toute une gamme d'initiatives en matière de développement social et d'acquisition du savoir visant à favoriser le développement personnel et le bien-être des membres de la société canadienne.

L'IRH est subdivisé en quatre sous-activités principales, toutes issues des anciens programmes d'Emploi et de Développement social et Éducation de DRHC. Les activités sont les suivantes: Emploi, Partenariats stratégiques, Acquisition du savoir et Gestion du programme.

Assurance-chômage

La *Loi sur l'assurance-chômage* et le Règlement qui s'y rattache, la *Loi relative aux rentes sur l'État* et la *Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs* régissent le paiement des prestations aux travailleurs qualifiés qui subissent une interruption de rémunération ou qui répondent aux exigences législatives de la loi applicable.

La *Loi sur l'assurance-chômage* et son Règlement d'application établissent également des paramètres rigides pour le programme en stipulant notamment ce qui constitue un emploi assurable, le nombre de semaines assurables nécessaires pour établir l'admissibilité, le taux des prestations, la durée de la période de prestations de même que les modalités initiales et continues relatives à l'admissibilité aux prestations. De plus, la loi stipule que Revenu Canada détermine ce qui constitue un emploi assurable et est responsable de la perception des cotisations relatives à l'emploi.

Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et Services conjoints

Cette activité regroupe un certain nombre d'activités liées à la gestion et à la prestation de Services conjoints du Programme qui n'entrent pas directement dans les sous-activités faisant partie des programmes particuliers ou des services particuliers. Presque toutes les ressources en équivalents temps plein au titre de cette activité se trouvent dans les régions, où cette activité englobe les directeurs régionaux d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance, les directeurs de district et les directeurs de CRHC, ainsi que le personnel de soutien administratif rattaché à ces postes.

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Investissement dans les ressources humaines	461,154	3,769,090	263,114	3,967,130	.....
Assurance-chômage	459,858	.....	418,335	41,523	.....
Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et Services conjoints	155,433	.....	121,757	33,676	.....
<i>Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-chômage (S.C. 1970-71-72, art. 48, S.1) :</i>					
Articles 24, 25, 26 et 26.1 relatifs à l'activité Investissement dans les ressources humaines	.....	-1,900,000	.....	-1,900,000	.....
	1,076,445	1,869,090	803,206	2,142,329	.....

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Investissement dans les ressources humaines</i>		
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	14,000,000	.....
(L) Subventions pour initiatives spéciales aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du Règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	23,400,000	.....
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	55,368,000	.....
Subventions aux particuliers dans le cadre de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique afin d'aider les particuliers touchés par l'effondrement de la pêche du poisson de fond sur la côte Est à participer aux programmes d'adaptation au marché du travail	197,872,000	.....
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux	1,982,000	.....
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	24,300,000	.....
Subventions aux organismes bénévoles, gouvernements municipaux ou régionaux, organisations professionnelles et centres d'excellence dans le but d'appuyer la mise en oeuvre de projets novateurs pour faciliter l'intégration des personnes handicapées	3,170,000	.....
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	177,000	.....
Total des subventions	320,269,000	.....

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Investissement dans les ressources humaines</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	586,208,000	.....
Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux du service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	1,400,000	.....
Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère du Travail</i> : Programme d'adaptation des travailleurs âgés	27,500,000	.....
Réadaptation professionnelle des invalides - Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la <i>Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides</i> et des accords conclus en vertu de cette Loi	155,000,000	.....
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie – Paiements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la <i>Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i> et approuvés par le gouverneur en conseil	15,500,000	.....
Nouveau-Brunswick au travail – Paiements (couvrant une période de six années, de 1992-1993 à 1997-1998) à la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'entente de partage de certains éléments de ce projet-pilote visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	4,675,000	.....
Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage plus axé sur les résultats, accessible, pertinent et responsable	1,025,000	.....
Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant l'amélioration des services de bien-être social; et les projets qui augmentent l'accès au marché du travail et les possibilités de formation qui favorisent la pleine intégration communautaire des personnes handicapées	3,333,000	.....
Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux administrations municipales, aux entreprises, aux organismes, aux établissements de santé publique et d'enseignement, aux organismes autochtones, y compris aux bandes indiennes et aux conseils tribaux, ainsi qu'aux particuliers pour appuyer les nouvelles orientations politiques découlant de la réforme de la sécurité sociale, et dans le cadre duquel on fera l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers	103,180,000	.....

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	110,500,000	.....
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	256,200,000	.....
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	253,200,000	.....
Contributions à des organismes sans but lucratif, aux groupes communautaires, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles, aux gouvernements provinciaux/territoriaux ainsi qu'aux organisations inuit et des Premières Nations sans but lucratif oeuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale à l'appui des initiatives de garde d'enfants	31,100,000	.....
Total des contributions	1,548,821,000	.....
Total	1,869,090,000	.....

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme du travail

Objectif

Le Programme du travail a pour objectif de favoriser l'établissement et le maintien de relations de travail stables ainsi que de promouvoir la sécurité, la santé, l'équité et la productivité dans les milieux de travail de compétence fédérale; de façon générale, il a pour objectif de colliger et diffuser des statistiques ainsi que des données sur le monde du travail et sur l'équité en matière d'emploi, et d'encourager des relations syndicales-patronales constructives.

Description des activités

Relations industrielles

Offrir des services de conciliation, de médiation et d'arbitrage en vue de régler des conflits dans des entreprises oeuvrant dans un secteur de compétence fédérale; adopter des mesures préventives en vue de maintenir des relations patronales-syndicales stables; fournir des services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la formulation des politiques ainsi que pour l'élaboration de dispositions législatives; enfin, appuyer des initiatives visant à favoriser la productivité et l'innovation en milieu de travail de même que de meilleures relations patronales-syndicales.

Opérations du travail

Élaborer et exécuter les programmes légiférés en vue d'assurer la santé et la sécurité en milieu de travail et des conditions d'emploi équitables; élaborer et administrer des programmes obligatoires d'équité en matière d'emploi; établir et diffuser des données et de l'information sur l'équité en matière d'emploi; offrir des services de protection contre les incendies aux ministères fédéraux, aux sociétés d'État et aux Premières Nations; promouvoir et mettre en oeuvre des activités non régies par la loi visant l'établissement de relations d'emploi constructives en milieu de travail et une plus grande sensibilisation de la population active aux affaires syndicales et socio-économiques.

Indemnisation fédérale des accidentés

Verser des indemnités aux employés fédéraux ou aux personnes à leur charge pour les accidents subis en cours d'emploi et effectuer les paiements aux commissions provinciales des accidents du travail en remboursement des frais inhérents au traitement des demandes d'indemnité présentées par les employés fédéraux aux termes de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*; verser les indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands; s'occuper de l'arbitrage des demandes d'indemnité présentées par les détenus victimes d'accidents dans les pénitenciers fédéraux; enfin, administrer le Régime de prestations du revenu versées aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Législation, recherche et gestion

Assurer la gestion générale et donner une orientation au Programme du travail; élaborer et analyser, du point de vue du travail, des lois et politiques sur des questions économiques et sociales; entretenir des relations de travail efficaces avec d'autres ministères fédéraux, des organisations d'employeurs et d'employés, les provinces et les territoires, les gouvernements étrangers et les organismes internationaux oeuvrant dans le domaine du travail; faciliter les consultations et les initiatives connexes visant à inciter les entreprises et les syndicats à participer davantage au processus d'élaboration des politiques; enfin, fournir des renseignements sur les conditions de travail, les tendances et les meilleures pratiques dans le domaine afin de faciliter la négociation collective et la collaboration syndicale-patronale pour favoriser la sécurité, l'équité et la productivité dans les lieux de travail.

Développement des ressources humaines
Emploi et Immigration
Programme du travail

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Relations industrielles	5,457	2,939	.....	8,396	.....
Opérations du travail	32,455	26	.....	32,481	34,012
Indemnisation fédérale des accidentés	97,397	7	37,500	59,904	49,337
Législation, recherche et gestion	9,277	3,027	.....	12,304	.....
Relations industrielles et médiation et conciliation	.....	.....	.....	.....	14,633
Gestion, politique, analyse et liaison	.....	.....	.....	.....	5,706
	144,586	5,999	37,500	113,085	103,688

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Opérations du travail</i>		
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7,000	8,000
*Prévention des feux Canada	19,000	20,000
<i>Indemnisation fédérale des accidentés</i>		
(L) Indemnisation des marins marchands – Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	7,000	10,000
<i>Législation, recherche et gestion</i>		
Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et de santé au travail	15,000	16,000
Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	12,000	13,000
Total des subventions	60,000	67,000
Contributions		
<i>Relations industrielles</i>		
Programme de partenariat syndical-patronal	2,939,000	1,173,000
<i>Législation, recherche et gestion</i>		
Commission du travail	3,000,000	1,750,000
Total des contributions	5,939,000	2,923,000
Postes non requis		
Programme de formation syndicale	.....	4,364,000
Fonds pour la promotion de l'égalité en milieu de travail	.....	64,000
Subventions en mémoire de Marion V. Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail	.....	21,000
Total des postes non requis	.....	4,449,000
Total	5,999,000	7,439,000

*S'initiait auparavant «Appui aux organismes de sécurité en matière d'incendie».

Développement des ressources humaines

Emploi et Immigration

Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Promouvoir et renforcer la sécurité du revenu des groupes cibles de Canadiens en élaborant, en administrant et en mettant en oeuvre des programmes pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les survivants et les immigrés.

Description des activités

Sécurité du revenu

Cette activité comprend deux programmes importants de sécurité du revenu. La gestion et l'exécution de ces programmes sont complètement intégrées.

Le Programme de la sécurité de la vieillesse (SV) comporte trois genres d'aide différents. La pension de base de la Sécurité de la vieillesse permet aux Canadiens âgés de plus de 65 ans de bénéficier d'un revenu de base suffisant au moment de leur retraite. Les prestations sont versées à quiconque répond aux critères de résidence. Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation fondée sur l'examen du revenu et destinée aux bénéficiaires de la SV dont le revenu est limité et modeste. L'Allocation au conjoint est une prestation fondée sur le revenu et destinée aux couples retraités, mariés et à faible revenu, vivant de la prestation de la SV et du SRG, ainsi qu'aux veufs et veuves de 60 à 64 ans, qui répondent aux critères de résidence de la SV.

Le Régime de pensions du Canada (RPC) est un programme d'assurance sociale à cotisation obligatoire dont l'objectif est d'assurer la protection du revenu des travailleurs canadiens et leurs familles contre la perte de gains résultant du décès, de l'invalidité ou de la retraite. Les prestations entrent dans trois catégories: la Pension de retraite, les Prestations de survivant et les Prestations d'invalidité. Le Régime est en vigueur dans tous les territoires et les provinces. Le Québec dispose également du Régime de rentes du Québec. En vertu des dispositions législatives régissant le RPC, les personnes chargées du Programme de la sécurité du revenu administrent les prestations, Revenu Canada recueille les cotisations et le ministère des Finances gère le Fonds de placement.

Dans le cadre de cette Activité, on négocie et administre également les accords internationaux de sécurité sociale qui visent à assurer que les immigrés sont capables d'exercer dans toute la mesure du possible les droits à la sécurité sociale qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Fonctionnement	Budgétaire Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Sécurité du revenu	205,794	21,907,000	104,093	22,008,701	21,323,478
	205,794	21,907,000	104,093	22,008,701	21,323,478

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme de la sécurité du revenu

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Sécurité du revenu</i>		
(L) Versements de sécurité de la vieillesse	16,743,000,000	16,024,000,000
(L) Versements du supplément de revenu garanti	4,745,000,000	4,694,000,000
(L) Versements d'allocations au conjoint	419,000,000	436,000,000
Total des subventions	21,907,000,000	21,154,000,000
Postes non requis		
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	.....	43,000,000
Total des postes non requis	.....	43,000,000
Total	21,907,000,000	21,197,000,000

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme d'emploi et d'assurance

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997				Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Emploi	3,456,207
Assurance-chômage	45,285
Gestion des Centres d'emploi du Canada et services conjoints	41,086
<i>Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-chômage (S.C. 1970-71-72, art. 48, S.1) :</i>						
Articles 24, 25, 26 et 26.1 relatifs à l'activité Emploi	-1,900,000
	1,642,578

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme d'emploi et d'assurance

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	24,900,000
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	55,368,000
Subventions destinées au Fonds sectoriel pour la formation de l'industrie de fabrication d'équipement électrique et électronique	2,000,000
Subventions aux particuliers dans le cadre de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique afin d'aider les particuliers touchés par l'effondrement de la pêche du poisson de fond sur la côte Est à participer aux programmes d'adaptation au marché du travail	164,100,000
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1,049,905,000
Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux du service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	11,656,000
Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la <i>Loi sur le ministère du Travail</i> : Programme d'adaptation des travailleurs âgés	46,452,000
Total des postes non requis	1,354,381,000

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme du développement social et de l'éducation

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997			Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Paiements de transfert		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			
Bien-être social	7,499,797
Aide à l'éducation	2,724,891
Développement social	50,266
Initiatives stratégiques	122,790
	10,397,744

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux	2,235,000
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	24,300,000
Subventions aux organismes bénévoles, gouvernements municipaux ou régionaux, organisations professionnelles et centres d'excellence dans le but d'appuyer la mise en oeuvre de projets novateurs pour faciliter l'intégration des personnes handicapées	8,580,000
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	177,000
(L) Régime d'assistance publique du Canada - Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la <i>Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	7,275,000,000
Réadaptation professionnelle des invalides - Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la <i>Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides</i> et des accords conclus en vertu de cette Loi	188,800,000
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie - Paiements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la <i>Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i> et approuvés par le gouverneur en conseil	15,500,000
Nouveau-Brunswick au travail - Paiements (couvrant une période de six années, de 1992-1993 à 1997-1998) à la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'entente de partage de certains éléments de ce projet-pilote visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	8,841,000
Contributions aux provinces et aux organismes de bien-être social, y compris les écoles de travail social, et aux particuliers, pour appuyer la réalisation de projets-pilotes visant le remplacement des soins en établissement par des soins en milieu communautaire	4,500,000

Développement des ressources humaines
 Emploi et Immigration
Programme du développement social et de l'éducation

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
(L) Paiements de transfert versés aux provinces et territoires à l'égard de l'enseignement postsecondaire et aux termes de la <i>Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	2,185,000,000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit, les obligations contractées sous forme de prêts garantis et les paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	521,200,000
Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage plus axé sur les résultats, accessible, pertinent et responsable	1,000,000
Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant l'amélioration des services de bien-être social; et les projets qui augmentent l'accès au marché du travail et les possibilités de formation qui favorisent la pleine intégration communautaire des personnes handicapées	5,906,000
Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux administrations municipales, aux entreprises, aux organismes, aux établissements de santé publique et d'enseignement, aux organismes autochtones, y compris aux bandes indiennes et aux conseils tribaux, ainsi qu'aux particuliers pour appuyer les nouvelles orientations politiques découlant de la réforme de la sécurité sociale effectuée, et dans le cadre duquel on fera l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers	115,500,000
Total des postes non requis	10,356,539,000

Développement des ressources humaines

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Conseil canadien des relations du travail	8,805	8,805	9,051
	8,805	8,805	9,051

Développement des ressources humaines

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Objectif

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

Description de l'activité

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Mise en oeuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants dans le milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,705	1,705	1,692
	1,705	1,705	1,692

Développement des ressources humaines

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire et soutient l'éducation et la formation.

Description des activités

Conseil des gouverneurs

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs d'hygiène et de sécurité au travail, et les politiques, et il établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre.

Président et personnel du Centre

Mettre en oeuvre les politiques et programmes d'hygiène et de sécurité au travail établis par le Conseil des gouverneurs.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire			
	Fonction- nement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	23	.....	23	23
Président et personnel du Centre	6,788	5,041	1,747	2,003
	6,811	5,041	1,770	2,026

11 Environnement

Ministère 11-3

Agence canadienne d'évaluation environnementale 11-7

Environnement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996	
Environnement			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	439,594	488,833
5	Dépenses en capital	29,741	58,615
10	Subventions et contributions	40,085	46,508
(L)	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36,887	35,877
Total du Ministère		546,356	629,882
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
15	Dépenses du Programme	7,394	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	598	.....
Total de l'organisme		7,992	.....

Environnement Ministère

Objectif

Le Programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les générations actuelles et futures de Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

Description des activités

Un environnement sain

Les Canadiens sont préoccupés par les risques que l'activité humaine représente pour l'environnement et par le danger qui en résulte pour leur propre santé et pour la durabilité de l'environnement des générations futures. Ils s'attendent à ce que les risques écologiques soient connus, surveillés et contrôlés ou anticipés. Environnement Canada, grâce à sa compétence scientifique, donne suite à ces préoccupations de nature environnementale en transmettant ses connaissances scientifiques et son expertise sur la santé de l'environnement et sur les agresseurs de l'environnement. À cette fin, il élabore des stratégies et des normes nationales, veille à ce que ces stratégies et ces normes soient rigoureusement appliquées et joue un rôle de chef de file dans la communauté internationale pour y représenter les intérêts du Canada et y faire valoir les questions nationales.

La sécurité face aux dangers de l'environnement

La vie et les biens des Canadiens sont mis en péril par les dangers d'origine naturelle et humaine que présente l'environnement: il peut s'agir de graves intempéries, de cendres volcaniques aéroportées, de déversements d'hydrocarbures ou d'incendies de pneus. Pour réduire au minimum ces risques, Environnement Canada fournit, par ses recherches et ses activités scientifiques, des services qui permettent aux Canadiens de se protéger contre les dangers. À cette fin, il transmet en temps opportun des prévisions et des avertissements météorologiques et il offre des services propres à réduire la fréquence et la gravité des urgences environnementales.

Une société plus verte

Le développement durable est devenu l'un des buts les plus importants de la gestion des affaires publiques, tant au Canada qu'à l'étranger. Le Ministère fournit aux Canadiens des renseignements utiles et accessibles, des technologies et des instruments facilement applicables, des politiques qui intègrent les considérations sociales, économiques et environnementales afin de donner à la population les moyens de préserver l'environnement.

Administration

Les Canadiens veulent que le gouvernement soit efficace, qu'il élimine les dépenses superflues et qu'il rende dûment compte de son action. Pour répondre à ce voeu, l'activité Administration fait en sorte que la gestion du Ministère soit rigoureuse et intégrée. Elle fournit aussi des instruments, des technologies et des conseils efficaces et efficaces pour soutenir les opérations et la haute direction.

Environnement
Ministère

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Un environnement sain	202,517	8,649	25,686	6,259	230,593	.....
La sécurité face aux dangers de l'environnement	146,478	10,826	2,785	24,646	135,443	.....
Une société plus verte	118,496	8,355	11,614	24,614	113,851	.....
Administration	64,562	1,911	.....	4	66,469	74,193
Environnement atmosphérique	.....	.....	.....	.....	.....	221,408
Protection de l'environnement	.....	.....	.....	.....	.....	165,075
Conservation de l'environnement	.....	.....	.....	.....	.....	160,760
Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	.....	.....	.....	.....	8,446
	532,053	29,741	40,085	55,523	546,356	629,882

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Un environnement sain</i>		
Subventions pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1,849,000	1,849,000
Institut de la fourrure du Canada	17,000	17,000
Programme des conseils de la recherche universitaire	3,907,000	6,330,000
<i>La sécurité face aux dangers de l'environnement</i>		
Recherches en météorologie	875,000	1,082,000
Société canadienne de météorologie et d'océanographie	17,000	17,000
<i>Une société plus verte</i>		
Subvention à la Fondation des villes durables	534,000	941,000
Subvention à l'Institut international pour un développement durable afin d'assurer l'exploitation de l'Institut et pour entreprendre des initiatives de développement durable	1,700,000	.....
Total des subventions	8,899,000	10,236,000
Contributions		
<i>Un environnement sain</i>		
Contribution à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques – Programme de contrôle des produits chimiques	125,000	125,000
Programme de développement et de démonstration technologique (PDDT) – Fleuve Saint-Laurent	1,100,000	1,200,000
Contribution à la province de Québec pour l'équipe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent	2,500,000	2,500,000
Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	870,000	2,067,000
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CCIEE)	144,000	144,000

Environnement Ministère

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contribution à la convention relative aux zones humides d'importance internationale (RAMSAR)	29,000	29,000
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	13,000	13,000
Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	8,000	8,000
Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	205,000	205,000
Contributions en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	2,982,300	2,981,000
Contribution au Fonds mondial de la nature – Fonds de rétablissement des espèces en péril	180,000	200,000
Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser	1,330,000	2,082,000
Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour établir un Centre canadien conjoint de pathologie faunique	200,000	200,000
Contribution à la province de la Colombie-Britannique et aux organismes environnementaux non gouvernementaux (OENG) – Stratégie nationale de la faune, Plan conjoint de la Côte du Pacifique	325,000	325,000
Contribution à la Société royale du Canada à l'appui du Secrétariat du Programme des changements à l'échelle du globe	763,000	762,000
Contribution afin d'établir un réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique	335,000	852,000
Contribution à l'Université de Guelph pour le réseau canadien des centres de toxicologie	1,797,000	1,797,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme d'interactions communautaires	1,303,000	1,021,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme de mise en valeur des habitats	54,000	50,000
Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 – Programme de protection des habitats	500,000	428,000
Contributions en vertu du Programme de compensation des habitats fauniques – Fleuve Fraser	2,250,000	2,250,000
Contribution à l'Université de Victoria pour diriger et exploiter le réseau canadien de recherche climatologique	2,900,000	.....
<i>La sécurité face aux dangers de l'environnement</i>		
Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	1,693,000	1,423,000
Contribution au Conseil canadien des accidents industriels majeurs (CCAIM)	200,000	270,000
<i>Une société plus verte</i>		
Contribution à la province de Québec – Accord sur les relevés hydrométriques	200,000	634,000
Contribution au Centre de prévention de la pollution des Grands Lacs – Initiative de prévention de la pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent	850,000	1,000,000
Contribution à la Fondation Asie-Pacifique pour les conférences GLOBE	509,100	622,000
Contribution au Conseil canadien des ministres de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	752,000	752,000
Contributions en vertu de l'initiative concernant les instruments économiques	30,000	150,000
Contributions au réseau d'organismes environnementaux – Initiative d'assistance à la collectivité	600,000	600,000
Contributions en vertu du Programme Action 21 pour aider les Canadiens à agir individuellement ou collectivement dans leurs communautés pour soutenir une société plus verte	5,194,000	.....
Contribution à Terrachoice Environmental Services Inc., pour assurer la gestion et l'exploitation du Programme choix environnemental	1,245,000	.....
Total des contributions	31,186,400	24,690,000

Environnement
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	4,000
Gestion de la réserve faunique de la Vallée Creston	46,100
Fondation Habitat faunique Canada	2,975,000
Contributions – Construire des partenariats internationaux	377,000
Fonds des partenaires de l'environnement	5,063,000
Contributions aux organismes canadiens – Programme canadien d'écocivisme	50,000
Contribution à la province de Québec aux termes de l'entente sur l'application au Québec de la réglementation fédérale sur les fabriques de pâtes et papiers	300,000
Contribution à la province de la Colombie-Britannique aux termes de l'entente sur l'application de la réglementation fédérale et provinciale sur les fabriques de pâtes et papiers dans la province de la Colombie-Britannique	166,000
Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	641,000
Entente sur le développement durable – Canada/Nouvelle-Écosse	637,000
Contributions dans le cadre du Programme d'aide financière aux participants afin d'aider la participation du public aux examens en matière de l'environnement	1,242,000
Contribution à la province de Québec – Accord de la Baie James	81,000
Total des postes non requis	11,582,100
Total	40,085,400	46,508,100

Environnement

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Objectif

Fournir des moyens efficaces d'intégrer les éléments environnementaux dans la planification et la prise de décision du fédéral grâce à la mise en oeuvre, à la gestion et à la promotion efficaces du processus fédéral d'évaluation environnementale, tout en tenant compte des valeurs du public et de l'objectif du développement durable.

Description de l'activité

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Assure un leadership national et international comme centre reconnu de connaissances en évaluation environnementale; appuie la constante amélioration du cadre réglementaire et élabore des règles claires et uniformément appliquées à tous les stades du processus d'évaluation environnementale; facilite l'harmonisation des activités d'évaluation environnementale à l'échelle du gouvernement fédéral et avec les autres instances; dispense des services professionnels de haute qualité qui aident les ministères et les promoteurs de projets à satisfaire aux exigences de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et de la directive du Cabinet en ce qui concerne l'évaluation des politiques et des programmes; gère des consultations publiques justes, impartiales et dignes de foi qui mènent à une meilleure prise de décision et favorisent la réalisation de l'objectif de développement durable; donne des conseils opportuns au gouvernement sur l'application efficace tant de la Loi que des valeurs qui la sous-tendent; continue à accroître l'efficacité du processus fédéral d'évaluation environnementale par des mesures comme le recouvrement des coûts et, ce faisant, appuie les initiatives de réforme de la gestion à l'échelle de l'administration fédérale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6,933	1,322	263	7,992	.....
	6,933	1,322	263	7,992	.....

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Agence canadienne d'évaluation environnementale</i>		
Participation aux examens des évaluations environnementales	1,227,000	.....
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	95,000	.....
Total	1,322,000	.....

12 Finances

Ministère 12-4

Vérificateur général 12-10

Tribunal canadien du commerce extérieur 12-11

Bureau du surintendant des institutions financières
12-12

Finances

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Finances		
Ministère		
<i>Programme des politiques financières et économiques</i>		
1 Dépenses du Programme	50,212	53,983
5 Subventions et contributions	403,491	820,000
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Paiements à l'Association internationale de développement	201,880	219,500
(L) Paiement à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	35,900	30,000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,162	4,906
(L) Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1,000	2,100
(L) Achat de la monnaie canadienne	58,000	34,000
Total du budgétaire	755,694	1,164,538
L10 Paiements conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> à la Société financière internationale	9,900	9,850
L15 Délivrance de billets à vue à l'Association internationale de développement	.....	.....
(L) Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	11,000	33,000
(L) Émission de prêts à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	195,300	200,000
Crédit non requis		
– Délivrance de billets à vue à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	.....	.....
Total du non-budgétaire	216,200	242,850
<i>Total du Programme</i>	971,894	1,407,388
<i>Programme du service de la dette publique</i>		
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	47,800,000	49,500,000
<i>Total du Programme</i>	47,800,000	49,500,000

Finances

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
<i>Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces</i>		
20 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,129,000	.....
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	38,000	38,000
(L) Péréquation fiscale (<i>Partie I – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,796,000	8,870,000
(L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (<i>Partie V - Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15,047,000	.....
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-447,000	-435,000
(L) Paiements de remplacement au titre des Programmes permanents (<i>Partie VI - Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-2,031,000	.....
Poste non requis		
– Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique (<i>Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique</i>)	.....	263,000
<i>Total du Programme</i>	22,532,000	8,736,000
<i>Programme spécial</i>		
L25 Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	67,000	92,000
Crédit non requis		
– Paiements à la Caisse des réclamations étrangères	.....	10
<i>Total du Programme</i>	67,000	92,010
Total du Ministère	71,370,894	59,735,398
Vérificateur général		
30 Dépenses du Programme	44,288	46,811
(L) Traitement du vérificateur général	175	175
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,525	4,364
Total de l'organisme	48,988	51,350
Tribunal canadien du commerce extérieur		
35 Dépenses du Programme	7,108	7,297
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	849	788
Total de l'organisme	7,957	8,085
Bureau du surintendant des institutions financières		
40 Dépenses du Programme	2,538	2,543
Total de l'organisme	2,538	2,543

Nota: Le Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces était auparavant indiqué comme le Programme des paiements de transfert fiscal.

Finances
Ministère
Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les points suivants:

- la conjoncture et les perspectives économiques et financières nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- la loi régissant les institutions financières sous réglementation fédérale;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions économiques et financières des politiques et des programmes microéconomiques (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- les politiques sociales canadiennes et leurs programmes;
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales;
- les questions liées aux finances et aux emprunts qui s'appliquent aux sociétés d'État;
- la privatisation de sociétés d'État et d'autres sociétés en coparticipation de l'État ainsi que la commercialisation ou la privatisation des services gouvernementaux.

Monnaie canadienne

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadienne.

Organismes financiers internationaux

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration

Comprend la direction du Ministère, les services de consultation et de communications, et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997					Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire		
	Fonction- nement	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit					Prêts, dotations en capital et avances
Politiques financières et économiques	35,196	.....	.....	35,196	.....	35,196	38,515
Monnaie canadienne	58,000	.....	.....	58,000	.....	58,000	34,000
Organismes financiers internationaux	.....	642,271	.....	642,271	216,200	858,471	1,314,450
Administration	23,969	.....	3,742	20,227	.....	20,227	20,423
	117,165	642,271	3,742	755,694	216,200	971,894	1,407,388

Finances
Ministère
Programme des politiques financières et économiques

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette	229,000,000	520,000,000
Total des subventions	229,000,000	520,000,000
Contributions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette	174,491,000	300,000,000
Total des contributions	174,491,000	300,000,000
Autres paiements de transfert		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
(L) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	201,880,000	219,500,000
(L) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	35,900,000	30,000,000
(L) Paiements à la Facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1,000,000	2,100,000
Total des autres paiements de transfert	238,780,000	251,600,000
Total	642,271,000	1,071,600,000

Finances
Ministère
Programme du service de la dette publique

Objectif

Fournir des fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description de l'activité

Frais d'intérêt

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Agence canadienne de placement de titres au détail

Cette activité pourvoit aux opérations de l'ACPTD, chargée du programme de placement de titres au détail du gouvernement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Frais d'intérêt	47,381,000	47,381,000	49,120,000
Frais de service et d'émission	295,000	295,000	380,000
Agence canadienne de placement de titres au détail	124,000	124,000	.....
	47,800,000	47,800,000	49,500,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces

Objectif

Fournir des fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements fédéraux de transfert aux provinces

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu des lois constitutionnelles, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et autres autorisations législatives et accords.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Paiements fédéraux de transfert aux provinces	22,532,000	22,532,000	8,736,000
	22,532,000	22,532,000	8,736,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements fédéraux de transfert aux provinces</i>		
* Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,129,000,000	.....
(L) Subventions législatives (<i>lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> et autres autorisations législatives)	38,000,000	38,000,000
(L) Péréquation fiscale (<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8,796,000,000	8,870,000,000
** (L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15,047,000,000	.....
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-447,000,000	-435,000,000
*** (L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	-2,031,000,000	.....
Total des autres paiements de transfert	22,532,000,000	8,473,000,000
Postes non requis		
(L) Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique (<i>Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique</i>)	.....	263,000,000
Total des postes non requis	.....	263,000,000
Total	22,532,000,000	8,736,000,000

* Dans le cas des montants de 1995-1996, consulter le Budget des dépenses du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, responsable des paiements de transfert aux gouvernements des territoires avant 1996-1997.

** Le Budget des dépenses principal montre la contribution en espèces autorisée en vertu de la Partie V de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Le tableau qui suit montre la contribution totale du gouvernement fédéral au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) autorisée par la loi, y compris le transfert fiscal prévu par la loi.

	(en milliers de dollars)
Total des paiements de transfert – Budget des dépenses principal	15,047,000
Plus transferts fiscaux	11,853,000
Total	26,900,000

Dans le cas des montants de 1995-1996, consulter les prévisions au titre du Financement des programmes établis (FPÉ) et du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour le ministère de la Santé et le ministère du Développement des ressources humaines. Le TCSPS a remplacé le FPÉ et le RAPC à compter de 1996-1997.

*** Ce montant s'appliquait auparavant aux transferts au titre du FPÉ et du RAPC.

Finances
 Ministère
Programme spécial

Objectif

Fournir un paiement non budgétaire concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	<u>Non-budgétaire</u>	Total	
	Prêts, dotations en capital et avances		
Programme spécial	67,000	67,000	92,010
	67,000	67,000	92,010

Finances

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative

La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la loi. Cette tâche consiste notamment à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Vérification législative	48,608	380	48,988	51,350
	48,608	380	48,988	51,350

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Vérification législative</i>		
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	380,000	404,000
Total	380,000	404,000

Finances

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectif

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des conclusions, faire des recommandations, tel qu'il est prescrit, sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

Description de l'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite:

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constatés par le ministère du Revenu national causent un dommage matériel à la branche de la production nationale;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* (Loi sur le TCCE), à la suite de plaintes déposées par des producteurs de biens canadiens au sujet d'un dommage grave causé par les importations;
- d'appels de décisions rendues par le ministre ou le sous-ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la LMSI, y compris les nouveaux appels interjetés aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;
- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux termes de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA) de l'*Accord sur le commerce intérieur* (ACI) et de l'*Accord sur les marchés publics* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- de saisines, aux termes de la Loi sur le TCCE, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de produits et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la LMSI.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Tribunal canadien du commerce extérieur	7,957	7,957	8,085
	7,957	7,957	8,085

Finances

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relativement aux programmes en cours ou en élaboration.

Description des activités

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Surveillance des institutions financières et services actuariels	42,692	40,154	2,538	2,543
	42,692	40,154	2,538	2,543

13 Gouverneur général

Ministère 13-2

Gouverneur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Gouverneur général		
1 Dépenses du Programme	8,721	9,033
(L) Traitement du gouverneur général	92	92
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	254	254
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	763	682
Total du Ministère	9,830	10,061

Gouverneur général

Objectif

Permettre au Gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général

Traitement du Gouverneur général et dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences du Gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques

Administre le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du Mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du Service méritoire, les médailles du Service spécial et les autres médailles; assure le financement des médailles académiques. Administre également l'autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Gouverneur général	6,987	.....	6,987	7,381
Distinctions honorifiques	2,158	.....	2,158	1,994
Anciens gouverneurs généraux	419	266	685	686
	9,564	266	9,830	10,061

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Anciens gouverneurs généraux</i>		
Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	12,000	13,000
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	254,000	254,000
Total	266,000	267,000

14 Industrie

- Ministère 14-5
- Agence de promotion économique du Canada atlantique
14-11
- Banque de développement du Canada 14-13
- Agence spatiale canadienne 14-14
- Tribunal de la concurrence 14-17
- Commission du droit d'auteur 14-18
- Société d'expansion du Cap-Breton 14-19
- Bureau fédéral de développement régional (Québec)
14-20
- Conseil national de recherches du Canada 14-22
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
14-24
- Conseil de recherches en sciences humaines 14-25
- Conseil canadien des normes 14-26
- Statistique Canada 14-27
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 14-29

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Industrie			
Ministère			
<i>Programme du développement de l'industrie et des sciences</i>			
1	Dépenses de fonctionnement	309,977	293,320
5	Subventions et contributions	446,148	712,276
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000	10,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,941	15,837
	Crédit non requis		
–	Dépenses en capital	.....	61,389
	Poste non requis		
–	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	.....	26,700
	Total du budgétaire	781,115	1,119,571
L10	Paiements conformément à l'alinéa 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300	300
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1) a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500	500
	Total du non-budgétaire	800	800
	<i>Total du Programme</i>	781,915	1,120,371
<i>Programme des services axés sur le marché</i>			
20	Dépenses du Programme	131,594	112,469
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	-1,073	11,491
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	44,000	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,273	9,207
	Crédit non requis		
–	Dépenses en capital	.....	16,640
	<i>Total du Programme</i>	185,794	149,807
Total du Ministère		967,709	1,270,178
Agence de promotion économique du Canada atlantique			
25	Dépenses de fonctionnement	39,947	40,468
30	Subventions et contributions	297,162	313,261
(L)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	5,000	5,000
(L)	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000	10,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,842	2,494
Total du Ministère		354,951	371,223

Industrie

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Banque de développement du Canada		
35 Paiements à la Banque de développement du Canada	13,893	14,079
Total de l'organisme	13,893	14,079
Agence spatiale canadienne		
40 Dépenses de fonctionnement	48,772	53,245
45 Dépenses en capital	135,392	207,687
50 Subventions et contributions	39,590	37,952
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,169	2,974
Total de l'organisme	226,923	301,858
Tribunal de la concurrence		
55 Dépenses du Programme	1,184	1,204
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83	75
Total de l'organisme	1,267	1,279
Commission du droit d'auteur		
60 Dépenses du Programme	753	865
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87	78
Total de l'organisme	840	943
Société d'expansion du Cap-Breton		
65 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	11,200	17,538
Total de l'organisme	11,200	17,538
Bureau fédéral de développement régional (Québec)		
70 Dépenses de fonctionnement	25,272	23,419
75 Subventions et contributions	271,729	397,987
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	70,000	48,000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,233	1,969
Total de l'organisme	369,234	471,375
Conseil national de recherches du Canada		
80 Dépenses de fonctionnement	226,975	231,342
85 Dépenses en capital	45,488	49,049
90 Subventions et contributions	112,848	107,683
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,440	21,094
Total de l'organisme	407,751	409,168
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
95 Dépenses de fonctionnement	15,603	16,052
100 Subventions	432,737	448,364
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,286	1,158
Total de l'organisme	449,626	465,574

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Conseil de recherches en sciences humaines			
105	Dépenses de fonctionnement	7,143	7,160
110	Subventions	83,426	89,188
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	676	612
Total de l'organisme		91,245	96,960
Conseil canadien des normes			
115	Paiements au Conseil canadien des normes	5,184	5,264
Total de l'organisme		5,184	5,264
Statistique Canada			
120	Dépenses du Programme	388,542	258,195
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,354	29,922
Total de l'organisme		422,896	288,117
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
125	Dépenses de fonctionnement	33,548	30,058
130	Subventions et contributions	308,538	435,876
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	17,000	10,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,842	2,199
Total du Ministère		361,928	478,133

Industrie
Ministère
Programme du développement de l'industrie et des sciences

Objectif

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, et faciliter l'essor des entreprises autochtones.

Description des activités

Politique microéconomique

Jouer le rôle de chef de file à l'échelle nationale, élaborer une politique et des programmes pour accroître les capacités scientifiques et industrielles ainsi qu'accentuer les efforts de développement du commerce au Canada en favorisant notamment les liens entre les sciences, la technologie, l'industrie et les consommateurs.

Développement de l'industrie

Accélérer la croissance durable et la création d'emplois grâce à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité des entreprises canadiennes.

Tourisme

Soutenir, par l'intermédiaire de la Commission canadienne du tourisme (CCT), une industrie canadienne du tourisme rentable grâce à la commercialisation du Canada en tant que destination touristique intéressante et à la fourniture de renseignements opportuns et précis à l'industrie du tourisme en vue d'aider celle-ci à prendre des décisions.

Autres activités

Aider les autochtones de toutes les régions du pays, promouvoir le développement économique des collectivités du nord de l'Ontario, et renouveler et améliorer les infrastructures matérielles des collectivités de l'Ontario.

Services de gestion et services généraux

Appuyer les composantes d'Industrie Canada en assurant des services financiers, administratifs et consultatifs ainsi que remplir les fonctions du Registraire général du Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997					Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Non-budgétaire				
Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total	Prêts, dotations en capital et avances			
Politique microéconomique	41,159	19,351	.....	60,510	.....	60,510	.....
Développement de l'industrie	162,598	251,520	8,169	405,949	800	406,749	.....
Tourisme	54,351	.....	.....	54,351	.....	54,351	.....
Autres activités	12,393	185,277	.....	197,670	.....	197,670	.....
Services de gestion et services généraux	62,635	.....	.....	62,635	.....	62,635	.....
Programmes de l'industrie et des Autochtones	.....	.....	.....	.....	.....	.....	368,195
Politique industrielle et scientifique	.....	.....	.....	.....	.....	.....	62,978
Opérations régionales	.....	.....	.....	.....	.....	.....	518,898
Recherche en communications	.....	.....	.....	.....	.....	.....	84,917
Services généraux et consultatifs	.....	.....	.....	.....	.....	.....	85,383
	333,136	456,148	8,169	781,115	800	781,915	1,120,371

Industrie
Ministère
Programme du développement de l'industrie et des sciences

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Politique microéconomique</i>		
Subventions versées dans le cadre du programme Bourses Canada	7,440,000	23,080,000
Subventions en vertu du Programme de partenariats technologiques	4,350,000	2,850,000
Subventions en vertu du Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement des sciences, de la technologie et des mathématiques	540,000	574,000
Total des subventions	12,330,000	26,504,000
Contributions		
<i>Politique microéconomique</i>		
Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers pour des projets visant à éduquer le grand public et le sensibiliser à la science et à la technologie	1,971,000	2,118,000
Contribution à l'Institut canadien des recherches avancées	3,500,000	1,487,000
Contributions au Secrétariat du commerce intérieur	500,000	.....
Contributions en vertu du Programme national de démonstration des réseaux d'entreprises	1,050,000	2,350,000
<i>Développement de l'industrie</i>		
Contribution aux systèmes intelligents de fabrication	605,000	.....
Contributions en vertu de l'initiative des technologies porteuses de solutions environnementales	669,000	1,529,000
Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	65,700,000	102,400,000
Contribution à Bombardier/de Havilland	22,446,000	16,500,000
Contributions aux campagnes sectorielles	8,754,000	21,000,000
Contributions aux technologies stratégiques	13,222,000	21,600,000
Contribution au Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement	23,425,000	3,325,000
Contributions en vertu de la Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement	2,825,000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	11,010,000	.....
Contribution à l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada	50,000	51,000
Contribution à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	6,808,000	5,308,000
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000	10,000,000
Contributions en vertu du Programme de mise en valeur de la technologie	10,557,000	14,500,000
Contributions en vertu du Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario	3,200,000	3,700,000
Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	65,921,000	53,874,000
Contributions en vertu du Programme Entreprise Atlantique	1,500,000	1,445,000
Contributions aux centres culturels et aux centres des congrès de l'Ontario	1,020,000	1,375,000
Contributions en vertu d'ententes auxiliaires avec les provinces de l'Ouest pour le développement des technologies de communications	1,546,000	4,250,000
Contribution au programme d'incitation à la R&D en technologie des communications	1,062,000	3,200,000
Contributions en vertu du Plan d'investissement communautaire du Canada	1,200,000	.....

Industrie
Ministère
Programme du développement de l'industrie et des sciences

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
<i>Autres activités</i>		
Contributions en vertu du Programme d'entreprise autochtone Canada	35,180,000	42,205,000
Contributions en vue de la réalisation d'une initiative collective de commercialisation du tourisme dans le nord de l'Ontario	305,000	1,305,000
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	436,000	3,300,000
Contributions à la province d'Ontario aux termes de l'Entente Travaux d'Infrastructure Canada	149,356,000	361,185,000
Total des contributions	443,818,000	678,007,000
Postes non requis		
Subvention à l'Organisation internationale du Programme scientifique sur la frontière humaine	.....	723,000
Subvention à la Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels	.....	1,000,000
Contribution à l'Observatoire de neutrino de Sudbury	.....	3,320,000
Contributions en vertu du Programme de développement des systèmes microélectroniques	.....	1,500,000
Contributions pour appuyer les technologies relatives aux matériaux industriels de pointe	.....	400,000
Contribution au projet Trenton Works	.....	6,200,000
Contributions à l'industrie de la construction navale sur la côte ouest	.....	212,000
Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	.....	148,000
Contributions en vertu de la stratégie provisoire pour les jeunes et l'acquisition du savoir	.....	400,000
Contributions en vertu du Programme de la technologie de l'environnement du fleuve Saint-Laurent	.....	200,000
Contributions en vertu de la <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> et pour les engagements en cours en vertu de programmes antérieurs abolis	.....	761,000
Contribution à la Palladium Corporation	.....	1,275,000
Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	.....	1,626,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	.....	26,700,000
Total des postes non requis	.....	44,465,000
Total	456,148,000	748,976,000

Industrie
Ministère
Programme des services axés sur le marché

Objectif

Veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, établir des règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

Description des activités

Consommation

Formuler des règles puis les mettre à exécution et établir des politiques en vue d'informer, d'aider et de représenter les consommateurs, ainsi que de maintenir l'équité dans les transactions du marché qui sont fondées sur la mesure.

Droit et politique de concurrence

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne.

Faillite et corporations

Réaffecter les ressources provenant des faillites à des activités plus productives. Établir un cadre de réglementation légal régissant la formation et le fonctionnement de sociétés créées en vertu de lois fédérales afin de maintenir l'ordre et l'équité.

Gestion du spectre

Veiller à ce que des services de radiocommunication fiables et efficaces soient offerts au plus grand nombre d'utilisateurs et causent le moins de brouillage possible.

Programme et services consultatifs

Offrir des services de soutien au Programme des services axés sur le marché, remplir les fonctions du Conseiller en éthique et aider les petites entreprises à obtenir du financement dans le cadre du Programme d'administration des prêts aux petites entreprises.

Propriété intellectuelle

Favoriser la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'industrie canadienne aux niveaux national et international et, pour ce faire, administrer les régimes de propriété intellectuelle (PI) au Canada de telle manière qu'il existe une forte présomption de validité concernant les droits de PI accordés et que les renseignements relatifs à ces droits soient accessibles partout au Canada. Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$25,000,000 au titre du fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à compter du 1^{er} avril 1994. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	21,532
Plus:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 (besoins nets de trésorerie)	(1,073)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	22,605

Industrie
Ministère
Programme des services axés sur le marché

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Consommation	40,729	967	.....	41,696	50,595
Droit et politique de concurrence	19,129	.....	.....	19,129	20,350
Faillite et corporations	16,564	.....	.....	16,564	.....
Gestion du spectre	58,944	45	214	58,775	60,194
Programme et services consultatifs	6,703	44,000	.....	50,703	.....
*Propriété intellectuelle	51,142	.....	52,215	-1,073	11,491
Propriété intellectuelle	.....	.....	.....	.....	3,915
Soutien au programme et services consultatifs	.....	.....	.....	.....	3,262
	193,211	45,012	52,429	185,794	149,807

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines dépenses en argent inscrites dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en argent. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Bénéfice de fonctionnement prévu	(830)
Plus:	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	4,908
Changement dans le fonds de roulement	737
Moins:	
Dépenses en espèces non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement:	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	3,742
Total des prévisions (besoins nets de trésorerie)	1,073

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Industrie
 Ministère
Programme des services axés sur le marché

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Consommation</i>		
Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	286,000	303,000
<i>Gestion du spectre</i>		
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	45,000	47,000
Total des subventions	331,000	350,000
Contributions		
<i>Consommation</i>		
Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	681,000	724,000
<i>Programme et services consultatifs</i>		
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	44,000,000	. . . . .
Total des contributions	44,681,000	724,000
Total	45,012,000	1,074,000

Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Objectif

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'Atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets et par la défense des intérêts de la région de l'Atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Description des activités

Développement

La présente activité vise les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Elle se divise en six sous-activités, soit Action/Développement des entreprises, COOPÉRATION, Défense des intérêts et Coordination, Programmes spéciaux, Développement panatlantique et Administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

Administration générale

Cette activité comprend le cabinet du Ministre et le bureau du Président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques; les activités de communications du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997			Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Développement	32,200	312,162	344,362	359,721
Administration générale	10,589	.....	10,589	11,502
	42,789	312,162	354,951	371,223

Industrie
Agence de promotion économique du Canada atlantique

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Développement</i>		
Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques	2,000,000	3,900,000
Total des subventions	2,000,000	3,900,000
Contributions		
<i>Développement</i>		
Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional	250,662,000	218,716,000
Contributions aux provinces de l'Atlantique aux termes des ententes Travaux d'infrastructure Canada	44,500,000	90,545,000
(L)Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	5,000,000	5,000,000
(L)Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	10,000,000	10,000,000
Total des contributions	310,162,000	324,261,000
Postes non requis		
Subventions en vertu du Programme Diversi-pêches	.....	100,000
Total des postes non requis	.....	100,000
Total	312,162,000	328,261,000

Industrie

Banque de développement du Canada

Objectif

Soutenir l'esprit d'entreprise au Canada en offrant des services financiers et de gestion, en attachant une importance particulière aux besoins des petites et des moyennes entreprises.

Description du financement par voie de crédits

Services de gestion-conseil

Services de conseils en gestion et services de mentorat offerts aux entrepreneurs au Canada. Offrir ou faire offrir des cours de formation en gestion conçus en fonction des besoins des petites entreprises. Parrainer, subventionner et organiser des conférences, des cours, des séminaires et d'autres réunions destinés à favoriser l'utilisation de saines méthodes de gestion. Publier des guides et des brochures sur la gestion des petites entreprises.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Services de gestion-conseil		
Dépenses	33,273	33,679
Moins:		
Recettes	19,380	19,600
Total des besoins budgétaires	13,893	14,079

Industrie

Agence spatiale canadienne

Objectif

Assurer le développement et la mise en application de la technologie et des sciences spatiales axées sur la satisfaction des besoins des Canadiens et l'établissement au Canada d'une industrie spatiale concurrentielle à l'échelle internationale.

Description des activités

Observation de la Terre

Affermir la prépondérance du Canada sur les nouveaux marchés internationaux d'observation de la Terre et répondre aux besoins des Canadiens en matière de surveillance de l'environnement et de gestion des ressources.

Télécommunications par satellites

Assurer aux Canadiens l'accès aux nouveaux services multimédias et aux communications personnelles et mobiles, tout en préservant ou en accroissant la part détenue par l'industrie canadienne sur le marché international de ces nouveaux services, qui connaît une croissance rapide.

Programme canadien de la Station spatiale

Renforcer la capacité du Canada à agir dans l'espace et à exploiter le potentiel des technologies spatiales, notamment de l'automatisation et de la robotique, et remplir nos engagements dans le cadre du Programme de la Station spatiale internationale.

Programme des astronautes canadiens

Entraîner les astronautes canadiens en vue de leur participation à des missions spatiales internationales habitées, participer aux expériences technologiques et scientifiques canadiennes qui sont réalisées dans l'espace et inciter les jeunes Canadiens à entreprendre une carrière en science et technologie.

Sciences spatiales

Préserver l'expertise et la réputation d'excellence du Canada dans le milieu scientifique international de l'exploration spatiale et obtenir de l'industrie canadienne l'instrumentation requise pour recueillir les données scientifiques pertinentes.

Technologie spatiale

Faire en sorte que le Canada demeure à la fine pointe du développement technologique dans le domaine spatial, en vue d'appuyer ses programmes spatiaux à venir, et améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne à l'échelle internationale grâce à une meilleure diffusion de la technologie et à la multiplication des transferts technologiques.

Direction et coordination horizontale

Fournir des services de soutien administratifs et de direction à l'ensemble de l'Agence spatiale canadienne et assurer la cohésion nécessaire entre toutes les activités du Programme spatial canadien.

Industrie
Agence spatiale canadienne

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Observation de la Terre	667	32,183	18,475	8,600	42,725	58,017
Télécommunications par satellites	4,126	365	10,398	.....	14,889	18,022
Programme canadien de la Station spatiale	4,257	81,601	.....	.....	85,858	136,300
Programme des astronautes canadiens	8,691	92	.....	.....	8,783	8,768
Sciences spatiales	3,452	29,862	150	.....	33,464	32,558
Technologie spatiale	12,969	665	9,932	.....	23,566	23,134
Direction et coordination horizontale	16,831	172	635	.....	17,638	25,059
	50,993	144,940	39,590	8,600	226,923	301,858

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Sciences spatiales</i>		
Subvention à l'Université polytechnique Ryerson	150,000	150,000
<i>Technologie spatiale</i>		
Subventions pour les partenariats en recherche spatiale	600,000	350,000
Subventions pour les bourses d'études en recherches spatiales	125,000	125,000
Subventions pour les bourses d'études postdoctorales	150,000	75,000
<i>Direction et coordination horizontale</i>		
Université internationale de l'espace	175,000	185,000
Subventions pour la promotion du Programme spatial canadien et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale	55,000	80,000
Subventions dans le cadre du Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	35,000	35,000
Programme d'activités de reconnaissance et attribution de prix	100,000	100,000
Total des subventions	1,390,000	1,100,000

Industrie
Agence spatiale canadienne

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions		
<i>Observation de la Terre</i>		
Contribution au Programme préparatoire d'observation de la terre de l'ASE (EOPP)	1,181,000	1,386,000
Contribution au Programme européen du satellite de télédétection I de l'ASE (ERS-01) de l'ASE	2,480,000	3,326,000
Contribution au Programme européen du satellite de télédétection II de l'ASE (ERS-02)	4,193,000	4,307,000
Contribution au Programme préparatoire de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire de l'ASE (POEM/ENVISAT)	10,621,000	8,003,000
<i>Télécommunications par satellites</i>		
Contribution au Programme de mission de technologie et de relais de données de l'ASE (DRTM)	2,255,000	1,457,000
Contribution au Programme de systèmes et de technologies de pointe de l'ASE (ASTP)	869,000	483,000
Contribution au Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications de l'ASE (ARTÉS)	7,274,000	8,315,000
<i>Technologie spatiale</i>		
Contribution au Programme général de technologie de soutien de l'ASE (GSTP)	440,000	.....
Contribution au Programme pour les utilisateurs de données de l'ASE (DUP)	210,000	.....
Contribution au budget général de l'Agence spatiale européenne de (ASE)	8,407,000	8,001,000
<i>Direction et coordination horizontale</i>		
Contribution à la promotion du Programme spatial canadien et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale	245,000	270,000
Contribution au Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	25,000	25,000
Total des contributions	38,200,000	35,573,000
Postes non requis		
Contribution au Programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux de l'ASE (PSDE)	.....	530,000
Contribution au Programme européen de moyens de transport spatial habités de l'ASE (MSTP)	.....	749,000
Total des postes non requis	.....	1,279,000
Total	39,590,000	37,952,000

Industrie

Tribunal de la concurrence

Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes qui lui sont présentées en vertu de la Partie VIII de la *Loi sur la concurrence* à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et sociétés.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la Partie VIII de la *Loi sur la concurrence*. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Tribunal de la concurrence	1,267	1,267	1,279
	1,267	1,267	1,279

Industrie

Commission du droit d'auteur

Objectif

Fixer des droits qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que les utilisateurs des oeuvres protégées par le droit d'auteur; et permettre l'utilisation d'oeuvres pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Description de l'activité

Commission du droit d'auteur

Créée le 1^{er} février 1989, et succédant à la Commission d'appel du droit d'auteur, la Commission du droit d'auteur a cinq champs de compétence distincts. Ils sont énoncés dans la *Loi sur le droit d'auteur*. Le mandat de la Commission se résume ainsi :

- établir des tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio (articles 70.61 à 70.67);
- établir des tarifs pour l'exécution publique de la musique (articles 67 à 69);
- fixer, à défaut d'entente entre les intéressés, les droits et modalités afférentes payables par un utilisateur à une société de gestion collective du droit d'auteur administrant un système d'octroi de licences (articles 70.2 à 70.4);
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser des oeuvres publiées dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 70.7);
- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés suite à l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 70.8)

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente sur les droits d'auteur à verser à une société de gestion peut la déposer auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la *Loi sur la concurrence* (article 70.5).

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Commission du droit d'auteur	840	840	943
	840	840	943

Industrie

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectif

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Description du financement par voie de crédits

Société d'expansion du Cap-Breton

Les paiements serviront aux activités de la Société d'expansion du Cap-Breton afin notamment d'accorder de l'aide aux entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion dans l'île du Cap-Breton, pour entreprendre des études et des programmes visant à favoriser le développement; pour aider à la formation et à l'emploi des étudiants; pour aider les municipalités et d'autres organismes relativement à des services qui faciliteront l'expansion économique de l'île du Cap-Breton; et pour aider à appuyer les secteurs de l'économie qui démontrent du potentiel pour la croissance économique.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Société d'expansion du Cap-Breton	11,200	17,538
Total des besoins budgétaires	11,200	17,538

Industrie

Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Objectif

Promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs, en mettant l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables, tout en concentrant les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

Description de l'activité

Promotion du développement économique des régions du Québec

Coordonner, appuyer et promouvoir le développement économique dans les régions du Québec, surtout par le biais d'ententes fédérales-provinciales avec la province de Québec pour les régions centrales et les régions-ressources, mais aussi par des programmes fédéraux conçus pour répondre à des besoins spécifiques.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promotion du développement économique des régions du Québec	27,505	341,729	369,234	471,375
	27,505	341,729	369,234	471,375

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Subventions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneuriat et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	300,000	.....
Subventions à la Société de développement économique de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	250,000	750,000
Subventions au Fonds de développement de Montréal	18,805	110,000
Subventions au Fonds de développement régional (Québec)	1,150,000	1,358,000
Total des subventions	1,718,805	2,218,000

Contributions

Promotion du développement économique des régions du Québec

Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente Travaux d'infrastructures Canada	160,945,000	263,376,500
Contributions au Programme de renforcement de la productivité manufacturière	5,030,267	13,467,032
Contributions en vertu de la <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	484,892	1,772,714

Industrie
Bureau fédéral de développement régional (Québec)

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions au Programme de développement des entreprises	6,057,335	12,200,000
Contributions au Programme d'aide aux établissements de recherche	21,788,927	26,807,772
Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique	3,365,000	5,829,634
Contributions au Programme d'aide à l'innovation	3,215,310	5,910,224
Contributions au Programme de développement économique du saumon	2,517,229	2,700,000
Contributions au Programme d'aide aux zones défavorisées	2,761,467	6,324,598
Contributions au Programme d'appui à des activités soutenant le développement régional	309,782	2,454,527
Contributions au Programme d'aide aux projets d'infrastructures et d'attractions touristiques	1,658,421	3,390,000
Contributions aux Centres d'aide au développement technologique	392,896	1,388,091
Contributions au Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal	3,466,977	10,000,000
Contributions visant à inciter la participation des entreprises québécoises aux marchés publics fédéraux	26,307	248,890
Contributions au Fonds de développement de Montréal	6,972,269	12,815,000
Contributions au Programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal	1,588,230	3,410,399
Contributions en vertu du Programme spécial de la région Laprade	92,500	1,143,000
Contributions au Programme Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	306,285	300,000
Contributions à l'appui des équipements régionaux majeurs	1,000,560	3,700,275
Programme de développement régional pour le Québec	4,354,042	5,499,753
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	70,000,000	48,000,000
Entente Canada/Québec portant sur le désenclavement du territoire du sud-ouest de Montréal	2,000,000	3,300,000
Contributions à l'élaboration de l'infrastructure culturelle	4,130,558	6,475,000
Contributions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	21,905,944	.....
Contributions au Programme de développement des collectivités	12,669,511	.....
Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec	2,970,000	.....
Total des contributions	340,009,709	440,513,409
Postes non requis		
Contributions au Programme Canada/Québec de soutien aux infrastructures d'accueil des entreprises	.....	610,834
Contributions en vertu du Programme Entreprises Atlantique	.....	224,479
Contribution au Centre national du transport en commun inc.	.....	550,000
Contribution pour venir en aide à la «Maison des régions»	.....	291,700
Contributions au Programme d'aide visant le développement de la région de Montréal	.....	291,423
Contributions au Programme d'appui au design de la mode	.....	87,902
Contributions en vertu du Programme de développement du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie	.....	174,873
Contributions à la Corporation de développement économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean	.....	604,534
Contributions au Programme spécial d'aide aux fins du parc technologique du Québec métropolitain	.....	320,281
Contributions au Programme d'habitation pour le sud-ouest de Montréal	.....	100,000
Total des postes non requis	.....	3,256,026
Total	341,728,514	445,987,435

Industrie

Conseil national de recherches du Canada

Objectif

Accentuer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada, par:

- le soutien de l'infrastructure scientifique et technologique canadienne;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises dans l'intérêt national;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises en collaboration avec l'industrie;
- une alimentation soutenue du réservoir national de main-d'oeuvre hautement qualifiée.

Description des activités

Recherche et développement dans l'intérêt national

Entreprendre et promouvoir la recherche et le développement en vue d'accroître la capacité et les investissements scientifiques et techniques nationaux.

Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale

Appuyer et promouvoir l'utilisation de la technologie et des connaissances par l'industrie et par la communauté scientifique canadienne pour favoriser la compétitivité industrielle et l'application des connaissances scientifiques.

Administration du programme

Assurer la gestion efficace du programme et des ressources du Conseil national de recherches.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Recherche et développement dans l'intérêt national	196,647	41,331	25,789	22,766	241,001	239,465
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	46,034	.....	81,863	12,831	115,066	110,190
Administration du programme	42,477	6,248	5,196	2,237	51,684	59,513
	285,158	47,579	112,848	37,834	407,751	409,168

Industrie
Conseil national de recherches du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Administration du programme</i>		
Affiliations internationales	956,000	956,000
Subventions aux municipalités prévues par la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	4,240,000	4,240,000
Total des subventions	5,196,000	5,196,000
Contributions		
<i>Recherche et développement dans l'intérêt national</i>		
Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	615,000	2,819,000
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaii	3,253,000	3,253,000
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	19,277,000	19,482,000
Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	2,644,000	2,589,000
<i>Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	61,978,000	56,354,000
Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et la technologie	19,885,000	17,990,000
Total des contributions	107,652,000	102,487,000
Total	112,848,000	107,683,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié et des activités connexes.

Administration

Administration des programmes de subventions et bourses.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	432,737	432,737	448,364
Administration	16,889	.....	16,889	17,210
	16,889	432,737	449,626	465,574

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses	432,737,000	448,364,000
Total	432,737,000	448,364,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses octroyées à des personnes, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration

Activités à l'appui des programmes de subventions.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	83,426	83,426	89,188
Administration	7,819	.....	7,819	7,772
	7,819	83,426	91,245	96,960

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses	83,426,000	89,188,000
Total	83,426,000	89,188,000

Industrie

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Description du financement par voie de crédits

Conseil canadien des normes

Paiements versés au Conseil canadien des normes pour les dépenses encourues pour la réalisation de ses objectifs: coordonner les activités d'organismes canadiens qui s'occupent de rédaction de normes, d'essais et de certification; participer en tant que représentant du Canada aux activités d'organisations internationales de normalisation.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Conseil canadien des normes		
Dépenses de fonctionnement	9,847	10,012
Moins:		
Recettes	4,663	4,748
Coût de fonctionnement	5,184	5,264
Ajustements pour arriver aux besoins de trésorerie nets:		
Biens immobilisés	177	175
Moins:		
Ajustement des dépenses de fonctionnement à la méthode de la comptabilité de caisse	177	175
Total des besoins budgétaires	5,184	5,264

Industrie Statistique Canada

Objectif

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes nationales et internationales de la performance économique du Canada, et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers, et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, produire les données du recensement de la population et coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte et de données relatives aux questions sociales avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du Programme du Bureau.

Industrie
Statistique Canada

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Statistique économique internationale et nationale	87,610	.....	.....	87,610	79,745
Statistique socio-économique	38,660	.....	.....	38,660	36,069
Recensement et statistique sociale	192,253	.....	12,134	180,119	54,942
Statistique des institutions	27,841	.....	.....	27,841	29,468
Infrastructure technique	104,237	.....	44,305	59,932	57,855
Services de gestion centrale	28,720	14	.....	28,734	30,038
	479,321	14	56,439	422,896	288,117

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Services de gestion centrale</i>		
Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique (6,000 \$US)	8,280	6,300
Conférence des statisticiens du Commonwealth (2,500 GBP)	5,500	4,085
Total	13,780	10,385

Industrie

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Objectif

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description de l'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest

Orienter plus efficacement, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Diversification de l'économie de l'Ouest	36,390	325,538	361,928	478,133
	36,390	325,538	361,928	478,133

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Subventions pour le programme de la Diversification de l'Ouest	5,000,000	5,000,000
Total des subventions	5,000,000	5,000,000
Contributions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	160,973,000	168,992,000
Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest oeuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	16,000,000	.....
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada aux termes des ententes Travaux d'Infrastructure Canada	126,565,000	261,884,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	17,000,000	10,000,000
Total des contributions	320,538,000	440,876,000
Total	325,538,000	445,876,000

15 Justice

Ministère	15-3
Commission canadienne des droits de la personne	15-6
Commissaire à la magistrature fédérale	15-7
Cour fédérale du Canada	15-8
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	15-9
Cour suprême du Canada	15-10
Cour canadienne de l'impôt	15-11

Justice

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Justice			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	172,261	166,171
5	Subventions et contributions	261,170	264,923
(L)	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,153	16,789
Total du Ministère		451,633	447,932
Commission canadienne des droits de la personne			
10	Dépenses du Programme	14,279	15,061
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,438	1,354
Total de l'organisme		15,717	16,415
Commissaire à la magistrature fédérale			
15	Dépenses de fonctionnement	3,938	4,311
20	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	507	524
(L)	Paiements conformément à la <i>Loi sur les juges</i>	211,117	204,427
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296	279
Total de l'organisme		215,858	209,541
Cour fédérale du Canada			
25	Dépenses du Programme	27,105	28,435
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,666	2,534
Total de l'organisme		29,771	30,969
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
30	Dépenses du Programme	5,569	5,558
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	693	628
Total de l'organisme		6,262	6,186
Cour suprême du Canada			
35	Dépenses du Programme	10,172	11,567
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	3,421	3,397
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	903	814
Total de l'organisme		14,496	15,778
Cour canadienne de l'impôt			
40	Dépenses du Programme	10,245	9,556
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	747	720
Total de l'organisme		10,992	10,276

Justice Ministère

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la loi dotée d'un système de justice accessible, efficace et équitable.

Description des activités

Services gouvernementaux au client

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la loi et la politique gouvernementale.

Droit et orientation

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficace et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en oeuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des Autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

Administration

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée qui permettent la gestion interne optimale du Ministère et de ses ressources.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Services gouvernementaux au client	142,915	.....	142,915	.....
Droit et orientation	17,938	261,170	279,108	.....
Administration	29,610	.....	29,610	.....
Services juridiques	.....	.....	.....	40,696
Services des contentieux	.....	.....	.....	75,259
Services législatifs	.....	.....	.....	8,342
Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	.....	.....	.....	286,012
Administration	.....	.....	.....	37,623
	190,463	261,170	451,633	447,932

Justice
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Droit et orientation</i>		
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada – Subvention d'administration	18,170	4,830
Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	1,500
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones	225,676	375,925
Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	12,320	13,028
British Institute of International and Comparative Law	13,000	13,000
Académie de droit international de La Haye	8,620	9,190
Fondation canadienne des droits de la personne	26,600	28,250
Institut national de la magistrature	140,000	268,750
Société canadienne des sciences judiciaires	40,000	.....
Association canadienne des juges des cours provinciales	50,540	.....
Subventions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre de politiques ou de programmes	300,000	.....
Total des subventions	836,426	714,473
Contributions		
<i>Droit et orientation</i>		
Contribution aux provinces et aux territoires afin de contribuer aux services d'aide juridique	85,000,000	88,212,255
Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques offerts en vertu de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	152,000,000	155,685,000
Fonds pour le programme des conseillers parajudiciaires autochtones et autres projets connexes	4,500,000	4,769,048
Contributions aux provinces et aux territoires pour le programme du contrôle des armes à feu	13,990,330	9,710,330
Contributions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre de politiques ou de programmes	4,843,302	.....
Total des contributions	260,333,632	258,376,633

Justice
Ministère

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada – Subvention de recherche	14,543
Commission internationale des juristes	14,189
Fonds pour encourager le travail expérimental et de recherche pour l'aide juridique	13,342
Programme d'échange d'étudiants en droit civil et en common law durant l'été	185,615
Association canadienne des juges des cours provinciales	53,700
Fonds pour la réforme du droit pénal	1,164,348
Fonds de la consultation et du développement	70,746
Société canadienne des sciences judiciaires	28,231
Fonds de recherche et d'éducation en droit public	151,766
Fonds d'éducation et d'informations juridiques	1,344,705
Fonds d'aide à l'exécution des ordonnances familiales	1,038,581
Fonds pour l'initiative de la justice applicable aux Autochtones	1,752,100
Total des postes non requis	5,831,866
Total	261,170,058	264,922,972

Justice

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne

Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne* qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Commission canadienne des droits de la personne	15,717	15,717	16,415
	15,717	15,717	16,415

Justice

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et des juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la *Loi sur les juges*.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Paiement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Administration	4,199	.....	4,199	4,558
Conseil canadien de la magistrature	542	.....	542	556
Traitements, indemnités et pensions des juges; montants forfaitaires versés aux conjoints; et pensions aux conjoints et enfants des juges	170,077	41,040	211,117	204,427
	174,818	41,040	215,858	209,541

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges</i>		
(L) Montants forfaitaires versés au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès	146,000	146,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (S. R., c. J-1)	40,894,000	37,204,000
Total	41,040,000	37,350,000

Justice

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour fédérale du Canada

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Le greffe de la Cour fédérale du Canada	29,771	29,771	30,969
	29,771	29,771	30,969

Justice

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur l'accès à l'information* accorde aux plaignants soient respectés; et que les plaignants, les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers touchés par les plaintes aient des possibilités raisonnables de faire valoir leurs points de vue auprès du Commissaire à l'information et que les enquêtes soient menées en profondeur et avec diligence;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*;
- soumettre à la Cour fédérale les problèmes d'interprétation de la *Loi sur l'accès à l'information* qui demandent son attention.

Commissaire à la protection de la vie privée:

- faire en sorte que les droits que la *Loi sur la protection des renseignements personnels* confère aux plaignants soient respectés et que les renseignements sur les particuliers que détiennent les institutions fédérales soient bien protégés;
- inciter les institutions fédérales à pratiquer de plus en plus les méthodes de traitement équitable de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales, sur la foi de plaintes déposées par des particuliers qui soutiennent que des infractions à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été commises. Le Commissaire peut aussi prendre l'initiative d'une plainte. Le Commissaire peut comparaître au nom des plaignants, avec leur consentement ou en tant que partie, lors des recours en révision déposés devant la Cour fédérale à propos des institutions fédérales qui refusent la communication de certains renseignements en vertu de la Loi. Il rend compte de ses activités au Parlement chaque année et peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions aux plaignants. Le Commissaire examine les renseignements personnels conservés dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Il peut comparaître devant la Cour fédérale au nom d'un plaignant, moyennant consentement de celui-ci, pour faire réviser une décision de refuser l'accès prise par une institution fédérale. Le Commissaire fait rapport au Parlement tous les ans et il peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Il peut également effectuer des enquêtes spéciales à la demande du ministre de la Justice.

Administration

Fournir des services de soutien administratif au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Commissaire à l'information	2,524	2,524	2,548
Commissaire à la protection de la vie privée	2,834	2,834	2,722
Administration	904	904	916
	6,262	6,262	6,186

Justice

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Paiement, en vertu de la *Loi sur les juges*, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour Suprême du Canada; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Administration

Comprend le bureau du registraire et les directeurs de la Bibliothèque, du Recueil des arrêts, des Services administratifs et de l'Informatique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997			Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	2,072	1,349	3,421	3,397
Administration	11,075	.....	11,075	12,381
	13,147	1,349	14,496	15,778

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges</i>		
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (L.R., 1985 ch. J-1)	1,349,000	1,346,000
Total	1,349,000	1,346,000

Justice

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les justiciables et le gouvernement du Canada sur des questions soulevées par la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* ou toute autre disposition législative en vertu de laquelle la Cour a compétence exclusive.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	10,992	10,992	10,276
	10,992	10,992	10,276

16 Parlement

Sénat 16-3

Chambre des communes 16-5

Bibliothèque du Parlement 16-7

Parlement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Parlement			
Sénat			
1	Dépenses du Programme	25,961	26,492
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires; et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	12,425	13,223
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,327	2,300
Total de l'organisme		40,713	42,015
Chambre des communes			
5	Dépenses du Programme	150,598	155,817
(L)	Députés – Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	50,978	54,466
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,972	13,817
Total de l'organisme		216,548	224,100
Bibliothèque du Parlement			
10	Dépenses du Programme	15,107	14,198
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,847	1,518
Total de l'organisme		16,954	15,716

Parlement

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

Description des activités

Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs

Prestation de services législatifs aux dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs, notamment l'administration de leurs traitements et indemnités, des frais relatifs à leurs déplacements et communications et de leur pension de retraite, comme l'autorise la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*.

Hauts fonctionnaires au service du Sénat

Traitements et autres dépenses relatifs au greffier du Sénat, au conseiller parlementaire, à la direction des services d'information, au programme de guides, et au personnel de soutien.

Administration

Les secteurs suivants assurent les fonctions administratives nécessaires au rendement efficace et efficient du Sénat:

- Finances – L'administration des fonctions de gestion financière et de gestion matérielle du Sénat, y compris la rémunération et les avantages sociaux des sénateurs, les services professionnels, la vérification interne ainsi que les services, les rapports et le contrôle financiers; l'achat du matériel, l'aide aux sénateurs en matière de recherche ainsi que la participation du Sénat aux activités des associations parlementaires et aux échanges interparlementaires officiels.
- Ressources humaines – L'administration des fonctions du personnel du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, la classification et le bilinguisme officiel.
- Services – L'administration des services de télécommunications et d'informatique; la prestation des services de messagers et des services postaux; la prestation de services d'imprimerie internes, l'entretien des locaux; la réparation de meubles, l'encadrement et la prestation des services auxiliaires.

Services législatifs et comités

Compte rendu, transcription, révision, mise au point et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et fourniture de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat. Examen, entrepris par les comités, de textes législatifs et d'études spéciales.

Gentilhomme huissier de la Verge noire

Le Gentilhomme huissier de la Verge noire est le serviteur personnel du représentant de Sa Majesté au Sénat. Il administre les questions de protocole; les services de protection et de sécurité des sénateurs, le personnel et les locaux; ainsi que les services de pages dans la Chambre du Sénat.

Parlement
Sénat

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Paiements de transfert		
Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	12,168	257	12,425	13,223
Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,794	.....	1,794	1,935
Administration	19,081	290	19,371	18,386
Services législatifs et comités	3,965	.....	3,965	5,109
Gentilhomme huissier de la Verge noire	3,158	.....	3,158	3,362
	40,166	547	40,713	42,015

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs</i>		
(L) Pensions aux sénateurs à la retraite (L.R., 1985 ch. M-5)	257,000	349,000
Total des subventions	257,000	349,000
Contributions		
<i>Administration</i>		
Contributions aux associations parlementaires	289,574	350,000
Total des contributions	289,574	350,000
Total	546,574	699,000

Parlement

Chambre des communes

Objectif

L'administration de la Chambre offre des services de soutien aux députés, individuellement et collectivement, pour les aider à remplir leurs fonctions de législateur et de représentant des intérêts de leurs électeurs, ainsi que pour un large éventail d'autres fonctions.

Description des activités

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Cette activité comprend les sommes versées annuellement aux députés à titre de traitements et d'indemnités, la contribution de la Chambre à leur régime de pensions et les dépenses de fonctionnement des députés. Il y a six sous-activités:

- traitements et indemnités des députés;
- budgets de bureau des députés;
- communications avec les commettants;
- déménagement et réorientation;
- biens et services fournis par la Chambre;
- budgets des agents supérieurs de la Chambre.

Services de la procédure

Sous la direction du Greffier et du Greffier adjoint, cette activité assure la prestation d'information, de conseils, de recherches et de services de soutien en matière de procédure et de législation au Président et aux députés, aux greffiers du Bureau, aux comités et à d'autres assemblées législatives. Elle prépare l'ordre du jour officiel et les procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; elle assure le maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la révision et la publication des *Journaux*. Cette activité offre un service de secrétariat aux comités et elle organise la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires internationales et aux échanges officiels.

Services de l'administration

Sous la direction du Sous-greffier, Services de l'administration, cette activité assure la prestation des services suivants :

- gestion financière et du matériel;
- gestion des ressources humaines;
- systèmes de l'information;
- publications parlementaires;
- services de restauration;
- imprimerie;
- services juridiques;
- évaluation et revue des programmes.

Services de la cité parlementaire

Sous la direction du Sergent d'armes, cette activité assure la protection et la sécurité des députés, des employés, des visiteurs ainsi que des biens de la Chambre des communes; maintient la paix et l'ordre; fait la promotion de la sécurité et de la prévention des incendies dans tous les édifices de la Chambre; contrôle la circulation sur la Colline ainsi que l'application du règlement sur le stationnement; et veille à la protection du Premier ministre et des dignitaires en visite dans l'enceinte du Parlement. Le Service des immeubles fournit tous les locaux de bureau, les services aux locataires, les services de conservation, les services d'entretien et de nettoyage, les services des métiers, des transports ainsi que les services postaux, de distribution et des messagers. Cette activité fournit également les Services de télécommunications et un service de soutien à la Tribune de la presse canadienne.

Restructuration

Cette activité comprend les fonds nécessaires pour assurer le financement des programmes de départ et de retraite anticipés qui visent à réduire le nombre total d'employés de la Chambre. Elle couvre également les salaires des employés dont les postes sont devenus excédentaires, ainsi que les coûts de recyclage des employés redéployés dans le cadre du processus de restructuration. Elle comprend également un fonds pour les études.

Parlement
Chambre des communes

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Députés et agents supérieurs de la Chambre	123,892	.....	.....	123,892	127,962
Services de la procédure	13,411	656	14	14,053	14,046
Services de l'administration	46,562	.....	1,046	45,516	52,003
Services de la cité parlementaire	28,913	.....	47	28,866	28,873
Restructuration	4,221	.....	.....	4,221	1,216
	216,999	656	1,107	216,548	224,100

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Services de la procédure</i>		
Contributions aux associations parlementaires et de procédure	656,100	.....
Total des contributions	656,100	.....
Postes non requis		
Subventions aux associations parlementaires et de procédure	.....	656,100
Total des postes non requis	.....	656,100
Total	656,100	656,100

Parlement

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre

Prévoir les besoins d'information et répondre aux demandes des parlementaires et de leur personnel, en mettant en place des outils de recherche documentaire et de consultation. Acquérir, conserver, maintenir, accroître et rendre accessibles les collections de la bibliothèque, tant celles de la bibliothèque principale et de la salle de lecture parlementaire que celles des succursales et des salles de lecture. Signaler aux clients les ouvrages nouveaux ou récemment acquis, notamment les livres, les périodiques, les rapports, les mémoires, les documents parlementaires, les publications officielles, les banques de données, les coupures de journaux, les agences de presse, les microformes, les bandes magnétoscopiques et audio, les cartes, etc.

Travaux de recherches et personnel

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Documentation imprimée et autre	9,330	.....	9,330	7,912
Travaux de recherches et personnel	5,337	.....	5,337	5,255
Administration	2,490	203	2,287	2,549
	17,157	203	16,954	15,716

17 Patrimoine canadien

- Communications 17-5
- Conseil consultatif sur la situation de la femme 17-12
- Conseil des Arts du Canada 17-13
- Société Radio-Canada 17-14
- Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne 17-16
- Musée canadien des civilisations 17-17
- Musée canadien de la nature 17-18
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes 17-19
- Archives nationales du Canada 17-20
- Société du Centre national des Arts 17-22
- Commission des champs de bataille nationaux 17-23
- Commission de la capitale nationale 17-24
- Office national du film 17-25
- Musée des beaux-arts du Canada 17-27
- Bibliothèque nationale 17-28
- Musée national des sciences et de la technologie 17-29
- Commission de la fonction publique 17-30
- Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice 17-33

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Patrimoine canadien		
Communications		
<i>Programme des services de gestion ministériels</i>		
1	74,097	72,676
(L) 1	49	49
(L) 1	7,674	6,863
<i>Total du Programme</i>	81,820	79,588
<i>Programme de l'identité canadienne</i>		
5	56,266	58,005
10	404,461	427,248
15	58,000	69,279
(L) 15	930	930
(L) 15	390	315
(L) 15	137	121
(L) 15	5,078	4,698
Total du budgétaire	525,262	560,596
L20	10	10
<i>Total du Programme</i>	525,272	560,606
<i>Programme Parcs Canada</i>		
25	168,187	179,630
30	121,898	124,952
(L) 30	956	2,861
(L) 30	19,907	19,237
<i>Total du Programme</i>	310,948	326,680
Total du Ministère		
918,040		
Conseil consultatif sur la situation de la femme		
Crédit non requis		
–	.....	3,026
Total de l'organisme	.....	3,026

Patrimoine canadien

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Conseil des Arts du Canada		
35 Paiements au Conseil des Arts du Canada	90,801	95,882
Total de l'organisme	90,801	95,882
Société Radio-Canada		
40 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	818,329	918,229
45 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000	4,000
50 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	140,829	142,415
*Total de l'organisme	963,158	1,064,644
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
55 Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	91,315	109,784
* Total de l'organisme	91,315	109,784
Musée canadien des civilisations		
60 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	44,100	46,204
Total de l'organisme	44,100	46,204
Musée canadien de la nature		
65 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24,145	24,988
Total de l'organisme	24,145	24,988
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
70 Dépenses du Programme	.....	18,178
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,271	3,068
Total de l'organisme	3,271	21,246
Archives nationales du Canada		
75 Dépenses du Programme	45,697	54,293
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,130	4,026
Total de l'organisme	49,827	58,319
Société du Centre national des Arts		
80 Paiements à la Société du Centre national des Arts	17,421	19,308
Total de l'organisme	17,421	19,308
Commission des champs de bataille nationaux		
85 Dépenses du Programme	1,878	4,413
(L) Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	300	250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155	139
Total de l'organisme	2,333	4,802

*Les chiffres de 1996-1997 pour ces organismes reflètent les réductions budgétaires qui sont prévues mais non encore confirmées.

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Commission de la capitale nationale		
90 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	45,761	52,636
95 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	16,995	16,827
100 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13,438	13,426
Total de l'organisme	76,194	82,889
Office national du film		
105 Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement	64,809	75,489
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film	375	375
* Total de l'organisme	65,184	75,864
Musée des beaux-arts du Canada		
110 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	28,823	30,411
115 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000	3,000
Total de l'organisme	31,823	33,411
Bibliothèque nationale		
120 Dépenses du Programme	28,913	31,927
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,635	2,464
Total de l'organisme	31,548	34,391
Musée national des sciences et de la technologie		
125 Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	19,636	20,559
Total de l'organisme	19,636	20,559
Commission de la fonction publique		
130 Dépenses du Programme	102,179	110,961
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,941	10,841
(L) Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	189	771
Total de l'organisme	113,309	122,573
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice		
135 Dépenses de fonctionnement	7,716	6,031
140 Subventions	8,165	8,599
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	682	586
Total de l'organisme	16,563	15,216

*Les chiffres de 1996-1997 pour ces organismes reflètent les réductions budgétaires qui sont prévues mais non encore confirmées.

Patrimoine canadien
 Communications
Programme des services de gestion ministériels

Objectif

Assurer le leadership et un appui aux activités ministérielles dans la mise en oeuvre des programmes pour permettre au Ministère de réaliser son mandat et son imputabilité.

Description des activités

Coordination

Orientation stratégique, coordination des politiques, recherche et communication, services dans le domaine des ressources humaines, de l'administration, des finances, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne offerts au siège social.

Soutien dans les régions

Prestation de services dans les domaines des ressources humaines, de l'administration, des finances, des communications, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne, au niveau régional, nécessaires à la mise en oeuvre des programmes.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Coordination	50,612	50,612	48,966
Soutien dans les régions	31,208	31,208	30,622
	81,820	81,820	79,588

Patrimoine canadien
 Communications
Programme de l'identité canadienne

Objectif

Favoriser l'épanouissement d'un sens profond de l'identité canadienne, axé sur des valeurs et des buts communs, en vue de renforcer les fondations sur lesquelles le Canada peut grandir et prospérer.

Description de l'activité

Participation

L'activité est responsable de la mise en oeuvre des programmes de participation des citoyens, du multiculturalisme et de Sport Canada.

Appui aux langues officielles

Cette activité consiste en l'exécution du programme des langues officielles dans l'enseignement et du programme de promotion des langues officielles en trois volets d'activités : collaboration intergouvernementale, appui aux communautés linguistiques, et promotion et dialogue.

Développement culturel et patrimoine

L'activité comprend la conception de politiques et de programmes liés à la radiodiffusion, au film, à la vidéo et à l'enregistrement sonore, à l'édition et au droit d'auteur, au patrimoine culturel, aux arts de la scène, aux arts visuels et à la littérature. Les programmes ministériels regroupés sous cette activité appuient les industries culturelles et les organismes du patrimoine ayant un rayonnement international, national et interprovincial. Font également partie de cette activité les responsabilités en matière de politique pour les organismes culturels inclus dans le portefeuille du Ministre.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997						Budget principal 1995-1996
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		Prêts, dotations en capital et avances		
Participation	30,195	110,409	.....	140,604	.....	140,604	142,705
Appui aux langues officielles	5,848	236,282	.....	242,130	.....	242,130	253,324
Développement culturel et patrimoine	85,790	58,297	1,559	142,528	10	142,538	164,577
	121,833	404,988	1,559	525,262	10	525,272	560,606

Patrimoine canadien
 Communications
Programme de l'identité canadienne

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Participation</i>		
Subventions aux organismes à but non lucratif, aux institutions canadiennes, aux particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres niveaux de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la fête du Canada	4,682,800	5,528,000
Subventions aux organismes à but non lucratif, aux universités, aux institutions et aux particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	18,507,820	20,342,000
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:		
Terre-Neuve	22,800	24,200
Île-du-Prince-Édouard	13,680	14,550
Nouvelle-Écosse	15,200	16,100
Nouveau-Brunswick	15,200	16,100
Québec	22,800	24,200
Ontario	22,800	24,200
Manitoba	19,000	20,150
Saskatchewan	19,000	20,150
Alberta	19,000	20,150
Colombie-Britannique	22,800	24,200
Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones et sociétés de communications autochtones	20,548,840	22,138,000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	390,000	315,000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	137,000	121,000
<i>Appui aux langues officielles</i>		
Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	29,779,080	28,501,000
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Subventions aux institutions muséales à but non lucratif, aux associations muséales nationales et internationales et aux institutions du patrimoine dans le but de favoriser l'accès au patrimoine canadien:		
Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	663,680	752,480
Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	5,662,250	7,741,000
Subvention au Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (I.-P.É)	1,200,000	1,400,000
Total des subventions	81,763,750	87,042,480

Patrimoine canadien
 Communications
Programme de l'identité canadienne

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Participation</i>		
Contributions aux organismes à but non lucratif, aux institutions canadiennes, aux particuliers, aux secteurs privé et public et aux autres niveaux de gouvernement dans le but de favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la fête du Canada	4,177,500	3,041,000
Contributions aux organismes à but non lucratif, aux universités, aux institutions et aux particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	186,740	567,000
Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	12,762,406	11,849,000
Contributions aux organismes nationaux de sport amateur	28,674,114	31,280,000
Contributions au Centre canadien du sport et de la condition physique	1,500,000	2,560,000
Contributions aux athlètes amateurs d'élite	7,250,000	5,000,000
Contributions aux organismes commanditaires de jeux omnisports régionaux, nationaux et internationaux	11,400,000	9,725,000
<i>Appui aux langues officielles</i>		
Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	199,936,480	210,515,000
Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	6,566,000	8,704,000
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine du Canada:		
Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	2,259,750	2,426,600
Contribution à l'Association des musées canadiens	314,250	335,200
Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	200,000	.....
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et appuyer le développement culturel:		
Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	6,742,250	10,593,320
Contribution à la salle de concert d'Edmonton	4,020,000	5,700,000
Contributions à des projets d'infrastructure culturelle	800,000	2,550,000

Patrimoine canadien
 Communications
Programme de l'identité canadienne

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Contributions à des organismes de publication et d'enregistrement sonore pour améliorer leur développement et leur distribution:		
Contributions au Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	13,158,000	16,280,000
Contributions au Programme d'aide à la distribution des publications (livres)	4,366,000	6,054,500
Contributions au Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4,200,000	4,200,000
Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	5,600,000	5,325,000
Contributions à l'appui d'initiatives de formation dans le domaine du film et de la vidéo	1,000,000	.....
Contributions aux termes d'ententes fédérales-provinciales pour appuyer le développement culturel régional	769,290	2,910,325
Contributions aux organismes de service nationaux dans les domaines des arts, de la culture, du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore en vue d'appuyer leurs services et des projets spéciaux	390,000	550,500
Contribution à la Fondation canadienne des arts autochtones	475,000	475,000
Contributions à l'École nationale de ballet, à l'École nationale de théâtre et à l'École nationale de cirque	6,477,000	.....
Total des contributions	323,224,780	340,641,445
Total	404,988,530	427,683,925

Patrimoine canadien
 Communications
Programme Parcs Canada

Objectif

Commémorer, protéger et présenter les hauts lieux du patrimoine naturel et culturel du Canada, afin de permettre aux Canadiens de les comprendre, d'en jouir et d'en profiter, de façon à assurer l'intégrité écologique et à préserver la valeur commémorative de ce patrimoine pour les générations actuelles et à venir.

Description des activités

Exploitation

Protection et gestion des ressources naturelles et culturelles à l'intérieur des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et autres aires du patrimoine; présentation au public de programmes d'éducation et d'interprétation pour lui donner la chance de comprendre et d'apprécier ces ressources; prestation de l'information aux visiteurs et de services permettant au public d'apprécier les ressources; exploitation et entretien des installations qui soutiennent ces activités.

Aménagement

Établissement et aménagement de nouveaux lieux et ressources du patrimoine protégés, parachèvement ou mise en valeur des lieux et ressources du patrimoine existants; élaboration et mise en place de la législation, de politiques, de la recherche et de la planification qui permettent la mise en oeuvre de ces activités.

Gestion du Programme et services techniques

Orientation et administration du Programme Parcs Canada et prestation de divers services spécialisés et techniques en matière d'architecture et de génie, d'immobilisations, de mise en marché et d'analyses socio-économiques et de gestion.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Exploitation	208,106	99,589	282	56,965	251,012	258,691
Aménagement	24,187	15,985	2,478	.....	42,650	44,541
Gestion du Programme et services techniques	8,362	8,924	.....	.....	17,286	23,448
	240,655	124,498	2,760	56,965	310,948	326,680

Patrimoine canadien
 Communications
Programme Parcs Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Aménagement</i>		
Subventions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	37,845	.....
Total des subventions	37,845	.....
Contributions		
<i>Exploitation</i>		
Contributions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	282,272	.....
<i>Aménagement</i>		
Contributions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	2,439,613	.....
Total des contributions	2,721,885	.....
Postes non requis		
Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	.....	24,138
Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada	.....	16,092
Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	.....	12,552
Contributions aux associations coopérantes des activités de Parcs	.....	201,150
Contribution à la Compagnie Franche de la Marine	.....	53,104
Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	.....	5,029
Contribution au Musée de l'armée	.....	24,460
Comité consultatif du Lac Louise	.....	4,828
Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	.....	128,000
Contribution au Programme sur l'homme et la biosphère	.....	15,000
Contributions à des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et de monuments d'importance historique nationale	.....	2,174,147
Total des postes non requis	.....	2,658,500
Total	2,759,730	2,658,500

Patrimoine canadien
Conseil consultatif sur la situation de la femme

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction- nement	Dépenses en capital		
Conseil consultatif sur la situation de la femme	3,026
	3,026

Patrimoine canadien

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'Unesco au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'Unesco à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Description du financement par voie de crédits

Arts

Aide à certains artistes, sous forme de bourses de travail libre et de perfectionnement et de bourses de projet et de voyage, accordées à la suite de concours; subventions annuelles aux organismes artistiques qui permettent à l'artiste de rejoindre le public intéressé; aide à des initiatives particulières conçues pour rejoindre un nouveau public; aide aux institutions ou entreprises nationales qui fournissent, au besoin, des services spéciaux dans le domaine des arts. Administration du programme de versements de droit de prêt public aux auteurs.

Commission canadienne pour l'Unesco

Coordination de l'élaboration des activités de l'Unesco au Canada et de la participation du Canada aux activités de l'Unesco à l'étranger; aide au ministère des Affaires extérieures dans l'élaboration future des programmes de l'Unesco.

Administration

Services ordinaires et spéciaux, et services de soutien nécessaires, y compris la gestion du portefeuille d'investissement et des comptes du Conseil.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Arts	90,957	95,358
Commission canadienne pour l'Unesco	1,000	1,330
Administration	6,744	7,494
Total partiel	98,701	104,182
Moins:		
Intérêts et dividendes sur placements	7,500	7,500
Annulation de subventions autorisées au cours d'années antérieures et remboursements	400	800
Total partiel	7,900	8,300
Total des besoins budgétaires	90,801	95,882

Patrimoine canadien

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir à tous les Canadiens un service national de radiodiffusion, dans les deux langues officielles, de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Description du financement par voie de crédits

Les principales activités auxquelles la Société se livre pour atteindre ses objectifs sont décrites ci-dessous.

Services de télévision et de radio

Cette activité comprend tous les services principaux de radiodiffusion, que ce soit à la radio ou à la télévision, en langue française ou anglaise, de caractère national, régional ou local, à savoir:

- la planification des émissions et des horaires pour répondre aux objectifs établis;
- l'obtention, d'autres organismes de production, d'émissions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Société;
- la production d'émissions en direct, sur film, sur ruban magnétoscopique ou sur toute autre forme d'enregistrement qu'il convient d'adopter;
- la distribution du service national de radiodiffusion, partout au Canada où la diffusion est possible, par l'intermédiaire des stations de la Société ou du secteur privé. La diffusion s'effectue par satellite, par micro-ondes, et par fil. Cette activité englobe également la fourniture du signal qui transmet le service jusqu'au récepteur privé de radio et de télévision grâce à des émetteurs appartenant à la Société Radio-Canada (SRC), les paiements aux stations privées affiliées qui retransmettent les émissions de la Société Radio-Canada, les émetteurs de basse puissance qui desservent les régions à faible densité démographique et les installations qui permettent de différer ou d'anticiper les émissions diffusées dans les divers fuseaux horaires du pays;
- la gestion opérationnelle et les services, dans les divers centres de production/transmission, comme la supervision des émissions, les recherches sur les émissions, les services nécessaires tels que les ressources humaines, les finances et l'administration, et la gestion locale.

Services spécialisés

Services fournis sur une base d'autofinancement ou dans le cadre d'un contrat, y compris CBC Newsworld, le Réseau de l'information et Radio Canada International (RCI) en 1995-1996. La SRC n'offrira plus le service de RCI à compter du 1^{er} avril 1996.

Ingénierie nationale

Cette activité comprend l'installation et la supervision des grands projets d'immobilisations ainsi que l'élaboration des normes techniques; elle est aussi liée à la recherche appliquée, aux études et à la formation dans les domaines de la production de radiodiffusion et des techniques de distribution.

Administration nationale

Fonctions exercées à l'échelon national, notamment la haute direction; l'élaboration des politiques et des normes; la coordination de la planification à l'échelon national et les relations extérieures. Cette activité inclut aussi certains services de soutien consolidés par mesure d'économie comme la fiscalité et le service juridique, etc.

Vente, commercialisation et entreprises commerciales

Activités de vente et de commercialisation nécessaires pour vendre des émissions et du temps d'antenne de la SRC. Cela comprend aussi les commissions aux vendeurs, le coût de la vente d'émissions à d'autres radiodiffuseurs (tant au pays qu'à l'étranger) et les coûts liés aux activités de la SRC dans le cadre de diverses entreprises commerciales.

Dépenses en capital

Il s'agit des dépenses en capital à l'égard du remplacement de l'équipement désuet et usé; pour apporter les améliorations indispensables aux installations de même qu'à l'équipement actuels et assurer ainsi un fonctionnement efficace; et pour faire d'autres investissements ayant pour but de réduire les frais d'exploitation.

Patrimoine canadien
Société Radio-Canada

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Services de télévision	942,428	973,061
Services de radio	303,673	323,621
Total partiel	1,246,101	1,296,682
**Services spécialisés	73,667	71,340
Ingénierie nationale	6,892	9,854
Administration nationale	34,003	48,110
Vente, commercialisation et autres entreprises commerciales	62,947	50,001
*** Total partiel	1,423,610	1,475,987
Moins:		
Articles ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants	129,436	141,344
Total partiel	1,294,174	1,334,643
Moins:		
Recettes provenant de la publicité	361,324	319,153
Recettes diverses	114,521	97,261
**** Total partiel	475,845	416,414
Total des dépenses de fonctionnement	818,329	918,229
Fonds de roulement	4,000	4,000
Dépenses en capital	140,829	142,415
*Total des besoins budgétaires	963,158	1,064,644

* Comprend des réductions budgétaires de 97,967,000 en 1996-1997 qui sont prévues mais qui n'ont pas encore été confirmées.

** Comprend les frais marginaux pour Newsworld de \$45,773,000 en 1995-1996 et de \$47,875,000 en 1996-1997; les frais marginaux pour le Réseau d'information (RDI) de \$23,781,000 en 1995-1996 et de \$24,901,000 en 1996-1997; et les coûts pour Radio Canada International, nets des recouvrements du ministère des Affaires extérieures en 1995-1996. La SRC n'offrira plus le service de RCI à compter du 1^{er} avril 1996.

*** La ventilation des dépenses reflète une répartition au prorata de la réduction de 44,1 millions de dollars annoncée dans le budget fédéral de 1995 et ne correspond pas aux décisions réelles concernant les dépenses, étant donné le moment de l'annonce du budget. Les services de télévision, la vente, la commercialisation et les entreprises commerciales pour 1996-1997 comprennent des dépenses projetées liées à la couverture des Jeux Olympiques de 1996 par la SRC.

**** Comprend les recettes marginales pour Newsworld de \$48,144,000 en 1995-1996 et de \$49,068,000 en 1996-1997; les recettes marginales pour le Réseau de l'information (RDI) de \$24,342,000 en 1995-1996 et de \$25,931,000 en 1996-1997; et en 1996-1997, une projection des revenus publicitaires pour la couverture des Jeux Olympiques de 1996 par la SRC.

Patrimoine canadien

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

Description du financement par voie de crédits

Administration

Dépenses et traitements des membres, de la direction, du personnel, des conseillers techniques et professionnels; coût des services de soutien nécessaires à l'évaluation, au choix et à la gestion des projets à encourager.

Placements, prêts, promotion et distribution

Mises de fonds de la Société, y compris l'aide à la production, la distribution et la promotion de longs métrages canadiens qui paraissent rentables et l'aide au doublage et au sous-titrage dans l'une ou l'autre langue officielle.

Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes

Aide financière pour la production d'émissions télévisées en vertu de la politique nationale de la radio-télédiffusion.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Administration	13,500	16,447
Placements, prêts, promotion et distribution	55,024	60,357
Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes	50,791	56,615
Total partiel	119,315	133,419
Moins:		
Recettes prévues	28,000	23,635
* Total des besoins budgétaires	91,315	109,784

* Comprend des réductions budgétaires de 17.8 millions de dollars en 1996-1997 qui sont prévues mais qui n'ont pas encore été confirmées.

Patrimoine canadien

Musée canadien des civilisations

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Description du financement par voie de crédits

Collections

La prestation des services de conservation et de bibliothèque et la gestion de l'information relative aux artefacts.

Recherche

Entreprendre des recherches et des publications liées à la collection afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques du Musée canadien des civilisations.

Expositions et programmes

Expositions et programmes éducatifs et culturels pour appuyer les objectifs du Musée canadien des civilisations.

Affaires publiques et développement

Les relations publiques et les relations avec les médias, le marketing, la collecte de fonds, la coordination des bénévoles et la liaison avec les Amis du Musée.

Musée canadien de la guerre

Un musée affilié au Musée canadien des civilisations qui est voué à l'histoire militaire du Canada et à son engagement permanent à l'égard du maintien de la paix.

Installations matérielles

Les services d'accueil et de protection et la gestion des installations.

Services au Musée

La gestion supérieure, la vérification et l'évaluation, les activités commerciales, les finances et l'administration, la gestion des ressources humaines et les systèmes d'information.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Collections	5,648	6,443
Recherche	4,429	4,268
Expositions et programmes	9,968	6,871
Affaires publiques et développement	2,686	2,443
Musée canadien de la guerre	3,490	4,371
Installations matérielles	16,202	19,032
Services au Musée	11,718	10,030
Total partiel	54,141	53,458
Moins:		
Recettes de la Société	10,041	7,254
Total des besoins budgétaires	44,100	46,204

Patrimoine canadien

Musée canadien de la nature

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Description du financement par voie de crédits

Recherche

S'engage à faire de la recherche pour accroître la connaissance et aider à l'élaboration des activités du Musée et appuyer le Canada et la communauté scientifique internationale.

Collections

Établit, conserve et développe une collection d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de renseignements pour la recherche et la postérité.

Programmes publics

Élabore et maintient des expositions, des programmes et des activités pour accroître la connaissance, l'appréciation et le respect du monde naturel en démontrant le monde naturel à l'aide principalement de la recherche et de la collection du Musée.

Services intégrés

Fournit l'orientation générale et assure le contrôle de la gestion des processus et des systèmes et services administratifs, y compris les plans intégrés et les plans d'affaires, ainsi que les services financiers, des ressources humaines, d'administration, d'informatique, de protection et les opérations commerciales. Ces dernières génèrent des ressources financières pour appuyer d'autres activités du Musée.

Installations

Planifie, élabore et coordonne les projets d'investissements et la gestion des installations pour les opérations du Musée.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Recherche	3,365	3,943
Collections	2,294	3,335
Programmes publics	4,588	6,667
Services intégrés	7,728	5,454
Installations	10,495	9,016
Total partiel	28,470	28,415
Moins:		
Recettes de la Société	4,325	3,427
Total des besoins budgétaires	24,145	24,988

Patrimoine canadien

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Réglementer et surveiller tous les aspects du système canadien de la radiodiffusion en vue de mettre en oeuvre la politique en matière de radiodiffusion établie dans la *Loi sur la radiodiffusion*; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des lois, des conditions de licences et des règlements.

Télécommunications

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la *Loi sur les télécommunications* et d'autres lois, et ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée socio-économique, politique et technologique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Haute direction

Comprend les membres du Conseil, les bureaux de la direction, le contentieux, les services d'information et d'administration pour soutenir le Conseil et les activités de quatre bureaux régionaux.

Soutien de l'organisation

Offrir des services consultatifs et de soutien, y compris les finances, les ressources humaines, la vérification et l'évaluation, l'informatique, la planification, l'administration et la bibliothèque.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Radiodiffusion	10,399	9,353	1,046	11,134
Télécommunications	8,718	7,797	921	828
Haute direction	7,577	6,754	823	5,065
Soutien de l'organisation	6,470	5,989	481	4,219
	33,164	29,893	3,271	21,246

Patrimoine canadien

Archives nationales du Canada

Objectif

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadiens et contribuer à la protection des droits et à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale:

- en acquérant et en conservant les documents privés et publics d'importance nationale, en favorisant l'accès à ceux-ci et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en appuyant les activités et la communauté archivistiques et les milieux des archives.

Description des activités

Développement et gestion des fonds d'archives

Englobe l'acquisition, le contrôle et la conservation des documents fédéraux et des documents ministériels ayant une valeur historique à long terme, et des documents privés qui illustrent le développement du Canada et ont une valeur nationale durable.

Gestion de l'information gouvernementale

Englobe le contrôle de l'élimination des documents des institutions fédérales et des documents ministériels, les services relatifs à la gestion de l'information consignée offerts à ces institutions et les opérations des centres fédéraux de documents.

Services, sensibilisation et appui

Comprend les services de références offerts aux utilisateurs des fonds des Archives nationales, l'appui apporté à la communauté archivistique et à celle de la gestion des documents et la sensibilisation du public aux services et aux fonds des Archives nationales.

Administration

Appuie la gestion et l'administration efficaces des ressources matérielles, financières et humaines des Archives nationales ainsi que la gestion de l'information. Cette activité appuie aussi la Bibliothèque nationale du Canada au niveau de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et des locaux.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert		
Développement et gestion des fonds d'archives	16,357	.....	.....	16,357	16,715
Gestion de l'information gouvernementale	7,579	.....	.....	7,579	9,980
Services, sensibilisation et appui	7,873	.....	1,909	9,782	10,666
Administration	14,109	2,000	.....	16,109	20,958
	45,918	2,000	1,909	49,827	58,319

Patrimoine canadien
Archives nationales du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
Conseil canadien des archives	600,000	600,000
Total des subventions	600,000	600,000
Contributions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	734,000	863,000
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	575,000	685,000
Total des contributions	1,309,000	1,548,000
Total	1,909,000	2,148,000

Patrimoine canadien

Société du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Description du financement par voie de crédits

Programmes des arts d'interprétation

L'organisation de représentations par l'Orchestre du Centre national des Arts; la présentation d'artistes et de compagnies de musique, de théâtre, de danse et de variétés au Centre; la production et la coproduction de spectacles avec d'autres compagnies d'arts d'interprétation canadiennes, et la commande d'oeuvres dans le domaine des arts d'interprétation; l'organisation ou la commandite d'émissions de radio et de télévision émanant du Centre; la présentation de films au Centre; et, à la demande du gouvernement canadien ou du Conseil des Arts du Canada, l'organisation de représentations ailleurs au Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes ou étrangères, et de représentations à l'extérieur du Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes.

Services de soutien à la programmation

Le soutien des programmes d'arts d'interprétation au moyen des services à la billetterie, aux salles, à la production et au marketing.

Services commerciaux

L'exploitation du garage, du restaurant, des bars d'entracte, du service des banquets et de la location des salles.

Exploitation des édifices

La gestion et l'entretien des édifices ainsi que la prestation de services de sécurité.

Services administratifs

La prestation des services de la haute direction, du conseil d'administration, des communications de la Société, des services financiers, de la planification financière, des ressources humaines, des systèmes d'information de gestion de même que des approvisionnements et services.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Programmes des arts d'interprétation	12,697	14,464
Services de soutien à la programmation	2,578	2,563
Services commerciaux	5,559	6,618
Exploitation des édifices	7,368	7,540
Services administratifs	3,622	3,303
Total partiel	31,824	34,488
Moins:		
Recettes de la Société	14,403	15,180
Total des besoins budgétaires	17,421	19,308

Patrimoine canadien

Commission des champs de bataille nationaux

Objectif

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

Description des activités

Conservation et mise en valeur

Les actions de la Commission sont regroupées en une seule activité désignée «Conservation et mise en valeur» qui se subdivise en trois sous-activités:

- l'administration;
- la conservation: préservation, entretien et surveillance pour assurer un environnement sûr et stable, atténuer l'usure et la détérioration et retarder ou prévenir les dommages;
- la mise en valeur (des ressources historiques, culturelles, récréatives et naturelles du territoire): l'accueil des visiteurs, les installations et services, l'interprétation, la sensibilisation du public, la diffusion d'information, les expositions, l'offre d'activités et moyens de participation du public et l'aménagement paysager.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital		
Conservation et mise en valeur	2,228	105	2,333	4,802
	2,228	105	2,333	4,802

Patrimoine canadien

Commission de la capitale nationale

Objectif

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par le biais de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

Description du financement par voie de crédits

Aménagement de la région de la capitale nationale

Orienter l'aménagement physique et l'utilisation des terrains fédéraux, et coordonner les travaux de design et d'aménagement de manière à en assurer l'excellence, en tenant compte du rôle et de l'importance de la capitale du Canada.

Gestion et développement des biens immobiliers

Gérer et protéger les biens d'intérêt national de la capitale du Canada afin de les préserver pour les générations futures.

Promotion et animation de la région de la capitale

Accroître la sensibilisation des Canadiens qui vivent à l'extérieur de la région de la capitale nationale au rôle de la région de la capitale au moyen de campagnes de promotion nationales, de contacts en matière de communications (radiodiffusion) et d'activités de rayonnement et présenter la capitale aux visiteurs comme un lieu permettant de faire l'expérience du patrimoine canadien, de la culture et des réalisations de notre pays au moyen de divers services, activités et programmes.

Services corporatifs

Encourager une utilisation efficace et productive des ressources et fournir des services corporatifs à tous les autres secteurs d'activités.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Aménagement de la région de la capitale nationale	2,364	2,405
Gestion et développement des biens immobiliers	63,909	68,270
Promotion et animation de la région de la capitale	12,570	13,247
Services corporatifs	22,541	23,719
Total partiel	101,384	107,641
Moins:		
Recettes	25,190	24,752
Total des besoins budgétaires	76,194	82,889

Patrimoine canadien

Office national du film

Objectif

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

Description de l'activité

Opérations de l'Office national du film

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base:

- La Programmation qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.
- La Distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères du gouvernement. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire du réseau national de cinémathèques de l'ONF et d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La Recherche technique qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.
- La Formation qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma à l'intention de cinéastes et de techniciens de l'extérieur de l'Office national du film; elle comporte des périodes de formation ou un appui à des programmes ou à des organisations de formation cinématographiques.
- L'Administration, dont la haute direction et les services liés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Autre ventilation des opérations de l'Office national du film (Méthode de la comptabilité d'exercice)

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Dépenses	Recettes	Dépenses (recettes) excédentaires	
Programmation	56,410	7,800	48,610	50,483
Distribution	6,462	1,050	5,412	7,093
Recherche technique	837	.....	837	1,009
Formation	1,850	.....	1,850	2,426
Administration	8,100	.....	8,100	9,165
Total partiel	73,659	8,850	64,809	70,176
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	.....	.....	.....	5,313
Augmentation de l'imputation nette accumulée déduite du fonds renouvelable	375	.....	375	375
Budget des dépenses principal (besoins de trésorerie nets)	74,034	8,850	65,184	75,864

Patrimoine canadien
Office national du film

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997			Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
* Opérations de l'Office national du film	73,715	319	8,850	65,184	75,864
	73,715	319	8,850	65,184	75,864

* Comprend des réductions budgétaires de 12.2 millions de dollars en 1996-1997 qui sont prévues mais qui n'ont pas encore été confirmées. Cette activité est financée par un fonds renouvelable. Les prévisions figurant dans le présent tableau représentent les besoins de trésorerie pour l'exercice financier. Ces besoins ne tiennent normalement pas compte du déficit de fonctionnement de l'Office étant donné qu'ils sont calculés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Opérations de l'Office national du film</i>		
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	15,000	17,000
Total des subventions	15,000	17,000
Contributions		
<i>Opérations de l'Office national du film</i>		
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne	304,000	322,000
Total des contributions	304,000	322,000
Total	319,000	339,000

Patrimoine canadien

Musée des beaux-arts du Canada

Objectif

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Description du financement par voie de crédits

Collectionner

Acquérir, préserver et étudier des oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines, canadiennes et étrangères, et constituer une documentation sur ces oeuvres pour bien illustrer le patrimoine canadien en arts visuels et s'en servir dans ses programmes.

Éduquer et communiquer

Favoriser la connaissance, la compréhension et l'appréciation des arts visuels chez les Canadiens et Canadiennes, et faire connaître les collections tant au Canada qu'à l'étranger.

Fournir des installations

Offrir, pour la préservation et l'exposition des collections nationales d'oeuvres d'art, un lieu sûr et adéquat qui soit ouvert et accessible au public.

Administrer

Assurer la direction et la surveillance; administrer les ressources et les mettre en valeur efficacement.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Collectionner	7,651	7,838
Éduquer et communiquer	12,188	12,114
Fournir des installations	13,115	13,819
Administrer	3,520	4,038
Total partiel	36,474	37,809
Moins:		
Recettes de la Société	4,651	4,398
Total des besoins budgétaires	31,823	33,411

Patrimoine canadien

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale

La Bibliothèque est divisée en quatre secteurs fonctionnels pour faciliter la réalisation de son objectif :

- Acquisitions et services bibliographiques comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ses collections, à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques, ainsi qu'à la création et la mise à jour d'une base de données nationale.
- Services de recherche et d'information sont chargés de gérer les collections de la Bibliothèque, de les sauvegarder et d'y donner accès, ainsi que de fournir des services complets de recherche et de référence aux Canadiens et aux bibliothèques canadiennes.
- Services de technologie de l'information ont la responsabilité d'élaborer, d'entretenir et d'exploiter les systèmes informatiques qui sont fournis à la Bibliothèque nationale et aux bibliothèques canadiennes et à la communauté de l'information.
- Le secteur Politique, planification et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, l'élaboration des politiques et la planification pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination de la gestion des ressources d'information ministérielles, les activités nationales et internationales liées aux principales activités de programme de la Bibliothèque, et la gestion de la fonction des communications, y compris les programmes publics, le marketing et l'édition. Ces activités sont la responsabilité du personnel des secteurs de la Politique et la planification, la gestion des ressources en information, les programmes nationaux et internationaux, les communications et le bureau de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bibliothèque nationale	31,476	72	31,548	34,391
	31,476	72	31,548	34,391

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Bibliothèque nationale</i>		
Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11,000	11,000
Système international de données sur les publications en série	61,000	61,000
Total des subventions	72,000	72,000
Postes non requis		
Les bibliothèques et les éditeurs canadiens, à l'appui de programmes qui faciliteront l'accès des personnes handicapées aux documents imprimés et qui permettront le transfert de documents écrits sur support de remplacement afin qu'ils soient utilisables par les personnes handicapées	.....	380,000
Total des postes non requis	.....	380,000
Total	72,000	452,000

Patrimoine canadien

Musée national des sciences et de la technologie

Objectif

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technique du Canada.

Description du financement par voie de crédits

La Société comprend deux établissements: le Musée national des sciences et de la technologie et le Musée national de l'aviation. Les deux établissements partagent les activités conjointes de soutien telles le personnel, les finances, le développement et la gestion des installations.

Les musées ont comme mission de préserver et de faire connaître le patrimoine scientifique et technologique du Canada. La préservation du patrimoine s'accomplit par le développement et la gestion de la collection; la diffusion des connaissances consiste à transmettre l'information obtenue par le développement de la collection, de même que les principes scientifiques et technologiques connexes, et se fait par le biais de programmes publics. Les objectifs généraux suivants orientent les activités afférentes aux fonctions principales de préservation du patrimoine et de diffusion des connaissances:

Préservation du patrimoine

- Développer et gérer une collection représentative d'objets et de documents d'importance historique et technique pouvant servir aux Canadiens à comprendre comment les sciences et la technologie ont transformé leur existence, le font à l'heure actuelle et continueront de le faire.
- Rendre la collection physiquement et intellectuellement accessible à un vaste public.

Diffusion des connaissances

- Présenter aux Canadiens leur patrimoine scientifique et technologique pour qu'ils apprécient davantage le rôle joué par les sciences et la technologie dans la construction de leur pays.
- Illustrer les lois et les théories fondamentales des sciences et les principes sous-jacents de la technologie, dans le but d'encourager une attitude positive envers les sciences.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Musée national des sciences et de la technologie	13,304	13,143
Musée national de l'aviation	5,555	5,426
Activités conjointes de soutien	4,444	5,115
Total partiel	23,303	23,684
Moins:		
Recettes de la Société	3,667	3,125
Total des besoins budgétaires	19,636	20,559

Patrimoine canadien

Commission de la fonction publique

Objectif

Aider au maintien d'une fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des employés qualifiés sont déployés pour satisfaire aux nécessités du service et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

Description des activités

Programmes de dotation

L'activité, Programmes de dotation, englobe les activités de soutien à la dotation par délégation et sans délégation, y compris l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance, la prestation de conseils et les consultations, l'administration de la délégation des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, la prestation de services de soutien au recrutement et aux promotions et la coordination de certaines parties du Programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP. Cette activité comprend aussi l'exécution du Programme des initiatives de mesures spéciales, ainsi que l'élaboration de politiques, de programmes spéciaux et de techniques d'évaluation pour appuyer les Programmes des cadres de direction.

Programmes des cadres de direction

L'activité, Programmes des cadres de direction, comprend le recrutement, la sélection, l'évaluation et l'orientation de carrière des membres du Groupe de la direction; l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, plans et programmes de perfectionnement professionnel pour les cadres de direction et les employés des groupes de relève; l'administration de programmes de perfectionnement des cadres au nom du Conseil du Trésor; la gestion d'affectations et d'échanges nationaux et internationaux; ainsi que la mise en oeuvre d'initiatives visant à accroître la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi dans le Groupe de la direction. Elle administre aussi un programme qui vise au placement de Canadiens et Canadiennes dans des organisations internationales.

Vérification et revue

L'activité, Vérification et revue, comprend l'évaluation des pratiques et des procédures de dotation dans les ministères et à la CFP de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la *Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique* ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique. Elle comprend aussi les fonctions de la vérification interne et de l'évaluation des programmes, servant à la fois à répondre aux besoins opérationnels ministériels envers le Cabinet et le Parlement et à satisfaire aux obligations.

Appels et enquêtes

L'activité, Appels et enquêtes, par l'entremise de comités et d'enquêteurs indépendants, veille à ce que les appels qui sont interjetés au sujet de nominations internes et les plaintes formulées par les fonctionnaires relativement aux mutations soient entendus au regard des présumées infractions à la *Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique*. Cette activité assure également la tenue d'enquêtes suite à des plaintes d'irrégularités en matière de dotation et de certaines autres mesures de personnel, et il en va de même pour les plaintes de présumé harcèlement personnel en milieu de travail. En outre l'activité, Appels et enquêtes, offre une formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux fonctionnaires, aux syndicats et aux autres organisations et aux personnes intéressées.

Patrimoine canadien

Commission de la fonction publique

Programmes de formation

L'activité, Programmes de formation, comprend deux sous-activités:

- Formation linguistique: Cette sous-activité évalue les possibilités de réussite des employés admissibles à la formation linguistique; assure la formation linguistique obligatoire et facultative dans les deux langues officielles ainsi que des services connexes de formation linguistique et d'orientation, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et organismes fédéraux. Elle assure la prestation de cours de langue seconde qui sont conçus en fonction des besoins linguistiques liés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.
- Formation et perfectionnement du personnel: Cette sous-activité assure la formation professionnelle et technique, la formation en matière de politiques, la formation en gestion intermédiaire et en supervision, la formation connexe spécialisée ainsi que des services de formation dans les deux langues officielles à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux du pays et ce, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours adaptés aux besoins professionnels et de perfectionnement des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination. Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,500,000 au titre du fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Autorisation au 1 ^{er} avril 1996	4,500
Montant prévu de l'autorisation utilisée au 1 ^{er} avril 1996	(1,065)
Total partiel	<u>3,435</u>
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 – besoins de trésorerie nets	<u>189</u>
Solde prévu au 31 mars 1997	3,246

Administration

L'activité, Administration, englobe les activités du président et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, les systèmes et politiques de gestion, ainsi que les services financiers, la gestion des ressources humaines, les communications et les autres services administratifs et services de soutien de la Commission.

Patrimoine canadien
Commission de la fonction publique

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Programmes de dotation	52,950	.....	52,950	56,056
Programmes des cadres de direction	5,904	.....	5,904	6,258
Vérification et revue	4,076	.....	4,076	3,956
Appels et enquêtes	4,749	.....	4,749	4,824
*Programmes de formation	41,918	15,298	26,620	29,366
Administration	19,010	.....	19,010	22,113
	128,607	15,298	113,309	122,573

*L'activité, Programmes de formation, comprend deux grandes sous-activités: Formation linguistique et Perfectionnement et formation du personnel. La sous-activité, Perfectionnement et formation du personnel, est financée principalement au moyen d'un fonds renouvelable et, partiellement, grâce à une subvention provenant des crédits de la Commission. Pour un rapprochement entre les besoins de trésorerie et le déficit de fonctionnement du fonds, calculé selon la méthode de comptabilité d'exercice, voir le tableau ci-dessous:

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	173
Plus:	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	573
Moins:	
Modifications du fonds de roulement	268
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	321
Total des prévisions (besoins nets de trésorerie)	189

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Patrimoine canadien

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice

Veiller à ce que l'objectif que constitue l'égalité des femmes soit intégré à l'ensemble des lois, des politiques, des programmes et des initiatives du gouvernement fédéral; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des projets et les principales activités des organisations féminines et d'autres organisations bénévoles qui oeuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; et financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bureau de la coordonnatrice	8,398	8,165	16,563	15,216
	8,398	8,165	16,563	15,216

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Bureau de la coordonnatrice</i>		
Programme de promotion de la femme - Subventions à des organismes féminins et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes dans la société canadienne	8,165,000	8,599,000
	8,165,000	8,599,000

18 Pêches et Océans

Ministère 18-2

Pêches et Océans

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Pêches et Océans		
1 Dépenses de fonctionnement	970,345	508,437
5 Dépenses en capital	117,484	84,783
10 Subventions et contributions	162,614	266,114
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200	200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72,777	36,922
Total du Ministère	1,323,469	896,505

Pêches et Océans

Objectif

L'objectif du Programme est de mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et les eaux intérieures; de voir à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

Description des activités

Garde côtière canadienne

Les éléments clés du programme de la Garde côtière canadienne sont:

- les Services à la navigation maritime qui fournissent, exploitent et entretiennent un système d'aides à la navigation courte distance, des aides à la navigation longue distance, qui veillent au développement et à l'entretien des voies navigables en plus d'assurer la protection du droit du public à la navigation;
- les Services de communications et de gestion de la circulation maritime qui offrent des services de communications pour la sécurité et les échanges avec le public et se chargent de la gestion et de la réglementation de la circulation maritime. Des informations et des renseignements sur les déplacements des bateaux dans les eaux canadiennes sont communiqués aux autres organismes gouvernementaux;
- les Opérations de déglacement qui fournissent une aide à la circulation aux bateaux qui naviguent dans les eaux envahies par les glaces, des informations sur le cheminement des glaces, un appui aux ports et aux installations et des services de lutte contre les inondations;
- le Service de sauvetage et d'intervention environnementale qui offre des services de recherche et de sauvetage et possède des compétences en matière de préparation en cas d'urgence; fait la promotion de la sécurité nautique auprès des intéressés dans le public; et intervient en cas de problèmes de pollution liés au transport par bateau en supervisant les activités de nettoyage réalisées par le secteur privé ou en se chargeant directement de la gestion des interventions en cas de déversement, selon la gravité de la situation;
- l'activité Appui aux autres objectifs gouvernementaux qui englobe les autres activités et opérations du gouvernement fédéral dans le secteur maritime, y compris les services exclusifs aux autres ministères et organismes gouvernementaux, la gestion des glaces, les renseignements sur la circulation maritime et la coordination du programme annuel de transport maritime dans l'est de l'Arctique.

Opérations des pêches

L'activité Opérations des pêches englobe toutes les fonctions fédérales de gestion des pêches dans les provinces et territoires du Canada, à l'intérieur de la zone canadienne de 200 milles et dans les eaux adjacentes, y compris les réseaux hydrographiques et les lacs du Canada, sauf dans les cas où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués aux provinces ou aux territoires. Sont comprises la gestion de la portion canadienne des rivières transfrontalières, la gestion partagée des pêches d'interception dans les eaux internationales ainsi que la gestion des pêches autochtones, sportives et commerciales dans les eaux côtières du Canada.

Sciences

L'activité Sciences comprend la collecte, l'analyse et l'interprétation de données dans les domaines de la biologie des pêches, des sciences aquacoles et de l'océanographie, de l'habitat du poisson et de l'environnement marin et de l'hydrographie. À l'aide de cette analyse et de cette interprétation, l'activité Sciences du MPO fournit des conseils opportuns à l'appui de la gestion pour la conservation, la protection et l'utilisation durable des ressources marines et aquatiques et pour la navigation sécuritaire.

Services d'inspection

Les Services d'inspection ont pour responsabilité d'élaborer, de formuler et de mettre en oeuvre des politiques, des règlements et des programmes nationaux visant à assurer que le poisson et les produits de poisson canadiens satisfont aux normes voulues en matière de classement, de manutention, d'appellation, de transformation, de qualité et de salubrité; ils veillent également à ce que le poisson et les produits de poisson importés satisfassent aux normes acceptables en matière d'appellation, de qualité et de salubrité.

Pêches et Océans

Affaires internationales

Négocier des accords internationaux en vue de promouvoir les intérêts du Canada dans le domaine des pêches sur les plans de la conservation et du commerce, en coopération avec d'autres ministères; négocier et appliquer des traités et des accords internationaux concernant les relations bilatérales et multilatérales dans le secteur des pêches avec d'autres pays; de même que formuler et présenter les positions canadiennes en matière de commerce dans le secteur des pêches.

Politiques intégrées et soutien de programmes

Les responsabilités de l'activité Politiques intégrées et soutien de programmes comprennent l'orientation du Programme au niveau de la haute direction, les services de gestion intégrés et régionaux, la gestion de l'actif et la fourniture de services stratégiques et administratifs; la coordination globale des politiques et des programmes fédéraux ayant trait aux océans; ainsi que l'élaboration et la promulgation des règlements du Ministère appliqués à l'échelon national.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Garde côtière canadienne	469,358	70,281	1,692	32,256	509,075	.....
Opérations des pêches	163,463	.....	131,917	.....	295,380	422,212
Sciences	209,850	.....	768	.....	210,618	190,209
Services d'inspection	30,392	.....	.....	.....	30,392	31,995
Affaires internationales	4,180	.....	.....	.....	4,180	4,445
Politiques intégrées et soutien de programmes	198,907	47,203	28,437	723	273,824	247,644
	1,076,150	117,484	162,814	32,979	1,323,469	896,505

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Sciences</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	192,600	533,900
<i>Politiques intégrées et soutien de programmes</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	152,000	161,500
Total des subventions	344,600	695,400

Pêches et Océans

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	192,000	.....
Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire canadien de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	1,500,000	.....
<i>Opérations des pêches</i>		
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquaculture	146,300	368,600
Contributions en vertu de l'entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés	1,092,500	2,004,500
Contributions pour le versement de prestations de retraite anticipée aux pêcheurs, travailleurs d'usine et chalutiers âgés dont le gagne-pain a été largement supprimé par le moratoire sur la pêche à la morue du Nord	10,200,000	11,050,000
Contribution en vertu de l'entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour le développement de l'industrie de la pêche	1,028,000	570,000
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	612,000	650,000
Contributions aux détenteurs de permis de pêche du poisson de fond actifs, admissibles selon les modalités du Programme de retrait de permis de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	115,096,000	218,600,000
Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du Programme de retraite anticipée de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	3,155,000	5,000,000
Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuit pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources, et du développement économique et social	415,100	407,000
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en oeuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	171,600	.....
<i>Sciences</i>		
Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	5,700	5,700
Contributions à des organismes qui réalisent des projets, des programmes ou des activités visant à soutenir la durabilité des pêches	570,000	570,000
<i>Politiques intégrées et soutien de programmes</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	228,000	242,300
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	27,856,700	24,914,700
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200,000	200,000
Total des contributions	162,468,900	264,582,800

Pêches et Océans

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Contributions en vertu de l'entente Canada-Nouveau-Brunswick pour le développement de la pêche récréative	.....	1,035,500
Total des postes non requis	.....	1,035,500
Total	162,813,500	266,313,700

19 Ressources naturelles

Ministère	19-3
Commission de contrôle de l'énergie atomique	19-8
Énergie atomique du Canada, Limitée	19-10
Office national de l'énergie	19-11

Ressources naturelles

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Ressources naturelles			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	400,570	430,466
5	Dépenses en capital	19,992	59,426
10	Subventions et contributions	51,537	270,593
(L)	Ministre de Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,968	33,265
(L)	Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal	2,000	26,000
(L)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse	6,000	5,400
(L)	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve	6,500	8,250
(L)	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,657	1,950
(L)	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680	722
(L)	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	2,500	4,950
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers	5	.....
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	512	402
	Total du budgétaire	522,970	841,473
L15	Prêts conformément au Projet de développement Hibernia	66,000	66,000
	Total du Ministère	588,970	907,473
Commission de contrôle de l'énergie atomique			
20	Dépenses du Programme	40,233	38,726
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,690	3,248
	Total de l'organisme	43,923	41,974
Énergie atomique du Canada, Limitée			
25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	174,054	172,494
	Total de l'organisme	174,054	172,494
Office national de l'énergie			
30	Dépenses du Programme	27,237	27,725
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,880	2,546
	Total de l'organisme	30,117	30,271

Ressources naturelles

Ministère

Programme des ressources naturelles

Objectif

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'expert, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des mines et de la géomatique.

Description des activités

Sciences de la Terre

Exécute son programme par l'entremise de deux grandes organisations scientifiques, la Commission géologique du Canada et Géomatique Canada. La Commission géologique du Canada développe, entretient et interprète les connaissances et l'infrastructure géoscientifiques nationales qui sont nécessaires pour, d'une part, fournir aux Canadiens de l'expertise et des conseils scientifiques fiables sur des questions concernant le développement durable des ressources minérales du Canada ainsi que la santé et la sécurité publiques et, d'autre part, pour favoriser la compétitivité des industries minières et des autres industries géoscientifiques canadiennes. Géomatique Canada établit et entretient un système de référence spatial canadien et gère l'arpentage des terres fédérales effectué à contrat; assure le maintien de la frontière canado-américaine; rassemble et met à jour des renseignements topographiques et géographiques sur le territoire canadien; prépare, publie et diffuse des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas national du Canada; révisé, traite, constitue et diffuse des données de télédétection par satellite; développe et démontre des technologies et des applications de télédétection afin de faciliter la gestion de nos ressources naturelles et la surveillance de l'environnement. L'activité, Sciences de la Terre, est dirigée et assistée par des fonctions de gestion et de soutien qui comprennent le bureau du sous-ministre adjoint, et par des fonctions d'élaboration de politiques et d'appui stratégique comme la planification et la coordination, la diffusion d'information et les services d'information, l'expansion des affaires et les services d'administration interne.

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	5,407
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 (besoins nets de trésorerie)	512
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1997	4,895

Forêts

En partenariat avec une vaste gamme de membres du secteur forestier et au moyen d'un réseau national d'installations de S-T, l'Activité mène des recherches scientifiques et dispense des services techniques dans les domaines des ressources forestières, de la protection, de l'environnement forestier, et de l'utilisation du bois; appuie de nouvelles techniques pour la gestion des écosystèmes forestiers, la mise au point de nouvelles stratégies de lutte antiparasitaire et l'étude des nouvelles méthodes de gestion des forêts modèles; coordonne les initiatives en matière de politiques ayant trait aux intérêts canadiens et aux objectifs nationaux dans le domaine forestier; favorise un climat de réglementation, de commerce et d'investissement fondé sur des méthodes scientifiques valables et encourage l'investissement, l'utilisation efficace des ressources, la protection de l'environnement et le progrès social; règle les questions techniques ayant un effet sur le commerce des ressources naturelles afin d'améliorer et de garantir l'accès canadien aux marchés étrangers; encourage la collaboration nationale et internationale sur les questions liées aux ressources et à l'environnement; contribue aux stratégies canadiennes pour respecter les engagements internationaux; fournit des conseils techniques à d'autres ministères fédéraux au sujet de la gestion des terres forestières fédérales et des questions ayant un impact sur le développement durable des forêts du Canada; fournit des renseignements et des rapports sur l'état des forêts et la foresterie; assure le leadership et fournit pour l'Activité un soutien au Sous-ministre et au Ministre; et élabore des indicateurs afin de signaler les progrès aux Canadiens et à la collectivité internationale.

Ressources naturelles

Ministère

Programme des ressources naturelles

Minéraux et métaux

Élabore et applique une formule intégrée de planification des programmes et des politiques sur les minéraux, conformément au concept du développement durable; donne au Ministre, aux hauts fonctionnaires, aux autres ministères, aux autres gouvernements et à l'industrie des conseils et du soutien en matière de politiques sur les questions liées aux minéraux et aux métaux, les marchés, l'économie, la fiscalité et l'impact environnemental; négocie, coordonne et administre les ententes sur l'exploitation minière qui sont conclues avec les provinces; gère, en collaboration avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, les ententes conclues avec les territoires; élabore, met en oeuvre, coordonne et gère des programmes et des initiatives qui visent des produits minéraux précis; fait progresser les intérêts canadiens dans le domaine des minéraux et des métaux sur la scène internationale; fournit de l'information et des analyses aux investisseurs étrangers afin que le Canada soit en mesure d'attirer le capital requis pour assurer le développement économique de ses ressources minérales; surveille et prévoit les niveaux d'activité des industries cibles ainsi que les répercussions de divers programmes sur ces dernières; recueille des statistiques et fournit des données économiques, scientifiques et techniques exactes et opportunes sur les secteurs des minéraux et des métaux.

Effectue et parraine, en association avec l'industrie, d'autres ministères, des universités et des instituts de recherche, des travaux de recherche-développement (R-D) et de génie portant sur l'exploitation minière, l'extraction et le traitement des minéraux, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux ainsi que leur recyclage et l'atténuation de leur impact environnemental et ce, dans le but de réaliser des transferts technologiques au profit du secteur privé; recueille et diffuse des renseignements sur les activités de R-D et de démonstration dans les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, dans l'industrie, dans les universités et à l'échelle internationale.

Réglemente partout au pays la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les fabriques et les poudrières, en leur délivrant des licences, en mettant à l'essai des explosifs et en autorisant leur utilisation; donne des conseils techniques à d'autres organismes gouvernementaux (au niveau provincial, fédéral et international); donne des cours de formation sur la manipulation sûre des explosifs et l'intervention en cas d'alerte à la bombe.

Énergie

Élabore et met en oeuvre une approche intégrée d'élaboration et de planification de la politique de l'énergie; donne au ministre des conseils stratégiques sur le régime fiscal canadien, les marchés de l'énergie, le transport et l'entreposage de l'énergie; mène des analyses et des études sur les ressources énergétiques et sur les marchés intérieurs et internationaux de l'énergie; analyse les aspects financiers et économiques de grands projets énergétiques; négocie des ententes avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et l'industrie; fait valoir les intérêts du secteur canadien de l'énergie sur la scène internationale; élabore et met à jour des plans d'urgence en cas de crise énergétique; évalue les sources d'énergie non classiques du Canada; élabore des initiatives visant à favoriser le développement durable et l'utilisation rationnelle de l'énergie au Canada; effectue des analyses et fournit des renseignements sur le rendement financier et les investissements de l'industrie pétrolière canadienne; mène le processus de sélection d'un site pour l'élimination des déchets nucléaires faiblement radioactifs; fait valoir les intérêts du Canada dans le domaine du changement climatique et donne des conseils au Ministre au sujet des obligations légales et réglementaires relatives à l'administration des terres domaniales. En association avec l'industrie, des universités et des instituts de recherche, effectue et parraine de la recherche-développement sur les technologies de l'énergie, dans le but de réaliser des transferts technologiques et d'intégrer aux politiques, aux programmes et à la réglementation des principes scientifiques fiables; cela comprend l'exploitation d'un éventail abordable et durable de sources d'énergie pour faire durer le fonds d'hydrocarbures (sables bitumineux, gaz naturel, récupération du pétrole lourd), l'exploitation judicieuse de toutes les sources d'énergie (industrie, transport, immeubles et collectivités) et l'utilisation accrue des énergies de remplacement et des énergies renouvelables.

Administration

Détermine l'orientation générale à adopter, sur les plans de la stratégie et de la gestion, pour aligner les objectifs ministériels sur les priorités gouvernementales et ministérielles, pour fixer les buts à atteindre et suivre les progrès, et pour gérer les ressources qui sont allouées de façon efficace et efficiente. Ce programme comprend les fonctions suivantes : planification stratégique; coordination des politiques et gestion des questions liées aux politiques à l'échelle du Ministère; liaison avec le Cabinet et le Parlement; orientations et services concernant les finances, l'administration, les ressources humaines, la gestion de l'information et la technologie de l'information; conseils, services et élaboration de stratégies en matière de communications; administration des activités liées aux politiques et aux évaluations environnementales; appui au conseiller scientifique principal; vérification interne et évaluations de programmes.

Ressources naturelles
Ministère
Programme des ressources naturelles

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997					Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire			Non-budgétaire			
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Prêts, dotations en capital et avances		
*Sciences de la Terre	181,422	.....	1,120	17,120	.....	165,422	182,735
Forêts	88,178	3,412	27,030	617	.....	118,003	178,355
Minéraux et métaux	48,261	670	6,736	.....	.....	55,667	69,916
Énergie	81,063	1,150	35,993	.....	66,000	184,206	398,719
Administration	50,912	14,760	.....	.....	.....	65,672	77,748
	449,836	19,992	70,879	17,737	66,000	588,970	907,473

*Cette activité est financée, en partie, au moyen du fonds renouvelable de Géomatique Canada. Le plan de dépenses de ce fonds pour 1996-1997 est de \$17,632,000. Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable, veuillez vous reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Sciences de la Terre</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	231,500	231,500
<i>Forêts</i>		
Subventions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	12,506	12,506
Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	39,006	39,006
Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	25,000	25,000
<i>Minéraux et métaux</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	103,000	102,500
<i>Énergie</i>		
Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique	130,000	205,000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	123,000	71,500
Total des subventions	664,012	687,012

Ressources naturelles
Ministère
Programme des ressources naturelles

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Sciences de la Terre</i>		
Programme de sondage des fonds marins	700,000	500,000
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	188,600	188,600
<i>Forêts</i>		
Contributions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	20,800	20,800
Association forestière du Canada	40,000	80,000
Institut canadien de recherches en génie forestier	1,820,598	2,038,434
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	110,295	110,295
Contribution à la société Forintek du Canada	4,606,280	4,968,684
Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	47,025	47,025
Contributions en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins du rajustement économique et socio-économique	4,726,282	40,967,914
Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	3,500,000	8,000,000
Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	75,000	175,000
Contribution globale pour les partenaires du développement durable des forêts	12,007,516	13,475,536
<i>Minéraux et métaux</i>		
Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	196,000	196,000
Contributions à l'industrie aux termes des ententes sur le développement minéral: – Québec	6,376,000	6,452,000
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	61,000	61,000
<i>Énergie</i>		
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études de l'Université Laval (L) Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de Pipeline Interprovincial	2,000,000	26,000,000
Contribution à l'appui des investissements économiques en vue de réduire les coûts énergétiques dans le cadre du Programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux	234,000	250,000
Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	531,000	424,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	3,350,000	4,108,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement dans le cadre des initiatives du Plan vert	6,754,000	8,116,000

Ressources naturelles
 Ministère
Programme des ressources naturelles

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de la Nouvelle-Écosse	6,000,000	5,400,000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière de Terre-Neuve	6,500,000	8,250,000
(L) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers	1,657,000	1,950,000
(L) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers	680,000	722,000
(L) Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse	2,500,000	4,950,000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers	5,000	.....
Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	4,665,000	4,665,000
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	659,000	679,000
Total des contributions	70,215,396	142,985,288
Postes non requis		
Contribution à l'Université de Moncton	.....	300,800
Contributions à l'industrie aux termes des ententes sur le développement minéral:		
– Terre-Neuve	.....	200,000
– Nouvelle-Écosse III	.....	237,000
Programme de prospection minière de l'Est du Québec	.....	789,000
Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	.....	967,000
Contributions à l'appui du Projet de développement Hibernia	.....	171,574,000
Contribution à l'appui des activités du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	.....	125,000
Total des postes non requis	.....	174,192,800
Total	70,879,408	317,865,100

Ressources naturelles

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

S'assurer que l'énergie atomique au Canada est toujours utilisée en tenant compte de la santé, de la sécurité, de la sécurité matérielle et de l'environnement, et appuyer la participation du Canada aux activités internationales de non-prolifération des armes nucléaires.

Description des activités

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie atomique; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique	43,318	605	43,923	41,974
	43,318	605	43,923	41,974

Ressources naturelles
Commission de contrôle de l'énergie atomique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique</i>		
Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	15,000	15,000
Total des subventions	15,000	15,000
Contributions		
<i>Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique</i>		
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	550,000	500,000
Contribution destinée au Centre international pour la recherche sur le cancer, à l'appui de l'Étude internationale concertée sur le risque de cancer chez les travailleurs de l'industrie nucléaire	40,000	40,000
Total des contributions	590,000	540,000
Postes non requis		
Contribution pour l'Étude internationale de validation des modèles de biosphère (BIOMOVS)	.....	80,000
Total des postes non requis	.....	80,000
Total	605,000	635,000

Ressources naturelles Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Description du financement par voie de crédits

Recherche et développement en matière nucléaire

Assurer le fonctionnement des laboratoires nucléaires nationaux à Chalk River et à Whiteshell afin d'avoir une base technologique pluridisciplinaire pour le programme d'énergie nucléaire canadien.

Entreprendre des travaux de recherche et de développement appliqués pour les réacteurs nucléaires actuels et futurs, pour les cycles et systèmes de combustible, pour la protection de l'environnement, pour la gestion des déchets radioactifs et pour les systèmes de garantie nucléaire, afin:

- i) d'assurer au Canada un approvisionnement en énergie sûr et fiable à long terme;
- ii) d'accroître l'application de l'énergie nucléaire pour surmonter les pénuries d'énergie futures;
- iii) de renforcer l'option CANDU en améliorant le rendement, l'intégrité et la sûreté des réacteurs;
- iv) de démontrer que les déchets radioactifs et leurs sous-produits peuvent être gérés en toute sécurité.

Entreprendre des recherches de soutien dans des domaines tels que la physique fondamentale de la matière, les propriétés des matériaux, la chimie dont celle qui est essentielle à la mise au point du combustible et à la gestion des déchets radioactifs, et les effets des rayonnements sur les êtres humains, les animaux et l'environnement. Effectuer des recherches sur les systèmes évolués afin de mieux comprendre les nouvelles méthodes préconisées pour produire de l'énergie. Chercher activement de nouveaux produits et des industries pouvant être développés à partir de sa vaste base technologique.

Les programmes précités nécessitent d'importantes installations telles que des réacteurs, des boucles d'essais, des accélérateurs, des cellules chaudes, des usines de traitement de déchets ainsi que des services de soutien, notamment les services financiers et administratifs, l'ingénierie et l'entretien.

Installations déclassées

Prendre des dispositions touchant le déclassement, l'entretien et la surveillance des centrales nucléaires de Gentilly 1 et de Douglas Point, du réacteur nucléaire de démonstration, ainsi que des installations de recherche en Ontario et au Manitoba.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Recherche et développement en matière nucléaire		
Dépenses de fonctionnement	254,783	294,522
Capital	10,000	18,000
Moins:		
Recettes et contributions externes	100,900	150,311
Total partiel	163,883	162,211
Installations déclassées		
Déclassement et entretien	10,171	10,283
Total partiel	10,171	10,283
Total des besoins budgétaires	174,054	172,494

Nota: La Société mène également des activités commerciales autofinancées dans les domaines suivants: l'ingénierie et la conception de centrales nucléaires, la gestion de projets, les services de soutien nucléaires et les investissements. Les chiffres de 1996-1997 indiquent que les activités commerciales ont été enlevées de la recherche et du développement du secteur nucléaire.

Ressources naturelles

Office national de l'énergie

Objectif

Réglementer, conformément à l'intérêt public, les domaines des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité liés:

- i) à la construction et à l'exploitation de pipelines et de lignes internationales de transport d'électricité,
- ii) aux activités de transport, aux droits et aux tarifs des pipelines,
- iii) aux exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi qu'aux importations de gaz et de pétrole,
- iv) assurer la réglementation des activités liées au gaz et au pétrole des terres domaniales non autrement régies par des commissions mixtes, et conseiller le ministre des Ressources naturelles Canada sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie

- Consultation et enquête: Mettre à profit le savoir-faire et les bases de données de l'ONÉ pour fournir des renseignements et des analyses sur le contrôle, l'économie, l'utilisation, le transport, la commercialisation et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, y compris des ressources en hydrocarbures des régions pionnières, et mener des enquêtes sur les aspects de la situation énergétique nord-américaine qui sont pour le maintien de la sécurité énergétique et du bien-être économique du Canada.
- Réglementation des installations: Veiller à ce que la construction et l'exploitation des gazoducs, des oléoducs et des lignes de transport d'électricité relevant de la compétence fédérale se déroulent de façon rapide, sûre, efficace et saine du point de vue environnemental.
- Réglementation du transport, des droits et des tarifs: Veiller à ce que les droits exigibles par les sociétés pipelinières relevant de la compétence fédérale soient justes et raisonnables et que les services pipeliniers soient fournis sur une base continue, sans distinction injuste et d'une manière économique
- Commerce de l'énergie: Veiller à ce que les intérêts canadiens soient protégés sur le marché nord-américain de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Réglementation du pétrole et du gaz dans les régions pionnières: Établir et maintenir un régime de réglementation pour les régions pionnières.
- Gestion du programme et des services: Fournir un appui efficace et des avis aux membres de l'Office, aux cadres, aux employés et aux parties de l'extérieur de sorte que les objectifs du programme soient atteints.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Réglementation et consultation en matière d'énergie	30,117	30,117	30,271
	30,117	30,117	30,271

20 Revenu national

Ministère 20-2

Revenu national

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Revenu national		
1 Dépenses de fonctionnement	1,834,363	1,779,862
5 Dépenses en capital	12,277	63,074
10 Contributions	92,750	94,417
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	222,783	199,596
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	42,000	.....
Total du Ministère	2,204,222	2,136,998

Revenu national

Objectif

Faire en sorte que toutes les taxes, tous les droits et tous les autres frais et prélèvements connexes soient, de façon équitable et en temps voulu, imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; accroître la compétitivité des entreprises canadiennes en appliquant des instruments très divers de la politique commerciale du gouvernement ainsi qu'en facilitant le tourisme, le commerce et les échanges internationaux; faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et protéger la société canadienne en général, notamment les entreprises et les particuliers, contre l'entrée des personnes et des marchandises dangereuses ou non admissibles; appuyer les programmes et les objectifs sociaux et économiques du gouvernement, tels que la compétitivité, en appliquant de façon juste et équitable la législation pertinente, notamment les accords et traités internationaux ainsi que les lois et règlements fédéraux et provinciaux.

Description des activités

Aide aux clients et établissement des cotisations

Afin de sensibiliser les clients à leurs droits et obligations; établir et maintenir à jour une liste d'enregistrement des clients; leur fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour la production de déclarations exactes dans les délais prescrits; répondre aux demandes de renseignements des clients; traiter leur déclaration et établir leur cotisation dès la réception; faire part des résultats aux clients par l'envoi d'avis de cotisation; acheminer les versements; reporter aux comptes des clients toutes les cotisations et tous les versements; et faire une vérification limitée d'éléments qui ont été acceptés au stade de la cotisation. L'activité comprend aussi un rôle consultatif auprès des autres ministères de l'État à l'égard de la faisabilité administrative de nouvelles mesures législatives et de nouvelles conventions fiscales en voie de négociation; des activités relatives à l'enregistrement des organismes de bienfaisance, et à l'agrément des régimes de pension et de revenu différé et de la prestation de décisions anticipées sur les conséquences fiscales de transactions éventuelles.

Services frontaliers des Douanes et application des politiques commerciales

Faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières et assurer la prestation des services des douanes à la frontière et au secteur commercial conçus pour faire valoir et appuyer les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère et socio-économique du pays, et de ce fait, protéger l'industrie et la société canadiennes en contrôlant la circulation des gens, des marchandises et des biens qui entrent au Canada ou qui en sortent; favoriser la compétitivité de l'industrie canadienne en assurant que lui soient accordés tous les avantages prévus dans les divers accords internationaux et autres instruments des politiques commerciales du gouvernement; et appuyer la politique économique intérieure, tel que le développement industriel, en appliquant les mesures du gouvernement concernant le dégrèvement tarifaire sur l'importation de certaines marchandises.

Vérification et exécution

Afin de réaliser un ensemble de programmes liés à la vérification et à l'exécution de l'observation des lois fiscales. Ces programmes comprennent divers examens, vérifications et enquêtes destinés à améliorer l'observation et à assurer l'équité du régime d'autocotisation.

Recouvrements des recettes

Dans le but de percevoir les prélèvements l'impôt, les droits et les autres montants, y compris le recouvrement des sommes retenues à la source par les employeurs pour le compte des employés, et les soldes impayés résultant de la cotisation ou de la nouvelle cotisation de revenus, de la TPS, ainsi que les prélèvements et les droits impayés. Cette activité comprend également l'émission de décisions à savoir si les particuliers ont droit à des prestations en vertu du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-chômage*, et autres déterminations à la demande du ministère du Développement des ressources humaines.

Appels

Afin de procurer aux clients une voie de recours, y compris la résolution des avis d'opposition et les appels en effectuant un examen indépendant des cotisations ou des nouvelles cotisations contestées par un client; y compris aussi le traitement des demandes de détermination de l'admissibilité présentées par les employeurs ou les employés en vertu des dispositions du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-chômage*.

Revenu national

Administration et technologie de l'information

Assurer une direction administrative et une gamme de services d'appui et de services centralisés qui ne sont pas attribués aux autres activités. Ces services comprennent les services de traitement électronique des données et la technologie de l'information, la vérification interne et l'évaluation des programmes, la gestion financière, la gestion des ressources, les services de bureau, la sécurité, les ressources humaines, la formation, les laboratoires et les services juridiques.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Aide aux clients et établissement des cotisations	484,864	.....	134,750	.....	619,614	561,705
Services frontaliers des douanes et d'administration des politiques commerciales	378,429	.....	.....	.....	378,429	376,852
Vérification et exécution	462,631	.....	.....	.....	462,631	436,832
Recouvrements des recettes	213,635	.....	.....	.....	213,635	212,348
Appels	58,292	.....	.....	.....	58,292	58,049
Administration et technologie de l'information	579,661	12,277	.....	.....	591,938	605,503
Recettes à valoir sur le crédit	.....	.....	.....	120,317	-120,317	-114,291
	2,177,512	12,277	134,750	120,317	2,204,222	2,136,998

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Revenu national</i>		
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	42,000,000	.....
Total des subventions	42,000,000	.....
Contributions		
<i>Revenu national</i>		
Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	92,750,000	94,417,000
Total des contributions	92,750,000	94,417,000
Total	134,750,000	94,417,000

21 Santé

- Santé nationale et Bien-être social 21-3
- Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux
matières dangereuses 21-8
- Conseil de recherches médicales 21-9
- Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
21-10

Santé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Santé		
Santé nationale et Bien-être social		
1 Dépenses de fonctionnement	914,763	986,179
5 Dépenses en capital	31,024	59,279
10 Subventions et contributions	585,030	523,327
(L) Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés Poste non requis	45,983	39,943
– Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	.....	6,891,000
Total du Ministère	1,576,849	8,499,777
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
15 Dépenses du Programme	1,091	1,240
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127	113
Total de l'organisme	1,218	1,353
Conseil de recherches médicales		
20 Dépenses de fonctionnement	6,318	7,367
25 Subventions	235,468	242,182
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	538	485
Total de l'organisme	242,324	250,034
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
30 Dépenses du Programme	2,680	2,879
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289	259
Total de l'organisme	2,969	3,138

Santé Ministère

Objectif du Programme

Le Programme de santé vise à protéger, à préserver et à améliorer tous les aspects de la santé des Canadiens.

Description des activités

Innocuité et qualité des aliments et nutrition

Définit, évalue et gère les risques et les avantages que les aliments présentent pour la santé humaine pour s'assurer que les aliments au Canada sont sains, nutritifs et de haute qualité; donne son avis à ces égards.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé humaine associés à la fabrication, à la vente et à l'utilisation des médicaments et des cosmétiques; donne son avis à ces égards.

Qualité et risques environnementaux

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé et la sécurité que présentent les milieux naturels et technologiques, les matériels médicaux et les dispositifs émettant des radiations, ainsi que les produits chimiques et autres produits de consommation; donne son avis à ces égards.

Surveillance de la santé nationale

Assure la direction et la coordination nationales des activités de définition, de surveillance, d'enraiment et de prévention des maladies humaines, et d'enquête sur ces maladies, dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de lutte contre la maladie, y compris la surveillance de l'apparition et de la cause de maladies transmissibles et non transmissibles.

Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire

Protège la santé humaine, la sécurité et l'environnement en réduisant au minimum les risques associés aux pesticides tout en favorisant l'accès à des outils de lutte antiparasitaire tels que les produits de contrôle ainsi que toutes autres méthodes de lutte antiparasitaire.

Programmes et services

Met en oeuvre des programmes et joue un rôle d'orientation nationale en matière de promotion de la santé, de prévention de maladies et de condition physique, contribue à la recherche et au développement de compétences spécialisées dans les domaines de la santé physique et mentale, des services sociaux et de la condition physique, donne une orientation nationale et des services professionnels et consultatifs pour favoriser la mise au point, l'application et la révision de programmes de santé et de programmes sociaux, et mène des activités liées au SIDA, à l'abus des drogues, à la violence familiale, aux femmes, aux aînés et aux enfants, particulièrement ceux qui sont exposés.

Services de santé des Indiens et des populations du Nord

Aide les Inuit, les Indiens inscrits et les habitants du Yukon à atteindre un niveau de santé comparable à celui des autres Canadiens qui vivent dans des endroits similaires en dispensant elle-même ou en faisant dispenser à cette population des biens et des services de santé qui ne sont prévus ni dans les programmes ou régimes d'assurance-maladie provinciaux ou territoriaux, ni dans d'autres régimes d'assurance de tiers.

Santé des fonctionnaires fédéraux

Protège et préserve la santé des fonctionnaires fédéraux en milieu de travail en mettant en oeuvre un programme de services de santé au travail et d'hygiène du milieu en vertu des pouvoirs délégués par le Conseil du Trésor.

Services de consultation et d'évaluation en matière de santé

Aide les Canadiens et les voyageurs à protéger et à préserver leur santé ou détermine si, du point de vue médical, ils ont droit à certains avantages ou types de permis, en donnant des avis professionnels et de l'aide en matière de médecine aéronautique civile, de services d'urgence, de services consultatifs médicaux et de services de quarantaine et de réglementation.

Santé Ministère

Politique et consultation

Favorise la mise sur pied et l'application de programmes de santé, fait des recherches et des analyses axées sur la politique de la santé; met au point et coordonne le processus de planification stratégique au sein du Ministère; gère les stratégies de consultation et coordonne les consultations fédérales-provinciales-territoriales; gère le Bureau sur la santé des femmes; coordonne l'application des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels au Ministère; définit la position du Canada sur les questions de santé internationales; donne son avis sur les relations bilatérales avec les gouvernements étrangers; se tient au courant des questions de santé internationales; gère l'évaluation des programmes; coordonne les activités de communication du Ministère; et fournit des services techniques pour aider le Ministère à s'acquitter de ses responsabilités de communication.

Assurance-santé

Applique la *Loi canadienne sur la santé*, surveille et évalue la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-maladie à la *Loi canadienne sur la santé*, approfondit les connaissances sur les régimes et les programmes d'assurance-maladie, assiste ces régimes et programmes et fournit des conseils en matière de politiques au sujet de *Loi canadienne sur la santé*.

Gestion du Programme

Conseille et appuie le Ministre, le Sous-ministre et le Sous-ministre délégué; donne aux associations et organismes professionnels connexes, aux groupes d'intérêt et au public de l'aide et des renseignements dans les domaines visés; est le point central de liaison et de coordination avec les ministres provinciaux et territoriaux de la santé, et de suivi des travaux des groupes de travail et des comités consultatifs fédéraux-provinciaux; fournit au Ministère des services de planification et d'administration financière, de ressources humaines, de gestion de l'information, de vérification interne et de gestion des biens.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	58,225	1,739	15	2,082	57,897	64,318
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	45,296	2,206	.....	27,529	19,973	59,256
Qualité et risques environnementaux	45,899	2,197	105	4,321	43,880	55,695
Surveillance de la santé nationale	41,019	1,419	.....	.....	42,438	43,423
Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire	25,096	.....	.....	185	24,911	.....
Programmes et services	53,566	.....	165,410	.....	218,976	247,046
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	637,456	12,032	413,347	16,300	1,046,535	994,790
Santé des fonctionnaires fédéraux	23,679	1,257	.....	.....	24,936	24,356
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	5,275	107	.....	250	5,132	6,529
Politique et consultation	12,845	.....	6,153	.....	18,998	19,050
Assurance-santé	1,702	.....	.....	.....	1,702	6,892,684
Gestion du Programme	61,870	10,067	.....	466	71,471	92,630
	1,011,928	31,024	585,030	51,133	1,576,849	8,499,777

Santé
Ministère

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Innocuité, qualité des aliments et nutrition</i>		
Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	15,000
<i>Qualité et risques environnementaux</i>		
Organisation mondiale de la santé	100,000	100,000
Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	5,000
<i>Programmes et services</i>		
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux	2,749,000	2,749,000
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	8,929,000	13,024,000
Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer ses activités de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réadaptation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues	500,000	1,420,000
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada afin de permettre l'octroi de subventions de recherche dans le cadre du Défi à la recherche sur le cancer du sein	2,000,000	2,000,000
Subventions aux organisations et institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue de mener des évaluations communautaires ou d'élaborer des propositions sur l'exécution d'un programme d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	1,840,000	.....
<i>Services de santé des Indiens et des populations du Nord</i>		
Subventions sous forme de bourses à des particuliers d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	300,000	300,000
<i>Politique et consultation</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif, admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	922,000	700,000
Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	1,100,000	1,100,000
Total des subventions	18,460,000	21,413,000
Contributions		
<i>Programmes et services</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	28,462,000	30,012,000
Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	13,432,000	25,724,000
Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du Programme national sur le SIDA	12,238,000	12,438,000

Santé
Ministère

Paievements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions aux groupes d'aînés, aux organisations sans but lucratif, aux associations professionnelles, aux institutions d'enseignement, aux organismes de services de la santé ou sociaux, aux autres organismes parapublics, au monde des affaires, au monde du travail, aux gouvernements provinciaux et territoriaux et aux administrations locales pour: améliorer la santé, le bien-être, et l'autonomie des aînés vivant des situations de risque et prévenir les situations de risque; appuyer des projets innovateurs qui intègrent un plan d'évaluation et de partage des résultats; favoriser la création de nouveaux partenariats entre les aînés, les entreprises, les gouvernements et les organismes non gouvernementaux	18,000,000	18,000,000
Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement d'enfants vulnérables d'âge préscolaire au Canada	57,960,000	46,797,000
Contributions pour les frais administratifs et les coûts des projets que différents organismes nationaux engagent pour offrir des programmes et des services visant à encourager la pratique d'activités physiques	3,965,000	7,597,000
Contributions réservées aux frais administratifs et liées à des projets se rattachant à la campagne publicitaire d'intérêt public de ParticipACTION dont le but est de mieux faire connaître et comprendre aux Canadiens les bienfaits de l'activité physique	900,000	900,000
Contributions aux organisations et institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'exécuter un programme d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	14,435,000	.....
<i>Services de santé des Indiens et des populations du Nord</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux communautés indiennes et inuit	207,740,000	169,655,000
Paievement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	75,415,000	62,606,000
Paievement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé non assurés	10,000,000	10,000,000
Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour la prestation de services de santé non assurés	70,125,000	65,125,000
Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de prestation des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	17,328,000	11,993,000
Contributions pour des initiatives nationales spéciales de durée limitée pour les Indiens et les Inuit	9,466,000	10,070,000
Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2,426,000	2,426,000
Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	907,000	907,000
Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	1,053,000	1,027,000
Contribution au gouvernement du Yukon pour la construction de l'Hôpital général de Whitehorse	18,587,000	13,970,000

Santé
Ministère

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
<i>Politique et consultation</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et aux organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	1,458,600	1,028,600
Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2,672,400	2,672,400
Total des contributions	566,570,000	492,948,000
Postes non requis		
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	.....	97,000
Contributions à des organismes pour la recherche, l'élaboration et la réalisation de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues	.....	800,000
Contributions aux groupes ou organismes bénévoles, non gouvernementaux, et à but non lucratif, aux associations professionnelles, aux établissements d'enseignement et aux services des gouvernements provinciaux et des administrations municipales afin d'appuyer les efforts visant à réduire l'incidence ainsi que les conséquences négatives de la violence familiale et de financer des activités d'envergure nationale qui améliorent considérablement la capacité des collectivités, des établissements, des systèmes et des gouvernements de réagir face au problème de la violence familiale. Les priorités incluent des projets qui favorisent la collaboration des gouvernements, des secteurs non gouvernementaux et du secteur des bénévoles et des activités de sensibilisation du public, de prévention, de traitement, de formation et de recherche en rapport avec la violence familiale	.....	3,567,000
Contributions aux groupes ou organismes bénévoles, non gouvernementaux, à but non lucratif, associations professionnelles et établissements d'enseignement, pour venir en aide à des projets qui soulignent l'engagement continu du Canada à poursuivre l'action dans le respect des recommandations du Sommet mondial pour les enfants	.....	4,502,000
(L) Versements aux termes de la <i>Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé</i> :		
Programme des services de santé assurés	.....	5,382,000,000
Programme des services complémentaires de santé	.....	1,509,000,000
Total des postes non requis	.....	6,899,966,000
Total	585,030,000	7,414,327,000

Santé

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectif

Permettre aux fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou aux employeurs qui les utilisent de protéger les renseignements commerciaux confidentiels relatifs à leurs produits, tout en assurant aux travailleurs des renseignements exacts sur ces produits en ce qui concerne la sécurité et la santé.

Description de l'activité

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Le Conseil est un organisme indépendant chargé de prendre une décision au sujet des demandes de dérogation aux exigences de divulgation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), demandes formulées par les fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou par les employeurs qui les utilisent, et fondées sur le fait que la divulgation révélerait des renseignements commerciaux confidentiels. S'appuyant sur les avis des toxicologues de Santé Canada, le personnel du Conseil établit également si les fiches signalétiques et les étiquettes des matières dangereuses sont conformes aux dispositions de la *Loi sur les produits dangereux*, du Code canadien du travail, et des diverses lois provinciales et territoriales s'appliquant à la santé et la sécurité au travail. La durée de l'exemption accordée est de trois ans, après quoi le demandeur peut présenter à nouveau une demande. Les parties touchées ont le droit d'en appeler de la décision ou de l'ordre d'un agent de contrôle auprès d'une instance tripartite d'appel créée dans la province d'appel et administrée par le Conseil. En outre, le Conseil est responsable de la protection des renseignements commerciaux confidentiels, et ne peut les divulguer qu'à des fins d'exécution et d'application de la Loi ou en cas d'urgence médicale, à des personnes tenues au secret.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,218	1,218	1,353
	1,218	1,218	1,353

Santé

Conseil de recherches médicales

Objectif

Améliorer la santé des Canadiens par la promotion et l'appui de l'excellence en recherche fondamentale, clinique et appliquée dans le domaine des sciences de la santé.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions pour permettre la mise en oeuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; soutien de la collaboration entre les universités et le secteur privé en matière de recherche; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration

Soutien administratif, scientifique et technique.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonction-nement	Paiements de transfert		
Subventions et bourses	.....	235,468	235,468	242,182
Administration	6,856	.....	6,856	7,852
	6,856	235,468	242,324	250,034

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Subventions et bourses</i>		
Subventions et bourses pour appuyer la recherche	235,468,000	242,182,000
Total	235,468,000	242,182,000

Santé

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectif

Veiller à ce que les prix demandés par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés vendus au Canada ne soient pas, selon l'opinion du Conseil, excessifs; et faire le suivi de l'évolution des prix de tous les médicaments et du volume des travaux de recherche et de développement sur les produits pharmaceutiques effectués par les titulaires de brevets au Canada et en faire rapport au Parlement annuellement.

Description de l'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil fait également rapport annuellement au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,969	2,969	3,138
	2,969	2,969	3,138

22 Solliciteur général

Ministère 22-3

Service canadien du renseignement de sécurité 23-5

Service correctionnel 22-6

Commission nationale des libérations conditionnelles
22-9

Bureau de l'enquêteur correctionnel 22-10

Gendarmerie royale du Canada 22-11

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du
Canada 22-13

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie
royale du Canada 22-14

Solliciteur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Solliciteur général			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	19,617	21,426
5	Subventions et contributions	52,247	51,069
(L)	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,829	1,757
Total du Ministère		73,742	74,301
Service canadien du renseignement de sécurité			
10	Dépenses du Programme	165,554	182,753
Total de l'organisme		165,554	182,753
Service correctionnel			
15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement	843,646	831,819
20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	170,447	177,158
(L)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	201	201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75,157	63,392
(L)	Fonds renouvelable CORCAN	2,827	3,900
Total de l'organisme		1,092,278	1,076,470
Commission nationale des libérations conditionnelles			
25	Dépenses du Programme	21,295	22,772
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,560	2,391
Total de l'organisme		23,855	25,163
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
30	Dépenses du Programme	1,132	1,137
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138	125
Total de l'organisme		1,270	1,262
Gendarmerie royale du Canada			
35	Dépenses de fonctionnement	839,295	839,647
40	Dépenses en capital	129,035	140,504
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	217,490	213,234
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,220	13,971
Total de l'organisme		1,201,040	1,207,356
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
45	Dépenses du Programme	745	753
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43	39
Total de l'organisme		788	792
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
50	Dépenses du Programme	3,275	3,298
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	256	229
Total de l'organisme		3,531	3,527

Solliciteur général Ministère

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du Portefeuille et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du Portefeuille.

Description de l'activité

Ministère du Solliciteur général

Le Ministère conseille le Solliciteur général et le Sous-solliciteur général en matière de stratégies et de planification centrale; il élabore une politique et prépare des conseils en ce qui concerne la police et la sécurité; il met au point la politique d'antiterrorisme, ce qui comprend notamment l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre le terrorisme, et il élabore une politique visant le secteur correctionnel et donne des conseils à ce sujet; il fournit des services à la haute direction, des services de communications, de planification et de gestion des ressources ainsi que des services judiciaires, financiers et administratifs.

Bureau de l'Inspecteur général du SCRS

Le Bureau de l'Inspecteur général du SCRS s'assure que le SCRS respecte les politiques opérationnelles du Service; examine les activités opérationnelles, présente au Solliciteur général un certificat annuel sur les opérations du Service et entreprend sur demande des révisions d'activités spécifiques requises.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997			Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Ministère du Solliciteur général	20,502	52,247	72,749	73,272
Bureau de l'Inspecteur général du SCRS	993	.....	993	1,029
	21,495	52,247	73,742	74,301

Solliciteur général
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Ministère du Solliciteur général</i>		
Société John Howard	509,795	40,860
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451,807	.....
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	834,542	.....
Total des subventions	1,796,144	40,860
Contributions		
<i>Ministère du Solliciteur général</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuit conformément au Programme de services de police des Premières nations	49,540,000	48,140,000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	911,056	1,004,994
Total des contributions	50,451,056	49,144,994
Postes non requis		
Association canadienne des chefs de police	.....	40,000
Association canadienne de justice pénale	.....	100,150
Organismes autorisés d'assistance postpénale	.....	1,456,696
Financement de base – Organismes bénévoles nationaux	.....	286,000
Total des postes non requis	.....	1,882,846
Total	52,247,200	51,068,700

Solliciteur général

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonction- nement		
Service canadien du renseignement de sécurité	165,554	165,554	182,753
	165,554	165,554	182,753

Solliciteur général

Service correctionnel

Objectif

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

Description des activités

Opérations correctionnelles

Prestation de services essentiels liés à chaque étape de la peine du délinquant, y compris toute période de liberté sous condition. Parmi ces services, on retrouve la prestation de soins de santé physique aux détenus ainsi que des soins de santé mentale tant aux détenus qu'aux délinquants en liberté sous condition; la surveillance et le contrôle des détenus de pair avec la sécurité physique et périmétrique; les opérations de gestion des cas; la surveillance dans la collectivité et l'assistance postpénale.

Programmes correctionnels

Prestation d'une gamme de programmes conçus pour promouvoir la réintégration des délinquants, y compris la formation académique et professionnelle; l'emploi et le perfectionnement professionnel; des services et des programmes d'aumônerie; ainsi que d'autres programmes conçus pour répondre à divers besoins culturels, sociaux, spirituels et de perfectionnement personnel.

Services techniques et services aux détenus

Prestation de fonctions liées directement aux services d'alimentation, de vêtements et de logement des détenus ainsi qu'à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des établissements correctionnels. Parmi ceux-ci on retrouve les biens et services qui contribuent au soutien des activités pénitentiaires; l'ingénierie et le maintien des usines, des installations de programmes et du transport; services de gestion des programmes d'immobilisation.

Gestion et administration

Prestation de services intégrés tels la planification stratégique, les politiques intégrées, la recherche, les communications, l'évaluation des programmes, la vérification, les services juridiques et les services à la haute direction. De plus, cette activité renferme les services de gestion tels le Personnel, les Finances, les Systèmes, l'Administration et la coordination de la planification des opérations et des ressources.

CORCAN

Prestation d'activités de formation de main-d'oeuvre, d'expérience du travail et de services d'emploi conformes aux besoins des délinquants pour faciliter la réinsertion socioprofessionnelle du délinquant.

Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$45,000,000 au titre du fonds renouvelable CORCAN. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1er avril 1996	9,241
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996-1997 – besoins de trésorerie nets	<u>2,827</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1er avril 1997	6,414

Solliciteur général
Service correctionnel

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Opérations correctionnelles	536,225	.....	334	.....	536,559	534,951
Programmes correctionnels	105,474	.....	430	.....	105,904	102,264
Services techniques et services aux détenus	152,486	161,247	.....	.....	313,733	311,934
Gestion et administration	123,748	9,200	307	.....	133,255	123,421
*CORCAN	59,302	2,393	.....	58,868	2,827	3,900
	977,235	172,840	1,071	58,868	1,092,278	1,076,470

*Cette activité est financée au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines dépenses en argent inscrites dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en argent. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	434
Plus:	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	4,358
Changements dans le fonds de roulement	.....
Moins:	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement:	
Changements dans le fonds de roulement	4,358
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	2,393
Total des prévisions (besoins de trésorerie nets)	2,827

NOTA: Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable CORCAN, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Solliciteur général
Service correctionnel

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Opérations correctionnelles</i>		
Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	54,000	48,000
<i>Gestion et administration</i>		
Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents (L) Pensions et autres avantages sociaux des employés	100,000	70,000
	201,000	201,000
Total des subventions	355,000	319,000
Contributions		
<i>Opérations correctionnelles/Programmes correctionnels</i>		
Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	716,000	771,000
Total des contributions	716,000	771,000
Total	1,071,000	1,090,000

Solliciteur général

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission

Conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Opérations de la Commission	23,855	23,855	25,163
	23,855	23,855	25,163

Solliciteur général

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Objectif

L'objectif du programme est d'agir en tant qu'ombudsman pour toute question correctionnelle de compétence fédérale en révisant de façon indépendante les plaintes des délinquants liées aux décisions, recommandations, actes ou omissions du Commissaire du Service correctionnel, ses préposés ou agents par rapport à l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et en menant des enquêtes à leur sujet, afin de contribuer à la gestion efficace, juste et humaine des peines des délinquants pour lesquels le Solliciteur général est responsable.

Description de l'activité

Le Bureau maintient un processus d'enquête indépendant, objectif, approfondi et opportun afin de répondre aux problèmes soulevés par les délinquants qui relèvent de la juridiction fédérale et le personnel des Services correctionnels afin de faciliter le règlement des préoccupations individuelles et collectives des délinquants; formule des recommandations au Commissaire du Service correctionnel et au Solliciteur général sur les résultats des enquêtes, y compris les mesures de redressement; par l'entremise du Solliciteur général, présente un rapport annuel aux deux Chambres du Parlement et comparaît, le cas échéant, devant le Sénat et les Comités permanents de la Chambre sur la justice et le Solliciteur général.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire	Total	
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,270	1,270	1,262
	1,270	1,270	1,262

Solliciteur général Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Faire respecter les lois, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Police opérationnelle

Englobe divers programmes d'application de la loi offerts aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Elle collabore avec les services de police accrédités et fournit des services au public.

Police de protection

Assure les services de protection et de sécurité aux dignitaires canadiens et étrangers, aux biens de l'État, aux événements d'envergure ainsi qu'aux aéroports désignés et s'occupe de la recherche, de la conception et de l'évaluation de méthodes et d'équipement de sécurité.

Services judiciaires

Appuient tous les services de police canadiens en leur fournissant des cours de techniques policières spécialisés ainsi que des services de laboratoire judiciaire, d'identité judiciaire et d'information.

Gestion générale

Assure l'interaction de la planification stratégique et générale, l'élaboration des politiques, de la planification financière et de l'évaluation des programmes. Elle assume le contrôle des activités en coordonnant les secteurs des communications, des affaires publiques, de l'accès à l'information, des liaisons ministérielles, des examens externes et des appels.

Administration

Chargée de l'organisation et de la gestion des ressources humaines du Ministère, des programmes de formation, de la dotation en personnel, des services de santé et des services linguistiques, de l'administration de la gestion du matériel et des programmes et des services de biens immobiliers.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Police opérationnelle	1,140,479	55,794	.....	721,219	475,054	462,558
Police de protection	137,065	2,445	.....	.....	139,510	133,212
Services judiciaires	248,239	36,503	386	3,461	281,667	288,716
Gestion générale	40,077	343	.....	40	40,380	50,248
Administration	190,375	33,950	40,104	.....	264,429	272,622
	1,756,235	129,035	40,490	724,720	1,201,040	1,207,356

Solliciteur général
Gendarmerie royale du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Administration</i>		
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1,900	2,019
Association internationale des chefs de police	1,900	2,019
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	1,000,000	1,000,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1985 ch. R-10)	31,000,000	31,000,000
(L) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	8,000,000	8,000,000
(L) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	100,000	100,000
Total des subventions	40,103,800	40,104,038
Contributions		
<i>Services judiciaires</i>		
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police	386,080	410,210
Total des contributions	386,080	410,210
Total	40,489,880	40,514,248

Solliciteur général

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, des cas de discipline graves, de renvoi et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.

Description des activités

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuellement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révisé équitablement les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à comparaître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptables. Les conclusions et recommandations du président, ou du Comité, sont envoyées aux parties et au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	<u>Budgétaire</u>	Total	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	788	788	792
	788	788	792

Solliciteur général

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

Description des activités

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et examine les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à comparaître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au Commissaire de la GRC et au Solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque année au Solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recommandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	Budgétaire	Total	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,531	3,531	3,527
	3,531	3,531	3,527

23 Transports

Ministère 23-3

Tribunal de l'aviation civile 23-14

Administrateur de l'Office du transport du grain 23-15

Office national des transports 23-16

Transports

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Transports			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	410,722	397,741
5	Dépenses en capital	449,282	506,785
10	Subventions et contributions	406,519	329,139
15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	31,918	33,822
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	87,200	111,910
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	248,504	287,977
30	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour le pont de Valleyfield	2,000	2,000
35	Paiements à la Société canadienne des ports	1,500	.....
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	49	49
(L)	Abolition des péages sur le pont Victoria	6,664	6,664
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96,598	124,765
	Crédit non requis		
–	Paiements à l'Administration de pilotage des Laurentides	.....	4,340
Total du Ministère		1,740,956	1,805,192
Tribunal de l'aviation civile			
40	Dépenses du Programme	832	843
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70	62
Total de l'organisme		902	905
Administrateur de l'Office du transport du grain			
	Crédit non requis		
–	Dépenses du Programme	.....	7,739
	Poste non requis		
–	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	.....	193
Total de l'organisme		.....	7,932
Office national des transports			
45	Dépenses du Programme	22,150	27,407
(L)	Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	7,309	7,472
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,548	2,873
	Postes non requis		
–	Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i>	.....	559,300
–	Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i>	.....	13,055
–	Paiements aux compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la <i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique</i>	.....	90,433
–	Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i>	.....	9,100
Total de l'organisme		32,007	709,640

Transports Ministère

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et exploiter des éléments précis du système.

Description des activités

Politiques et coordination

L'activité, Politiques et coordination, est chargée des fonctions suivantes: coordonner la politique sur les transports, qui comprend les modes de transport maritime, aérien et de surface et les sociétés d'État; fournir des services de secrétariat; faire respecter la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur les droits de la personne*; planifier et élaborer les politiques stratégiques à court et à long terme; effectuer les analyses économiques; veiller à la recherche et au développement; gérer l'aide financière pour les systèmes de transport maritime, aérien et de surface, y compris VIA Rail, le programme des wagons-trémies, les ententes de développement économique et régional (EDÉR), les services de traversiers comprenant Marine Atlantique, d'exploitants privés et d'autorités provinciales, la Société canadienne des ports et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (y compris les Ponts Jacques-Cartier et Champlain).

Marine

L'activité, Marine, englobe l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport maritime commercial; la planification d'urgence; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et des ports publics; et la prévention de la pollution.

D'autres activités sont également assurées par des sociétés d'État et d'autres entités des services de pilotage dans les eaux canadiennes; l'élaboration, l'exploitation et l'entretien de neuf commissions de port et l'exploitation du navire N.M. Arctic.

Aviation

L'activité, Aviation, est chargée de la réglementation et du contrôle des activités de l'aviation civile et du système de navigation aérienne; de la promotion de la sécurité dont la détection des conditions dangereuses; et de la prestation de services de vol à Transports Canada, y compris le système civil de navigation aérienne, et à d'autres organismes et ministères fédéraux.

Aéroports

L'activité, Aéroports, est chargée d'élaborer, de maintenir et d'exploiter les services et les installations des aéroports civils du Canada, en appliquant une gestion commerciale pour atteindre éventuellement l'autonomie. Les opérations aéroportuaires portent sur la prestation de services aux passagers et aux aéronefs comme les services d'intervention d'urgence et la maintenance et l'entretien des installations aéroportuaires dont les aérogares, les installations de stationnement, les pistes, les routes et l'équipement mécanique et électrique. Transports Canada continue à s'occuper de huit grands aéroports internationaux et de 130 autres aéroports nationaux, régionaux et locaux en agissant comme propriétaire, en les exploitant, en les subventionnant, ou par une combinaison quelconque de ces modes de fonctionnement. L'exploitation de quatre de ces huit aéroports internationaux (Vancouver, Edmonton, Calgary, Montréal) a été transférée aux administrations aéroportuaires locales en 1992.

Surface

Le Groupe de la surface est chargé des tâches suivantes: l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques et des programmes concernant la réglementation de la sécurité routière et ferroviaire et des véhicules automobiles, le transport des marchandises dangereuses ainsi que l'élaboration, la préparation et le maintien des pratiques et des plans d'urgence pour les modes de transport de surface durant les urgences nationales.

Transports Ministère

Administration du Ministère

L'activité, Administration du Ministère, fournit orientation et gestion au Ministère et aux sociétés d'État par l'intermédiaire des bureaux des adjoints principaux et des cabinets du Ministre et du Sous-ministre. Le sous-ministre adjoint (SMA) des Finances et de l'Administration contrôle et dessert le Ministère, de façon centralisée, au chapitre des finances, de la planification et de la programmation, du recouvrement des coûts et de l'évaluation économique, des services administratifs généraux, des systèmes de gestion, des communications et de l'informatique et de la gestion des biens et des services des marchés. Le SMA du Personnel contrôle et fournit de façon centralisée les services de personnel et de formation au Ministère. Citons, parmi les autres services, la vérification interne, l'examen et l'évaluation des programmes, les affaires publiques, le contentieux, ainsi que la sécurité et la planification d'urgence. L'Office du transport du grain de l'Ouest assure, en ce qui a trait à certains aspects précis du réseau de manutention et de transport des grains, le transport rapide, efficace et organisé des grains produits dans l'Ouest canadien vers leurs points de vente et leurs points d'exportation.

Système de navigation aérienne

L'activité, Système de navigation aérienne, assure un écoulement rapide, sûr et ordonné de la circulation aérienne et assure la disponibilité et la fiabilité de systèmes de surveillance radar et de communication aux fins du contrôle de la circulation aérienne, des services de vol et des aides à la navigation pour les aéronefs dans l'espace aérien, les voies aériennes et les routes aériennes nationales.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Politiques et coordination	401,921	2,926	361,382	.....	766,229	749,762
* Marine	58,560	24,393	.....	22,934	60,019	582,294
Aviation	150,265	16,478	.....	41,563	125,180	151,521
Aéroports	208,698	135,100	40,653	304,945	79,506	115,633
Surface	35,520	2,419	7,695	310	45,324	47,280
Administration du Ministère	78,486	10,466	3,068	9,370	82,650	158,702
Système de navigation aérienne	555,928	257,500	385	231,765	582,048	.....
	1,489,378	449,282	413,183	610,887	1,740,956	1,805,192

Notas:

L'activité, Politiques et coordination, comprend des paiements aux sociétés d'État suivantes: Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (\$31,918,000 – crédit 15); Marine Atlantique S.C.C. (\$87,200,000 – crédit 20); VIA Rail Canada Inc. (\$248,504,000 – crédit 25); l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (\$2,000,000 – crédit 30); et la Société canadienne des ports (\$1,500,000 – crédit 35). Les pages suivant le tableau des paiements de transfert contiennent de plus amples renseignements sur les activités de ces sociétés d'État.

* Le nom de cette activité a été modifié à la suite du transfert de la Garde côtière canadienne au ministère des Pêches et des Océans.

** A compter de 1996-1997, durant la période de transition, en tenant compte du prochain transfert du système navigation aérienne à une entité commercialisée, la taxe sur le transport aérien, qui autrefois était portée au crédit du Ministère, est maintenant portée au crédit du Trésor.

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Subventions		
<i>Politiques et coordination</i>		
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	22,004,700	21,363,800
Subvention à la province de Terre-Neuve et du Labrador pour les services de traversier le long de la côte sud de Terre-Neuve et de la péninsule Great Northern	5,000,000	.....
Total des subventions	27,004,700	21,363,800
Contributions		
<i>Politiques et coordination</i>		
Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	10,885,000	11,822,000
Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	19,000,200	14,725,200
Contribution à la ville de Montréal pour des travaux de construction sur le boulevard Henri-Bourassa	19,735,500	.....
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme:		
Nouvelle-Écosse	1,743,000	3,520,000
Nouveau-Brunswick	17,000,000	14,250,000
Terre-Neuve – Routes régionales	21,000,000	21,000,000
Accord sur l'autoroute transcanadienne – Terre-Neuve	35,000,000	30,000,000
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, <i>Loi des subsides n°5 de 1963</i>)	6,664,000	6,664,000
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,500,200	1,500,400
Aide de transition suite à l'élimination des subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique:		
Terre-Neuve	4,000,000	.....
Nouvelle-Écosse	17,000,000	.....
Nouveau-Brunswick	40,000,000	.....
Île-du-Prince-Édouard	5,000,000	.....
Québec	12,000,000	.....
Initiative stratégique d'investissement en capital – Routes	100,403,000	110,715,000
Initiative stratégique d'investissement en capital – Havres et quais	1,807,000	800,000
Contribution au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé afin de maintenir et d'améliorer le Système interprovincial d'échange de registre	17,800	18,000
Entente d'amélioration routière associée au lien routier permanent		
Nouveau-Brunswick	10,000,000	14,050,000
Île-du-Prince-Édouard	7,545,000	7,340,000
Code canadien de sécurité	4,077,000	.....

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
<i>Aéroports</i>		
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports:		
Programme initial	8,225,100	12,176,800
Aéroports qui ne font pas partie du Réseau national d'aéroports aux termes de la Politique nationale des aéroports	4,036,000	.....
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	25,000,000	19,000,000
Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports et des installations connexes – Principales contributions –		
Terre-Neuve – Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	404,700	450,100
Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports, et des installations connexes	222,000	11,000,000
Initiative stratégique d'investissement en capital – Aéroports	2,765,000	6,026,000
<i>Surface</i>		
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	7,545,000	8,050,500
Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain	150,000	150,000
<i>Administration du Ministère</i>		
Contributions tirées du Fonds de réserve d'amélioration du réseau	3,068,000	.....
<i>Système de navigation aérienne</i>		
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	384,700	121,100
Total des contributions	386,178,200	293,379,100

Transports Ministère

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Postes non requis		
Aéro Club du Canada (anciennement Association royale canadienne des aéroclubs)	13,050
Comité de la Semaine nationale des transports	15,700
Stratégie nationale pour l'intégration des personnes handicapées	5,772,000
L'Institut canadien de recherche sur le camionnage	400,000
Contributions aux termes des conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique régional:		
Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional)	2,610,000
Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	203,050
Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes d'éducation et de prévention des accidents	1,500,000
Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	64,800
Ligue des cadets de l'air du Canada – Bourse de formation en pilotage	13,050
Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	45,850
Contribution à la décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles	7,850
Association du transport du Canada	415,000
Initiative stratégique d'investissement en capital – Voies ferrées	10,000,000
Total des postes non requis	21,060,350
Total	413,182,900	335,803,250

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Objectif

Fournir au public des voies sûres et efficaces sur les ponts Jacques-Cartier et Champlain et sur une section de l'autoroute Bonaventure à Montréal (Québec).

Description du financement par voie de crédits

Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

La Société administre, contrôle, exploite et entretient le pont Jacques-Cartier et le pont Champlain qui inclut une partie de l'autoroute Bonaventure, à Montréal (Québec). Aucun péage n'est imposé sur le pont Jacques-Cartier depuis 1962 et sur le pont Champlain, depuis le mois de mai 1990.

Les paiements budgétaires sont requis pour couvrir l'excédent des déboursés sur les recettes de la Société provenant de l'exploitation des ponts, des chaussées et de la section de l'autoroute relevant de sa compétence.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		
Dépenses de fonctionnement	33,873	35,552
Moins:		
Recettes provenant des usagers	787	775
Total partiel	33,086	34,777
Moins:		
Articles hors caisse	1,203	1,171
Total partiel	31,883	33,606
Acquisition d'immobilisations, d'installations et de matériel	35	216
Total des besoins budgétaires	31,918	33,822

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – La Société canadienne des ports

Objectif

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports et havres qui étaient placés sous l'autorité du Conseil des ports nationaux, afin de réaliser les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce international ainsi que d'autres objectifs sociaux et économiques. La Société a également pour mandat d'administrer, de gérer et de contrôler directement les ports non constitués en sociétés de port locales.

Description du financement par voie de crédits

La Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est financièrement autonome, mais reçoit des crédits budgétaires pour des initiatives précises qui ne sont pas financièrement viables, bien qu'elles poursuivent l'un ou l'autre des objectifs énoncés. La Société administre également le Fonds de prêts interportuaires.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
La Société canadienne des ports		
Dépenses en capital:		
Agrandissement du quai – Port de Belledune	1,500	.....
Total des besoins	1,500	.....

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Marine Atlantique S.C.C.

Objectif

Exploiter des services sûrs, fiables et efficaces de transport maritime et des services connexes dans la région atlantique du Canada pour contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux.

Description du financement par voie de crédits

Marine Atlantique S.C.C.

Assurer une aide financière à Marine Atlantique S.C.C. à partir des coûts budgétés moins les recettes des usagers pour certains services côtiers et de traversier pour lesquels le Canada a accepté la responsabilité, notamment les services prévus par l'Acte de l'Union et la Confédération. La société d'État assure les services suivants:

- a) respecter les engagements constitutionnels (services entre North Sydney et Port-aux-Basques, et services entre Borden et Cap-Tourmentin) et services côtiers de Terre-Neuve (le Labrador);
- b) assurer d'autres services que ceux prévus par la Constitution (entre North Sydney et Argentinia);
- c) assurer des services qui offrent des possibilités de développement économique (entre Digby et Saint-Jean et entre Yarmouth et Bar Harbor).

De plus, la société mène d'autres activités liées aux transports.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Marine Atlantique S.C.C.		
Dépenses de fonctionnement	169,700	217,316
Moins:		
Recettes provenant des usagers	90,500	92,460
Total partiel	79,200	124,856
Moins:		
Articles hors caisse	.....	29,177
Total partiel	79,200	95,679
Acquisition de biens, d'installations et de matériel	8,000	16,231
Total des besoins budgétaires	87,200	111,910

Transports
Ministère
Renseignements additionnels – VIA Rail Canada Inc.

Objectif

Gérer les services ferroviaires pour le transport des voyageurs de façon à améliorer leur efficience, leur efficacité et leur rentabilité.

Description du financement par voie de crédits

VIA Rail Canada Inc.

VIA Rail est responsable de la gestion de la plupart des services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada en vertu de l'entente conclue avec le ministre des Transports. VIA Rail doit assurer les services prescrits par le Ministre dans des ententes fondées sur les coûts budgétés moins les recettes. VIA Rail à son tour gère et fait la mise en marché de services, entretient son équipement et passe des marchés avec le CN et le CP pour obtenir le droit de faire circuler des trains de voyageurs sur leurs réseaux respectifs et leur faire assurer l'exploitation de ces trains ainsi que le fonctionnement d'autres services de soutien.

VIA Rail reçoit également des fonds pour l'acquisition et la rénovation d'installations et de matériel et d'autres immobilisations.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
VIA Rail Canada Inc.	248,504	287,977
Total des besoins budgétaires	248,504	287,977

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Objectif

Construire et exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés, telles que les ponts, qui font partie d'une voie navigable en eau profonde.

Description du financement par voie de crédits

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un projet de réfection du pont de Valleyfield, y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires qui sont prévues dans des budgets annuels d'immobilisations approuvés par le Conseil du Trésor.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent		
Réfection du pont de Valleyfield	2,000	2,000
Total des besoins budgétaires	2,000	2,000

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Administration de pilotage des Laurentides

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Administration de pilotage des Laurentides		
Dépenses de fonctionnement	38,209
Moins:		
Recettes provenant des usagers	33,749
Total partiel	4,460
Moins:		
Articles hors caisse	195
Total partiel	4,265
Acquisition d'immobilisations	75
Total des besoins budgétaires	4,340

Transports

Tribunal de l'aviation civile

Objectif

Pourvoir au milieu de l'aviation un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités

Révisions et appels

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la fin d'une audience, le Tribunal peut confirmer la décision du Ministre, substituer sa décision à celle rendue par le Ministre ou renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997		Budget principal 1995–1996
	<u>Budgétaire</u>	Total	
Révisions et appels	902	902	905
	902	902	905

Transports
 Administrateur de l'Office du transport du grain

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997			Total	Budget principal 1995-1996
	Budgétaire		Paiements de transfert		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			
Administrateur de l'Office du transport du grain	7,932
	7,932

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Postes non requis		
Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau	3,143,000
Total des postes non requis	3,143,000

Transports

Office national des transports

Objectif

L'Office a pour but de contribuer, par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport de compétence fédérale, à la mise en place d'un réseau de transport national efficient et efficace qui sert les besoins des expéditeurs, des transporteurs et des voyageurs.

Description de l'activité

Transport ferroviaire

Les activités comprennent l'évaluation des projets de rationalisation du réseau ferroviaire, notamment les avis de cession de lignes ferroviaires et le règlement des demandes de modifications de l'infrastructure ferroviaire. Elles comprennent également le règlement des différends, des plaintes et des demandes des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et autres parties intéressées par la tenue d'enquêtes non officielles et officielles, par la médiation et le recours à des mécanismes d'arbitrage des propositions finales, le dépôt de contrats confidentiels, l'examen et le dépôt de divers documents tarifaires et autres documents connexes, conformément aux lois et aux règlements pertinents du gouvernement fédéral ainsi que l'examen, suite à une objection, concernant des projets d'acquisition et de fusion d'entreprises de transport ferroviaire canadiennes et l'octroi de certificats ferroviaires. Ces activités comprennent en outre le paiement de subventions en guise de soutien aux services de transport et la détermination des coûts et des pertes ferroviaires, des tarifs de marchandises et le calcul des prix compensatoires conformément à la législation, la vérification des frais facturés à VIA, et des pertes encourues à l'égard de l'exploitation de trains de voyageurs autres que ceux de VIA et d'embranchements, ainsi que la réglementation des pratiques comptables des chemins de fer.

Transport aérien et transports accessibles

Cette activité comprend l'octroi de licences aux transporteurs aériens canadiens et étrangers pour l'exploitation de services au Canada, l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office ainsi que des accords internationaux, la participation à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords internationaux de services aériens, le règlement rapide et peu coûteux, conformément à la législation pertinente, des différends entre expéditeurs, voyageurs, transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'opposition, sur les projets d'acquisition et de fusion impliquant des transporteurs aériens, la tenue d'enquêtes relativement aux plaintes et l'élaboration de règlements pour veiller à ce que les conditions de transport ne constituent pas un obstacle indu à la mobilité des personnes handicapées.

Transport maritime et routier

L'Activité «Transport maritime et routier» comprend l'octroi de licences à certains types de transporteurs maritimes canadiens et étrangers pour l'exploitation de services intérieurs et l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office, le règlement des différends et l'enquête sur les différends opposant les expéditeurs, les voyageurs, les transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'opposition, sur les projets d'acquisition et de fusion des transporteurs maritimes et d'entreprises de camionnage, l'administration de la *Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes*, le traitement des demandes d'un permis d'exploitation d'un productoduc, l'examen des propositions tarifaires concernant le pilotage contre lesquelles une opposition a été déposée, et l'administration de la *Loi sur les taux de subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique* et de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes*.

Membres et soutien de la réglementation

Cette activité comprend les membres de l'Office, les services juridiques et les services de soutien de la réglementation à l'appui des activités de réglementation de l'Office. Elle comprend également les fonctions reliées à l'examen annuel du suivi et de l'analyse de l'industrie visant les répercussions de l'approche de réglementation économique du gouvernement sur le réseau de transport canadien.

Transports

Office national des transports

Administration

Cette activité comprend la Direction générale des services de gestion ainsi que les directions de la vérification interne et des communications, lesquelles fournissent une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs, de la façon la plus efficace et la plus économique possible conformément à la politique administrative du gouvernement.

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Transport ferroviaire	6,577	7,309	13,886	587,472
Transport aérien et transports accessibles	6,238	.....	6,238	6,695
Transport maritime et routier	1,037	.....	1,037	101,655
Membres et soutien de la réglementation	5,638	4	5,642	6,787
Administration	5,204	.....	5,204	7,031
	24,694	7,313	32,007	709,640

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Contributions		
<i>Transport ferroviaire</i>		
(L) Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport de montants établis selon les dispositions de l'article 270 de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	7,309,000	7,472,000
<i>Membres et soutien de la réglementation</i>		
Paiements au Groupe de recherche sur les transports au Canada	4,000	4,000
Total des contributions	7,313,000	7,476,000
Postes non requis		
(L) Paiements aux compagnies de chemin de fer de montants établis selon les dispositions de la <i>Loi sur le transport du grain de l'Ouest</i>	.....	559,300,000
(L) Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi de 1987 sur les transports nationaux</i>	.....	13,055,000
(L) Paiements versés aux compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la <i>Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique</i>	.....	90,433,000
(L) Paiements versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la <i>Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes</i>	.....	9,100,000
Total des postes non requis	.....	671,888,000
Total	7,313,000	679,364,000

24 Travaux publics et Services gouvernementaux

Travaux publics et Approvisionnement et Services 24-3
Société canadienne d'hypothèques et de logement 24-13
Société canadienne des postes 24-14
Corporation commerciale canadienne 24-15

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Travaux publics et Approvisionnement et Services		
<i>Programme des services immobiliers</i>		
1	888,883	966,853
5	278,647	273,068
10		
	2,589	2,589
(L)	425,557	426,257
(L)	1,889	1,416
(L)	-19,737	-2,125
-		464
	1,577,828	1,668,522
<i>*Total du Programme</i>		
<i>Programme des approvisionnements et des services</i>		
15	428,319	483,040
(L)		
	49	49
(L)	35,978	37,507
(L)	22	67
(L)	19	-1,004
(L)	-740	-2,196
(L)		
		-1,788
(L)	7,463	
	471,110	515,675
<i>Total du Programme</i>		
<i>Programme des sociétés d'État</i>		
20	3,000	3,000
25	6,500	
	9,500	3,000
<i>Total du Programme</i>		
Total du Ministère		
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
30	1,972,803	2,025,649
(L)		
	-270,900	-142,300
Total de l'organisme		
Société canadienne des postes		
35	14,000	14,000
Total de l'organisme		
Corporation commerciale canadienne		
40	10,948	11,859
Total de l'organisme		
10,948 11,859		

* Antérieurement connu comme Programme des services et Programme des biens immobiliers.

** Antérieurement connu comme Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Travaux publics et Approvisionnement et Services

Programme des services immobiliers

Objectif

Gérer un portefeuille diversifié comprenant les propriétés immobilières d'usage commun et général et d'autres actifs afin de fournir des locaux et des services connexes aux locataires fédéraux, aux clients et aux autres usagers et d'optimiser les investissements du gouvernement dans ces biens. Fournir aux clients des services communs dans les domaines de l'immobilier, de l'architecture et du génie, aux taux du marché.

Description des activités

Logement fédéral

Gérer les immeubles de bureaux et les installations d'usage commun afin d'assurer des milieux de travail sécuritaires et productifs aux fonctionnaires fédéraux et d'optimiser les investissements faits par le gouvernement dans ces biens.

Propriétés fédérales

Gérer les investissements gouvernementaux dans les biens immobiliers sous la garde du Ministre et le dessaisissement de ceux-ci, et voir au paiement des subventions en remplacement de l'impôt municipal ou provincial.

Architecture et génie

Fournir, aux taux du marché, des services d'architecture et de génie dans le domaine immobilier pour les travaux de construction et de rénovation ainsi que des services de conseillers professionnels, de développement technologique, des services environnementaux, des services de dragage et de la flotte, ainsi que des levés hydrographiques pour assurer le soutien des autres activités du programme et des autres ministères.

Gestion de l'immobilier

Fournir, aux taux du marché, les services immobiliers liés à la gestion, à l'exploitation, à l'entretien et à la réparation des biens immobiliers fédéraux.

Propriétés et dessaisissement

Fournir aux organismes gardiens de l'administration fédérale, aux taux du marché, divers services immobiliers tels l'achat, l'évaluation, les enquêtes, l'aménagement et l'aliénation des installations et des propriétés appartenant à l'État ainsi que des services consultatifs.

Coordination du programme

Assurer l'orientation et le cadre stratégiques pour la gestion du programme et donner des conseils en matière de politique et d'opération au Ministre et au comité de direction du Ministère.

Services de soutien

Rendre compte du coûts des services de soutien administratif et de direction qui sont fournis par le programme des approvisionnements et des services et qui sont nécessaires aux activités d'architecture et de génie, de gestion immobilière et de propriétés et de dessaisissements.

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnement et Services
Programme des services immobiliers

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997				Total	Budget principal 1995–1996
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Logement fédéral	1,040,903	241,683	.....	239,316	1,043,270	1,120,271
Propriétés fédérales	71,471	36,964	425,557	24,805	509,187	510,898
Architecture et génie	1,031,908	3,253	.....	1,073,444	-38,283	-31,944
Gestion de l'immobilier	1,266,520	1,860	.....	1,321,821	-53,441	-51,971
Propriétés et dessaisissement	116,556	478	.....	130,723	-13,689	-9,577
Coordination du programme	43,574	.....	12	1,067	42,519	36,425
Services de soutien	88,265	.....	.....	.....	88,265	94,420
	3,659,197	284,238	425,569	2,791,176	1,577,828	1,668,522

Nota: Le Programme des services immobiliers est partiellement financé au moyen d'un fonds renouvelable. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Paiements de transfert

(dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Subventions		
<i>Propriétés fédérales</i>		
(L) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	425,557,000	426,257,000
Total des subventions	425,557,000	426,257,000
Contributions		
<i>Coordination du programme</i>		
Association canadienne de normalisation	12,000	12,000
Total des contributions	12,000	12,000
Postes non requis		
Institut de formation en gestion de la construction	.....	24,000
Total des postes non requis	.....	24,000
Total	425,569,000	426,293,000

Travaux publics et Services gouvernementaux

Travaux publics et Approvisionnement et Services

Programme des approvisionnements et des services

Objectif

Contribuer à optimiser les ressources, à faire respecter les principes d'équité et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques et à soutenir les objectifs gouvernementaux en assurant ou en facilitant la prestation d'une vaste gamme de services essentiels de qualité supérieure dans les domaines des approvisionnements, des ressources humaines, des finances, de la traduction, des services gouvernementaux, des télécommunications et d'informatique de même que d'autres services gouvernementaux centraux.

Dans le cadre du Programme des approvisionnements et des services, on assure onze services centraux du gouvernement et de gestion ministérielle qui sont répartis en sous-activités gérées et dispensées dans l'ensemble du Ministère. Le programme comprend également des sous-activités qui sont désignées comme des organismes de service spéciaux. Il s'agit de services intégrés qui sont mis sur pied à l'Administration centrale afin de répondre aux besoins variés des clients, conformément aux normes qui ont été établies par les clients en matière de services et d'affectation des ressources.

Le programme est divisé en trois activités: les services centraux et communs du gouvernement, la gestion ministérielle et les organismes de service spéciaux. Toutes ces activités ont des ressources spécialisées et, dans certains cas, une partie de leurs ressources sont affectées en région. Les sous-activités des services du Receveur général, de la rémunération de la fonction publique, de l'approvisionnement, de la distribution des biens de la Couronne et des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique qui relèvent de l'activité des services centraux et communs du gouvernement ont des ressources spécialisées à l'Administration centrale et dans les régions.

- L'activité des services centraux et communs du gouvernement se divise en sept sous-activités: services du Receveur général, rémunération de la fonction publique, approvisionnements, relations publiques et marchés de services d'imprimerie, distribution des biens de la Couronne, Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique et, enfin, les autres services centraux du gouvernement.
- L'activité de la gestion ministérielle se divise en trois sous-activités: services exécutifs et de gestion ministérielle, ressources humaines et soutien régional.
- L'activité des organismes de services spéciaux comprend le Groupe Communication Canada, Conseils et Vérification Canada, et le Bureau de la traduction.

Description des activités

Activité des services centraux et communs du gouvernement

Cette activité offre des services centraux et communs du gouvernement à divers clients afin de répondre à des besoins variés. Ces services sont offerts à plus de cent ministères et organismes au Canada, en Europe et aux États-Unis.

L'activité comprend sept sous-activités reliées à des services centraux et à des services communs. Les services sont assurés de façon intégrée à l'Administration centrale afin de répondre aux besoins très diversifiés des clients, conformément à des normes établies régissant le service à la clientèle et l'affectation des ressources. Des ressources spécialisées à l'Administration centrale sont affectées à chaque sous-activité et une partie des ressources est attribuée aux directions régionales. Les services (sous-activités) suivants sont fournis dans le cadre de la présente activité:

- Services du Receveur général;
- Rémunération de la fonction publique;
- Approvisionnements;
- Relations publiques et marchés de services d'imprimerie;
- Distribution des biens de la Couronne;
- Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- Autres services centraux du gouvernement.

Activité de gestion ministérielle

Cette activité offre une vaste gamme de services de soutien et de gestion à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Cette activité comprend les sous-activités suivantes: Services exécutifs et de gestion ministérielle, Ressources humaines et Soutien régional. Elle comprend les cabinets du Ministre et du Sous-ministre et les services des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, des ressources humaines, des immobilisations, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des différends contractuels, des politiques et de la planification ministérielles, de la recherche sur l'opinion publique et des services juridiques, ainsi que le groupe de la mise en oeuvre et le Bureau de la Secrétaire générale.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Travaux publics et Approvisionnements et Services

Programme des approvisionnements et des services

Activité des organismes de services spéciaux

Cette activité fournit des services efficaces et efficients qui sont axés sur les pratiques du secteur privé et ce, afin de satisfaire aux besoins des clients.

Cette activité comprend différents organismes de services spéciaux (OSS) de TPSGC qui offrent, contre une rémunération à l'acte, une vaste gamme de services facultatifs aux ministères et organismes. Les OSS offrent également certains services obligatoires qui sont financés par crédit. Les services qui sont offerts par ces organismes comprennent: des services d'imprimerie, d'édition et une vaste gamme de services de communications; des services de traduction et d'autres services linguistiques; et des services de consultation, de vérification et services connexes. Parmi les OSS, nous retrouvons:

- Groupe Communication Canada;
- Conseils et Vérification Canada;
- Bureau de la traduction.

Fonds renouvelables

Fonds renouvelable des Services facultatifs

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$200,000,000 au titre du fonds renouvelable des Services facultatifs. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	153,519
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 – besoins de trésorerie nets	22
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	153,497

Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$100,000,000 au titre du fonds renouvelable du Groupe Communication Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	32,400
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 – Besoins de trésorerie nets	19
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	32,381

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$30,000,000 au titre du fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	10,626
Plus:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 – excédent	740
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	11,366

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnements et Services
Programme des approvisionnements et des services

Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$64,000,000 au titre du fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	78,160
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997	<u> </u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	78,160

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$75,000,000 au titre du fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	54,468
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997 – Besoins de trésorerie nets	<u> 7,463</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	47,005

Fonds renouvelable de la production de défense

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$100,000,000 au titre du fonds renouvelable de la production de défense. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses:

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 1996	100,000
Moins:	
Budget des dépenses principal de 1996–1997	<u> </u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 1997	100,000

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnement et Services
Programme des approvisionnements et des services

Programme par activité

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins: Recettes à valoir sur le crédit		
Services centraux et communs du gouvernement	803,722	467,817	335,905	397,717
Gestion ministérielle	188,524	103,079	85,445	76,105
Organismes de services spéciaux	333,350	283,590	49,760	41,853
	1,325,596	854,486	471,110	515,675

**Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables
 (Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997			Budget principal 1995–1996
	Dépenses	Recettes	Dépenses (recettes) excédentaires	
Services facultatifs/Approvisionnements	102,678	102,711	(33)	8
Groupe Communication Canada	148,021	150,093	(2,072)	(5,906)
Conseils et Vérification Canada	50,725	50,490	235	(2,036)
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	311,308	314,903	(3,595)	(1,788)
Bureau de la traduction	91,426	83,007	8,419	.....
Production de défense	.....	.....	.....	.....
Déficit/(bénéfice) de fonctionnement	704,158	701,204	2,954	(9,722)
*Rajustements pour obtenir les besoins de trésorerie nets/(excédent)	3,810	.....	3,810	4,801
Budget des dépenses principal - besoins de trésorerie nets/(excédent)	6,764	.....	6,764	(4,921)

*Puisque le bénéfice ou le déficit de fonctionnement est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, cet élément ne reflète pas directement les besoins de trésorerie du fonds qui sont inclus dans le Budget des dépenses. Certains éléments qui devraient être pris en considération pour le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas une dépense directe en argent. Certaines dépenses en argent incluses dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante:

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnement et Services
Programme des approvisionnements et des services

**Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables
 (Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)

	Services facultatifs	Groupe Communi- cation Canada	Conseils et Vérifi- cation Canada	Services gouverne- mentaux de télécommu- nications et d'informatique	Bureau de la traduction	Production de défense
Déficit/(bénéfice) de fonctionnement prévu	(33)	(2,072)	235	(3,595)	8,419	.....
Éléments hors caisse compris dans le calcul du bénéfice de fonctionnement	(577)	(3,434)	(1,275)	(6,400)	(1,697)	.....
Total partiel	(610)	(5,506)	(1,040)	(9,995)	6,722	.....
Augmentation du fonds de roulement	.....	461	.....	.....	1	.....
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	632	5,064	300	9,995	740	.....
Total des prévisions - besoins de trésorerie nets/(excédent)	22	19	(740)	.....	7,463	.....

Nota: Pour de plus amples renseignements sur les fonds renouvelables, se reporter à la Partie III du Budget des dépenses du Ministère.

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnement et Services
Programme des sociétés d'État

Objectif

Autoriser et effectuer des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux ententes approuvées par le gouverneur en conseil.

Description de l'activité

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Maintenir la mise en valeur des terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.

Queens Quay West Land Corporation Inc.

Remplir les fonctions d'une entreprise de gestion immobilière et d'aliénation pour les terrains du Harbourfront à Toronto.

Programme par activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997		Budget principal 1995-1996
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3,000	3,000	3,000
Queens Quay West Land Corporation	6,500	6,500	.....
	9,500	9,500	3,000

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnements et Services
Programme des sociétés d'État
 Renseignements additionnels – Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Objectif

Maintenir la mise en valeur des terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.

Description du financement par voie de crédits

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

L'argent versé à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. sert à financer la mise en valeur du Vieux-Port de Montréal. Le budget de fonctionnement comprend les salaires, les frais d'administration, et d'entretien de l'emplacement, de même que les dépenses liées aux activités de promotion et au programme de communication.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.		
Dépenses de fonctionnement:		
Frais d'administration	1,675	1,465
Frais de communication	1,975	1,695
Coûts des programmes d'animation	4,925	3,650
Frais de l'entretien du territoire	3,925	4,300
Total partiel	12,500	11,110
Dépenses en capital:		
Site en général	500	250
Total partiel	500	250
Total des dépenses brutes	13,000	11,360
Moins:		
Recettes de la Société	10,000	8,360
Total des besoins budgétaires	3,000	3,000

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Travaux publics et Approvisionnement et Services
Programme des sociétés d'État
 Renseignements additionnels – Queens Quay West Land Corporation

Objectif

L'objectif de la Queens Quay West Land Corporation est de fonctionner comme une société de gestion et d'aliénation de biens immobiliers du site Harbourfront à Toronto.

Description du financement par voie de crédits

Queens Quay West Land Corporation

Les fonds alloués à cette société permettent de respecter les engagements prévus dans les accords de transfert avec la ville de Toronto, certains promoteurs immobiliers et les autres parties intéressées à préserver l'intégrité du secteur riverain et ils permettent également d'accorder une subvention de fonctionnement au Harbourfront Centre. Le budget de fonctionnement comprend les frais d'administration et d'entretien du site, ainsi que les dépenses liées au dessaisissement des biens immeubles. La Queens Quay West Land Corporation a toutefois reçu l'ordre du Conseil du Trésor de se dissoudre et de céder son actif et son passif à la Société immobilière du Canada Limitée.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Queen Quay West Land Corporation		
Dépenses de fonctionnement:		
Paiement au Harbourfront Centre	6,500	.....
Total des besoins budgétaires	6,500	.....

Travaux publics et Services gouvernementaux Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Description du financement par voie de crédits

Logement du marché

Aider à créer un climat stable dans lequel le marché privé puisse fonctionner efficacement, et améliorer la sécurité d'occupation par le biais de l'accession à la propriété et des coopératives d'habitation.

Logement social

Venir en aide aux ménages nécessiteux qui n'ont pas les moyens de se procurer sur le marché privé des logements de qualité et de taille convenables à un prix abordable.

Aide au logement

Entreprendre et soutenir des travaux de recherche, ainsi que des activités de diffusion de l'information et d'élaboration de politiques et de programmes visant à améliorer la qualité et l'abordabilité des logements, le fonctionnement des marchés de l'habitation et le développement de collectivités durables, et fournir d'autres services auxiliaires en vue d'aider la Société à remplir sa mission.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal 1996–1997	Budget principal 1995–1996
Dépenses budgétaires:		
Logement du marché	64,708	64,784
Logement social	1,874,134	1,928,212
Aide au logement	33,961	32,653
Total partiel	1,972,803	2,025,649
Total des dépenses non budgétaires (nettes):	-270,900	-142,300
Total des besoins	1,701,903	1,883,349

Travaux publics et Services gouvernementaux

Société canadienne des postes

Objectif

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Description du financement par voie de crédits

Paiements concernant les programmes publics

Ces paiements portent sur des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement (le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles).

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Paiements concernant les programmes publics	14,000	14,000
Total des besoins budgétaires	14,000	14,000

Travaux publics et Services gouvernementaux Corporation commerciale canadienne

Objectif

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Description du financement par voie de crédits

Corporation commerciale canadienne

Obtention et traitement des appels d'offres des gouvernements étrangers; appel et évaluation des soumissions et propositions des fournisseurs canadiens; négociation et acceptation de marchés de gouvernements étrangers et adjudication ou accords relatifs aux marchés conclus avec des fournisseurs canadiens; rétribution des fournisseurs canadiens et recouvrement des montants dus par les gouvernements clients.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)

	Budget principal 1996-1997	Budget principal 1995-1996
Corporation commerciale canadienne		
Dépenses	12,758	12,899
Moins:		
Intérêt et autres revenus	1,810	1,040
Total des besoins budgétaires	10,948	11,859

25 Index

Index

A

Académie de droit international de la Haye, 15–4
Académie mondiale pour la paix, 2–9
Accord Canada-Québec sur l'immigration, 6–4
Accord de libre-échange nord-américain, 12–11
Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, 1–32
Accord sur le commerce intérieur, 12–11
Accord sur les marchés publics, 12–11
Accord sur les relevés hydrométriques, 11–5
Administrateur de l'Office du transport du grain, 23–2, 23–15
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 1–50, 23–2, 23–4, 23–12 à 23–13
Administration de pilotage des Laurentides, 23–2
Administration du pipe-line du Nord, 1–32, 1–52, 2–3, 2–20
Aéro Club du Canada, 23–7
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 1–30, 1–52, 2–1 à 2–2, 2–4 à 2–10
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 1–32, 1–52, 3–1 à 3–2, 3–4
Agence canadienne d'évaluation environnementale, 1–39, 1–56, 11–2, 11–4, 11–7
Agence canadienne de développement international, 1–31, 1–52, 2–2, 2–11 à 2–14
Agence canadienne du pari mutuel, 4–5
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, 2–8
Agence de promotion économique du Canada atlantique, 1–40, 1–57, 14–2, 14–11 à 14–12
Agence internationale de l'énergie, 2–7, 19–6 à 19–7
Agence internationale de l'énergie atomique, 2–7, 19–9
Agence pour l'énergie nucléaire, 2–7
Agence spatiale canadienne, 1–41, 1–57, 14–3, 14–14 à 14–16
Agence spatiale européenne, 14–16
Agences de recouvrement privées, 10–2
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 1–34, 1–53, 4–1 à 4–2
Agriculture et de l'Agroalimentaire, 4–3 à 4–7
Aide à l'adaptation, Citoyenneté et Immigration, 6–4
Aide à la formation, 7–5
Aide au transport des céréales fourragères, 4–6
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés, 5–4
Aide mutuelle, 9–6
Allocations aux anciens combattants, 5–4
Allocations de guerre pour les civils, 5–4
ANCIENS COMBATTANTS, 1–34, 1–53, 5–1 à 5–2
Anciens du Yukon, 1–33, 3–2
Archives nationales du Canada, 1–44, 1–59, 17–3, 17–20 à 17–21
Association canadienne de justice pénale, 22–4
Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation, 4–7
Association canadienne de normalisation, 7–4, 24–4
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni, 5–4
Association canadienne des chefs de police, 15–4, 22–4
Association canadienne des juges des cours provinciales, 15–5
Association canadienne des Nations Unies, 2–9
Association civile de recherches et de sauvetage aériens, 9–6
Association de l'Aviation royale du Canada, 9–5
Association de la communauté du service extérieur, 2–7
Association de la Marine royale du Canada, 9–5
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada, 22–12
Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain, 23–6
Association des manufacturiers de chaussures du Canada, 14–6
Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, 3–6
Association des musées canadiens, 17–8
Association des officiers de marine, 9–5
Association du transport du Canada, 23–7
Association forestière du Canada, 19–6
25–2

Association internationale de chimie céréalière, 4–7
Association internationale de développement, 1–39, 1–56, 12–2, 12–5
Association internationale des chefs de police, 22–12
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, 1–50
Association royale canadienne des aéroclubs, 23–7
Association universitaire canadienne d'études nordiques, 3–10
Associations parlementaires et de procédure, 16–6
Associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime, paiements aux, 23–7
Assurance de la fonction publique, 7–2
Assurances de la fonction publique, 7–6
Atlas national du Canada, 19–3
Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, 2–9

B

Bande crie et naskapiques du Québec, 3–6
Bande indienne Miawpukek, 3–7
Bande indienne Sechelte, 3–7
Bandes crie et naskapiques du Québec, subventions, 3–8
Banque de développement du Canada, 1–40, 14–3, 14–13
Banque européenne pour la reconstruction et le développement paiements, 1–56
Banque européenne pour la reconstruction et le développement, paiements, 12–2
Banque interaméricaine de développement, 2–13
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, paiements, 1–56, 12–2, 12–5
Bibliothèque du Parlement, 1–43, 1–59, 16–2, 16–7
Bibliothèque nationale, 1–45, 1–60, 17–4, 17–28
Bombardier/de Havilland, 14–6
British Institute of International and Comparative Law, 15–4
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 1–36, 1–54, 8–2, 8–9
Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, 1–43
Bureau de l'enquêteur correctionnel, 1–48, 1–61, 22–2, 22–10
Bureau du surintendant des institutions financières, 1–40, 12–3, 12–12
Bureau fédéral de développement régional (Québec), 1–41, 1–57, 14–3, 14–20 à 14–21
Bureaux d'examen de l'endettement agricole, 4–7

C

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada, 9–5
Caisse de bienfaisance des détenus, 1–48
Caisse des réclamations étrangères, 12–3
Campagnes sectorielles, contributions aux, 14–6
Célébrations de la Fête du Canada, 17–7 à 17–8
Centre canadien conjoint de pathologie faunique, 11–5
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 1–38, 10–3, 10–19
Centre canadien de gestion, 1–36, 1–54, 8–2, 8–5 à 8–7
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies, 21–5
Centre canadien du sport et de la condition physique, 17–8
Centre canadien pour la sécurité mondiale, 2–9
Centre commémoratif W. Clifford Clark, 1–50
Centre d'échanges législatifs, Subvention, 2–9
Centre d'étude sur les conflits, 9–5
Centre de prévention de la pollution, 11–5
Centre de recherches pour le développement international, 1–32, 2–2, 2–12, 2–16 à 2–17
Centre des études sur les ressources, Université Queen's, 19–6
Centre international de recherche sur le cancer, 21–5
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2–12
Centre international pour la recherche sur le cancer, 19–9
Centre interservices des feux de forêt du Canada, 19–6

Centre national de distribution des denrées alimentaires, 21-5
Centre national du transport en commun inc., 14-21
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval, 2-9
Centres d'aide au développement technologique, 14-21
Centres de toxicologie, 11-5
Chambre de commerce du Canada, 2-9
Chambre des communes, 1-43, 1-59, 12-10, 16-2, 16-5 à 16-6
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée, 5-4
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 1-34, 1-54, 6-1 à 6-4
Code canadien du travail, 8-13
Collège canadien de police, 22-12
Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan, subvention, 22-8
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies, 10-10
Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau, 11-6
Comité consultatif du Lac Louise, 17-11
Comité de coordination des accidents industriels majeurs, 9-7, 11-5
Comité de la Semaine nationale des transports, 23-7
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 1-36, 1-55, 8-3, 8-14
Comité du lotissement urbain de Jasper, 17-11
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 1-48, 1-61, 22-2, 22-13
Comité sur les modifications de la loi, 15-4
Commerce international, ministre du, 2-2
Commissaire à la magistrature fédérale, 1-42, 1-58, 15-2, 15-7
Commissaire aux langues officielles, 1-36, 1-54, 8-2, 8-11
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 1-42, 1-58, 15-2, 15-9
Commission canadienne des affaires polaires, 1-33, 1-53, 3-3, 3-12
Commission canadienne des droits de la personne, 1-42, 1-58, 15-2, 15-6
Commission canadienne des grains, 4-4
Commission canadienne du blé, 23-5
Commission canadienne du lait, 1-34, 4-2, 4-8
Commission d'établissement du Nunavut, 3-10
Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, 1-38
Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, 1-38
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 1-46, 1-60, 19-2, 19-8 à 19-9
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 1-34, 1-54, 6-2, 6-5
Commission de la capitale nationale, 1-45, 17-4, 17-24
Commission de la fonction publique, 1-45, 1-60, 17-4, 17-30 à 17-32
Commission des champs de bataille nationaux, 1-44, 1-59, 17-3, 17-23
Commission des Cris et des Naskapis, 3-7
Commission des grains, 4-2
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 1-48, 1-61, 22-2, 22-14
Commission des relations de travail dans la fonction publique, 1-36, 1-55, 8-3, 8-13

Index

Corporation commerciale canadienne, 1-51, 24-2, 24-15
Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii, Quote-part canadienne des frais de la, 14-23
Cour canadienne de l'impôt, 1-42, 1-58, 15-2, 15-11
Cour fédérale du Canada, 1-42, 1-58, 15-2, 15-8
Cour permanente d'arbitrage, 2-9
Cour suprême du Canada, 1-42, 1-58, 15-2, 15-10
Cours de langue pour les immigrants au Canada, 6-4
Cris de la Baie-James, 3-6
Cris Oujé-Bougoumou du Québec, 3-8
Cris Oujé-Bougoumou et aux Naskapiés du Québec, 3-6

D

Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, 23-7
DÉFENSE NATIONALE, 1-37, 1-55, 9-1 à 9-6
Défi à la recherche sur le cancer du sein, 21-5
Dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques, 11-6
Développement de la région de Montréal, programme d'aide, contributions, 14-21
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, 1-37, 1-55, 10-1 à 10-2
Directeur général des élections, 1-36, 1-54, 8-2, 8-10
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, 1-42, 1-58, 14-4, 14-29

E

École nationale de ballet, 17-9
École nationale de cirque, 17-9
École nationale de théâtre, 17-9
Emploi et Immigration, 1-37, 1-55, 10-2, 10-4
Énergie atomique du Canada, Limitée, 1-46, 19-2, 19-10
Entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement de l'industrie touristique, 14-21
Entente Canada-Nouveau-Brunswick pour le développement de la pêche récréative, 18-6
Entente Canada/Territoires du Nord-Ouest sur le développement économique, 3-10
Entente Canada/Yukon sur le développement économique, 3-10
Entente d'amélioration routière associée au lien routier permanent, 23-5
Entente de coopération Canada-Terre-Neuve pour l'amélioration et la conservation des salmonidés, 18-5
Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique, 4-7
Entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques, 4-7
Entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur le développement rural, 4-7
Entente sur le développement minéral, 19-6 à 19-7
Ententes pour le développement économique et régional, contributions, 14-6
Ententes sur le développement économique et régional, contributions, 4-6
Ententes Travaux d'infrastructure Canada, 14-7, 14-12, 14-29
Ententes Travaux d'infrastructures Canada, 14-20
ENVIRONNEMENT, 1-38, 1-56, 11-1 à 11-6
Établissement et adaptation des immigrants, 6-4
Étude internationale de validation des modèles de biosphère, 19-9
Éventualités du gouvernement, expansion du commerce international en Asie-Pacifique, 2-7, 2-9, 7-5

F

Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international, 1-56, 12-2, 12-5
Facilité globale pour l'environnement, 1-56, 12-2, 12-5
Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 17-28
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement, 3-7
FINANCES, 1-39, 1-56, 12-1 à 12-2
Fondation Asie-Pacifique du Canada, 2-9
Fondation Asie-Pacifique pour la coopération économique dans le Pacifique, 2-10
Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels, 14-7
Fondation canadienne des arts autochtones, 17-9
Fondation canadienne des droits de la personne, 15-4
Fondation canadienne pour la vérification intégrée, 12-10
Fondation de l'art inuit, 3-4
Fondation des villes durables, 11-4
Fondation du Canada pour les Amériques, 2-9
Fondation du Commonwealth, 2-8
Fondation du saumon du Pacifique, 18-5
Fondation Habitat faunique Canada, 11-6
Fondation nationale communautaire de l'arbre, 19-6
Fonds d'action pour la Convention sur les armes chimiques, 2-9
Fonds d'aide à l'exécution des ordonnances familiales, 15-5
Fonds d'éducation et d'informations juridiques, 15-5
Fonds d'institutions financières internationales, 1-31, 1-52, 2-2
Fonds de bienfaisance de l'Armée, 5-4
Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon, 2-9
Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse, 1-60, 19-2
Fonds de développement Canada/Terre-Neuve, 1-60, 19-2
Fonds de développement de Montréal, 14-20 à 14-21
Fonds de la consultation et du développement, 15-5
Fonds de recherche et d'éducation en droit public, 15-5
Fonds de rétablissement des espèces en péril, 11-5
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones, 2-8
Fonds des partenaires de l'environnement, 11-6
Fonds du patrimoine mondial, 17-11
Fonds pour l'initiative de la justice applicable aux Autochtones, 15-5
Fonds pour la réforme du droit pénal, 15-5
Fonds renouvelable CORCAN, 1-61, 22-2
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, 1-62, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable de Géomatique Canada, 1-60, 19-2 à 19-3
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, 14-9
Fonds renouvelable de l'Office national du film, 1-59, 17-4
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, 4-5
Fonds renouvelable de la production de défense, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable des passeports, 1-52, 2-2, 2-5 à 2-6
Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier, 24-2
Fonds renouvelable des services facultatifs, 1-62, 24-2
Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable des Services immobiliers, 1-62
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, 1-62, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada, 1-62, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, 1-60, 17-4, 17-31
Fonds renouvelable RADIANT, 1-54, 8-2, 8-6 à 8-7
Fonds renouvelables des Services facultatifs, 24-6, 24-9
Fonds sectoriel pour la formation, 10-14
Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario, 14-7

Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtières, 1-60, 19-2, 19-7
Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement, 2-7
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture, 2-7
Force de protection des Nations Unies (Yougoslavie), 2-8
Force des Nations Unies à Chypre, 2-8
Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement, 2-8
Force intérimaire des Nations Unies au Liban, 2-8

G

Gendarmerie royale du Canada, 1-48, 1-61, 22-2, 22-11 à 22-12
Géomatique Canada, 19-3
Gestion de la réserve faunique de la Vallée Creston, 11-6
Gouvernement de Terre-Neuve, 21-6
Gouvernement du Yukon, 21-6
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 1-40, 1-57, 13-1 à 13-2
Groupe bilatéral et le transfert de technologies touchant à l'environnement, 2-8
Groupe de recherche sur les transports au Canada, 23-17
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (I-P.É), 17-7

I

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents, 22-8
Indemnisation des marins marchands, 10-10
INDUSTRIE, 1-40, 1-57, 14-1 à 14-2, 14-5 à 14-7
Industrie de l'horticulture, aide, 4-7
Initiative concernant les instruments économiques, 11-5
Initiative des technologies porteuses de solutions environnementales, 14-6
Initiatives du Plan vert, 19-6
Initiatives stratégiques d'investissement en capital – aéroports, routes, voies ferrées et havres et quais, 23-5 à 23-6
Institut canadien d'études stratégiques, 9-5
Institut canadien d'information en matière de santé, 21-7
Institut canadien de conservation, 1-43
Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications, 14-7
Institut canadien de recherche énergétique, 19-5
Institut canadien de recherche sur le camionnage, 23-7
Institut canadien de recherches en génie forestier, 19-6
Institut canadien des affaires internationales, 2-9, 9-5
Institut canadien des recherches avancées, 14-6
Institut canadien international des céréales, 4-7
Institut de formation en gestion de la construction, 24-4
Institut de la fourrure du Canada, 11-4 à 11-5
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's, 8-4
Institut du vin canadien, 4-7
Institut interaméricain de statistique, 14-28
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture, 2-9
Institut international de droit d'expression française (IDEF), 15-4
Institut national de la magistrature, 15-4
Institut national du cancer du Canada, 21-5
Institut Nord-Sud, 2-12
Instituts militaires et des services unis, 9-5

J

Jardin international de la paix au Manitoba, 17-11
JUSTICE, 1-42, 1-58, 15-1 à 15-5

L

La Société canadienne des ports, 23-9
Légion royale canadienne, 5-5
Lieutenants-gouverneurs, 1-59
Lieutenants-gouverneurs, 17-2
Ligue des cadets de l'air du Canada, 9-5, 23-7
Ligue des cadets de l'armée du Canada, 9-5
Ligue navale du Canada, 9-5
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, 1-55, 10-3, 10-8, 10-16
Loi constitutionnelles de 1867 à 1982, 12-8
Loi de 1950 sur les crédits de défense, 1-37
Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1-56, 12-3, 12-8
Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en, 10-15, 21-7
Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales, 10-16
Loi de 1987 sur les transports nationaux, 23-2, 23-17
Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, 12-11
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, 1-55, 10-2, 10-8
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, 10-2
Loi nationale sur l'habitation, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-51, 1-62, 24-2
Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique, 1-41
Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique, 1-57, 14-2, 14-12
Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte, 3-7
Loi sur l'administration des biens saisis, 1-50
Loi sur l'aéronautique, 1-49
Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), 2-14
Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), 1-31
Loi sur l'assurance-chômage, 1-35, 1-46, 1-50
Loi sur l'expansion des exportations, 1-52
Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, 1-43, 17-7
Loi sur l'exportation et l'importation des biens culturels, 17-2
Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides, 4-7
Loi sur la Banque de développement du Canada, 1-40
Loi sur la concurrence, 14-18
Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 9-6
Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 22-12
Loi sur la gestion des finances publiques, 1-30, 1-34, 1-38, 1-44, 1-47, 1-54, 1-59, 8-2, 17-3
Loi sur la mise au point des pensions du service public, 1-54, 7-2, 7-6
Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, 1-52, 2-2, 2-7
Loi sur la protection du revenu agricole, 1-53
Loi sur la protection civile, 9-7
Loi sur la protection des végétaux, 4-7
Loi sur la protection du revenu, 4-6 à 4-7
Loi sur la protection du revenu agricole, 1-53, 4-2, 4-6
Loi sur la réadaptation des anciens combattants, 5-4
Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, 10-7, 10-15
Loi sur la santé des animaux, 4-6
Loi sur la sécurité ferroviaire, 23-6
Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-51
Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 1-44
Loi sur le Conseil canadien des normes, 1-41
Loi sur le Conseil des Arts du Canada, 1-44
Loi sur le développement industriel et régional, 14-7, 14-20
Loi sur le droit d'auteur, 14-18
Loi sur le gouverneur général, 1-57, 13-2 à 13-3
Loi sur le ministère de l'Industrie, 1-40, 14-2
Loi sur le paiement anticipé des récoltes, 1-53, 4-2, 4-6
Loi sur le Parlement du Canada, 1-36, 1-59, 16-2

Index

Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique, 3-6
Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique, 1-52, 3-2
Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, 12-3
Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, paiements aux provinces, 12-8
Loi sur le transport du grain de l'Ouest, 23-2, 23-17
Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, 12-11
Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, 12-2, 12-5
Loi sur les allocations aux anciens combattants, 5-6
Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, 1-59, 16-2
Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1-56, 12-3, 12-7 à 12-8
Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils, 5-6
Loi sur les chemins de fer, 1-62, 23-2, 23-17
Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, 3-7
Loi sur les douanes, 12-11
Loi sur les indemnités de service de guerre, 1-53, 5-2, 5-4
Loi sur les inventions des fonctionnaires, 1-35
Loi sur les jeunes contrevenants, 15-4
Loi sur les juges, Pensions, 15-7, 15-10
Loi sur les mesures spéciales d'importation, 12-11
Loi sur les offices des produits agricoles, 1-53, 4-2, 4-5
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, 1-53, 4-2, 4-6
Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest, 4-5
Loi sur les pensions, 5-4, 5-6
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, versements, 9-6
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, 1-60, 18-2, 18-5
Loi sur les prêts aux petites, 14-3
Loi sur les prêts aux petites entreprises, 1-57 à 1-58, 14-2, 14-4, 14-10, 14-12, 14-21, 14-29
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, 4-2
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, 1-53, 4-6
Loi sur les régimes de retraite particuliers, 1-54
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique, 23-2, 23-17
Loi sur les subventions aux municipalités, 14-23
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, 23-2, 23-17
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 1-34, 1-53, 5-2, 5-4
Loi sur les traitements, Conseil privé, 1-36
Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, 1-56, 12-3
Lois sur la taxe d'accise, 12-11

M

Marine Atlantique S.C.C., 1-49, 23-2, 23-4, 23-10
Mémoire de Marion V. Royce, subventions, 10-10
Mesures visant l'Asie-Pacifique, 2-7, 2-9
Ministère, 12-4 à 12-5
Ministre du Commerce international, 1-52
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria, 2-8
Mission d'observation des Nations Unies au Salvador, 2-9
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, 2-8
Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït, 2-8
Mission de vérification des Nations Unies en Angola, 2-8
Mission des Nations Unies à Haïti, 2-8
Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental, 2-8
Monnaie canadienne, 1-56, 12-2, 12-4
Musée canadien de la guerre, 17-17
Musée canadien de la nature, 1-44, 17-3, 17-18
Musée canadien des civilisations, 1-44, 17-3, 17-17

Musée de l'armée, contribution, 17-11
Musée des beaux arts du Canada, 17-27
Musée des beaux-arts du Canada, 1-45, 17-4
Musée national de l'aviation, 17-29
Musée national des sciences et de la technologie, 1-45, 17-4, 17-29

N

Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones, 8-4
Nixon, Mme Eleanor, 9-5
Nouvelle-Écosse III, 19-7

O

Observatoire de neutrino de Sudbury, 14-7
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers, 1-60, 19-2, 19-7
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers, 1-60, 19-2, 19-7
Office du baccalauréat international, 2-7
Office national de l'énergie, 1-46, 1-60, 19-2, 19-11
Office national des transports, 1-50, 1-62, 23-2, 23-16 à 23-17
Office national du film, 1-45, 1-59, 17-4, 17-25 à 17-26
Opération des Nations Unies au Mozambique, 2-9
Opération des Nations Unies au Rwanda, 2-8
Opération des Nations Unies en Somalie, 2-9
Organisation de coopération et de développement économiques, 2-7
Organisation de l'aviation civile internationale, 1-30, 2-8
Organisation des États américains, 2-9
Organisation des Nations Unies, 2-8
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2-8
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), 1-37, 2-8, 9-6
Organisation internationale du Programme scientifique sur la frontière humaine, 14-7
Organisation internationale de surveillance maritime par satellite, 9-6
Organisation internationale du travail, 2-8
Organisation internationale pour les migrations, 6-4
Organisation maritime internationale, 2-8
Organisation météorologique mondiale, 11-5
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2-7
Organisation mondiale de la santé, 2-8, 21-5
Organisation mondiale des douanes, 2-7
Organisation mondiale du commerce, 2-7
Organisation panaméricaine de la santé, 2-9
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2-8
Organisations canadiennes d'agricultrices, 4-7
Organisations internationales de produits de base, 2-7

P

Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces et territoires, 10-3, 10-15
Palladium Corporation, 14-7
PARLEMENT, 1-42, 1-59, 16-1 à 16-2
ParticipACTION, 21-6
PATRIMOINE CANADIEN, 1-43, 1-59, 17-1 à 17-2
PÊCHES ET OCÉANS, 1-45, 1-60, 18-1 à 18-2
Pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, 1-59, 17-2, 17-7
Pensions aux sénateurs à la retraite, 16-4
Pensions de la fonction publique, 7-6
Pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz, 2-20
Pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel, 2-20
Pipeline Interprovincial Incorporée, 1-60, 19-2, 19-6
Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique, 9-5

Plan de diversification de l'industrie du tabac, 4-7
Plan national de commercialisation du lait, 4-8
Plan vert, 4-6 à 4-7
Pont de Valleyfield, 1-50, 23-2, 23-12
Pont Victoria, Montréal versement à la suite de l'abolition des péages, 1-62
Pont Victoria, Montréal, versement à la suite de l'abolition des péages, 23-2
Prestation d'adaptation pour les travailleurs, 1-55, 10-3
Prestations d'adaptation pour les travailleurs, 10-2
Prestations de retraite supplémentaires, 1-55, 10-2 à 10-3, 17-2, 17-7
Prestations pour bravoure, 5-4
Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement des sciences, de la technologie et des mathématiques, 14-6
Processus d'examen de l'endettement agricole, 4-6
Programme Bourses Canada, 14-6
Programme Canada/Québec de soutien aux infrastructures d'accueil des entreprises, 14-21
Programme canadien d'écovivisme, 11-6
Programme canadien de réorientation des agriculteurs, 4-5
Programme complémentaire pour le secteur des cultures, 4-6
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones, 15-4
Programme d'accueil, 6-4
Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario, 14-6
Programme d'administration, 1-32, 1-52, 3-2, 3-4
Programme d'aide à l'alimentation animale, 4-8
Programme d'aide à l'entraînement militaire, 9-6
Programme d'aide à l'innovation, 14-21
Programme d'aide à la distribution des publications (livres), 17-9
Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne, 17-9
Programme d'aide aux établissements de recherche, 14-21
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, 23-6
Programme d'aide aux projets d'infrastructures et d'attractions touristiques, 14-21
Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux, 19-9
Programme d'assurance récolte, 4-6
Programme d'assurance-récolte, 1-53, 4-2
Programme d'échange d'étudiants en droit civil et en common law durant l'été, 15-5
Programme d'emploi et d'assurance, 10-3, 10-13 à 10-14
Programme d'entreprise autochtone Canada, 14-7
Programme d'expansion des entreprises, 1-57, 14-2, 14-6
programme d'incitation à la R&D en technologie des communications, 14-6
Programme d'innovation en agroalimentaire, 4-7
Programme d'innovation en matière de produits laitiers, 4-8
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance, 1-37, 1-55, 10-2, 10-5 à 10-8
Programme de bourses en matière de sécurité coopérative, 2-9
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, 1-35, 1-54, 7-2, 7-6
Programme de développement des entreprises, 14-21
Programme de développement des marchés d'exportation, 2-7
Programme de développement des systèmes microélectroniques, 14-7
Programme de développement du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie, 14-21
Programme de développement économique du saumon, 14-21
Programme de développement et d'expérimentation de charges utiles et de véhicules spatiaux, 14-16
Programme de développement industriel et régional, 1-57, 14-2, 14-6
Programme de développement régional pour le Québec, 14-21
Programme de formation syndicale, 10-10
Programme de l'identité canadienne, 1-43, 1-59, 17-2, 17-6 à 17-9
Programme de la Commission canadienne des pensions, 5-2, 5-7
Programme de la Diversification de l'Ouest, 14-29
Programme de la protection du revenu, 1-53, 4-2, 4-6
Programme de la sécurité du revenu, 1-38, 1-55, 10-2, 10-11 à 10-12
Programme de la technologie de l'environnement du fleuve Saint-Laurent, 14-7
Programme de mise en valeur de la technologie, 14-6
Programme de mission de technologie et de relais de données, 14-16
Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, 3-3, 3-11
Programme de partenariat syndical-patronal, 10-10
Programme de pâturages communautaires, 1-34
Programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles, 4-6
Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, 14-6
Programme de prospection minière de l'Est du Québec, 19-7
Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications, 14-16
Programme de recherche en biotechnologie, 14-23
Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité, 19-7
Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994, 4-6
Programme de relance industrielle pour l'Est de Montréal, 14-21
Programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal, 14-21
Programme de renforcement de la productivité manufacturière, 14-20
Programme de réorientation des agriculteurs, 4-6
Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace, 14-15 à 14-16
Programme de services de police des Premières nations, 22-4
Programme de sondage des fonds marins, 19-6
Programme de systèmes et de technologies de pointe, 14-16
Programme des 4-H, 4-6
Programme des affaires du Nord, 1-33, 1-53, 3-2, 3-9 à 3-10
Programme des affaires indiennes et inuit, 1-32, 1-52, 3-2, 3-5 à 3-8
Programme des anciens combattants, 1-34, 1-53, 5-2 à 5-5
Programme des approvisionnements et des services, 1-50, 1-62, 24-2, 24-5 à 24-9
Programme des changements à l'échelle du globe, 11-5
Programme des conseillers parajudiciaires autochtones, 15-4
Programme des conseils de la recherche universitaire, 11-4
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, 1-35, 7-2, 7-5
Programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux, 19-6
Programme des politiques financières et économiques, 1-39, 1-56, 12-2, 12-4 à 12-5
Programme des ressources naturelles, 19-3 à 19-7
Programme des services axés sur le marché, 1-40, 1-57, 14-2, 14-8 à 14-10
Programme des services complémentaires de santé, 21-2, 21-7
Programme des services de gestion ministériels, 1-43, 1-59, 17-2, 17-5
Programme des services de santé assurés, 21-2, 21-7
Programme des services généraux, 1-37, 1-55, 10-2, 10-4
Programme des services immobiliers, 1-50, 1-62, 24-2 à 24-4
Programme des sociétés d'État, 1-50, 24-2, 24-10
Programme Diversi-pêches, 14-12
Programme du Bureau de services juridiques des pensions, 5-2, 5-8
Programme du Commonwealth pour la jeunesse, 2-8
Programme du concours de la sécurité coopérative, 2-9
Programme du contrôle des armes à feu, 15-4
Programme du développement de l'industrie et des sciences, 1-40, 1-57, 14-2, 14-5 à 14-7
Programme du développement social et de l'éducation, 10-3, 10-15 à 10-16
Programme du service de la dette publique, 1-56, 12-2, 12-6
Programme du travail, 1-38, 1-55, 10-2, 10-9 à 10-10
Programme du Tribunal d'appel anciens combattants, 5-9
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants, 5-2
Programme Entreprise Atlantique, 14-6
Programme Entreprises Atlantique, 14-21
Programme européen de moyens de transport spatial habités, 14-16
Programme européen du satellite de télédétection I, 14-16
Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser, 11-5

Index

Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces, 1-39, 1-56, 12-3, 12-7 à 12-8
Programme général de technologie de soutien, 14-16
Programme national de démonstration des réseaux d'entreprises, 14-6
Programme national de la gestion d'entreprise agricole, 4-7
Programme national des sécurité à la ferme, 4-6
Programme national sur le SIDA, 21-5
Programme optionnel d'exportation, 4-8
Programme Parcs Canada, 1-43, 1-59, 17-2, 17-10 à 17-11
Programme pour l'autonomie des anciens combattants, 5-5
Programme pour les utilisateurs de données, 14-16
Programme préparatoire d'observation de la terre, contribution, 14-16
Programme préparatoire de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire, 14-16
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique, 1-35, 1-54, 7-2
Programme spatial canadien, 14-15 à 14-16
Programme spécial, 1-40, 12-3, 12-9
Programme sur l'homme et la biosphère, 17-11
Programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement, 19-6
Projet de développement du secteur agroalimentaire canadien, 4-7
Projet de développement Hibernia, 19-2, 19-7
Projet Hibernia, 1-40, 12-3, 12-9
Projet TRIUMF, 14-23
Protection civile Canada, 9-2, 9-7

Q

Québec, 19-6
Queens Quay West Land Corporation, paiements à, 24-10, 24-12
24-2

R

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants, 1-53, 5-2, 5-4
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays, 1-53, 5-2, 5-4
Réadaptation professionnelle des invalides, 10-7, 10-15
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes, 12-8
Régime d'assistance publique du Canada, 10-3, 10-15
Régime d'assurance-revenu brut, 1-53, 4-2, 4-6
Régime de pensions du Canada, dépenses recouvrables au titre du, 1-37, 1-46
Régime de pensions du Canada, les coûts de gestion recouvrables pour le, 1-50
Régime national de distinctions honorifiques, 13-3
Régimes de la fonction publique de prestations, 7-6
Région Laprade, contributions, 14-21
Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation, 5-4
Règlement sur les droits de télécommunications, 1-44
Règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage, 4-6
Relations culturelles, subventions, 2-7
Rentes versées aux Indiens paiements en vertu de traités, 1-52
Reprographie, 7-5
Réseau canadien d'information sur le patrimoine, 1-43
Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, 14-6
Réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique, 11-5
Réserve pour l'amélioration du réseau, 23-15
RESSOURCES NATURELLES, 1-46, 1-60, 19-1 à 19-2
REVENU NATIONAL, 1-46, 1-60

S

Saint-Laurent Vision 2000, 11-5
Salle de concert d'Edmonton, 17-8
SANTÉ, 1-47, 1-61, 21-1 à 21-7
Santé nationale et Bien-être social, 1-47, 1-61, 21-2
Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni, 14-23
Secrétariat, 1-35, 1-54, 7-2
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique, 2-9
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 1-32, 1-52, 2-2, 2-19
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 1-36, 1-54, 8-2, 8-8
Secrétariat du Commonwealth, 2-8
Secrétariat du Programme des changements à l'échelle du globe, 11-5
Semaine nationale de la sécurité à la ferme, 4-7
Sénat, 1-42, 1-59, 16-2 à 16-4
Service aérien omnibus de colis destinés au Nord, 1-33
Service canadien du renseignement de sécurité, 1-47, 22-2, 22-5
Service correctionnel, 1-48, 1-61, 22-2, 22-6 à 22-8
Service de transport des expositions, 1-43
Services d'aide juridique, contribution aux provinces et aux territoires, 15-4
Services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit, Territoires du Nord-Ouest, 3-10
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-51, 1-62, 24-2, 24-13
Société canadienne de la Croix-Rouge, 23-7
Société canadienne de météorologie et d'océanographie, 11-4
Société canadienne des ports, 1-50, 23-2, 23-4
Société canadienne des postes, 1-33, 1-43, 1-51, 3-2, 17-2, 24-2, 24-14
Société canadienne des sciences judiciaires, 15-5
Société d'expansion du Cap-Breton, 1-41, 14-3, 14-19
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 1-44, 17-3, 17-16
Société de développement économique, 14-20
Société de développement économique de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine, 14-20
Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA), 4-6
Société dite Last Post Fund, 5-4
Société du Centre national des Arts, 1-44, 17-3, 17-22
Société du Vieux-Port de Montréal, 24-10 à 24-11
Société du Vieux-Port de Montréal Inc., 1-50, 24-2
Société financière internationale, 12-2
Société FORINTEK du Canada, 19-6
Société Inuvialuit régionale, 1-52, 3-2
Société John Howard, 22-4
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., 23-2, 23-4, 23-8
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, 1-49
Société Makivik, 3-6
Société pour l'expansion des exportations, 1-52, 2-2, 2-15
Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada, 17-11
Société Radio-Canada, 1-44, 17-3, 17-14 à 17-15
Société régionale inuvialuit, 3-6
Société royale du Canada, 9-7, 11-5
Sociétés de tir, 9-6
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 1-47, 1-61, 22-1 à 22-4
Sommet mondial pour les enfants, 21-7
Sommets de la Francophonie, 2-8
Statistique Canada, 1-41, 1-58, 14-4, 14-27 à 14-28
Stratégie de conquête des marchés, 4-7
Stratégie de l'environnement arctique, 3-10
Stratégie provisoire pour les jeunes et l'acquisition du savoir, 14-7
Subventions dans le domaine des relations avec les universités, 2-7
Système international de données sur les publications en série, 17-28
Système interprovincial d'échange de registre, 23-5

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 1-36, 1-55, 8-2, 8-12
Technologies stratégiques, 14-6
Télescope James Clerk Maxwell, 14-23
Terre-Neuve, 19-7
Thompson, M. R.P., 9-5
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie, 10-7, 10-15
TRANSPORTS, 1-49, 1-62, 23-1 à 23-7
Travaux publics et Approvisionnements et Services, 1-50, 1-62, 24-2
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 1-50, 1-62, 24-1 à 24-2
Trenton Works, 14-7
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 1-38, 1-56, 10-3, 10-18
Tribunal canadien du commerce extérieur, 1-40, 1-56, 12-3, 12-11
Tribunal de l'aviation civile, 1-50, 1-62, 23-2, 23-14
Tribunal de la concurrence, 1-41, 1-57, 14-3, 14-17
Tribunal des anciens combattants (révision et appel), 1-34, 1-53, 5-2, 5-6

U

Union internationale des télécommunications, 14-6
Université de l'Alberta, 14-23
Université de la Colombie-Britannique, 14-23, 19-6
Université de Moncton, contribution, 19-7
Université de Victoria, 14-23
Université internationale de l'espace, 14-15
Université polytechnique Ryerson, subvention, 14-15
Université Simon Fraser, 14-23

V

Vérificateur général, 1-40, 1-56, 12-3, 12-10
Versement de rentes en vertu des traités, 3-6
Versements d'allocations au conjoint, 1-55, 10-2, 10-12
Versements d'allocations spéciales pour enfants, 10-2, 10-12
Versements de sécurité de la vieillesse, 1-55, 10-12
Versements du supplément de revenu garanti, 1-55, 10-2
Versements du supplément de revenue garanti, 10-12
VIA Rail Canada Inc., paiements à, 23-41, 23-11
VIA Rail Canada Inc., paiements à, 1-49, 23-2

W

Whittington, Mme Mary, 9-5